EXPOSITION COLONIALE INTERNATIONALE DE PARIS 1931.

LES ARMÉES FRANÇAISES D'OUTRE-MER

HISTOIRE MILITAIRE DE MADAGASCAR

+ carte

ANNULÉ

C. D. ASENI
BIBLIOTHÈQUE
C.I.R.

PARIS
IMPRIMERIE NATIONALE

MDCCCCXXXI

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

LES ARMÉES FRANÇAISES D'OUTRE-MER

COLLECTION ÉDITÉE

À L'OCCASION DE L'EXPOSITION COLONIALE INTERNATIONALE DE PARIS DE 1931

I. *Histoire militaire des colonies, pays de protectorat et pays sous mandat.*

1. Conquête et pacification de l'Algérie.
2. L'armée française en Tunisie.
3. La pacification du Maroc.
4. Histoire des Troupes du Levant.
5. Histoire militaire de l'Indo-Chine.
6. Histoire militaire de l'Afrique Occidentale française (A. O. F.).
7. Histoire militaire de l'Afrique Équatoriale française (A. E. F.).
8. Histoire militaire de Madagascar.
9. La conquête du Cameroun et du Togo.

II. *Les armes et les services dans la conquête, la pacification et la mise en valeur des colonies.*

1. Les troupes coloniales pendant la guerre de 1914-1918.
2. La cavalerie aux colonies.
3. Le génie aux colonies.
4. L'artillerie aux colonies.
5. Le train des équipages aux colonies.
6. Le service de santé aux colonies.
7. Le service de l'intendance aux colonies.
8. La carte de l'empire colonial français.
9. Le service vétérinaire et le service de la remonte aux colonies.
10. Les uniformes des troupes de la marine, coloniales et nord-africaines

III. *Artisans de l'œuvre coloniale.*

1. Les grands soldats coloniaux.
2. Les contingents coloniaux.

J. 32796-31.

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

HISTOIRE MILITAIRE

DE MADAGASCAR

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

L'*Histoire militaire de Madagascar* a été établie, comme celle des autres colonies, à l'occasion de l'Exposition Coloniale Internationale de Paris de 1931, selon les instructions de la Direction des troupes coloniales au Ministère de la Guerre.

Elle a été rédigée, sous la direction du général Magnabal, commandant supérieur des troupes du groupe de l'Afrique Orientale, par MM. les :

Commandant breveté Frémanger ;
Commandant breveté Groussard ;
Commandant Larbalétrier ;
Capitaine Chauvin ;
Lieutenant Bender ;
Lieutenant Cizel ;
Lieutenant André,
} de l'infanterie coloniale.

A collaboré en outre à la rédaction définitive et à la présentation de l'ouvrage :

M. le lieutenant-colonel breveté Charbonneau, de l'infanterie coloniale, détaché au service historique de l'état-major de l'armée.

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

ANNULÉ
6054

EXPOSITION COLONIALE INTERNATIONALE DE PARIS 1931

LES ARMÉES FRANÇAISES D'OUTRE-MER

HISTOIRE MILITAIRE
DE MADAGASCAR

ANNULÉ

PARIS
IMPRIMERIE NATIONALE

MDCCCCXXXI

CeDRASEMI
BIBLIOTHEQUE
C.N.R.S. / E.H.E.S.S.

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

GOUVERNEURS GÉNÉRAUX DE MADAGASCAR.

1895-1896 ... M. Laroche;
1896-1905 ... Général Gallieni (intérim du général Pennequin 1899-1900);
1905-1910 ... M. Augagneur;
1910-1915 ... M. Picquié;
1915-1917 ... M. Garbit;
1917-1918 ... M. Merlin;
1918-1920 ... M. Schrameck;
1920-1923 ... M. Garbit;
1923-1929 ... M. Olivier;
1930 ... M. Cayla.

GÉNÉRAUX COMMANDANT EN CHEF OU COMMANDANTS SUPÉRIEURS.

Commandants en chef :

Du 6 mai 1895 au 17 janvier 1896 : Général de division Duchesne;
Du 18 janvier 1896 au 17 septembre 1896 : Général de brigade Voyron;
Du 18 septembre 1896 à 1905 : Général de brigade, puis général de division Gallieni (intérim du général Pennequin 1899-1900);

Commandants supérieurs :

1905-1907 ... Général de brigade De Trentinian;
1907-1909 ... Général de brigade Boyer;
1909-1912 ... Général de brigade Winckel-Mayer;
1912-1915 ... Général de brigade Riou;
1915-1918 ... Général de brigade Gautheron;
1918-1920 ... Général de division Nicole;
1920-1923 ... Général de brigade Frangeries;
1923-1926 ... Général de division Dhers;
1926-1929 ... Général de brigade, puis général de division Jacquet;
1929 ... Général de brigade Magnabal.

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

CHEFS D'ÉTAT-MAJOR.

1897-1899... Chef de bataillon breveté Gérard, de l'infanterie coloniale;
1899-1901... Lieutenant-colonel breveté Prudhomme, de l'infanterie coloniale;
1901-1903... Chef de bataillon breveté Lucciardi, de l'infanterie coloniale;
1903-1905... Chef de bataillon breveté Berdoulat, de l'infanterie coloniale;
1905-1907... Lieutenant-colonel Bernardi, de l'artillerie coloniale;
1907-1908... Lieutenant-colonel breveté Levasseur, de l'infanterie coloniale;
1908-1910... Chef de bataillon breveté Fouque, de l'infanterie coloniale;
1910-1913... Chef de bataillon Condamy, de l'infanterie coloniale;
1913-1915... Chef de bataillon Stieglitz, de l'infanterie coloniale;
1915-1919... Chef de bataillon Dauriat, de l'infanterie coloniale;
1919-1921... Chef de bataillon Raulet, de l'infanterie coloniale;
1921-1922... Chef de bataillon breveté Charbonneau, de l'infanterie coloniale;
1922-1926... Chef de bataillon André, de l'infanterie coloniale;
1926-1927... Chef de bataillon breveté Legentilhomme, de l'infanterie coloniale;
1927-1928... Chef de bataillon breveté Frémanger, de l'infanterie coloniale;
1928-1931... Chef de bataillon breveté Groussard, de l'infanterie coloniale.

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

INTRODUCTION.

I. — APERÇU GÉOGRAPHIQUE.

Géographie physique;
Organisation politique; Ethnographie;
Organisation politique et sociale des différentes races locales.

II. — COLONISATION EUROPÉENNE AVANT LA CONQUÊTE FRANÇAISE.

Premiers voyages faits par les Européens;
Colonisation européenne : Portugais, Hollandais, Anglais;
Établissement des Français : Société de l'Orient, Compagnie des Indes;
Rivalité d'influence entre Français et Anglais au début du XIXe siècle.

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

I

APERÇU GÉOGRAPHIQUE.

GÉNÉRALITÉS.

Madagascar constitue la « Grande Ile »[1] de l'Océan Indien, située au sud-est de l'Afrique dont elle est séparée par le canal de Mozambique.

Si l'on excepte certaines terres arctiques et l'Australie, c'est la troisième île du monde, après la Nouvelle-Guinée et Bornéo.

La population est de densité très faible; elle ne dépasse pas 4 millions d'habitants, soit à peine 6 habitants par kilomètre carré.

L'Océan Indien qui entoure l'île de tous côtés, est très profond sur la côte est. Il n'en est pas de même sur les côtes nord et ouest. Un chapelet continu d'îlots, de récifs, de plateaux sous-marins, semble réunir Madagascar à l'Inde par les Comores, les Seychelles, les Amirantes, les Chagos, les Laquedives et les Maldives. Un exhaussement d'un millier de mètres de ces plateaux sous-marins supprimerait presque le canal de Mozambique vers les Comores et ferait émerger deux ou trois îles aussi vastes que Madagascar.

C'est la présence de ce plateau sous-marin qui fait supposer qu'à une époque reculée l'île rouge a pu former avec l'Inde un continent, la « Lémurie », en partie effondrée aujourd'hui.

Ce continent aurait touché l'Inde au nord, la Nouvelle-Zélande à l'est et l'Afrique à l'ouest.

---

[1] Sa longueur du cap d'Ambre, au nord, au cap Sainte-Marie, au sud, est de 1.600 kilomètres environ; sa largeur de l'ouest à l'est, atteint 580 kilomètres et sa superficie (625.000 km²) est supérieure à celle de la France, de la Belgique et de la Hollande réunies (613.000 km²).

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

NATURE ET RELIEF DU SOL.

L'île rouge a été soumise autrefois à une formidable activité volcanique dont deux régions montrent les traces récentes : l'île de Nosy-Bé et la région de l'Itasy. Du nord au sud la plupart des sommets sont d'anciens volcans ou d'anciens groupements de volcans[1]. Aucun n'est actuellement en activité, mais, au loin, à la Réunion et aux Comores, deux montagnes élevées lancent encore vers le ciel leur panache de fumée.

Les phénomènes sismiques sont fréquents. Il y a « partout des ranomafana » (eaux chaudes) : les plus célèbres sont celles d'Antsirabe, analogues aux eaux de Vichy.

Une carte physique de la Grande Ile fait ressortir une chaîne à arête vive du côté de l'Orient et à pente variable vers l'Occident, chaîne qui va du nord (montagne d'Ambre) au sud (massif de l'Isandelo).

Cette chaîne, régulière à l'est, forme au contraire à l'ouest des massifs montagneux, touffus, de roches cristallines. Les plus hauts sommets n'atteignent cependant pas 3.000 mètres.

Les roches silicatées, décomposées par la chaleur et l'humidité, ayant perdu peu à peu leur silice, leur magnésie, leur chaux et leurs alcalis, se sont transformées en terre de couleur rougeâtre, à cause des hydrates d'alumine et de fer. Cette terre rouge, la latérite, couvre tout Madagascar jusqu'aux environs du parallèle de la rivière Onilahy.

Un plateau, dont l'altitude varie entre 800 et 1.800 mètres, occupe le centre du pays. Ce plateau est coupé tout autour par des à pics très accentués variant de 400 à 600 mètres. Les fleuves ont creusé des brèches par lesquelles ils s'élancent vers la mer en chutes nombreuses, en cascades ou en rapides.

LE CLIMAT.

L'île rouge est comprise entre les 13e et 29e grades de latitude sud. Cet allongement sur 16 grades de latitude, l'influence du vent, de la

---

[1] Les massifs sont du nord au sud: le Tsaratanana au sud de Diego qui culmine à 2,881 mètres; l'Ankaratra au sud-ouest de Tananarive, dont le sommet principal (Tsiafajavona) atteint 2.650 mètres.

Plus au sud, est le massif de l'Andringitra avec le pic Boby (2.660 m).

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

pluie et de l'altitude expliquent la diversité des climats des différentes régions de Madagascar.

Partout cependant il existe deux saisons très différentes : la saison des pluies ou saison chaude qui va de novembre à avril, et la saison froide qui va de mai à octobre.

Le soleil, pendant la saison chaude, passe au zénith pour la plus grande partie de l'île. C'est à ce moment que les cyclones sont le plus à craindre. Les pluies varient suivant les saisons; elles sont nombreuses, surtout à l'est où la falaise est presque constamment sous les nuages et la pluie. Les plateaux reçoivent de l'eau en abondance pendant la période des basses pressions, de décembre à février.

La région du sud-ouest qui va de Tuléar au cap Sainte-Marie reçoit très peu de pluies, aussi, la végétation y est-elle particulière.

LES CÔTES.

Les côtes de Madagascar ont un développement général d'environ 5.000 kilomètres.

La côte est est rectiligne : c'est une immense plage sans fin, où, à l'exception de Tintingue et Manakara, n'existent pas de bons ports. Les récifs coralliens qui s'édifient encore de nos jours à quelques encâblures de la côte, forment une barre sérieuse et ininterrompue qui gêne la navigation. La profondeur de la mer croît rapidement.

La côte ouest n'est que le terminus de vastes plaines. Les fleuves sont longs et lents et entraînent des alluvions qui s'accumulent près des embouchures; le courant de Mozambique amène les sables vers la terre. Le peu de profondeur et la chaleur des eaux favorisent singulièrement la formation de grands bancs de coraux appelés *bâsses* qui rendent très dangereuse la navigation côtière.

La côte nord qui va de la baie de Mahajamba à la baie d'Antongil est formée de montagnes qui plongent dans la mer, elle est très découpée rocheuse, déchiquetée, garnie d'îles et d'îlots, mais possède des baies profondes bien abritées où sont d'excellents mouillages comme Nosy-Bé et Diego-Suarez.

La côte sud, uniforme, battue par les vents et les courants, est inhospitalière, sans aucun abri sérieux.

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

HYDROGRAPHIE.

FLEUVES ET RIVIÈRES.

Le seul aspect de l'arête faîtière qui forme l'ossature de Madagascar indique que les régimes des deux versants sont très différents l'un de l'autre.

En effet, le bassin de l'Océan Indien est très étroit. Dans leur cours supérieur, les cours d'eau se sont creusés des lits profonds. Ils précipitent ensuite leurs eaux à la sortie des montagnes en de nombreuses chutes ou rapides. Leur embouchure, obstruée par des sables, les oblige à s'étaler en de nombreuses lagunes. Aucun de ces fleuves n'est accessible aux bateaux d'un certain tirant d'eau.

On a toutefois réussi, en détruisant quelques seuils rocheux, à créer un canal dit *des Pangalanes* qui permet aux bateaux légers (chalands, pirogues, canots), d'aller de Foulpointe à Farafangana.

Les cours d'eau de la côte ouest sont, par leur débit, de véritables fleuves, mais tombant de gradins en gradins, ils ne sont propres qu'à la navigation indigène (pirogues et petits voiliers) à l'exception de la Betsiboka qui, jusqu'à Maevatanana, peut recevoir de gros chalands.

Durant la saison des pluies, des deltas se forment à l'embouchure de ces rivières, et leur largeur atteint parfois plusieurs kilomètres. Les dépôts de limon entraînés et déposés sur le rivage sont très fertiles, mais le climat de ces régions est très malsain pour les Européens et même pour les indigènes.

LACS ET LAGUNES.

Madagascar possède de nombreux lacs et lagunes. Parmi les plus anciens, est le lac Alaotra, vestige d'un immense lac intérieur qui se comble peu à peu. Il a 40 kilomètres de long et 10 à 12 kilomètres de large. Il est très marécageux sur les bords et sans profondeur. De nombreux crocodiles y vivent.

Au sud de Tananarive, se trouve le lac Itasy qui a 10 kilomètres de long sur 9 de large. Il est enclavé dans la région volcanique de l'Ankaratra.

Le long de la côte ouest, les cours d'eau sont bordés près de leur embouchure d'une série de petits lacs qui les régularisent : lacs Kinkony, Befotaka, Ilima et Andranomena.

Au sud-ouest, le lac Iotry n'a pas d'écoulement vers la mer.

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

FLORE DE MADAGASCAR.

Avant l'arrivée de l'homme, la grande île était couverte de forêts, de marécages et de broussailles. Au Sud dans la région sèche des Mahafaly, les plantes xérophiles poussaient en oasis très denses.

Les feux de brousse allumés chaque année par les indigènes en vue de réaliser des cultures vivrières primitives et des prairies artificielles nécessaires aux troupeaux de bœufs, ont transformé peu à peu le régime de la flore : beaucoup de bois ont disparu complètement et il ne reste actuellement que l'immense forêt tropicale qui s'étale à l'est de Madagascar, de la montagne d'Ambre à Fort-Dauphin.

En dehors de la grande forêt, subsistent un peu partout des bois ou bouquets d'eucalyptus, de mimosées, d'acacias, et de vastes étendues couvertes de raphias, qui recherchent les terrains humides.

Mais à côté de la végétation autochtone existe une végétation importée. C'est ainsi qu'à peu près tous les arbres fruitiers de France poussent sur les plateaux de Madagascar. On y trouve aussi des arbres de rapport : cacaoyer, caféier, kapokier, cotonnier, etc.

Les villages sont généralement abrités par des tamariniers, et entourés d'une ceinture d'arbustes, notamment de cactus dans le sud-ouest. Cette particularité a rendu parfois très difficile l'accès de certaines localités au moment de la conquête ou de la pacification.

FAUNE.

La zoologie de Madagascar est très particulière. Il y a à peine une dizaine de siècles, y vivaient les grands oiseaux aepyornis.

Les lémuriens ou makis sont très nombreux et très variés; les uns atteignent la taille d'un gros chien, les plus petits vivent dans les creux de bambous. Ces lémuriens tiennent à la fois des insectivores et des singes.

Les insectivores sont représentés par de nombreuses espèces dont les plus connues sont les tenrecs, les carnivores par des espèces pouvant rappeler les mangoustes et par les civettes; un sanglier africain existe un peu partout.

Les reptiles sont tous inoffensifs, mais les fleuves sont infestés de crocodiles.

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

ETHNOGRAPHIE.

Il est admis que, deux mille cinq cents ans avant Jésus-Christ, des peuplades Indonésiennes de race négroïde furent chassées des îles de la Sonde vers le sud-est ou le sud-ouest et émigrèrent en Australasie et à Madagascar. Elles ont conservé partout leur langue originelle qui s'est modifiée cependant à travers les siècles. Des rapprochements curieux ont été faits entre les dialectes parlés actuellement à Madagascar, en Nouvelle-Zélande, aux Philippines, à Java et Bornéo. Plus de 2.000 racines sont de même origine et font partie du fond sanscrit.

Les négroïdes Indonésiens venus se réfugier à Madagascar sur la côte nord-est sont montés ensuite sur les plateaux. Le nom de Vazimba leur a été donné dans l'Emyrne. Mille ans environ avant Jésus-Christ, des Égyptiens ou des Israélites ont sans doute abordé la côte nord-est de l'île où ont été trouvées des monnaies de la 13e dynastie.

Les flottes du pharaon «Nechao II» envoyées 609 ans avant Jésus-Christ à la découverte de l'Afrique du Sud ont-elles touché Madagascar? C'est possible, car les Phéniciens et les Carthaginois plaçaient dans leurs temples des œufs gigantesques qui pourraient être des œufs d'aepyornis de Madagascar.

Certains auteurs ont essayé de déterminer la succession des colonies qui ont peu à peu formé le peuple malgache.

Les premières colonies fixées sur la côte nord-est ont été constituées par les Sémites, les Arabes et les Persans. Les Zafy-Boraha ou Zafy-Ibrahim de l'île Sainte-Marie se prétendent descendants d'Israélites d'Égypte. Il existe une très ancienne colonie arabo-persane à Vohémar. Plus au Sud, les descendants des Zafy-Ramini, arabes de la Mecque, se sont dispersés le long de la côte de Fénérive à Fort-Dauphin. Vers le xve siècle, un rameau de cette race, les Antaisaka, émigra sur la côte ouest et conquit tout le pays, c'est la race des «Sakalaves» actuels. Plus tard, des Arabes de diverses origines et déjà métissés de nègre se sont installés sur la côte nord-ouest où ils sont devenus les Antalaotra. Ils ont bâti des villes au fond des baies.

Des Indiens naufragés ont apporté quelques éléments sur la côte sud-est. Les Arabes ont introduit sur la côte ouest nombre d'esclaves bantous, destinés d'abord à leurs coreligionnaires «les Antalaotra», puis aux Malgaches. Ces bantous sont très nombreux dans l'Ambongo, et le Ménabé.

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

Les Européens qui ont commencé au XVe siècle à commercer et à s'établir dans diverses régions côtières de Madagascar, ont contracté sur place des unions passagères et ont fait souche d'une race métisse très nombreuses surtout au nord et au sud de Tamatave. Cette race dite des «Marâtres», (Mulâtres) est devenue au XVIIIe siècle celle des Betsimisaraka.

Des Javanais, des Malais, venus vers le XIVe et le XVe siècle sur la côte est, ont émigré sur les plateaux, chassé les Vazimba ou se sont mêlés à eux. Ils ont formé la fameuse race des Hova ou Merina.

Actuellement, les principales races de Madagascar sont les Tsimihety, les Merina ou Hova, les Betsileo, les Bara sur les plateaux, les Antankarana, les Betsimisaraka et les Antaimorona sur la côte est; les Sakalava et les Mahafaly sur la côte ouest. Près de la grande forêt et de la falaise vivent les Sihanaka, les Bezanozano et les Tanala. A cette population de 3.511.542 habitants s'ajoutent des éléments indiens, chinois, musulmans et quelques Européens, dont 20.000 Français ou assimilés.

LANGUES.

La langue malgache est parlée dans toute l'île, mais les apports des différentes colonies asiatiques ou africaines ont amené la création de dialectes locaux qui se différencient quelque peu de la langue primitive.

C'est un idiome agglutinant. Les indigènes ont un parler doux et sonore. Le seul dialecte écrit est celui des Hova; c'est le plus affiné et le plus riche.

ORGANISATION POLITIQUE ET SOCIALE DES DIFFÉRENTES RACES LOCALES.

ORGANISATION POLITIQUE.

Il ne saurait être question de suivre la formation des grandes confédérations ethniques de l'île (Hova, Sakalava, Bara, etc.), jusqu'à l'aube du XIXe siècle.

C'est à ce moment qu'ont lieu la formation du royaume hova et l'effondrement des puissances sakalava à l'ouest et betsimisaraka à l'est.

A l'avènement d'Andrianampoinimerina, le grand chef hova qui régna de 1787 à 1810, l'Emyrne était encore très divisée. Beaucoup de chefs de

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

village où de tribus, appelés improprement rois, se partageaient le pouvoir et passaient leur temps à guerroyer.

Andrianampoinimerina était tout d'abord roi d'Ambohimanga.

Il enleva aux Sakalava, pillards de l'ouest, une ville fortifiée qui existe encore, Imerimandroso («l'Emyrne avance»), puis conquit définitivement Tananarive, après l'avoir prise et perdue deux fois.

SOUMISSION DES BETSILEO.

Les Betsileo formaient au sud de l'Emyrne une vaste confédération plus ou moins unie. Ils étaient maîtres de l'Ankaratra, riches en rizières et en cultures vivrières; leurs derniers villages voisinaient à Ambalavao avec ceux des Bara.

Andrianampoinimerina, maître de l'Emyrne, lança ses armées sur les Betsileo. Après une campagne minutieusement préparée, le pays fut bientôt complètement conquis.

En 1800, le royaume d'Andrianampoinimerina comprenait la province de l'Emyrne, le pays Betsileo, la tribu des Larasatroka à l'est de Betsileo, la grande plaine du Mangoro et plusieurs États Sakalava au nord et à l'ouest.

Les grands seigneurs du centre de l'île étaient devenus les vassaux du roi de l'Emyrne.

Six grandes provinces furent créées, chacune gouvernée par deux chefs, l'un représentant Andrianampoinimerina, le second, chef des seigneurs du pays.

La question betsileo réglée, les Hova allaient avoir à s'occuper des Sakalaves qui avaient formé à l'ouest les royaumes du Boeny et du Ménabé.

SOUMISSION DES SAKALAVES [1].

Du cap d'Ambre, au nord, jusqu'au cap Sainte-Marie au sud, tout le long de la côte et assez loin dans l'intérieur du pays, vivait la confédération Sakalava.

Ces peuplades avaient formé, au cours des siècles, différents royaumes

[1] Nom francisé des Sakalava.

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

dont le plus célèbre était celui du Ménabé qu'un métis européen Andriandahifotsy avait fondé vers 1680.

Ce royaume était gouverné, au temps d'Andrianampoinimerina, par Ramitaho et s'étendait à l'ouest du Betsileo.

Andrianampoinimerina réussit à obtenir la vassalité de Ramitraho.

Le royaume de Boeni sur la côte nord-ouest, fondé par un fils de Andriamanetiarivo, se forma après celui du Ménabé.

En 1800, le royaume recevait tribut de vassaux importants les Antandrona, les Bezanozano, les Sihanaka, les Manendy et même des Amboalambo (Hova).

La capitale du royaume fut d'abord Trongay près de Majunga, puis Marovoay.

Le port de Majunga était à cette époque des plus florissants; boutres arabes et voiliers européens s'y arrêtaient et commerçaient. Le roi des Hova ne pouvait tolérer qu'un royaume aussi important que celui du Boeni subsistât presque aux portes de l'Emyrne. Mais très fin politique il évita la guerre, fit monter à Tananarive la reine Ravahiny et sa cour, la reçut avec honneur et s'attacha la majorité des seigneurs Sakalava par des largesses.

A partir de ce moment, bien qu'en réalité indépendant, le royaume du Boeni accepta la vassalité nominale du roi de l'Emyrne.

LES BARA.

La tribu des Bara, qui occupait le pays situé au sud du Betsileo est d'origine probablement africaine. Les hommes de ce pays sont forts, grands et solides. Sans organisation sérieuse, les villages, très dispersés, devaient offrir une proie facile aux attaques des Hova.

Les Bara furent soumis en partie vers 1830 par Ranavalona Ier.

LES BETSIMISARAKA.

De la baie d'Antongil à Mananjary vivent les Betsimisaraka de race très métissée qui s'étaient réunis en confédération à la fin du XVIIIe siècle, grâce au métis Ratsimilao.

Les dissensions entre Betsimisaraka du nord et du sud permirent aux Hova, sous le règne de Radama Ier, de les battre facilement et d'occuper les principaux ports du pays.

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

Les Betsimisaraka, mal soutenus par le gouvernement français, attaqués par les Anglo-Hova, se rendirent à discrétion.

LES ANTAIMORONA ET LES GENS DU SUD.

Il existait enfin dans le sud-est et le sud de Madagascar différentes peuplades vivant en petites confédérations. Ces peuplades Antaimorona, Antaisaka, Antanosy, etc., ne furent jamais vassales du royaume Hova qui fit cependant plusieurs essais d'occupation malheureux.

Il faut noter que, quelqu'importantes qu'elles fussent, les conquêtes réalisées par les souverains Hova, n'étaient la plupart du temps que nominales; à peine les troupes d'occupation éloignées, Bara, Sihanaka, Sakalaves, Betsimisaraka se retrouvaient indépendants.

Encore aujourd'hui, bien que parlant la langue malgache, les grands groupements ethniques subsistent. Les autorités françaises administrent des peuples entièrement différents les uns des autres, que la géographie a réunis sous le même nom de Malgaches.

ORGANISATION SOCIALE.

Au XIXe siècle, les classes n'étaient pas très différenciées chez les Malgaches, sauf chez les Hova qui avaient apporté de l'Inde le principe de la répartition des individus en six grandes castes, dont quatre nobles.

Aussi, l'autorité appartenait-elle dans chaque village au conseil des anciens (fokolona) et dans chaque tribu au Fanjakana ou roi; cette organisation sociale si simple subsiste encore aujourd'hui.

Le culte des ancêtres était en honneur. Les enterrements étaient accompagnés de grands sacrifices afin que l'âme des morts satisfaite ne vînt point tourmenter les vivants.

Jusqu'en 1800, la religion catholique n'avait pas fait de progrès à l'intérieur de l'île; seuls quelques Pères avaient réussi à s'installer d'une façon assez précaire sur la côte est et à catéchiser un nombre infime d'indigènes.

Le Malgache adorait des idoles de bois (sampy) et chaque chef ou roi en avait un certain nombre. Ces idoles conservées précieusement dans des cases spéciales avaient leurs prêtres; elles étaient consultées en cas de guerre Le prêtre de l'idole, véritable sorcier, aidait son maître à rendre la justice, à interpréter les rêves, les augures et était en fait très écouté.

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

Une coutume judiciaire curieuse et que seule l'influence européenne a détruite était l'épreuve du tanguin, que les gardiens des idoles faisaient subir aux Malgaches soupçonnés de crime ou de délit.

Le tanguin fruit d'un arbre de l'île, était administré en décoction; si le patient en mourait, c'est qu'il était coupable; dans le cas contraire, il était relâché.

Cette façon de rendre la justice a coûté la vie à plus de 10.000 personnes sous le règne de la terrible Vodi-Be, la reine Ranavalona Ier.

L'industrie était inconnue en 1800 à Madagascar, mais le commerce était florissant aux environs des ports : Tamatave, Foulepointe, Pointe à Larrée, Majunga et Fort-Dauphin.

Les épidémies et les avortements étaient nombreux. Si on ajoute les guerres, entreprises généralement en vue de la capture d'esclaves, et qui ont décimé et dispersé pendant près de trois cent cinquante ans la population malgache, on ne saurait s'étonner de ne compter dans la Grande Ile que 4 millions d'individus, alors que sa superficie est de 625.000 kilomètres carrés.

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

II

COLONISATION EUROPÉENNE AVANT LA CONQUÊTE FRANÇAISE.

Au moyen âge Madagascar est visitée par des capitaines de boutres grecs et arabes, qui l'appellent, les uns «Djafouna», les autres «Chezberat», Le géographe Yakout place sur l'une de ses cartes une île immense à l'est de l'«Ile de feu» (Comore); Marco Polo, parle, dans ses récits, d'une île appelée Madagascar ou Mogadoxe qu'il ne connaissait que par les écrivains arabes.

En raison de cette diversité de noms, les géographes européens du XVIe siècle n'ont pas su situer exactement Madagascar; il est curieux de voir, sur le globe de Nuremberg, de Martin Behaim, imprimé en 1492, l'île de Zanzibar au sud de Madagascar, alors que toutes les autres îles de cette région sont placées à peu près convenablement.

PREMIER VOYAGE FAIT PAR LES EUROPÉENS.

DÉCOUVERTE DE L'ÎLE.

A ce moment s'ouvre l'ère des grands voyages et des grandes découvertes généralement provoquées par l'appât du gain, et en particulier par la recherche des marchandises précieuses (or, argent, pierres précieuses, épices). C'est ainsi que sont reconnues l'Afrique méridionale, les parties de l'Asie riveraine de l'Océan Indien et enfin l'Amérique.

Mais à Madagascar aucun peuple européen ne s'installe en maître dans la Grande Ile.

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

LES PORTUGAIS.

Au retour d'une expédition aux Indes, un navigateur portugais, Covilhan, avait signalé à son souverain Jean II, l'existence à l'est de l'Afrique d'une grande île très riche. Peu de temps après, en 1498, Vasco de Gama, doublait le Cap de Bonne Espérance et découvrait la route des Indes par le sud de l'Afrique.

C'est cet itinéraire qu'emprunta en 1500 une flotille de 13 navires, conduite par Pedro Alvarez Cabral. Mais l'un des navires, commandé par Diégo-Diaz, était assailli par une tempête et séparé du reste de la flotte; il se trouva, le jour de la fête de Saint-Laurent, en vue d'une terre qui fut appelée du nom de ce Saint et qui n'était autre que Madagascar.

Diégo-Diaz en longeait la côte est alors qu'il croyait naviguer au large de la côte de Mozambique, et il ne reconnut son erreur qu'au cap d'Ambre. Ayant découvert une baie propice, la baie d'Amponkarana, près du cap Vaxilava, il fit mettre une chaloupe à la mer, put se procurer de l'eau potable, fit pêcher d'excellents poissons, mais n'apercut âme qui vive.

Le roi de Portugal autorisait certains condamnés de droit commun à tenter la fortune en partant à la «Descobrada» de terres nouvelles. Diégo-Diaz, qui avait un de ces condamnés à bord, le fit débarquer au cap d'Ambre. Il entra dans la brousse et trouva quelques paillottes, habitées par des noirs, absolument nus; il put communiquer par signes avec ces indigènes qui apportèrent à bord des fruits et des volailles : ceux-ci croyaient avoir affaire aux Arabes blancs de Vohémar depuis longtemps établis sur la côte nord-est de l'île.

On fit échange de pacotille.

Mais la fièvre apparut brusquement sur la caravelle et le commandant du navire fit route sur Mozambique. Il atteignit Malindi et ignorant où il se trouvait, continua vers le nord, doubla Gardafuy et arriva à Berbera en Somaliland anglais actuelle. De là, il retourna au Portugal.

VOYAGE DU CAPITAINE GÉNÉRAL TRISTAHO DA CUNHA (1506).

Diégo-Diaz relata sa découverte du cap d'Ambre et établit une carte sommaire de Madagascar. Ce ne fut toutefois que plus tard, à la suite de récits fantaisistes et peu scrupuleux de navigateurs avides d'honneurs,

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

que les Portugais vinrent en force reconnaître les côtes de cette île qu'ils appelaient Saint-Laurent.

C'est ainsi que Fernand Soarez débarque à Fort-Dauphin, livre bataille aux indigènes et en ramène quelques-uns au Portugal.

Le capitaine Fernandez Peteira allant aux Indes vers la même époque, fut chassé par les courants du cap de Bonne Espérance et vint passer à l'est de Saint-Laurent. Le grand nombre de malades qu'il avait à bord l'obligea à faire escale à Matitana.

Le capitaine Manöel Télès de Ménecés revenant de l'Inde aperçut à son tour en 1505 les côtes de Saint-Laurent.

A leur arrivée à Lisbonne, tous ces navigateurs ne tarirent pas d'éloges sur cette contrée où il y avait, disaient-ils, et en grande quantité, tout ce qu'on va chercher dans l'Inde, c'est-à-dire, épices, métaux et pierres précieuses, etc. De plus, l'île était bien plus près du Portugal que l'Inde.

Ces récits furent écoutés par Tristan Da Cunha qui partait à ce moment avec 16 vaisseaux de guerre, 1.300 soldats pour rejoindre à Mozambique la flotte d'Alphonse d'Albuquerque aussi belle et aussi nombreuse que la sienne.

Les deux flottes avaient comme mission de prendre Ormuz et tous les ports arabes de la mer d'Oman.

Les capitaines Peteira et Télès de Ménecès furent invités à suivre la flotte de guerre avec leurs caravelles afin de montrer au capitaine général les beautés et les merveilles de Saint-Laurent.

Sans aucun incident, Tristan Da Cunha et les chefs de flotte célèbres Gomès d'Abreu, Rodriguez, Job Quémande, arrivèrent à Mozambique où était ancré Alburquerque.

Au conseil de guerre qui eut lieu à Mozambique le 12 novembre 1506, ce dernier donna l'ordre à Da Cunha de mettre à la voile en direction de Socotora en vue de l'attaque et de la conquête d'Ormuz.

Da Cunha assurait qu'on allait chercher bien loin ce qui était à proximité, et qu'il fallait prendre possession de Madagascar avant de s'occuper des côtes sud de la Perse.

L'entêtement des deux grands chefs portugais fut tel qu'aucune décision ne fut prise, mais le lendemain du conseil Da Cunha mit à la voile pour Madagascar et Alburquerque, privé de la moitié de ses navires, dut s'incliner et suivre son lieutenant.

Après avoir reconnu l'embouchure de la Betsiboka et la baie de Bombetoke, la flotte Portugaise entra dans la baie de Majunga où des Comoriens,

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

des Arabes des comptoirs de Safala, de Malindi, et de Moubassao avaient construits une ville sur l'île de Nossy-Manja.

Les trafiquants de l'Inde trouvaient dans cette baie sécurité et facilité de commerce. La ville était très prospère et très peuplée. On y achetait du riz et des esclaves, on y vendait des étoffes et des épices, du sel et des armes.

Les Portugais décidèrent de vérifier au besoin par la force l'existence des richesses de l'île Saint-Laurent.

Dans ce dessein, avec la moitié de la flotte, ils bloquèrent la passe, cernèrent l'île de Nosy-Manja, bombardèrent la ville avec tous leurs canons et pierriers. L'infanterie s'avança ensuite dans les embarcations et termina l'action à coup de piques.

A midi, Nosy-Manja succombait et les Portugais firent le bilan de leur conquête. On put charger 20 navires complets de riz, on emporta de la cire, des étoffes de Malindi, des cordages, des rabanes, des vivres, des armes et des femmes indigènes.

Malgré ce butin, la déception fut grande; Da Cunha s'aperçut que ni canelle, ni poivre, ni gingembre n'existaient dans l'île.

Albuquerque donna l'ordre de reprendre la mission principale donnée par le roi de Portugal, en direction d'Ormuz.

La flotte remit à la voile vers le cap d'Ambre, mais ne put le doubler. Durant ce voyage deux caraques de Da Cunha restèrent sur les coraux et les quelques naufragés qui purent se sauver gagnèrent Mozambique sur un étroit radeau.

Peu après, la flotte du vice-roi Alburquerque fut séparée par la tempête de celle de Da Cunha et celui-ci se dirigea droit sur l'Inde. Ce fut la fin de l'expédition portugaise de 1506 sur les côtes de Madagascar.

LES HOLLANDAIS.

Les Hollandais suivirent de près les Portugais sur la voie nouvelle des Indes orientales. Une compagnie ayant été formée en 1549, l'amiral Cornelis de Houtman avec une flotte importante se dirigea vers l'Inde en 1595, Cette flotte dut s'arrêter à Madagascar dont elle reconnut la côte sud et sud-ouest, du 2 septembre 1595 à février 1596.

Les rapports laissés par Houtman sur ce premier voyage montrent les difficultés qu'il eut à surmonter avec les indigènes. Ayant à bord de nom-

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

breux malades et dans la nécessité de se ravitailler en vivres et en eau, les Hollandais durent se servir de leurs armes pour se défendre. Malgré toutes sortes de précautions, beaucoup d'entre eux furent massacrés et l'amiral fut obligé de lever l'ancre sans avoir pu commercer sérieusement dans l'île comme il en avait l'intention.

Par la suite, la Compagnie Hollandaise envoya dans l'Inde, en 1598, une flotte de 8 vaisseaux. Cette flotte visita Maurice, puis l'île de Sainte-Marie et la baie d'Antongil. Elle était commandée par Warwik.

En 1598, l'anglais John Davis, momentanément au service de la Hollande et commandant le Middleburg, jeta l'ancre le 6 janvier 1599 vers la baie de Saint-Augustin. Durant deux mois, il chercha en vain des vivres. Il fut obligé de lever l'ancre et s'arrêta aux Comores où il put enfin se ravitailler.

En 1599, les Hollandais font un quatrième voyage aux Indes avec trois vaisseaux commandés par l'amiral Van Der Hagen. Ils sont obligés par pénurie d'eau de s'arrêter à Madagascar sur la côte est dans la baie d'Antongil. Mais aucun essai de colonisation n'est tenté. Ce n'est pas Madagascar, mais l'Insulinde qui les attire.

En 1600, les Hollandais forment une nouvelle compagnie dite « Compagnie des Brabançons ». Cette société envoie aux Indes quatre navires commandés par le général Paul Caerden. La flotte dispersée par la tempête se dirige tant bien que mal vers l'Inde et fait escale dans la baie d'Antongil.

Ce sera d'ailleurs dans la suite l'escale obligée des navires hollandais suivant la route de l'Inde : elle permet en effet le ravitaillement en vivres frais, en riz et en eau; l'équipage peut descendre à terre, se reposer et se guérir du scorbut.

Lorsque les Portugais en 1612 chercheront à occuper le pays Antanosy et y enverront des missions comme celle du Père Jésuite dom Louis de Mariano, ils auront déjà à lutter contre l'influence et le commerce hollandais. Le roi Antanosy Andriantsiantany ne cachera pas à l'escadre de Rodruiguis Da Costa que sa pacotille d'échange ne vaut pas celle des Hollandais.

LES ANGLAIS.

En 1590, fut fondée à Londres la Compagnie des Indes Orientales.

Au cours de voyages organisés par cette Compagnie plusieurs vaisseaux ou escadres touchèrent à différentes reprises la côte ouest de Madagascar.

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

Le premier voyage eut lieu en 1591, et fut dirigé par James Lancaster; sa flotte fut dispersée entre les Comores et Madagascar.

Les voyages suivants n'eurent guère plus de résultats. On peut citer celui de l'amiral Kecling qui visita la baie de Saint-Augustin, celui de l'amiral Sharpey dont un des navires *l'Union* s'égara et perdit son commandant et ses officiers qui furent massacrés par traîtrise après être descendus à terre, celui de Middleton qui retrouva dans la baie de Saint-Augustin le vaisseau *Union* errant lamentablement sur la côte de Madagascar à la suite de la perte de ses officiers.

En 1626, Thomas Herbert passe à Madagascar. Il en laisse une carte remarquable et une description un peu romancée, mais assez complète.

Peu après, Richard Bootliby, marchand de la Compagnie Anglaise des Indes et Walter Harmond, chirurgien notoire qui a traduit les livres d'Ambroise Paré en langue anglaise, firent un séjour de trois mois dans la baie de Saint-Augustin.

Ces deux hommes écrivirent à la suite de ce voyage des récits qui soulevèrent en Europe un enthousiasme incroyable pour Madagascar, présenté comme un pays idéal, un vrai paradis terrestre. Un premier projet de colonisation dû au prince Robert de Bavière en mission à la Cour du Roi Charles Ier (1636-1657) ne fut pas réalisé.

En 1644, Sir John Courtlen, riche commerçant de la Cité, désireux de conquérir Madagascar, quitta Londres en 1644 avec trois navires pourvus de munitions et de vivres; 140 colons furent débarqués dans la baie de Saint-Augustin, le 3 mars 1645. Mais les navires de Courtlen furent détruits ou capturés par les Hollandais. En juillet 1648, sans secours de la Métropole, les survivants au nombre de 12 furent recueillis par un navire retour de l'Inde. Ce désastre enleva aux Anglais leurs illusions sur Madagascar; dès cette époque, jusqu'en 1815, rien ne fut plus tenté par eux pour coloniser la Grande Ile.

ÉTABLISSEMENT DES FRANÇAIS. — SOCIÉTÉ DE L'ORIENT. COMPAGNIE DES INDES.

Premiers voyages des Français. — Le premier voyage des Français à Madagascar date de 1529. Il fut accompli pour le compte du Dieppois Ango par deux bricks aux ordres des frères Parmentier. Ces navires mouillèrent le 15 juillet 1529 sur la côte ouest de Madagascar, à l'embouchure de la

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

rivière de Manambolo. Le premier contact avec les indigènes fut assez rude, les équipages durent à plusieurs reprises, faire usage de leurs armes. Malgré les quelques marchandises rapportées, le résultat du voyage fut médiocre et peu encourageant.

De 1539 à 1620, on ne signale guère que l'escale, en 1539, dans la baie de Boeni, du capitaine Alphonse de Saintage, celle en 1602, dans la baie de Saint-Augustin, des Français François de Vitré et Pyrard de Laval, revenant de Sumatra, enfin le voyage du capitaine général de Beaulieu, qui, au retour de Java, mouilla le 16 mai 1620, dans la baie de Saint-Augustin.

Plus intéressante est l'aventure du Français Cauche, qui, parti de Dieppe en 1630, comme soldat sur un navire armé par un négociant de cette ville, et débarqué à Madagascar, y resta après le départ de ses camarades, fut l'hôte et le conseiller du roi de Manhalé, Andrian Masikoro, et après avoir voyagé et commercé sur toute la côte de l'Ile, s'embarqua en 1642 sur un navire de la Société de l'Orient mouillant dans la baie de Fanjahira et revint en France.

Etablissement des Français. — Richelieu s'occupa activement de protéger l'expansion française à l'aide d'une marine militaire puissante. Grâce à son impulsion, des compagnies coloniales se fondèrent rapidement, dont l'une d'elles, la Compagnie de l'Ouest, allait jouer un grand rôle à Madagascar.

Des capitaines Malouins, touchant la côte sud de Madagascar l'avaient dénommé l'Ile Dauphine; c'est sous cette appellation que le Dieppois Rigaut, agissant pour le compte de la Compagnie de l'Orient, en prit possession, en 1642, au nom du roi de France et obtint ensuite par lettres patentes l'autorisation d'y fonder des établissements pour la Société.

Rigaut mourut la même année où le capitaine Cocquet, commandant du *Saint-Louis*, fut chargé de conduire à Madagascar, deux commis, Pronis et Fourcquembourg, et 12 colons français. Le *Saint-Louis* atterrit sur la côte sud-est de la Grande Ile, et, en cherchant un lieu favorable à la construction d'un poste, découvrit dans la baie Sainte-Luce, les rescapés de l'équipage du navire dieppois le *Saint-Alexis*, qui s'était jeté à la côte. Ces naufragés n'étaient guère riches; pourtant Pronis leur intima l'ordre de cesser tout commerce, de donner inventaire des marchandises qu'ils possédaient et de quitter leurs habitations pour venir se joindre à ceux de la Compagnie. N'ayant pas grand chose à perdre, ils se rendirent à la sommation de l'impérieux Pronis. On s'établit au fond de la baie d'Antongil,

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

et c'est là que la petite colonie reçut l'année suivante un nouveau contingent de 75 colons. En une saison, le climat malsain de la côte malgache réduisit leur nombre des deux tiers. Il fallut chercher un emplacement plus salubre. Pronis jeta son dévolu sur la presqu'île de Thalongar et y construisit Fort-Dauphin, au fond d'une bonne rade, à proximité d'une forêt renfermant d'admirables bois de construction.

La Compagnie de l'Orient eut le grand mérite de seconder dès le début de l'entreprise les efforts de son agent par l'envoi répété d'hommes et d'approvisionnements. Si les résultats obtenus ne furent pas excellents, la faute en incombe à Pronis seul.

On a beaucoup exagéré les qualités de cet administrateur. En réalité, il fut habile homme, énergique, trop énergique même, sa fin ne manqua pas de grandeur, mais il est douteux qu'il ait toujours été un honnête homme dans le sens absolu du mot. Il épousa une princesse indigène Dian Ravellon Manor, descendante de Mahomet (disait-on dans sa famille), d'humeur capricieuse et de goûts fastueux. Mme de Pronis fut accusée de dissiper les objets de trafic confiés à son époux par la Compagnie de l'Orient.

Son successeur, de Flacourt, envoyé comme enquêteur à la suite des plaintes répétées qui parvenaient en France, le déchargea de bien des accusations sans cependant réussir à le disculper tout à fait. « Je trouvai, dit-il, le sieur de Pronis autre que l'on me l'avait dépeint, et ne connus en lui qu'une grande sincérité et franchise; s'il y a eu du désordre, c'est qu'il n'a pas été obéi, ni respecté, le malheur n'étant venu que de ses volontaires que l'on avait envoyés par le passé et qui avaient tout perdu; en quoi il faut remarquer qu'on ne doit embarquer que de bons artisans, maçons, charpentiers, scieurs de long, laboureurs, jardiniers et paysans, conduits par des gens d'honneur, discrets, avisés et d'âge déjà avancé. »

Or, parmi les désordres qui signalaient l'administration de Pronis, il en fut de regrettables. Non seulement, il réprima avec cruauté, par une déportation honteuse à la Grande Mascareigne (Bourbon) ceux qui se révoltèrent contre ses procédés brutaux, mais il commit une félonie qui indisposa longtemps les indigènes à l'endroit des Français.

Un capitaine au service de la Compagnie Hollandaise des Indes, Van der Meister, arriva un jour de Maurice, en quête d'un chargement d'esclaves. Pronis, tenté par le bénéfice d'une opération de cette nature, traita avec l'étranger. Pour se procurer les esclaves qu'il avait promis il invita les naturels du voisinage, gens de toutes conditions, à venir visiter sa maison. Quand ces malheureux, hommes, femmes et enfants furent arrivés

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

à l'intérieur du fort, Pronis en fit fermer les portes et il livra ses captifs au capitaine du navire hollandais.

D'autres opérations du même genre suivirent, si bien que toute la population indigène s'arma contre la colonie de Fort-Dauphin. Vingt-deux colons pour dégager toute leur responsabilité de pareils actes, rentrèrent en Europe à bord d'un bâtiment anglais.

De Flacourt, nommé gouverneur en 1653 à la place de Pronis, ne fut comme administrateur qu'un agité et un brouillon.

Si son nom demeure entouré d'une certaine considération, il ne la doit qu'à sa science géographique; son seul mérite, en effet, est d'avoir laissé une description assez exacte du pays dont il visita l'intérieur et les côtes jusqu'à Sainte-Marie, et d'avoir, au cours de ses expéditions, installé quelques postes éphémères à Antongil, à Fénérive, et à Saint-Augustin. Administrateur impolitique, souvent cruel, il ne chercha qu'à profiter des perpétuelles querelles des indigènes pour s'enrichir aux dépens des vaincus.

En continuelle méfiance avec ceux qui l'entouraient, il se brouilla avec Pronis qu'il fit jeter en prison comme suspect de haute trahison, mais quelques jours après, il l'en fit sortir et l'invita à sa table comme son meilleur ami. Puis soudain, il se prit de dégoût pour son île; il construisit une sorte de grande barque qu'il appela *Etoile-du-Matin*, la pourvut abondamment de vivres, et partit, sous prétexte d'une excursion dans le voisinage. Une fois au large, il donna l'ordre au capitaine de mettre le cap sur France. Celui-ci obéit, mais la mer se montra moins docile, elle jeta Flacourt sur les côte de Maurice, et celui-ci, après une absence de vingt jours, fut obligé de rentrer piteusement à Fort-Dauphin.

Il y fut d'autant plus mal reçu que le découragement commençait à régner parmi les colons. Pas un bâtiment français n'était venu visiter l'île depuis longtemps et le climat de la côte malgache avait en outre singulièrement réduit le nombre des Européens.

Les dernières années de la carrière de Flacourt à Madagascar furent lamentables; il les employa à disputer les territoires voisins de Fort-Dauphin aux Malgaches enhardis par l'affaiblissement de la garnison.

Deux navires français furent enfin envoyés par la Compagnie en 1654; pour tout renfort, ils amenaient chacun un missionnaire Lazariste; ils apportaient en outre la nouvelle que la Société de l'Orient passait ses droits au duc de la Meilleraye. Flacourt rentra en France, et Pronis fut de nouveau chargé d'administrer le pays.

Par un singulier retour du destin, cet homme dont les premiers actes

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

avaient été si contraires au développement de la Colonie, s'employa courageusement au relèvement de Fort-Dauphin. Il venait à peine d'en arrêter le plan, qu'une série d'incendies allumés par les indigènes à l'instigation d'un de leurs chefs religieux, détruisit de fond en comble toutes les maisons. Pronis déploya une activité inouïe pour faire renaître la ville de ses cendres et empêcher ses compagnons d'abandonner le sol de Madagascar. En trois mois, une nouvelle petite cité alignait, à l'abri de l'enceinte élargie, ses rangées de maisonnettes, et groupait ses magasins autour d'une place qu'ornaient l'habitation et le jardin du Gouverneur.

Mais l'effort considérable auquel se livra Pronis ruina sa santé; il mourut quelque temps après, recommandant à ses amis de vivre en bonne intelligence avec les Malgaches.

Ses conseils ne furent malheureusement pas suivis par ses successeurs immédiats. Au lendemain de l'arrivée d'un corps de 800 soldats et marins amenés par La Meilleraye pour conquérir l'île, les réquisitions à main armée reprirent comme au temps de Flacourt et indisposèrent les indigènes qui, pourtant, ne demandaient qu'à vivre en paix aux côtés des Français.

Le zèle intempestif de nouveaux missionnaires ne fit qu'accentuer cet état d'esprit. L'un d'eux, le P. Etienne, qui avait entrepris de convertir Dian-Manang, chef d'une forte tribu des environs de Fort-Dauphin, souffleta et menaça ce dernier au cours d'une discussion. Celle-ci se termina par le meurtre du missionnaire, meurtre qui fut lui-même le signal d'un massacre d'Européens. Dian-Manang s'enfuit dans la brousse, jurant solennellement d'exterminer les Français.

Cette situation ne s'aggrava pas grâce à un modeste et persévérant agent de la Compagnie de la Meilleraye, à un homme de courage, de justice et de désintéressement dont le nom est presque inconnu en France, à La Caze.

« Quand, dit l'abbé Rochon dans son *Voyage à Madagascar*, Le Vacher (c'était le nom exact du Rochelais La Caze) arriva à Fort-Dauphin, l'établissement était dans un état de langueur tout à fait déplorable. La Caze entreprit de le relever et de rétablir la réputation du nom français. M. de Champmargou, gouverneur de la Colonie, l'employa d'abord à repousser les indigènes qu'avait soulevés contre nous Dian-Manang. A la tête de soldats qu'il disciplina avec une autorité justifiée par sa bravoure personnelle, La Caze se jeta à travers le pays, épargnant avec soin ceux des Malgaches qui témoignaient de sentiments pacifiques, essayant de ramener les autres par la promesse que leurs personnes et leurs biens seraient res-

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

pectés s'ils voulaient vivre en bonne intelligence avec les colons, traquant avec la dernière énergie, dans leurs retraites les plus inaccessibles, ceux dont l'offre d'une paix cordiale ne pouvait calmer le ressentiment ou la haine de l'étranger. Ses raids au cœur du pays, les rapides succès qu'il remporta, la loyauté avec laquelle il tint ses engagements lui valurent l'admiration des sauvages qui lui donnèrent le nom de Dian-Pousse, nom d'un chef qui avait fait autrefois la conquête de Madagascar et dont la mémoire étant en grande vénération.»

Loin de lui concilier les bonnes grâces de l'incapable Champmargou, les victoires de La Caze ne firent qu'irriter la jalousie de son chef qui, non seulement refusa de ratifier les engagements contractés, mais dépêcha des troupes à l'attaque des populations dont les sympathies à l'égard des Français avaient été si laborieusement ramenées. Et pour humilier son lieutenant, il le chargea de diriger une expédition contre Dian-Rassitate, un puissant chef du pays d'Ambolo dont la courtoisie ne s'était jamais démentie. La Caze, indigné, ne voulut pas se prêter à pareille politique. Il dit à Champmargou qu'il n'avait besoin que de 5 hommes «pour obtenir juste succès du chef d'Ambolo». Accompagné de 5 braves qui avaient en lui une aveugle confiance, il se rendit au village de Dian-Rassitate, et le mit au courant des persécutions dont il était menacé.

Or Dian-Rassitate avait une jolie fille du nom de Dian-Nong. Celle-ci s'éprit de La Caze qui, séduit à son tour par le charme et l'intelligence de la princesse, l'épousa. Dian-Rassitate étant mort peu de temps après le mariage, ses fidèles offrirent au Français d'être leur roi. Il refusa déclarant «que d'après la loi du pays, le trône devait revenir à Dian-Nong et qu'il ne voulait être que le plus dévoué sujet de sa femme».

Quand Champmargou apprit la façon dont son agent avait conquis le royaume de Dian-Rassitate, il n'imagina rien de mieux que de mettre à prix sa tête et celle des cinq camarades qui s'étaient attachés à sa fortune et qui, eux aussi, avaient épousé des filles de la noblesse d'Ambolo. Cette odieuse mesure fut le signal d'un soulèvement général. Les voisins du fort commencèrent par refuser de fournir toute subsistance à la ville déjà à bout de provisions; la famine s'ensuivit, et quand le Gouverneur voulut réquisitionner des vivres par la force, il vit ses hommes repoussés avec pertes. La Caze fit toutes les tentatives possibles pour apaiser la colère de ses amis malgaches, et demanda à son supérieur de lui donner carte blanche pour rétablir le calme. Champmargou lui signifia qu'il le ferait pendre s'il parvenait à l'arrêter.

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

Fort-Dauphin allait probablement succomber, quand arriva de France un vaisseau chargé de renforts et de vivres, sous le commandement d'un marin breton, le vicomte de Kercadiou. Celui-ci ravitailla d'abord la place, puis se livra à une enquête sérieuse et impartiale sur les crimes dont le Gouverneur accusait La Caze. Avec une grande habileté et une remarquable fermeté, il ramena Champmargou à une plus juste appréciation du rôle joué par son lieutenant. Il fit si bien que les deux hommes se réconcilièrent. La grâce de Dian-Nong aida tout autant que l'activité de son mari à relever la colonie de sa lamentable situation. Dian-Nong usa de tout son crédit et même de ses ressources personnelles en vue du rétablissement des affaires de la France, si bien qu'au bout de peu de temps la nouvelle possession devint aussi prospère qu'elle avait été jusque là misérable.

La Compagnie des Indes obtint, sur ces entrefaites, la concession de Madagascar et de tous les pays situés dans la mer des Indes; l'île reçut le beau nom de France Orientale, et tant qu'elle le porta, sa fortune, grâce surtout au zèle discret de La Caze maintenu comme major de Fort-Dauphin, brilla d'un vif éclat. Malheureusement, en 1665, la direction des intérêts de la Compagnie fut confiée à des hommes aussi autoritaires qu'incapables et qui, par leurs exactions et leur intransigeance religieuse, ravivèrent la haine assoupie des indigènes. Mondevergue arriva avec cinq vaisseaux de guerre et 2.000 hommes, pour entreprendre la conquête de tout le pays, il ne réussit qu'à faire de Fort-Dauphin un hôpital dans lequel « ses soldats valides ne suffisaient pas à soigner les malades ». Odieusement trahi par l'intrigant de la Haye, il rentra en France sans avoir rien fait, et mourut de chagrin au château de Saumur.

L'incapacité des gouverneurs, leur attitude déloyale à l'égard des indigènes, leur cruauté finirent par provoquer la catastrophe de Noël 1672.

Depuis la mort de La Caze, une sourde colère grondait chez les Malgaches; indifférents à toute propagande religieuse, ils demandaient seulement qu'on respectât le culte qu'ils vouaient à leurs ancêtres. A la propagande quelque peu brutale des missionnaires, ils répondirent par un épouvantable massacre.

La veille de Noël, les habitants de Fort-Dauphin s'étaient rendus à la chapelle de la mission pour entendre la messe de minuit, sans même assurer la garde des portes de l'enceinte et du fort. Le supérieur venait de terminer son sermon quand, dans la nuit, un cri terrible retentit. Une horde de Malgaches se précipite dans l'église, abat le prêtre sur l'autel, égorge les

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

fidèles, et sans même prendre le temps de rallier les guerriers met le feu à l'édifice. Dans la petite ville, même scène de carnage; les soldats, croyant à un simple incendie, se précipitent hors de leurs maisons pour porter secours au fort qui flambe; un ennemi les guette à chaque porte et les abat quand ils en franchissent le seuil. L'explosion des poudres entassées dans la citadelle jette pendant quelques instants le désarroi parmi les Malgaches. Une vingtaine de Français profitent de ce répit, pour fuir et chercher un refuge dans les roches du rivage.

Le jour se lève, les Malgaches rôdent de tous côtés pour trouver les infortunés; ils vont être découverts quand apparaît soudain, devant l'entrée du port, l'escadre de la Bretesche. Ce fut le salut pour les survivants des « Vêpres Malgaches ».

Cependant, l'affaire de Noël 1672 n'entraîna nullement l'abandon de la ville.

Quelques années plus tard, un navire, le *Dunkerque*, allant à la Réunion (Bourbon) fit naufrage dans les parages de Fort-Dauphin. Ce navire amenait avec lui des orphelines conduites par une religieuse, et destinées aux colons de la Réunion.

Les soldats et artisans de Fort-Dauphin recueillirent les femmes françaises qu'ils épousèrent légitimement.

Mais leurs épouses indigènes, furieuses, réussirent à soulever leurs parents contre la garnison affaiblie, et La Bretesche et ses compagnons ne purent qu'enclouer les canons, noyer les munitions, incendier le poste avant d'abandonner définitivement Fort-Dauphin, grâce au navire le *Pigeon-Blanc*, venu sur ces entrefaites en rade. Les colons et les soldats furent transportés à la Réunion avec leurs femmes françaises ou indigènes. Ils s'y fixèrent pour la plupart, et formèrent avec quelques autres Français, venus auparavant, les premiers éléments créoles de Saint-Denis et des autres villes.

Ainsi finit en 1676 l'histoire de Fort-Dauphin. Bien que Louis XIV eût réuni Madagascar à la Couronne, il ne fut rien tenté avant l'expédition du comte de Maudave en 1769, pour faire valoir les droits de la France sur cette partie de l'île.

D'ailleurs la Compagnie des Indes Orientales était en pleine liquidation; elle fut rachetée en 1719 par la Compagnie Occidentale.

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

EXPÉDITION DU COMTE DE MAUDAVE.

En 1768, le comte de Maudave fut envoyé à Fort-Dauphin par le duc de Praslin, ministre de la Marine de Louis XV.

Le comte, esprit éclairé, intelligent, audacieux (ruiné trois fois il reconstitua trois fois sa fortune) avait appelé l'attention du ministre sur la nécessité de conserver la route de l'Inde par la possession de Madagascar. Mais, mal secondé, quelque peu oublié, en raison des préparatifs de la guerre d'Amérique, de Maudave profita du passage d'un navire venant de France pour regagner Bourbon. Fort-Dauphin était de nouveau abandonné par les Français.

RIVALITÉ D'INFLUENCE ENTRE FRANÇAIS ET ANGLAIS AU XIXe SIÈCLE.

La France à Madagascar de 1760 à 1815. — De 1674 à 1750, on ne voit plus aucune garnison à Madagascar. Cependant la France n'abandonne pas ses projets de coloniser la Grande Ile et se fait représenter sur la Côte Orientale par quelques chefs de traite, sans qu'aucune autre nation cherche à la supplanter.

En 1750, la France reprit son action à Madagascar et installe à Sainte-Marie une petite garnison sous le commandement du sieur Gosse, ancien chef de traite. Quelques années plus tard, le comte hongrois de Benyowski, à la tête d'un petit détachement, prit possession de la baie d'Antongil où il fonda Louisbourg et des postes français à Fénérive, Foulpointe, Tamatave et Manakara. Mais s'étant fait reconnaître roi de toute la côte orientale, il suscita la jalousie du gouvernement métropolitain qui envoya contre lui un détachement pour le combattre. Benyowski fut tué dans son petit fort de Maritiana.

En 1804, le chef-lieu général des possessions françaises fut transporté de Foulpointe à Tamatave et muni d'ouvrages de défense et d'artillerie. Sylvain Roux, agent général de la Colonie, l'administra pendant quelques années avec habileté. Mais le 18 février 1811, après la prise de Bourbon et Maurice par les Anglais, il était obligé de livrer à l'Angleterre tous les établissements français à Madagascar.

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

L'ANGLETERRE REMPLACE LA FRANCE A MADAGASCAR.

Dès lors la Grande-Bretagne remplaçait la France à Madagascar. La garnison anglaise mise à Tamatave fut décimée par la fièvre et bientôt l'Angleterre, tout en gardant les postes de la côte orientale, n'y maintint que des agents comme l'avait fait souvent la France.

Bientôt après, le traité de Paris du 30 mai 1814 rendit à la France ses anciens droits sur Madagascar. L'article 8 stipulait en effet la restitution des établissements de tout genre qu'elle possédait hors de l'Europe avant 1792, à l'exception de certaines possessions au nombre desquelles ne figurait point Madagascar. Mais, comme cet article portait en même temps cession à la Grande-Bretagne de l'Ile de France, désormais appelée l'île Maurice, avec ses dépendances, sir Robert Farquhar, gouverneur de cette colonie devenue anglaise, prétendit que les établissements de Madagascar se trouvaient implicitement compris dans la cession.

Le gouverneur Farquhar voulut écarter les Français qui cherchaient à reprendre leurs anciennes possessions. Le 25 mai 1816 il envoyait au gouverneur de Bourbon une lettre ainsi conçue : « Par une dépêche des Ministres de Sa Majesté en date du 2 novembre 1815, il m'est ordonné de regarder l'Ile de Madagascar comme ayant été cédée à la Grande-Bretagne sous la dénomination générale de dépendances de l'Ile de France; il m'est également enjoint de maintenir et de réserver pour l'Angleterre l'exercice exclusif de tous les droits dont la France jouissait autrefois. »

Et plus bas, dans la même lettre, on lisait encore : « Dans le cas où la colonie de Bourbon aurait, ou craindrait d'avoir besoin des approvisionnements que l'on tirait jusqu'à ce jour de Madagascar et où son Gouvernement demanderait à celui de Maurice la permission de commercer avec ladite île, M. Farquhar devrait se considérer comme autorisé à accorder des licences aux navires français pour qu'un commerce fût établi entre Bourbon et certains points de Madagascar. »

Ainsi Farquhar revendiquait la possession exclusive de tout Madagascar pour le compte de l'Angleterre, et même défendait aux Français d'y faire du commerce, sinon avec sa permission et sur certains points seulement. Farquhar agissant au nom de l'Angleterre se considérait comme le maître absolu de Madagascar au même titre que la France avant 1811.

Il chercha à étendre son autorité dans l'intérieur de l'île en s'appuyant sur le roi le plus puissant du pays, afin de n'avoir pas à risquer sans cesse

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

la vie des soldats anglais au milieu de ces régions sauvages et fiévreuses. Il avait appris qu'Andrianampoinimerina, roi des Hova, qui avait soumis l'intérieur de l'Ile et défendait aux blancs de séjourner dans sa capitale, était mort depuis quelques années. Il savait que Radama I, son fils et successeur, se montrait plus accessible. Il conçut donc l'habile projet de se l'attacher par des traités et de le porter à étendre ses conquêtes dans l'Ile, afin de diriger, par son influence, les pays qu'il soumettrait.

Il envoya un ancien traitant, Chardenaux, auprès du roi des Hova, pour l'engager à conclure un traité de commerce avec l'Angleterre et lui demander l'envoi de quelques enfants de haut rang qu'il ferait élever à ses frais, à Maurice. Radama, appréciant tous les avantages qu'il pouvait retirer de l'alliance proposée pour la réussite de ses vues ambitieuses, accéda avec empressement aux offres de Chardenaux, et lui confia ses deux jeunes frères, Marotafika et Rahova, pour être élevés par les « Vazaha »[1]. L'envoyé anglais était de retour à Maurice le 10 septembre 1816; il avait obtenu les plus heureux résultats.

L'ANGLETERRE RECONNAIT EN 1816 LES DROITS DE LA FRANCE.

Pendant que Chardenaux posait à Tananarive les fondements solides de l'influence anglaise à Madagascar, le gouverneur de Bourbon informait son gouvernement des prétentions et des agissements de Farquhar. Il y eut alors entre le cabinet de Paris et celui de Londres un échange de dépêches dont le résultat final fut de déclarer formellement que Madagascar ne faisait pas partie des établissements cédés par la France à la Grande-Bretagne par le traité de Paris, sous la dénomination générale de dépendances de l'Ile de France.

Par suite de cette décision, le ministère anglais, dans une dépêche du 18 octobre 1816, écrivait à Farquhar de ne plus considérer l'Ile de Madagascar comme dépendance de l'Ile de France, et lui enjoignait de remettre aux autorités françaises à Bourbon les établissements que le gouvernement français possédait sur les côtes de Madagascar au 1er janvier 1792. Telle est la convention officielle et solennelle qui reconnaît les droits de la France sur Madagascar.

---

[1] Les blancs.

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

Dès que l'administration de Bourbon fut informée de ce résultat, elle envoya à Maurice Martin Lacroix, pour en réclamer l'exécution auprès du gouverneur anglais. Mais celui-ci, vivement contrarié de la tournure que prenait cette affaire, donna aussitôt une nouvelle orientation à sa politique et déclara Madagascar pays indépendant. C'est ce qu'il exprima clairement dans la lettre du 8 septembre 1817, expédiée plus tard à l'envoyé français.

« Ma dépêche, dit-il, du 30 août dernier à leurs Excellences Messieurs les Administrateurs de Bourbon, contenant tout ce que j'avais à leur dire sur la remise des établissements appartenant à la France dans l'île de Madagascar, au 1er janvier 1792, je me bornerai dans cette réponse à la lettre du 3 courant que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire, à vous rappeler les observations que j'ai cru devoir vous faire dans la conférence que vous citez.

« Que je considérais le territoire de Madagascar comme la propriété des naturels. Que je n'ai formé aucun établissement aux lieux où les Français avaient des postes en 1792, qu'ainsi je n'avais rien à remettre. Que m'étant convaincu que le commerce de Madagascar était indispensable à l'existence des deux Colonies, je devais dans les circonstances actuelles, regarder ce commerce comme également libre aux habitants de Maurice et de Bourbon. »

Le gouverneur de Bourbon par une lettre du 7 novembre 1817, répondit à sir Robert Farquhar : « Qu'avant l'époque du 1er janvier 1792 la France possédait, depuis plus de 150 ans, la souveraineté de l'île de Madagascar, au même titre que différentes puissances et particulièrement l'Angleterre, exerçant une souveraineté semblable sur des côtes étendues dans différentes parties du monde. Ces titres sont l'acte de prise de possession et d'une longue jouissance non contestée. »

Le gouverneur de Bourbon opposant ensuite sir Farquhar à lui-même dans cette question de Madagascar lui rappelait avec quelle rigueur, dans sa lettre du 25 mai 1816, il réclamait pour l'Angleterre l'exercice exclusif de tous les droits dont la France jouissait autrefois à Madagascar, tant qu'il avait pensé que Madagascar faisait partie des dépendances de l'Ile de France.

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

LESAGE A TANANARIVE.

Tandis que le gouverneur de Bourbon se contentait de faire des réclamations, celui de Maurice travaillait activement à implanter à Madagascar l'influence anglaise.

Déjà, à la fin de l'année 1816, il avait expédié à Tananarive, le capitaine Lesage, qui devait tout mettre en œuvre pour s'attacher Radama I et le pousser à conquérir l'île entière. L'envoyé anglais montait jusqu'à la capitale de l'Emyrne avec une escorte de 30 soldats destinés à frapper les yeux du monarque hova par l'appareil de la discipline et l'uniforme européen. Il était, en outre, porteur de riches présents qui devaient achever de gagner les bonnes grâces de Radama. Après bien des obstacles et des fatigues, Lesage parvint à Tananarive avec sa petite troupe déjà diminuée par les fièvres, et fit son entrée solennelle au milieu d'un concours immense de populations accourues pour contempler les étrangers.

Arrivé malade ainsi que la plupart de ses compagnons, il ne put s'occuper de sa mission que le mois suivant. Le 14 janvier 1817, il s'unit avec Radama I par l'alliance la plus sacrée qui existe chez les Malgaches en se faisant son «frère de sang». Le 4 février, ils arrêtèrent les bases d'un traité secret qui devait être ratifié plus tard par le gouverneur de Maurice.

Lesage quittait Tananarive dès le lendemain, mais il y laissait deux instructeurs pour les troupes, dont l'un, nommé Brady, se ferait remarquer par son habileté, et bien qu'il fut simple sergent, devait organiser l'armée hova, l'exercer aux diverses manœuvres et la conduire dans les diverses campagnes.

RADAMAI A TAMATAVE (1817).

Lesage, durant son séjour à Tananarive, n'avait pas manqué de tracer au jeune roi la ligne de conduite qu'il devait suivre. Il lui avait fait entrevoir que la France pourrait bien songer à mettre de nouveau une garnison à Tamatave, comme elle l'avait fait de 1804 à 1811, et que, d'ailleurs, la possession de ce port de mer, centre du commerce malgache, serait très avantageuse à la nation hova. L'idée d'étendre son royaume jusqu'à la mer ne pouvait que sourire à l'ambition de Radama, qui rêvait depuis longtemps, comme son père, la conquête de l'île entière. Il fit immédiatement ses préparatifs de guerre, et partit bientôt avec une armée de 25.000 hom-

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

mes, y compris les porteurs qui étaient cinq fois plus nombreux que les soldats. Brady dirigeait les troupes : les Anglais devaient faciliter la victoire à leurs alliés et les rendre maîtres de Jean-René, roi de Tamatave.

Jean-René, métis de Français, né à Fort-Dauphin et élevé à Maurice, s'était établi à Tamatave en 1798, comme traitant. Aidé des conseils et de la protection de Sylvain Roux, agent français à Tamatave de 1804 à 1811, il devint bientôt un personnage influent et parvint à prendre la place de Tsialana, roi de Tamatave. Il chassa aussi Tsimandry, chef d'Ivondro, et le remplaça par son frère Fiche.

Confiant dans les promesses que lui avaient faites Lesage à son passage à Tamatave, Jean-René comptait sur l'aide anglaise pour défendre la ville. Comprenant trop tard qu'il avait été berné, abandonné en outre par ses partisans, il dut consentir à négocier et accepter la souveraineté du roi des Hova. Radama remonta, triomphant, à Tananarive.

L'Angleterre, qui voyait le port le plus important de Madagascar enlevé à la France, était la première à profiter.

HASTIE A TANANARIVE.

Radama était près de Tamatave lorsqu'arrivait à Madagascar l'agent anglais Hastie, qui va désormais jouer un rôle important. Farquhar avait reconnu un grand talent politique chez cet homme adroit et insinuant, simple sergent de la garnison de Maurice; il lui avait confié la formation des deux jeunes frères de Radama, emmenés par Chardenaux le 10 septembre 1816. Hastie, le troisième envoyé de l'Angleterre depuis un an, devait réaliser tous les projets du gouverneur de Maurice.

Il était accompagné des deux frères de Radama, à qui il apportait, entre autres présents, des chevaux de prix, luxe encore inconnu à Madagascar. Il atteignit la capitale le 16 août 1817. Hastie avait pour mission principale de résoudre une question très délicate pour les intérêts de la nation hova. Il s'agissait de l'abolition de la vente des esclaves qui se pratiquait alors en grand. Les hésitations de Radama furent longues, mais le nouvel agent lui fit entendre avec adresse qu'en vendant les esclaves aux étrangers il privait son royaume d'un grand nombre de sujets qui pouvaient lui être d'une grande utilité, et il promit en outre de le dédommager largement, par une forte subvention pécuniaire, de la perte qu'il subirait.

Vaincu par ces arguments et les promesses d'Hastie, et malgré la forte

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

opposition de son peuple, Radama consentit à signer le 23 octobre 1817 un traité interdisant le commerce des esclaves à Madagascar.

James Hastie, après la promulgation du traité, partit pour l'Ile Maurice où il reçut les félicitations de sir Robert Farquhar. Puis il retourna en qualité d'agent anglais à Madagascar. Radama témoigna une grande satisfaction du retour d'Hastie et fit publier sur les divers points de l'île, en français et en malgache, une proclamation exaltant l'alliance anglaise.

RADAMA PREND LA CÔTE ORIENTALE A LA FRANCE.

Pendant que les agents anglais organisaient l'armée hova et aidaient Radama dans ses expéditions du Ménabé, la France cherchait à reprendre ses anciennes possessions sur la côte orientale.

Le ministre de la Marine et des Colonies ordonna au gouverneur de Bourbon, en mars 1817, de procéder à la reprise de possession des anciens établissements français sur la côte orientale de Madagascar et d'envoyer provisoirement sur les lieux un agent commercial, avec le nombre d'hommes nécessaires pour faire respecter notre pavillon.

L'année suivante, le nouveau ministre de la Marine chargea une commission spéciale, placée sous les ordres de Sylvain Roux, dernier agent français à Tananarive, d'aller reconnaître le point où il serait possible de fonder un établissement agricole et commercial.

Les explorateurs visitèrent successivement Tamatave, Foulpointe et tout le littoral jusqu'à Tintingue et Sainte-Marie. Ils reprirent solennellement possession de Sainte-Marie le 15 octobre 1818, et de Tintingue, le 4 novembre. Les habitants ne contestèrent nullement les droits de la France à la propriété de Sainte-Marie et reçurent ses représentants avec la plus grande cordialité. Plusieurs indigènes se souvenaient de la cession de l'île à la Compagnie des Indes, faite en 1750 par Beti. Les explorateurs avaient trouvé quelques débris d'édifices de construction européenne, notamment une pyramide en pierre, de forme quadrangulaire et tronquée, sur laquelle étaient gravées les armes de France au-dessus de celles de la Compagnie des Indes, avec le millésime 1753. Ce fut en ce lieu même qu'ils arborèrent le pavillon national pour consacrer la reprise de possession.

A la suite de cette reconnaissance, le gouverneur de Bourbon établit des postes militaires à Sainte-Marie et Tintingue et fit reprendre possession de Fort-Dauphin qui n'était plus qu'un amas de ruines.

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

Quelques mois se passèrent et une nouvelle expédition, commandée par Sylvain Roux, reçut comme mission d'organiser l'établissement de Sainte-Marie. Sylvain Roux y arriva fin octobre avec des troupes et quelques colons.

Un mois plus tard, la corvette anglaise *Le Minai* venait mouiller en rade de Sainte-Marie et son commandant, le capitaine Mousby somma Sylvain Roux de lui dire de quel droit et à quel titre les Français étaient venus s'établir en ce pays, et quels étaient leurs projets sur Madagascar.

Sylvain Roux lui répliqua qu'il agissait en vertu des ordres du roi de France, qu'il n'était pas obligé de donner des renseignements sur ses intentions, que ce territoire appartenait à la France et qu'il protestait d'avance contre toute atteinte portée à son droit de propriété.

Devant les déclarations d'obédience et de vassalité faites aux Français par les habitants de la côte, le roi Radama I s'émut et fit déclarer nulle toute cession de territoire qu'il n'aurait pas ratifiée. Il appuya cette prétention par l'envoi sur la côte de 3.000 hommes sous les ordres de Rafaderalahy et de l'agent anglais Hastie. Foulpointe et Tamatave furent occupés; Sylvain Roux, réduit à l'impuissance, mourut peu après et fut remplacé par le capitaine de génie Le Blevic.

Pour affirmer lui-même sa suzeraineté, Radama se rendit l'année suivante à Tamatave, à Foulpointe et à Antongil, accompagné d'une force armée importante. Appuyé par les manifestations de sympathie des Anglais qui lui rendirent des honneurs extraordinaires à Tamatave, il déclara qu'il voulait bien reconnaître à la France la possession de Sainte-Marie, mais qu'il n'admettait de la part d'aucune puissance des prétentions à la souveraineté de quelque partie de la Grande Ile et qu'il n'autoriserait les étrangers à s'y établir qu'à la condition qu'ils se soumissent aux lois et usages du royaume.

EXPÉDITION A FORT-DAUPHIN.

Seule, Fort-Dauphin restait à la France, de ses anciennes possessions sur la côte orientale de Madagascar. On pouvait espérer que le roi des Hova ne penserait pas à s'emparer d'un point si éloigné du centre de son royaume et entouré de tous côtés de tribus indépendantes. Mais les agents anglais, dirigés par Farquhar, tenaient avant tout à chasser les Français de la Grande Ile et incitèrent Radama à s'emparer au plus vite de ce dernier vestige des droits de la France. Vers la fin du mois de février 1825, un corps de troupe

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

hova d'environ 4.000 hommes sous la conduite de Ramananolona vint camper à peu de distance de Fort-Dauphin, alors occupé par un poste français d'un officier et cinq soldats. Le général des Hova notifia à l'officier français qu'il était envoyé par Radama pour prendre possession de Fort-Dauphin. Cette prétention ayant été repoussée, il fut convenu entre les deux chefs qu'aucun acte d'hostilité n'aurait lieu pendant deux mois, afin de laisser à l'officier français le temps de recevoir des ordres du gouverneur de Bourbon.

Mais, au mépris de cette convention, les Hova pénétrèrent par traîtrise le 14 mars 1825 dans le fort. Le drapeau français fut arraché et remplacé par le drapeau de Radama. La petite garnison faite d'abord prisonnière fut peu après rendue à la liberté.

M. de Freyssinet, gouverneur de Bourbon, n'ayant pas de forces suffisantes pour venger cet outrage, ne put qu'envoyer chercher le détachement français qui s'était réfugié à Sainte-Luce.

Quatre ans plus tard, le roi Radama mourait. La rivalité anglo-française allait continuer avec des alternatives diverses jusqu'en 1895, date de l'établissement définitif de la France à Madagascar.

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

PREMIÈRE PARTIE.

EXPÉDITIONS ET CAMPAGNES

DE 1800 A 1890.

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

CHAPITRE Ier.

EXPÉDITION DE 1829. — EXPÉDITION FRANCO-ANGLAISE DE 1845. — PROJET DE PROTECTORAT FRANÇAIS. — COMPAGNIE DE MADAGASCAR. — TRAITÉ ANGLO-HOVA DE 1865. — TRAITÉ FRANCO-HOVA DE 1868.

EXPÉDITION GOURBEYRE (1829).

Radama I, se prétendant seul souverain à Madagascar, s'était emparé de la côte orientale et des points occupés autrefois par une garnison française. La France avait perdu, de ce fait, son influence et son prestige et devait accepter les exigences et les tracasseries d'une tribu malgache auparavant confinée dans le centre de l'Ile.

Radama, décédé en 1828, fut remplacé par sa femme principale Ramavo, proclamée reine sous le nom de Ranavalona.

Si Radama I avait fait quelques pas dans la voie de la civilisation, Ranavalona, incarnation du parti hova, devait au contraire se signaler par sa cruauté, la reprise des superstitions idolâtriques et la haine de l'étranger portée à son paroxysme.

La France allait voir sa situation s'aggraver encore par les entraves apportées à son commerce.

Les étrangers devaient payer des droits de douane et ne pouvaient faire du commerce que dans les endroits tenus par des soldats hova. Dès lors, les habitants de Sainte-Marie ne purent s'approvisionner que difficilement et plusieurs, parmi eux, prirent le parti d'aller s'établir sur la côte, là même où les Hova gouvernaient à leur guise.

En mai 1829, l'un de ces habitants, nommé Pinson, se rendait à la baie d'Antongil pour s'y fixer, lorsqu'une bourrasque imprévue le jeta à la côte; sa présence en ce point non occupée par leurs troupes fit supposer aux

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

Hova, que Pinson cherchait à éluder les droits établis sur le commerce. Saisi et garotté, il fut conduit devant le chef de Fénérive, celui-ci fit publier le lendemain qu'un homme blanc serait vendu au prix ordinaire d'un esclave. Les traitants établis se cotisèrent, rachetèrent le malheureux et prévinrent aussitôt le commandant de Sainte-Marie qui envoya, en vain, un officier pour protester contre cette atteinte au droit des gens. Cet affront ne pouvait être toléré par la France.

ORGANISATION D'UNE EXPÉDITION.

D'ailleurs, le gouvernement français, à la suite de l'échec des négociations engagées en 1823 par Blevic, commandant de Sainte-Marie, était déjà décidé à agir : 2 compagnies, de 100 Ouolofs chacune, avaient été formées au Sénégal et transportées à Sainte-Marie durant l'année 1828. De plus, conformément à la demande du gouverneur de l'île Bourbon, 1.200 hommes de troupe étaient prêts à partir pour Madagascar, lorsque parvint à Paris l'annonce de la mort de Radama I.

Il sembla plus facile d'avoir raison de Ranavalona que de Radama et l'expédition fut réduite à 600 hommes.

Le capitaine de vaisseau Gourbeyre fut mis à la tête d'une division navale composée de six navires et les 600 hommes furent placés sous ses ordres. L'expédition arriva le 9 juillet 1829 en rade de Tamatave. Le lendemain, Gourbeyre descendit à terre et alla faire une visite au gouverneur André Soa. Il lui annonça que sa visite était toute de paix, qu'il était porteur de cadeaux pour la reine et qu'il désirait les lui envoyer par deux de ses officiers.

Pendant sa visite, il eut l'occasion de remarquer l'activité des préparatifs de défense. Des boulets arrivaient de l'Imerina et la garnison de Tamatave avait été augmentée. Il comprit dès lors que tous les pourparlers seraient inutiles. En conséquence, il renonça à envoyer des officiers vers la reine, et se contenta de lui écrire le 14 juillet, pour lui notifier notamment que la France allait occuper de nouveau Tintingue et qu'elle exigeait la reconnaissance de ses droits sur les points de la côte orientale qu'elle possédait précédemment. Le commandant français ajoutait enfin que, si le gouvernement de Ranavalona ne donnait pas une réponse précise dans le délai de vingt jours, son silence serait considéré comme un refus formel de vouloir accéder aux justes revendications de la France.

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

OCCUPATION DE TINTINGUE.

Gourbeyre se rendit à Tintingue et en reprit possession le 2 août. On s'y occupa immédiatement des travaux de fortification. Des fossés larges et profonds furent creusés autour de l'enceinte qui avait été choisie. 8 canons mis en batterie en défendirent l'approche. Le 10 septembre, la construction du fort fut assez avancée pour qu'on pût y arborer le drapeau français. Les Betsimisaraka vinrent en foule féliciter le commandant, protestèrent de leur dévouement à la cause française et lui firent des offres de services.

Pendant que Gourbeyre se trouvait à Tintingue, il y reçut successivement deux lettres d'Andriamihaja, qui remplissait les fonctions de premier ministre. La première l'informait que les commissaires français seraient admis dans l'Imerina s'ils y étaient rendus le 23 août, c'est-à-dire le lendemain du jour où cette lettre parvenait au chef de l'expédition. Gourbeyre répondit qu'il ne pouvait prendre au sérieux une telle communication, qu'il ne ferait pas, en conséquence, partir les commissaires français, mais attendrait simplement ceux que la reine avait été priée d'envoyer sur le littoral.

Dans la seconde lettre, il ne fut plus question de commissaires à envoyer ou à recevoir, mais intervertissant les rôles, Andriamihaja répondait au reproche d'envahissement adressé à son gouvernement, par un reproche de même nature en demandant au chef de l'expédition les motifs qui avaient pu le porter à former un établissement à Tintingue sans la permission de la reine. Andriamihaja suivait fidèlement la politique de Radama. La nation hova s'étant arrogée la souveraineté sur tout Madagascar ne voulait céder aucun point de l'Ile aux Européens.

A peine les Français avaient-ils mis le pied sur le sol de Tintingue que des soldats hova étaient venus s'établir à la Pointe à Larrée pour arrêter et harceler ceux qu'ils considéraient dès lors comme ennemis. En même temps, défense était faite à tous les indigènes d'avoir la moindre relation avec les Français et de leur vendre quoi que ce fût.

Le capitaine de vaisseau Gourbeyre, qui désirait avant tout négocier un arrangement et ne connaissait qu'imparfaitement la politique des Hova, était étonné de leurs agissements. Il finit toutefois par comprendre que la guerre qu'il voulait éviter devenait nécessaire; elle était déjà même com-

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

mencée. Mais, avant de prendre lui-même l'offensive, il répondit le 2 octobre à la dernière lettre d'Andriamihaja :

« Qu'en occupant Tintingue, nous n'avions fait que nous établir sur un point qui nous appartenait, en vertu des droits imprescriptibles de la France à la possession de Madagascar.

« Qu'à son tour, il avait des explications à lui demander sur certains faits dont il s'étonnait à juste titre, à savoir :

« La vente de Pinson, restée impunie, malgré les réclamations du commandant de Sainte-Marie;

« La défense faite à tout Malgache de nous vendre des vivres sous peine de mort;

« Le refus du chef de Foulpointe d'admettre un navire français dans cette rade, sous prétexte que nous étions en guerre avec sa nation;

« Enfin le pillage de plusieurs propriétés appartenant à des Français. »

PRISE DE TAMATAVE.

Après avoir perdu deux mois en pourparlers inutiles, Gourbeyre se décida enfin à attaquer les Hova dans le port le plus commerçant de l'Ile, qu'ils occupaient depuis douze ans seulement.

Laissant à Tintingue 300 hommes de garnison, il se dirigea avec 3 navires sur Tamatave et vint, le 10 octobre, s'embosser à 300 toises de la ville. Le lendemain, dès le point du jour, ces 3 bâtiments et leurs troupes expéditionnaires se préparèrent au combat, mais avant de commencer le feu, Gourbeyre fit demander au gouverneur hova s'il avait reçu de la reine Ranavalona les pouvoirs nécessaires pour traiter. Sur sa réponse négative, un officier lui remit ,avec une déclaration de guerre, une lettre lui annonçant l'ouverture immédiate des hostilités.

C'est ce qui eut lieu en effet. Les Hova, effrayés par le bruit du canon et se voyant poursuivis par nos troupes de débarquement, s'enfuirent en toute hâte laissant en notre pouvoir 23 canons et 211 fusils. Ils allèrent s'établir à Ambatomanona, « à la pierre qui répond », dans une redoute préparée à l'avance sur la rive droite de l'Ivondro. Là, éloignée des navires français, ils se crurent en sûreté contre toute attaque. Un coup de hardiesse tenté par les Français les détrompa bientôt.

Le 12 octobre, le capitaine Schoell parti de Tamatave avec 100 hommes, un peu avant la nuit, traversa la rivière d'Ivondro au moyen d'une seule

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

pirogue qui ne pouvait porter que 3 hommes à la fois, marcha toute la nuit par des sentiers étroits, glissants et souvent marécageux et arriva, au lever de l'aurore, en vue de la redoute ennemie. N'ayant pu la surprendre, comme il l'avait espéré, il l'attaqua de front, emporta le parapet à la baïonnette, tua une cinquantaine de Hova et mit les autres en fuite. Les Hova furent tellement déconcertés par cette attaque imprévue que plusieurs d'entre eux s'enfuirent précipitamment jusqu'à Tananarive, et y semèrent un moment l'effroi dont ils étaient eux-mêmes saisis. Les Sénégalais montrèrent dans ce combat une telle intrépidité que leur courage devint proverbial dans l'Imerina.

Cependant les forces dont disposait le capitaine de vaisseau Gourbeyre étaient insuffisantes pour occuper définitivement Tamatave. Il fallut donc songer à l'évacuer. Les traitants, redoutant les représailles des Hova, demandèrent l'assistance de la division pour transporter leur effets à l'île Sainte-Marie et cette opération retarda de douze jours le départ des troupes expéditionnaires.

ATTAQUE DE FOULPOINTE.

Le 27 octobre, Gourbeyre vint attaquer Foulpointe. Les Hova reçurent d'abord avec un énergique sang-froid les bordées d'artillerie de nos vaisseaux et ripostèrent avec une misérable batterie du littoral. Mais jugeant bientôt que la position n'était plus tenable, ils se retirèrent dans une redoute située de l'autre côté du village et hors de la portée des canons français.

Les troupes profitèrent de ce moment pour débarquer et s'avancèrent jusqu'en face de la nouvelle position occupée par l'ennemi. Le capitaine Schoell, enhardi par ses succès d'Ambatomanona, essaya même avec ses Ouolofs de s'en emparer de vive force.

Mais les Hova, qui étaient trois fois plus nombreux, contre-attaquèrent énergiquement et obligèrent les Français à battre en retraite. Ils réussirent même à tuer le capitaine Schoell auquel ils tranchèrent la tête. Les Hova auraient eu 75 morts et 50 blessés, tandis que du côté français il n'y eut que 26 hommes hors de combat, dont 11 demeurés sur le champ de bataille.

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

ATTAQUE DE LA POINTE A LARRÉE.

De Foulpointe, le commandant Gourbeyre se rendit d'abord à Tintingue pour y prendre un renfort de 50 hommes d'artillerie et 20 Ouolofs; il mouilla ensuite sur la rade de la Pointe à Larrée, où les Hova avaient établi un poste militaire. Le bombardement du fort hova commença de grand matin, le 4 novembre. Quelques heures, plus tard, les troupes de débarquement parvinrent à pénétrer dans l'enceinte, se précipitèrent contre les Hova avec intrépidité et les mirent en complète déroute. A midi, le pavillon français flottait sur le fort hova. L'ennemi laissa 119 morts sur le champ de bataille, 27 prisonniers, 8 canons et 1 troupeau de 250 bœufs. De notre côté, il n'y eut que 11 tués.

CESSATION DES HOSTILITÉS.

Le chef de l'expédition aurait désiré pouvoir parcourir toute la côte et détruire successivement tous les forts hova. Mais la mauvaise saison approchant et la fièvre commençant à sévir parmi les Européens, Gourbeyre se vit obligé d'interrompre les opérations et il se prépara à hiverner dans des quartiers plus salubres. Il fit auparavant achever les fortifications de Tintingue et porta à 400 hommes la garnison de cette place.

Il faisait ses préparatifs de départ lorsque deux plénipotentiaires hova, Coroller et Ratsitihina, vinrent demander la paix. L'entrevue eut lieu sur la *Terpsichore,* le 22 novembre. Les pourparlers montrèrent vite qu'on n'était pas plus avancé qu'avant la guerre. Deux lettres de la reine vinrent clore les négociations. L'une fort brève, et adressée au commandant français, l'informait que la reine ne pouvait reconnaître aux Français des droits à la possession d'un point quelconque de Madagascar, ni leur permettre d'y résider autrement que comme marchands. L'autre, beaucoup plus longue, mais écrite en anglais, et dont l'écriture nette et bien formée, ainsi que le style, trahissait la plume d'un missionnaire, était adressée au roi de France. Elle faisait à Sa Majesté « très chrétienne », un récit succint, mais infidèle, des événements qui venaient d'avoir lieu, de manière à l'intéresser au peuple hova et à l'engager à rappeler ses troupes de Madagascar.

Ainsi s'évanouit l'espoir de voir les Hova accéder à un arrangement. Il fallut songer à reprendre les hostilités et préparer une nouvelle cam-

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

pagne pour la saison prochaine. Le gouvernement de la métropole, informé des événements, ordonna l'envoi à Madagascar de nouvelles troupes.

Cependant, vers le milieu de 1830, le gouverneur de Bourbon pensant que le Gouvernement hova se trouvait dans des dispositions plus pacifiques, chargea M. Tourette d'aller à la cour d'Imerina pour essayer de négocier un traité. C'était peine perdue. L'envoyé français ne put dépasser la plaine de Mangoro et dut s'arrêter au pied de la montagne d'Angavo; il réussit cependant à formuler ses demandes, en audience publique. Mais ce fut tout. Sèchement éconduit par Andriamihaja, il s'en retourna sans avoir rien obtenu.

Sur ces entrefaites, éclata en France, la révolution de juillet. Le nouveau roi se souciait peu d'avoir dans l'occupation de Madagascar un sujet de mésintelligence avec l'Angleterre. Sur l'avis du ministre de la Marine, Louis-Philippe décida, le 27 octobre, le rappel immédiat en France des quatre bâtiments de guerre affectés à l'expédition et de tout ce qui, en infanterie et en artillerie, excéderait l'effectif des garnisons ordinaires de Bourbon et de Sainte-Marie.

En outre, le gouverneur de Bourbon était chargé de négocier avec la reine des Hova un traité où l'on s'abstiendrait au besoin de discuter la question de souveraineté, et qui aurait pour but essentiel de régler les relations commerciales entre la France et Madagascar.

Par la dépêche ministérielle qui notifiait cette décision au gouverneur de Bourbon, ce dernier était autorisé à faire évacuer Tintingue.

Tourette, envoyé à Tamatave pour essayer une seconde fois de conclure un traité avec le Gouvernement hova, voulut monter à Tananarive pour traiter directement avec la cour de l'Imerina. Le redoutable Andriamihaja ayant été mis à mort peu auparavant, il put arriver jusque dans un village très rapproché de la capitale. Là, par ordre de la reine, il fut traité avec les plus grands égards. Il lui fut toutefois interdit de dépasser cette limite et il dut bientôt, comme lors de son premier voyage, regagner la côte sans avoit rien obtenu.

L'évacuation de Tintingue fut définitivement ordonnée le 31 mai 1831 par le gouverneur de Bourbon. Elle s'effectua paisiblement du 20 juin au 6 juillet. Aussitôt que les Français eurent quitté la grande terre, les Hova massacrèrent un grand nombre de Betsimisaraka qui avaient reconnu l'autorité de la France et construit des villages sous la protection du fort de Tintingue.

Dès lors, les hostilités cessèrent entre les Français et les Hova, mais les

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

relations commerciales ne furent qu'imparfaitement rétablies sur la côte orientale.

EXPÉDITION FRANCO-ANGLAISE DE 1845.

Ranavalona dans sa haine de l'étranger ne se contenta pas de briser les relations diplomatiques avec les nations européennes, elle fit tous ses efforts pour empêcher les étrangers d'exercer une action quelconque dans ses États.

Redoutant à juste titre l'influence que les missionnaires anglais acquéraient peu à peu dans le royaume, elle résolut de l'anéantir en attaquant à la fois les indigènes chrétiens et les missionnaires.

L'édit royal du 1er mars 1835 interdit en conséquence l'exercice de la religion chrétienne dans le royaume hova. Peu après, tous les missionnaires anglais furent expulsés de Madagascar.

DÉCRET ROYAL CONTRE LES EUROPÉENS.

Ce ne fut pas assez pour la reine des Hova de frapper les missionnaires anglais et leurs adeptes. Poussée par une haine toujours grandissante contre les étrangers, elle voulut appliquer à ceux-ci les lois du royaume et les traiter comme ses propres sujets. Le 13 mai 1845, les traitants français et anglais et les habitants de Tamatave furent convoqués chez le grand juge, par ordre de la reine, pour entendre la lecture du décret suivant :

« A partir de ce jour, tous les habitants et commerçants seront tenus de se soumettre à la loi malgache faite en ce jour, concernant les étrangers, c'est-à-dire de faire toutes les corvées de la reine, d'être assujettis à tous les travaux possibles, même ceux que font les esclaves, d'absorber le tanguin [1] lorsque la loi les y oblige, d'être vendus et faits esclaves s'ils ont des dettes, d'obéir à tous les officiers et même au dernier des Hova, la reine ne leur accordant aucune des prérogatives que la loi malgache accorde à ses sujets, de ne sortir de Tamatave sous aucun prétexte, et de ne faire aucun commerce avec l'intérieur de l'Ile. Quinze jours de réflexion sont accordés pour l'exécution du présent décret; en cas de refus, leurs clôtures

[1] Poison d'un usage fréquent à la cour malgache (voir Introduction, page 20).

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

seront brisées, leurs marchandises livrées au vol et au pillage et eux-mêmes seront embarqués sur le premier navire qui se trouvera en rade.»

Les traitants européens n'avaient pas à hésiter sur le parti à prendre : il était contre leur dignité de se soumettre aux lois hova; toutefois leur départ devait amener la ruine complète de leurs établissements; ils adressèrent au gouvernement de Ranavalona d'énergiques réclamations, qui restèrent sans effet.

Le commandant de la station française des côtes orientales d'Afrique, l'amiral Romain Desfossés, apprit bientôt la situation faite aux Européens par le gouvernement de Tananarive. Il se rendit à Tamatave avec son navire *le Berceau*, pour les protéger contre l'insolence des Hova. Il y arriva le même jour que le capitaine anglais William Kelly venu de Maurice dans le même but. Les deux commandants eurent beau formuler des plaintes et des protestations, tout fut inutile. Les officiers hova refusèrent même de recevoir les lettres adressées par l'amiral Desfossés, soit au gouverneur Razakafidy, soit à la reine elle-même. Le décret d'expulsion était sans appel et exécutoire sur le champ. Les douze traitants anglais et onze traitants français qui se trouvaient à Tamatave furent contraints de chercher un refuge sur les navires mouillés sur rade et leurs propriétés furent immédiatement livrées au pillage.

ATTAQUE DE TAMATAVE.

Depuis deux siècles, les Européens avaient pu s'établir sur les côtes de Madagascar et s'y livrer au commerce. Or, en un instant, ils se voyaient ignominieusement chassés et ruinés, et leur commerce était définitivement anéanti. Les Français, jadis maîtres de la côte orientale, y perdaient tout à coup toute influence, et ne pouvaient même plus avoir de relations avec les indigènes. Les représentants de la France et de l'Angleterre dans la mer des Indes devaient venger l'affront fait à leurs nations. L'amiral Desfossés n'avait sous ses ordres que deux bâtiments de guerre *le Berceau* et *la Zélée*, et le commandant Kelly n'avait à sa disposition que la corvette *le Conway* qu'il montait. La garnison hova se composait d'un millier d'hommes, et était protégée par trois forts reliés entre eux par des souterrains. Le fort principal situé au centre avait été bâti après l'expédition Gourbeyre par deux arabes de Zanzibar. Malgré l'infériorité du nombre, malgré les difficultés que présentait l'escalade de forts, les deux commandants furent d'avis

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

qu'il fallait à l'instant infliger une leçon salutaire à des barbares qui méconnaissaient les droits des gens les plus élémentaires.

Le 15 juin, dès le matin, deux officiers se présentèrent sur la plage pour remettre une protestation écrite en français et en anglais, mais, après avoir vainement recherché un officier hova, ils la rapportèrent. Sur l'insistance de Kelly lui-même, un officier du gouverneur se présenta enfin, et reçut la protestation, ainsi que l'avertissement verbal qu'on attendrait jusqu'à deux heures de l'après midi la réponse de Razakafidy.

A 2 heures, un canot apporta la réponse suivante : « Nous avons reçu votre lettre et nous vous déclarons clairement que ne pouvons changer la proclamation que nous avons donnée comme loi de Madagascar. Je vous salue. » Signé : Razakafidy, commandant gouverneur de Tamatave.

Cinq minutes après, le bombardement commençait. Le feu des forts répondit immédiatement, mais sans beaucoup d'activité. Le tir des Hova se fit toutefois remarquer par sa précision; il était commandé par un Espagnol. Un quart d'heure à peine s'était écoulé que les obus lancés par les navires avaient occasionné un violent incendie dans l'intérieur et dans les alentours de la batterie du nord qui, à partir de ce moment, fut abandonnée.

A 3 h. 30, un grand nombre d'obus avaient éclaté dans la batterie du sud et dans le fort principal, et l'on jugea que le moment était venu de livrer assaut aux fortifications hova. Bientôt 300 combattants furent débarqués sur la plage et dirigés vers l'ennemi qui n'avait pas osé sortir de ses retranchements. Un petit détachement réussit à entrer dans la batterie du sud, et refoula les Hova qui la défendaient. Pendant ce temps le gros de la colonne s'élançait sur le fort principal et couronnait en un instant son enceinte extérieure. Là, et dans le fossé qui séparait les deux enceintes, commença une lutte opiniâtre corps à corps, dans laquelle Français et Anglais rivalisèrent de dévouement et de résolution. Les Hova, après avoir combattu longtemps et bravement à ciel découvert, se retirèrent dans leurs casemates. Les cartouches ayant manqué pour continuer le combat, il fallut renoncer à les déloger. La retraite s'opéra dans l'ordre le plus parfait sans que les Hova osâssent se montrer.

16 Français et 4 Anglais étaient restés sur le champ de bataille, et la plupart des morts ne purent être emportés. Du côté des Hova, il y eut 200 hommes tués et autant de blessés. Le tir de leurs canons avait été si bien dirigé que les deux navires français furent atteints par plusieurs boulets et eurent leur petit mât de hune cassé, mais les avaries furent vite réparées.

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

Les quelques avantages remportés par les Hova furent pour eux une occasion de chanter victoire. Pour terrifier les étrangers, ils eurent la barbarie de hisser sur le rivage, au bout de pieux aigus, 18 têtes d'Européens dont les corps étaient restés sur le lieu du combat. Le lendemain, lorsque les navires levèrent l'ancre, les marins français et anglais ne purent voir sans horreur ce spectacle hideux. Une pareille sauvagerie aurait mérité une éclatante vengeance. Malheureusement les forces anglaises et françaises étaient insuffisantes.

La nouvelle des événements de Tamatave souleva un moment en France l'indignation générale, et le ministre se décida à envoyer à Madagascar une expédition importante pour venger l'insulte faite au drapeau français. Mais la Chambre des députés, dans la séance du 5 février 1846, invita le gouvernement à surseoir à toute opération militaire contre les Hova. Bientôt après, la révolution de 1848 fit perdre de vue la question de Madagascar.

La même année, les Anglais essayèrent de renouer avec la cour de Tananarive des relations d'amitié; ils échouèrent; Ranavalona se montra inflexible dans sa haine pour l'étranger. Les ports hova demeurèrent fermés à toutes les nations de 1845 jusqu'en 1853.

L'ŒUVRE DE QUELQUES GRANDS FRANÇAIS A MADAGASCAR.

DE LASTELLE.

Quelques rares Français eurent la chance de n'être pas englobés dans la proscription générale qui chassait tous les Européens. Le premier de ces privilégiés, qui sut gagner les bonnes grâces de Ranavalona, fut de Lastelle, capitaine de la marine marchande de Saint-Malo. Il aborda à Madagascar en 1825. Un Marseillais, Arnoux, associé à la maison de Rontaunay, de la Réunion, avait fondé à Mahela une plantation caféière et une sucrerie qui prirent rapidement une grande importance. Sa mort étant survenue peu après celle de Radama, de Lastelle fut désigné pour le remplacer dans la direction de l'établissement.

En 1829, l'expédition Gourbeyre faillit tout anéantir : « La cour d'Imerina, dit Barbié du Bocage, était exaspérée et de Lastelle reçut l'ordre de monter à Tananarive. Ses amis le pressaient de s'évader, mais il eut le

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

courage de résister à leurs conseils. Il se rendit auprès de la reine, à laquelle il plut par sa hardiesse, et loin d'être chassé de Madagascar, il obtint le renouvellement de son traité, ainsi que le fermage des droits de douane de Fénérive, de Mahanoro et de Mananjary.»

Il devint dès lors l'homme de confiance de la reine, et s'il fut son homme de confiance, c'est surtout parce qu'il fut son homme d'affaires et qu'il lui céda généreusement une large part des revenus de ses exploitations.

En 1838, il fut chargé par Ranavalona d'aller en France et de lui rapporter une grande quantité d'objets de luxe, mission dont il profita pour faire connaître au commerce de Marseille les magnifiques produits de la grande île africaine, et pour inspirer en retour aux Malgaches le goût des produits français. Un second voyage, entrepris également sur l'invitation de la reine en 1842, ne fut pas moins profitable.

En 1844, D. Laverdant vantait en ces termes les merveilleux résultats obtenus par Lastelle : «Avec un petit noyau d'agents subalternes européens, il a créé un grand mouvement d'industrie. Il a maintenant plus de 150 charpentiers malgaches, quelques-uns de ces charpentiers de marine sont capables de construire un navire. Une jolie goélette de 30 tonneaux est sortie de son chantier. Il a des tonneliers, des forgerons, il fabrique des haches, des pioches et des pelles qui trouvent à se placer très avantageusement dans le commerce de Bourbon. Il a introduit sur ses établissements un grand nombre de moyens mécaniques pour faciliter et féconder le travail, que souvent on ne trouve même pas chez les planteurs de Maurice. M. de Lastelle a multiplié l'arbre à pain, le bancoulier, il a planté 50.000 pieds de coco, 150.000 de café. Ses produits en sucre et en rhum sont déjà considérables. La reine Ranavalona a un intérêt dans les établissements de Mahela et de Mananjary, qui depuis dix ans lui ont rapporté annuellement environ 7.000 piastres d'Espagne. M. de Lastelle est considéré et craint à Tananarive. Les chefs barbares voient avec regret la position importante que ce Vazaha occupe dans le pays, mais comme son industrie accroît pour une bonne part la richesse de la reine, on est obligé de le ménager [1].»

Lastelle avait, entre autres innovations, fondé à Madagascar deux grandes usines à vapeur, dont les machines sortaient des ateliers de la maison Desorne et Cail, de Paris. «Les frais d'établissement, écrit M. Barbié

[1] Colonisation de Madagascar.

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

du Bocage, s'étaient montés à 10.600.000 francs et le produit des exportations de Madagascar atteignait 11.500.000 francs. La maison de Rontaunay employait pour le seul commerce avec l'île malgache 19 navires à elle appartenant, et 47 affrétés. Ces navires étaient montés par 1.000 marins.»

«Ces entreprises, ajoute D. Laverdant, marchaient de succès en succès lorsque surgit la malheureuse collision de 1845, qui remit tout en question. Grâce à la haute influence qu'il avait acquise à la cour d'Imerina, de Lastelle échappa à la proscription; il espérait même relever ses affaires, mais l'interruption continue des relations avec les étrangers anéantit son commerce. Ne pouvant plus vendre les produits de ses établissements, il dut renoncer à son œuvre, et ses entreprises conduites avec tant de persévérance n'aboutirent qu'à la ruine de leurs auteurs.»

Cet homme d'une activité et d'une intelligence remarquables ne devait survivre que peu d'années à ses revers de fortune.

Il mourut à Tamatave en 1856.

LABORDE [1].

Laborde fut le second personnage marquant qui gagna les faveurs et les sympathies de Ranavalona et échappa, comme de Lastelle, à la proscription qui frappa tous les Européens en 1845. Les services inappréciables qu'il rendit au royaume hova lui valurent le crédit dont il jouit à la cour durant vingt-cinq ans.

Jeté par le naufrage sur les côtes de Fort-Dauphin en 1831, il fut recueilli par de Lastelle; il n'avait alors que 25 ans. Comme le disait le P. Finaz dans son journal : «Il ne possédait pour toute fortune que son énergie personnelle mise au service de facultés intellectuelles remarquables et de cet esprit de ressources, particulier aux Gascons, qui les aide à se tirer d'affaire en toute rencontre.» De Lastelle apprécia de suite la valeur du nouveau venu, et le parti qu'il en pourrait tirer : «J'ai trouvé, écrivait-il à la reine, l'homme qu'il vous faut. Vous voulez des manufactures de fusils et de canons, celui que je vous envoie vous les installera.» Laborde partit en effet pour la capitale, et ne trompa point les espérances de M. de Lastelle.

Arrivé à Tananarive, il s'associa sur le désir de la reine à un autre Français,

[1] Né à Auch en 1806.

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

Droit, qui avait établi à Ilafy une manufacture de fusils. Forgeron habile, Droit était parvenu à fabriquer assez bien les fusils, mais ne pouvait les forer convenablement. M. Laborde réussit non seulement à forer les fusils, mais encore à fondre et à forer même des canons.

En 1835, Droit fut exilé à la suite d'une mésentente avec la reine. Après son départ, Laborde prit la direction de l'établissement d'Ilafy. Mais bientôt, comme il lui était difficile de se procurer des bois de construction et qu'il manquait d'eau pour exécuter ses vastes projets, il chercha près de la forêt un site plus favorable.

Il choisit Mantasoa, qu'il appela Soatsimanampiovana. Là, il fit des installations qui prirent rapidement une prodigieuse extension.

Le P. Finaz qui y séjourna quelque temps en 1856 en fit dans son journal la description suivante : «Soatsimanampiovana» signifie «beauté sans changement». Son site est des plus agréables. La maison de campagne se trouve en face d'un beau village, séjour de 1.500 ouvriers que M. Laborde dirige, et avec lesquels il a créé ici de véritables merveilles d'industrie. Il y a quelques années, ces lieux et les environs n'étaient qu'un désert inhabité. Maintenant, au milieu de vastes bassins à écluses fournissant à différentes usines une eau abondante, s'élève d'abord un haut-fourneau tout en pierre de taille pour la fonte du minerai; puis vient la manufacture de canons où se trouvent actuellement vingt pièces de campagne prêtes à être livrées, et un mortier qu'on est occupé à forer; on passe de là à la poterie et à la verrerie. Les constructions destinées aux vers à soie et la manufacture de savon sont un peu plus loin. Voici enfin dans un endroit retiré l'arsenal des fusées. Et c'est un seul homme qui a créé tout cela et qui fait tout marcher au moyen d'ouvriers qu'il a dû former lui-même.»

Non seulement Laborde fonda des usines et introduisit dans le pays un grand nombre d'industries, mais encore il fit des constructions remarquables. Il bâtit pour la reine le palais de Tananarive qui surpassa de beaucoup en magnificence tout ce qui s'était fait précédemment. Pour donner une idée de ses dimensions, il suffit de dire que l'énorme colonne centrale qui s'élève jusqu'au faîtage à 39 mètres de haut, a nécessité le concours de plusieurs milliers d'hommes pour aller la chercher dans la forêt à vingt lieues de distance et la transporter à Tananarive. Sur le sommet de l'édifice fut placé un grand aigle en cuivre, qui, déployant ses ailes dans l'espace, symbolisait la puissance hova planant sur toutes les régions de l'Ile.

On doit encore à Laborde le mausolée monumental érigé à Isotry pour recevoir les restes de Rainiharo et des membres de sa famille.

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

Pour mener à bonne fin toutes ses entreprises, Laborde eut parfois plus de 10.000 hommes sous ses ordres. Il n'est dès lors pas étonnant que la reine ait donné sa confiance et accordé les plus grands honneurs à ce Français qui exécutait des travaux si importants et jusque là inconnus dans ses États.

RÉOUVERTURE DU COMMERCE.

Rainiharo, commandant en chef de l'armée ou plutôt premier ministre bien qu'il n'eut pas ce dernier titre, était le principal conseiller de la reine. A ce titre, il contribua pour une large part à toutes les mesures prises par le gouvernement hova, soit contre les indigènes, soit surtout contre les Européens.

Après sa mort, une politique moins hostile aux Européens prévalut à la cour de Tananarive. Le parti des jeunes gagnait du terrain contre le parti des vieux. La plupart des conseillers influents, qui avaient réagi contre les idées libérales de Radama I et avaient travaillé de tout leur pouvoir sous Ranavalona à anéantir toute influence étrangère sur la terre malgache, avaient disparu peu à peu. Les jeunes et, à leur tête, le prince Rakoto, fils de la reine, vantaient les progrès admirables accomplis sous Radama I, et aspiraient déjà à faire revivre les beaux temps de ce règne glorieux. Les fils de Rainiharo eux-mêmes étaient plus tolérants que leur père.

Leurs propres intérêts poussaient d'ailleurs les gouvernants dans une voie moins intransigeante. Ils avaient sans doute causé un grand préjudice aux traitants européens en les chassant de tous les territoires soumis à leur autorité. Mais ils ne pouvaient les empêcher de s'établir sur les points qui avaient échappé à leur domination, et en particulier dans la baie de Saint-Augustin et à Morondava. En interdisant tout commerce dans leurs ports, ils avaient notablement nui au négoce étranger mais ils ne pouvaient pourtant empêcher les îles Bourbon, Maurice et Sainte-Marie, d'aller s'approvisionner sur la côte occidentale. Ainsi le but qu'ils s'étaient proposé n'était qu'imparfaitement atteint. Les grands du royaume, ne pouvant plus exporter leurs marchandises et en particulier leurs bœufs, étaient privés par ce fait d'énormes bénéfices. La reine elle-même voyait disparaître les principales sources de ses ressources, les douanes, qui ne produisaient plus rien et les établissements de M. de Lastelle qui étaient ruinés.

De plus, le gouvernement hova redoutait sans cesse d'avoir à soutenir une nouvelle guerre contre les Français et les Anglais. Ceux-ci, en effet,

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

ne pouvaient oublier l'outrage infligé à ceux de leurs soldats qui étaient tombés en 1845 à Tamatave. La prudence commandait d'éviter tout ce qui pouvait irriter les deux puissantes nations.

Ainsi, le temps portant conseil, un certain apaisement se produisit à la cour de Ranavalona et, dans le courant de l'année 1852, on apprit par des lettres adressées aux chrétiens réfugiés à Maurice, que des changements favorables s'opéraient dans la politique hova.

Informée de ces bruits, la chambre de commerce de Maurice envoya, en 1853, à la reine Ranavalona une adresse lui demandant de renouer des relations commerciales avec la Grande Ile.

La reine accepta moyennant, toutefois, le payement d'une indemnité de 15.000 piastres pour la guerre de 1845. Cette condition était humiliante, car elle impliquait la reconnaissance d'une défaite. Mais les intérêts primèrent l'honneur et les Mauriciens souscrivirent vite la somme exigée.

Le commerce fut donc repris et les Européens furent de nouveau autorisés à s'établir dans les ports hova. Mais il leur fut interdit, comme par le passé, de pénétrer dans l'intérieur de l'Ile.

LAMBERT A TANANARIVE (1855).

En 1853, au moment des négociations relatives à la reprise du commerce, Ellis, représentant de l'Angleterre, avait demandé la permission de monter à Tananarive. L'autorisation qu'Ellis avait sollicitée en vain à plusieurs reprises, Lambert[1] eut la chance de l'obtenir rapidement, grâce à un service important qu'il rendit à Ranavalona.

Ce Français, qui joua un grand rôle à Madagascar pendant quelques années, s'était établi depuis quelque temps à Maurice où il avait fondé une puissante maison de commerce avec une succursale à l'Ile de la Réunion. Or, se proposant d'aller en France, il voulut auparavant faire une tournée à Tamatave, à Nosy-Bé et à Baly, afin de se rendre personnellement compte de l'état misérable du peuple malgache et de pouvoir plaider en sa faveur dans l'entourage de Napoléon III.

Le 10 juin 1855, il arriva à Mantasoa, où Laborde lui fit une réception grandiose. Trois jours après, il était à Tananarive; c'était la fête du Bain.

---

[1] Né à Redon en 1824.

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

La reine fit souhaiter la bienvenue au voyageur. Depuis vingt ans, aucun Européen n'avait été admis dans la capitale hova.

PROJET DE PROTECTORAT. — COMPAGNIE DE MADAGASCAR.

Les réceptions et les amusements que la cour d'Emyrne offrit à Lambert ne lui firent point oublier le but principal de son voyage à Tananarive. Il eut assez de loisirs pour traiter la grande affaire qu'il avait à cœur et que désirait aussi hardiment Rakoto, le futur héritier du trône : celui-ci lui confia la mission d'exposer à l'Empereur l'état de misère de Madagascar et de demander avec instance le protectorat français.

Voici quelques passages saillants de la lettre adressée par le prince à l'Empereur :

« Sire, je conjure Votre Majesté de recevoir les paroles de M. Lambert et les prières qu'il vous fera en mon nom, comme si elle les entendait sortir de ma bouche, car c'est moi qui les lui ai transmises avec des détails qu'il n'était pas opportun de confier au papier. Veuillez donc considérer M. Lambert comme un autre moi-même.

« Que Votre Majesté ne repousse pas la prière que je lui ai déjà faite dans ma précédente lettre, et que je lui renouvelle par l'organe de M. Lambert, car le malheur de mon peuple est à son comble. »

Les chefs malgaches écrivant de leur côté à l'Empereur lui disaient entre autres choses : « Non, il n'est pas possible que l'Empereur des Français repousse les prières qui lui sont faites en faveur de Madagascar, lorsqu'il apprendra tous les maux qui désolent ce malheureux pays, la multitude de personnes assassinées chaque jour, les femmes et les enfants vendus comme esclaves, le tanguin administré sur des simples soupçons, des corvées et des services continuels qui enlèvent tous les hommes à leurs travaux, sans la moindre compensation. Il semble qu'on n'ait en vue que de dépouiller le peuple malgache et de faire mourir de faim ce qui aura été épargné par la sagaïe et le tanguin. Que Votre Majesté ne soit pas étonnée de voir si peu de signatures à cette lettre. Elle se couvrirait de noms si nous la présentions aux nombreux partisans de Rakotondradama et de la civilisation; mais la prudence nous fait une loi de tenir caché ce qui pourrait coûter la vie à des milliers de personnes.

« Sire, nous mettons tant d'instance à vous prier de ne pas retarder les secours qui, seuls, peuvent nous sauver; ce n'est pas seulement la vue des

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

maux présents, c'est aussi la crainte d'un malheur irréparable... Nous craignons qu'on n'assassine Rakoto, comme le seul moyen de l'empêcher de régner par la suite... Secourez-nous donc, Sire.»

Rakoto ne se contenta pas de demander aide et protection à la France. Il accorda à Lambert, du moins autant qu'il était en son pouvoir, des concessions importantes qu'il promit de ratifier lorsqu'il serait parvenu au trône. Il lui octroya une charte à l'effet d'établir une compagnie française dont les capitaux permettraient à l'industrie européenne de se développer à Madagascar. A cette compagnie serait réservée l'exploitation des mines, moyennant un dixième du revenu. La compagnie pourrait aussi occuper des terrains vagues à son choix, pour cultures et établissements, etc. En outre, deux ports furent cédés à Lambert en toute propriété et juridiction.

Un mois avait suffit à Lambert pour arriver à ces résultats inespérés.

Non seulement il avait obtenu du prince Rakoto tout ce qu'il souhaitait, mais il avait encore gagné les bonnes grâces de Ranavalona en lui prêtant son navire à vapeur et avait acquis par ses largesses une grande popularité dans le peuple.

Ce projet de protectorat ne devait pas avoir de suite. Le gouvernement des Tuileries ne voulut prendre aucune décision à ce sujet de peur de mécontenter l'Angleterre qui désapprouvait complètement l'idée d'un protectorat français sur Madagascar. Tout au plus, le gouvernement anglais admettait l'idée d'une compagnie anglo-française destinée à exploiter les mines de Madagascar.

Lambert revint en 1857 à Tananarive pour porter au prince Rakoto la réponse de la France. Mais, peu après, ayant été mêlé à une conspiration destinée à écarter le premier ministre Rainifary, il fut exilé avec Laborde et les rares Européens résidant à Tananarive.

Ranavalona mourut le 16 août 1861. Les cinq dernières années de sa vie, en particulier l'année 1857, avaient été marquées par des cruautés inouies. Pendant son long règne, elle aurait fait périr, dit-on, près de 200.000 de ses sujets; son fils Rakoto lui succéda sous le nom de Radama II.

LE TRAITÉ ANGLO-HOVA DE 1865.

Avec Radama II, la grande île malgache entrait dans une voie toute nouvelle. Autant Ranavalona avait été intolérante et cruelle, autant son fils se montra libéral et humain. L'unique désir du jeune monarque était

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

d'alléger les souffrances de son peuple, de le rendre heureux et de le civiliser.

L'influence de la France semblait alors prépondérante à Madagascar. Le prince Rakoto avait en effet demandé en 1856 le protectorat français à Napoléon III, et accordé à Lambert des concessions très importantes. Devenu roi, il montrait encore des préférences pour la France, puisqu'il venait de nommer Lambert son ambassadeur auprès des cours de l'Europe et qu'il avait favorisé l'installation des missionnaires catholiques au centre de sa capitale.

Ellis, l'envoyé de Grande-Bretagne, ne pouvait se résoudre à voir l'Angleterre n'occuper que le second rang. Son ardent patriotisme ne serait satisfait qu'autant qu'il parviendrait à miner l'influence française et à lui substituer la prépondérance anglaise.

Le jeune roi fut couronné le 23 septembre 1862. La France et l'Angleterre rivalisèrent de zèle à cette occasion.

Dupré, commandant de la section navale des côtes orientales d'Afrique, fut chargé de représenter l'empereur Napoléon III. Il fit son entrée solennelle à Tananarive le 28 juillet à midi, et fut reçu avec des honneurs inusités. La légation anglaise, arrivée le 8 août, fut reçue avec les mêmes honneurs.

Le 12 septembre, Radama signait solennellement un projet de traité que Dupré avait été chargé de lui soumettre. Il consentit par la même occasion à confirmer la charte Lambert et la contresigna publiquement.

Le 5 décembre, les Anglais obtenaient à leur tour un traité réglant les relations entre les deux pays. Ils obtenaient tous les droits de la nation la plus favorisée, soit dans le passé, soit dans l'avenir.

Les ministres hova ayant demandé que les deux traités n'eussent force de loi qu'après leur signature par les souverains des deux nations intéressées, cette clause fut accordée.

Mais Radama fut assassiné le 24 avril 1864, avant la ratification des traités par les gouvernements de Londres et de Paris.

LE TRAITÉ ANGLO-HOVA DEVIENT DÉFINITIF.

La femme de Radama, Rasoherina, fut proclamée reine. Le nouveau gouvernement déclara d'abord que les traités étaient à reviser et que les Hova se réservaient le droit d'en refuser l'acceptation.

Des nouvelles négociations s'ouvrirent entre le gouvernement de Tananarive et l'Angleterre.

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

Cette dernière, toujours désireuse d'entretenir des relations amicales avec les Hova, était prête à apporter certaines modifications au traité accepté par Radama, dans l'espoir de se rattraper sur d'autres points. Elle n'avait qu'un but : établir sa prépondérance dans l'Ile, au détriment de l'influence française.

D'autre part, le gouvernement hova, en difficulté avec la France au sujet du traité en instance, et aussi de la charte Lambert qu'il ne voulait plus accepter, désirait entrer en relations cordiales avec une autre puissance européenne qui pourrait au besoin, sinon la défendre par les armes, du moins la soutenir par ses conseils, par son or, et surtout par son influence politique.

Le 27 juin 1865, après bien des difficultés, un traité anglo-hova fut signé à Tananarive, il comprenait dix-neuf articles dont les plus importants étaient :

l'article II qui concédait à l'Angleterre tous les droits de la nation la plus favorisée, soit dans le passé, soit dans l'avenir.

l'article III qui accordait pleine liberté aux sujets britanniques et aux indigènes pour exercer et enseigner la religion chrétienne et permettait de construire et d'entretenir des lieux convenables pour l'exercice du culte.

l'article V relatif au droit de propriété, d'une interprétation ambiguë.

l'article IX, qui stipulait que les sujets des deux pays ne pouvaient faire quoi que ce soit qui put nuire au pays et au gouvernement de l'autre, en particulier occuper des territoires ou établir des garnisons.

Cette clause était sans importance pour l'Angleterre, mais il était à craindre que les Hova n'exigeassent son insertion dans le traité en préparation avec la France, ce qui aurait ainsi ruiné tous les droits anciens de cette nation sur Madagascar.

Ce traité était un succès incontestable pour l'Angleterre. Il devait être la source de sérieuses difficultés pour la conclusion du traité français.

LE TRAITÉ FRANCO-HOVA DE 1868.

Le gouvernement de Rasoherina, ayant dû sévir à l'intérieur contre des rebelles et des conspirateurs vrais ou supposés, ne fut pas moins embarrassé à l'extérieur par les difficultés que souleva la revision du traité conclu entre Radama II et les Français. Dupré et Lambert arrivaient à Bourbon vers la fin de juillet. Le premier apportait aux Hova le traité signé par l'Empereur,

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

le second, à la tête d'une nombreuse compagnie d'ingénieurs, d'ouvriers et de mineurs, venait prendre possession des ports et des terrains que lui concédait sa charte. Dès leur arrivée à Saint-Denis, on les informa des progrès accomplis par le parti anglo-hova hostile à la France. Dupré et Lambert continuèrent néanmoins leur route et, le 31 juillet, ils mouillaient devant Tamatave. Ils décidèrent de mettre le gouvernement hova en face de cette alternative, ou bien accepter le traité tel qu'il avait été conclu et signé avec la France, ou bien subir les conséquences du refus.

Un courrier dépêché immédiatement de la côte, fut chargé de porter cet ultimatum au nouveau gouvernement; en cas de refus Laborde avait ordre d'amener aussitôt le pavillon consulaire, de descendre à Tamatave et d'inviter tous les Français à le suivre.

L'ultimatum parvenait bientôt à la capitale où il porta à son comble l'irritation des grands du royaume. Laborde engagea de tout son pouvoir le gouvernement malgache à céder.

Ce dernier, habitué à temporiser, ne se hâta pas de répondre. Le 22 août, il désigna Raharolahy et Rainivaomialy pour accompagner Laborde et traiter de la part de la reine avec Dupré.

Mais les négociations n'aboutirent pas et vers le milieu de septembre, le gouvernement de Rasoherina se décida enfin à répondre négativement à l'ultimatum de Dupré. Les Hova acceptaient la guerre. Dès le 15 du même mois, commencèrent de grandes revues destinées à remplir les cadres de l'armée qu'on enverrait à Tamatave contre les Français. A la nouvelle de ces préparatifs, M. Packenhan, consul anglais, fit écrire à la reine par Raharolahy, que l'Angleterre n'aiderait pas les Malgaches dans le cas d'une guerre avec la France, et qu'elle ne devait ajouter aucune foi aux affirmations de ceux qui, à Tananarive, prétendent le contraire.

Après la lecture de la lettre qui lui notifiait le refus formel du gouvernement hova de ratifier le traité signé par Radama, Dupré se mit en mesure de bombarder Tamatave, mais, sur les conseils de Laborde, il se décida à attendre les ordres de l'Empereur avant d'en venir à cette extrémité. Les instructions venues de Paris, quelque temps après, interdirent tout acte d'hostilité et prescrivirent de rompre simplement les rapports de bonne amitié avec le gouvernement de la reine, en réservant l'avenir.

Cependant les Hova n'étaient pas rassurés, et redoutaient sans cesse de voir le sol malgache envahi par des soldats français. Pour parer à cette éventualité, la cour de Tananarive songea à envoyer une ambassade en Europe : Rainifiringa, ancien gouverneur de Tamatave, que Radama avait

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

relevé de ses fonctions et réduit du rang de « 14e honneur », à celui de simple soldat, fut nommé chef de cette ambassade, et quitta Tamatave le 28 novembre. Il alla d'abord en France et demanda une entrevue à l'Empereur qui le renvoya au ministre des Affaires étrangères avec ordre de lui communiquer cette réponse : « Que Tananarive paye d'abord les fusils de la charte Lambert anéantie; on réglera ensuite ce qu'il convient de faire pour conclure un second traité ». Les ambassadeurs poursuivirent alors sans mot dire leur voyage en Angleterre, et revinrent à Madagascar.

LE PREMIER MINISTRE
SUPPLANTÉ PAR SON FRÈRE CADET RAINILAIARIVONY (1864).

Rasoherina qui avait reçu les honneurs du couronnement n'était cependant reine que de nom. Celui qui avait de fait l'autorité d'un roi, c'était son premier ministre Rainivoninahitriniony. Il dominait tout, dirigeait tout; il s'imposa même à la reine en qualité de royal consort.

Mais son caractère autoritaire et ses cruautés finirent par lasser Rasoherina qui, le 14 juillet 1864, le remplaça par Rainilaiarivony, son frère cadet.

PAYEMENT DE L'INDEMNITÉ A LA FRANCE.

L'indépendance de la reine s'affirma peu après d'une manière encore plus éclatante. Une lettre venue de Paris vers le milieu du mois d'août, enjoignit à Laborde de ne céder en rien à propos de l'indemnité exigée pour l'annulation de la charte Lambert. « Si l'on fait la moindre difficulté pour remettre l'argent, ajoutait l'Empereur, écrivez-nous immédiatement. » Selon leur habitude, les Hova voulurent encore temporiser. Le conseil de la Reine lui représentait que le peuple se soulèverait quand il connaîtrait la somme énorme réclamée par la France (1.200.000 francs), que déjà on parlait de chasser tous les blancs du pays, que la question était grave et demandait mûre réflexion. Rasoherina pour tourner les difficultés, résolut de ne rien prélever sur le peuple; elle-même et les principales familles de son conseil, celle du premier ministre notamment, devaient au plus tôt rassembler la somme demandée et l'envoyer à Tamatave.

Grâce à la décision énergique prise par Rasoherina, les 1.200.000 francs

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

exigés par l'Empereur furent promptement versés. La reine fournit elle-même la moitié de cette somme et l'argent put être acheminé vers Tamatave le 31 août avec une forte escorte. Ce jour-là, le peuple manifesta un grand mécontentement, des attroupements se formèrent sur divers points de la capitale, principalement du côté du consulat français. Le lendemain, 1er septembre, le peuple poussé par les grands, demandait l'expulsion de Laborde et des missionnaires français. Cependant l'intervention de la reine calma assez rapidement la fureur populaire.

Au bout de trois semaines, environ, les 2.000 hommes portant l'argent de l'indemnité arrivèrent à Tamatave. Le 22 septembre, Tricault, commandant de la section navale, mouillait avec sa frégate *La Junon* en rade de cette ville. Comptant sur la parole donnée quelques jours auparavant à son chef d'état-major par le gouverneur Raharolahy, il espérait pouvoir embarquer aussitôt les piastres moyennant un reçu qu'il signerait au nom de l'Empereur. Mais les Malgaches avaient reçu l'ordre de ne remettre l'argent que contre la charte Lambert elle-même et Tricault dût repartir les mains vides.

Enfin, au mois de décembre 1865, la charte Lambert fut apportée par le *Loiret* à Tamatave et les 500 caisses de pièces de 5 francs, venues de Tananarive, purent enfin être embarquées [1].

Quelques jours après l'autodafé de la charte, la reine en fit part à son peuple dans un grand kabary sur la place d'Andohalo. Le peuple saisit cette occasion, comme il l'avait déjà fait, lors du départ de l'argent, pour demander l'exil de tous les blancs. Rasoherina évita de se prononcer, et remit la réponse à l'époque de la prochaine revue qui devait se faire dans le courant de février. Le jour de la revue arrivé, la demande d'exil fut reproduite, mais cette fois la reine répondit sans ambages que cette question la regardait et que personne n'avait à s'en mêler. Cette attitude énergique arrêta court les revendications des xénophobes.

---

[1] L'Angleterre faisait plus de cas que la France de la charte Lambert : d'après le P. de la Vaissière, le cabinet de Londres, parfaitement au courant de la valeur de la charte ratifiée par Radama, essaya après la mort de ce prince, au dire de Lambert lui-même, de tenter la cupidité de son possesseur, en lui faisant offrir généreusement un million de livres sterling (vingt-cinq millions de francs), s'il voulait se débarrasser, au profit de la Grande-Bretagne, de ce papier désormais inutile entre ses mains. C'était pour notre alliée un habile moyen de se créer des droits sur Madagascar. Mais ce calcul fut déjoué par le désintéressement de Lambert. L'Empereur sut reconnaître cet acte de patriotisme, en lui offrant une propriété de mille hectares de terrain, à prendre dans l'île de Nosy-Bé.

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

Après le payement de l'indemnité, le gouvernement français désigna le comte de Louvrières pour négocier un traité avec le gouvernement hova.

Mais le comte de Louvrières fut emporté par la maladie vers le milieu de décembre 1866.

La reine Rasoherina mourait à son tour le 1er avril 1867 et était remplacée par sa cousine Ranavalona II.

TRAITÉ FRANÇAIS.

Les négociations du traité confiées à Garnier, qui avait remplacé Louvrières, n'avançaient pas. Le traité français fut enfin signé le 8 août sans grande opposition de la part des Malgaches. Il n'était qu'une reproduction du traité anglais. Cependant Laborde réussit à faire supprimer dans l'article IX, la clause déclarant que chacune des deux nations ne pourraient occuper des territoires de l'autre ou y faire résider des garnisons militaires. L'acceptation d'une telle clause aurait été de la part de la France une renonciation implicite à tous ses droits sur Madagascar.

Sur les 24 articles contenus dans le traité, il suffit de transcrire ici l'article III et une partie de l'article IV.

« Article III. — Les sujets français dans les États de S. M. la reine de Madagascar, auront la faculté de pratiquer librement et d'enseigner leur religion, et de construire des établissements destinés à l'exercice de leur culte, ainsi que des écoles, des hôpitaux, etc. Ces établissements religieux appartiendront à la reine de Madagascar, mais ne pourront jamais être détournés de leur destination. Les Français jouiront dans la profession, la pratique et l'enseignement de leur religion, de la protection de la reine et de ses fonctionnaires, comme les sujets de la nation la plus favorisée; nul Malgache ne pourra être inquiété au sujet de la religion qu'il professera, pourvu qu'il se conforme aux lois du pays.

« Article IV. — Les Français à Madagascar jouiront d'une complète protection pour leurs personnes et leurs propriétés; ils pourront, comme les sujets de la nation la plus favorisée et en se conformant aux lois et règlements du pays, s'établir partout où ils le jugeront convenable, prendre à bail et acquérir toute espèce de biens meubles et immeubles, et se livrer à toutes les opérations commerciales et industrielles, qui ne sont pas interdites par la législation intérieure. »

Ces deux articles, seuls, bien observés auraient pu assurer l'entente entre le gouvernement français et le gouvernement malgache. Malheureu-

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

sement leur inobservation devait empêcher cette entente. Des entraves innombrables suscitées tout particulièrement aux catholiques ne tardèrent pas à démontrer que toutes les promesses garantissant la liberté religieuse n'étaient qu'un leurre.

L'INFLUENCE ANGLAISE DE 1868 A 1882.

Les Anglais allaient sous le règne de Ranavalona II acquérir une grande influence dans les affaires du royaume hova. Ils y parvinrent, grâce à la propagande habile des sociétés des «missionnaires de Londres» et des «Indépendants» qui obtinrent de merveilleux résultats; ces missionnaires s'attachèrent tout d'abord le gouvernement hova qui consentit ensuite, tout naturellement, à comprendre le protestantisme anglais dans l'engrenage gouvernemental et en faire la religion d'État.

Ranavalona II, dès le début de son règne, montra sa volonté de briser avec le passé en ordonnant de brûler toutes les anciennes idoles. Elle favorisa, d'autre part, la formation de pasteurs indigènes et procura à la religion nouvelle un nombre considérable d'adhérents.

S'identifiant avec le protestantisme anglais, le gouvernement hova prouva par des actes nombreux qu'il était prêt à tout pour empêcher le catholicisme (la religion des Français) de s'étendre. Aussi, malgré l'activité des Français (voyage à Tananarive de Mgr Delannoy, évêque de la Réunion, protestations de nos agents, etc.), le règne de Ranavalona fut caractérisé par des persécutions et des violences sans nombre contre les catholiques.

Les protestants obtinrent leur plus grand succès dans l'établissement de l'enseignement obligatoire en 1876 et dans la promulgation en 1881, d'une loi défendant de passer d'une école dans une autre. Par l'interprétation donnée à ces lois, ils réussirent en effet à augmenter le nombre de leurs élèves et souvent au détriment des catholiques.

De plus, les Anglais devenant de plus en plus influents auprès de la cour hova, et reprenant la politique de Farquhar, conseillèrent au premier ministre la réorganisation complète de l'armée hova. Ce fut l'œuvre des Anglais Lovet et Ombeline et du français Noyal. L'armement fut amélioré, mais, malgré tout, demeura incomplet. Les résultats obtenus furent médiocres.

Enfin, le gouvernement de Ranavalona, entreprit, toujours sous l'impulsion anglaise, la réorganisation de l'administration du pays. Ce fut le but

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

des lois du 4 juillet 1878 (organisation des antily), du 14 juillet 1878 (relative à la religion et à la morale), enfin du 29 mars 1881 (codifiant les lois en vigueur à Madagascar (code des 305 articles). Le plus important de ces articles, l'article 85, déniait le droit de propriété à tous les étrangers; il avait été inséré dans le code pour mettre en évidence l'inanité des prétentions de la France au sujet du règlement de la succession Laborde; celle-ci avait en effet soulevé des difficultés, le gouvernement hova ne voulant pas admettre la validité d'une vente de terrain faite par les héritiers de Jean Laborde à la Mission catholique de Tananarive.

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

Campement de l'armée Hova, Place de Mahamasina en 1874.

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

CHAPITRE II.

CAUSES DE LA GUERRE DE 1883 A 1885. — SUCCESSION LABORDE. PRÉTENTION DES HOVA. — CAMPAGNE DE L'AMIRAL PIERRE (1883). — CAMPAGNE DE L'AMIRAL GALIBIER (1883-1884). — CAMPAGNE DE L'AMIRAL MIOT (1884-1885). — TRAITÉ DU 17 DÉCEMBRE 1885.

CAUSE DE LA GUERRE.

Grâce à son habileté et à son énergie, le premier ministre gouvernait à son gré, assisté de conseillers britanniques.

Si la Grande-Bretagne seule avait eu des représentants à Madagascar, comme au temps de Radama I, tout aurait été pour le mieux. Mais la situation avait changé. La France avait un consul à Tananarive, et des Français étaient établis dans l'intérieur de l'Ile, ainsi que sur les côtes; ses droits à Madagascar étaient anciens et incontestables. Sans doute l'entente cordiale avec l'Angleterre avait amené Louis-Philippe et Napoléon III à renoncer pratiquement à ces droits. Mais le gouvernement français pouvait les faire valoir, si ses intérêts et son honneur venaient à l'exiger.

Rainilaiarivony ne comprit pas la situation. Comptant sur l'amitié et la protection des Anglais, il leur accorda une autorité presque souveraine sur le culte et les écoles et même la haute main sur les affaires du Gouvernement. S'il était si généreux à leur égard, c'est qu'il espérait, avec leur aide, triompher de toutes les difficultés, soit au dedans, soit au dehors. Que réservait-il aux Français ? Quelques maigres avantages, mais le plus souvent des refus, des entraves, des vexations et toujours la défiance et une inimitié bien marquée. Rainilaiarivony, aveuglé par de perfides conseils, agissait fort impolitiquement en traitant en ennemie la seule puissance

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

qu'il pût raisonnablement craindre, et qui avait seule le droit d'exiger beaucoup.

De leur côté, les Britanniques ne saisirent pas que, par un désir de prépondérance trop marqué, ils irriteraient la France, l'inciteraient à faire valoir ses droits sur toute l'Ile et qu'en voulant tout gagner, ils risquaient de tout perdre.

Ils espéraient sans doute que la France ne se départirait pas de sa mansuétude ordinaire. C'est ce qu'ils répétaient aux Hova pour les rassurer et ils allaient même jusqu'à leur promettre le secours de l'Angleterre en cas de guerre.

La cour de Tananarive livrée à elle-même n'aurait jamais eu la témérité de résister à une puissance européenne. Mais soutenue par Parett et par les indépendants de Londres, elle crût pouvoir refuser impunément ce que la France réclamait.

Le premier dissentiment sérieux entre le gouvernement français et le gouvernement hova s'éleva au sujet du droit de propriété. Les héritiers de Laborde ayant voulu en 1880 aliéner les propriétés de ce grand Français, Rainilaiarivony y mit opposition, sous prétexte que, d'après les lois du pays, la terre ne pouvait être vendue à des étrangers. Pour faire cesser le différend, une indemnité de 30.000 francs, réduite peu après à 25.000 francs, fut offerte aux héritiers en dédommagement des droits qu'ils prétendaient avoir sur les terres données à leur oncle. Le gouvernement français refusa énergiquement une telle transaction et se fondant sur le texte du traité conclu en 1868, il exigea le droit de propriété pour tous ses nationaux.

L'indignation du gouvernement français fut à son comble lorsqu'on vit le drapeau hova arboré sur plusieurs points de la côte nord-ouest. En 1840, la reine des Sakalaves, Tsiomeko, et peu après le roi des Antakarana Ratsimiharo avaient demandé la protection du roi des Français; M. de Hell, gouverneur de Bourbon, avait accepté le protectorat sur les deux territoires, en vertu des droits de la France sur tout Madagascar. Si ce n'était pas une acquisition de nouveaux droits, c'était du moins une confirmation des anciens. De leur côté, les souverains hova se prétendant maîtres de toute l'Ile avaient toujours lutté pour empêcher les Français d'en occuper la plus petite parcelle, et ils ne voulaient pas reconnaître l'ombre d'un protectorat français sur un tribu malgache.

Depuis Farquhar, les Anglais poussaient sans cesse les Hova à étendre leur domination jusqu'au bord de la mer, tout spécialement sur les peu-

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

plades amies de la France. Sir Gore Jones, amiral de la Grande-Bretagne monté à Tananarive en juin 1881, avec le consul Packenham, offrit des navires à Ranavalona I pour l'aider à soumettre les Sakalaves.

Parett trouva un moyen plus simple et plus adroit pour amener les Sakalaves de la côte nord-ouest à reconnaître la souveraineté de la cour de Tananarive : « J'irai moi-même, dit-il, au premier ministre, faire un voyage sur la côte nord-ouest dont la France prétend avoir le protectorat. Mes amis Pickersgril et Kastel Kornish me prêteront leur concours. Nous saurons bien, par nous-mêmes ou par notre argent, persuader les petits rois sakalaves de cette côte d'envoyer jusqu'ici leurs représentants pour demander votre amitié ainsi que le don d'un pavillon hova, qui sera planté comme marque de votre souveraineté sur leur territoire. Et vous deviendrez par là, sans coup férir, maître de la côte ouest. »

Les voyages de Parett et de ses compagnons, tout secrets qu'ils fussent, éveillèrent les soupçons du commandant de Nossy-Bé. On apprit bientôt que certains petits rois de la côte, soumis au protectorat de la France et gagnés en effet par les bonnes paroles et par les présents des amis de Rainilaiarivony, avaient déjà arboré le pavillon de la reine Ranavalona II sur leur plage en face de Nossy-Bé. M. Baudais remplaçant de M. Mayer au poste de consul de France à Tananarive, depuis le 2 avril 1881, s'empressa de signaler ces étranges menées au ministre des Affaires étrangères à Paris.

Le ministre, qui était alors M. Ducler, fit avertir officiellement le gouvernement de Ranavalona que la France avait de sérieux griefs à lui reprocher, concernant spécialement les atteintes faites à nos droits de propriété et l'envahissement progressif de la côte nord-ouest soumise à notre protectorat. Comme Rainilaiarivony soutenu par ses fidèles conseillers ne tenait aucun compte de cette première sommation, l'amiral Le Timbre fut chargé, au mois de juin 1882, d'enlever le pavillon hova des points de la côte nord-ouest où il était arboré. Il y réussit sans avoir à tirer le canon.

Cette énergique affirmation de nos droits ne modifiait cependant pas la situation. Le protectorat de la France sur la côte nord-ouest était purement nominal. Pour obtenir un protectorat effectif, il fallait la guerre. Le gouvernement de la République se décida à l'entreprendre.

Dans l'espoir de gagner du temps et de se créer des alliances parmi les gouvernements d'outre-mer, le premier ministre envoya en France une ambassade composée de quatre membres, Ravoninahitriniarivo, ministre des Affaires étrangères, Ramaniraka (14e honneur), Andrianisa, interprète d'anglais et Marc Rabibisoa, interprète de français. Les ambassadeurs

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

arrivèrent à Paris le 30 septembre 1882. M. Ducler, président du Conseil et ministre des Affaires étrangères, les traita avec une grande bienveillance [1]. Les négociations promptement engagées traînèrent en longueur. Après bien des pourparlers, M. Ducler renonça au droit de propriété et se contenta de baux de quatre-vingt dix-neuf ans. L'accord s'étant fait sur ce point important, la paix paraissait assurée. Pourtant, dès le lendemain de l'accord, Ravoninahitriniarivo fit savoir par écrit qu'il ne pouvait accorder que des baux de vingt-cinq ans. Outré d'une telle mauvaise foi, M. Ducler rompit immédiatement les négociations.

Atterré par cette rupture subite, Ravoninahitriniarivo partit en toute hâte pour l'Angleterre, espérant sans doute y trouver un appui auprès d'un gouvernement qui avait tant fait pour les Hova. Lord Granville, chef du Foreign Office, ne lui promit aucun secours et lui conseilla la paix. Il fit toutefois une concession importante. Par une nouvelle convention signée le 19 février 1883, il renonça au droit de propriété que le texte du traité de 1865 accordait aux sujets britanniques à Madagascar.

Les envoyés hova conclurent avec l'Italie un traité semblable. De là, ils s'embarquèrent pour l'Amérique, où ils signèrent un traité identique aux précédents.

Les ambassadeurs retournèrent en Europe et essayèrent à Berlin d'obtenir aussi le renoncement de l'Allemagne à posséder des biens à Madagascar. Mais Bismarck ne voulut rien signer.

Les ambassadeurs hova revinrent dans leur patrie. A ce moment les Français occupaient déjà Tamatave et Majunga.

La cour d'Émyrne avait appris avec dépit et colère que les négociations franco-hova avaient échoué, et la haine à l'égard du « Vazaha » s'en accrut.

Le premier ministre convoqua le 3 janvier 1883 les représentants des Européens et tint à les rassurer.

Ce n'était cependant un secret pour personne que le premier ministre se préparait à la guerre contre la France, soutenu financièrement par une puissance étrangère.

La situation des Français dans la Grande Ile devenait de jour en jour plus précaire.

Mais au moment où les Hova se préoccupaient de l'éventualité d'une guerre avec la France, le gouvernement français, se décidant enfin à agir, préparait une petite expédition.

---

[1] Il daigna même payer plus de 25.000 francs, pour les dépenses qu'ils firent pendant un mois au Grand Hôtel.

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

CAMPAGNE DE L'AMIRAL PIERRE (1883).

On croyait à Paris, qu'il n'était nullement nécessaire, pour réduire les Hova, de monter à Tananarive, mais qu'il suffisait de bombarder quelques points de la côte de Madagascar et de s'emparer des ports les plus importants.

L'amiral Pierre fut mis à la tête de l'expédition. Ses forces ne réunissaient qu'un millier d'hommes et trois navires de guerre. Il arriva à Nosy-Bé le 30 avril 1883. Sans aucune déclaration de guerre, il évolua sur la côte nord-ouest de Madagascar, comme si ce territoire avait appartenu effectivement à la France. Après avoir bombardé Morotsangana et Ambodimadiro le 7 mai, il se présentait devant Majunga le 15 mai, et n'accorda que quelques heures à la garnison hova pour se rendre ou évacuer la place. Le gouverneur Ramambazafy n'ayant reçu aucun ordre de Tananarive refusa d'abord de se soumettre. Il dut toutefois céder à la force et se transporter avec ses troupes assez loin du rivage pour ne pas être atteint par les bombes des Français. L'amiral Pierre, devenu maître de la ville de Majunga le 16 mai, y fit entreprendre les fortifications nécessaires pour la garder définitivement.

On conçoit aisément l'effervescence populaire qui se produisit à Tananarive, lorsque la nouvelle y parvint, le 23 mai, que les troupes françaises occupaient Majunga. Le gouvernement hova fut grandement surpris et irrité de voir la France s'emparer, sans aucune déclaration de guerre, d'un port de mer où il régnait en maître depuis 1824.

Les Anglais profitèrent de la situation pour asseoir leur prépondérance à l'intérieur de Madagascar. Ils avaient déjà formé précédemment un comité de sept membres chargé de sauvegarder leurs intérêts au milieu des complications du conflit franco-malgache. A peine les hostilités étaient-elles ouvertes à Majunga, que ce comité demanda l'expulsion de tous les Français fixés dans l'intérieur du pays. « Une fois les ennemis des Hova chassés, disait-il, les Anglais, Norvégiens et autres étrangers ne risqueront plus d'être confondus avec les Français et partant d'être molestés comme tels par les indigènes. »

Inféodé comme il l'était à l'Angleterre, Rainilaiarivony ne pouvait qu'obéir aux suggestions de ses maîtres. Pourtant, pour couvrir sa responsabilité, il créa en la circonstance un parlement qui comprenait une centaine de prêcheurs, de maîtres d'école et d'autres anciens élèves des Anglais.

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

Il le convoqua le 25 mai et lui donna communication des graves nouvelles du bombardement de Morotsangana et de Majunga par l'amiral Pierre. L'assemblée répondit à cette communication par un cri de mort contre les missionnaires catholiques. Le premier ministre leur imposa silence. « Nous ne sommes point des barbares, leur dit-il, pour nous porter à de telles extrémités. N'imitons pas les Français qui nous ont attaqués sans déclaration de guerre préalable et montrons-nous un peuple civilisé. Je vais consulter la reine et savoir d'elle quelle conduite il convient de tenir envers les Français. »

Quelques instants après, le premier ministre rentrait au Parlement « Voici, s'écria-t-il, les paroles de notre souveraine; l'amiral Pierre n'a donné qu'une heure à nos soldats pour évacuer Majunga et bombarder la place, la reine accorde jusqu'à mercredi 30 mai à tous les Français afin de quitter Tananarive; ce délai expiré, s'ils ne sont pas partis, leurs personnes seront livrées au peuple et leurs biens mis au pillage. Que chacun d'entre vous se garde cependant de toucher à quelqu'un de ces Français placés encore sous la protection de la reine, sous peine d'être tué lui-même de ma main. »

Pendant que le gouvernement hova s'occupait de chasser tous les Français hors du royaume et expédiait des soldats pour renforcer les garnisons des principaux ports de mer, l'amiral Pierre poursuivait le cours des opérations militaires commencées sur la côte nord-ouest. Le 31 mai, il arrivait à Tamatave, décidé à une action prompte et énergique. Le 1er juin, de concert avec le consul français, M. Baudais, il fit parvenir à Tananarive un ultimatum qui sommait le gouvernement malgache :

1° de céder à la France le nord de Madagascar au-delà du 16e parallèle;

2° d'accorder aux Français le droit de propriété;

3° de payer une indemnité de un million à la France, cette somme comprenant la créance des héritiers Laborde.

Cet ultimatum parvint à Tananarive le 4 juin. Ce jour là même, le gouvernement de Ranavalona II y répondit négativement.

Le 9 juin, l'amiral Pierre recevait cette réponse. Dès le lendemain, il bombardait Tamatave et s'en emparait le 11 juin. Les Hova avaient reçu l'ordre de Tananarive de ne pas résister. Ils avaient en conséquence évacué la place et s'étaient transportés à quelques kilomètres dans l'intérieur des terres, à Manjakandrianombana, appelé par les Français « Farafate. »

De là, ils essayèrent à plusieurs reprises de harceler leurs adversaires. Dans la nuit du 25 au 26 juin, un certain nombre d'entre eux parvinrent à péné-

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

trer dans Tamatave. Promptement chassés, ils n'eurent plus la même audace Cependant, à deux reprises, les 4 et 16 juillet, ils vinrent attaquer les forts qui défendaient la ville; ils laissèrent chaque fois sept ou huit morts sur le champ de bataille. Découragés par ces trois échecs, ils renoncèrent définitivement à des attaques nocturnes qui leur étaient funestes.

L'amiral Pierre aurait voulu marcher en avant et attaquer les Hova au-delà des marais qui les protégeaient. Les forces dont il disposait étaient insuffisantes pour tenter une telle aventure. Il dut se contenter de lancer des bombes contre le fort de Farafate. Mais les Hova étaient en sûreté dans leurs retranchements.

Willoughby, auparavant colonel au Zoulouland, avait été nommé par le premier ministre général en chef de toutes les armées malgaches. Son premier soin avait été de faire élever de solides remparts à Farafate et à Antsahamafy. Derrière les remparts il avait fait creuser des souterrains dans lesquels les soldats trouvaient un refuge assuré, aussitôt qu'ils se voyaient exposés aux bombes des Français. A une demi-heure au delà des forts, il fit bâtir le village de Soanierana, qui était hors de la portée des canons français, et où par conséquent les familles des combattants pouvaient vivre sans la moindre inquiétude. Ces installations achevées en face de Tamatave, il parcourut toute la côte orientale au Nord et au Sud, pour fortifier pareillement les principaux points.

Les Anglais prenaient fait et cause pour les Hova, non seulement à Farafate et à Tananarive, mais encore à Tamatave. L'amiral Pierre, indigné de voir son action entravée par leurs agissements, ne put s'empêcher de sévir contre eux. Le navire anglais *La Dryad* gênant la manœuvre de ses navires, il l'obligea à prendre un mouillage plus éloigné du rivage. Le missionnaire anglais Shaw ayant été accusé, peu après la prise de Tamatave, d'avoir voulu empoisonner des soldats français, il le fit saisir et emprisonner à bord d'un navire de guerre.

Mais, à Paris, le ministre des Affaires étrangères se montrait soucieux de ménager l'entente avec l'Angleterre. Ayant reçu du Foreign Office de vives et pressantes réclamations au sujet du prétendu affront fait aux sujets britanniques, il recommanda la modération à l'amiral Pierre et lui ordonna de relâcher le compromettant prisonnier que la population de Tamatave s'attendait tous les jours à voir condamner. Bien plus, le missionnaire protestant reçut du gouvernement français une indemnité de 25.000 francs.

L'amiral Pierre ne connut pas le blâme personnel qui lui était ainsi infligé. Découragé, il tomba malade à la fin de juillet et demanda son rappel;

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

ayant repris au moins d'août le chemin de l'Europe, il mourut en mer le 11 septembre 1883.

Sur ces entrefaites, Ranavalona II succomba dans la nuit du 12 au 13 juillet 1883 à l'âge d'environ 54 ans.

Ranavalona III lui succéda : la jeune reine, née le 22 novembre 1864, choisit pour ceindre la couronne, le jour anniversaire de sa naissance. C'est encore ce jour là qui fut fixé pour célébrer à l'avenir la fête nationale du Bain, qui avait lieu précédemment le premier jour de l'année lunaire malgache. Ranavalona III devait régner quatorze ans.

CAMPAGNE DE L'AMIRAL GALIBER (1883-1884).

Tandis que la population de l'Imerina se livrait à la joie à l'occasion des fêtes du couronnement, les navires français bombardaient les points les plus importants de la côte de Madagascar; par malheur, ces bombardements étaient généralement peu efficaces. Les habitants trouvaient vite un abri à quelque distance du littoral et là bravaient tous les projectiles.

Pour obtenir quelques résultats, il aurait fallu poursuivre les Hova dans l'intérieur des terres. Mais les troupes expéditionnaires étaient insuffisantes. L'amiral Galiber, qui était arrivé à Tamatave le 27 septembre pour remplacer l'amiral Pierre, ne disposait que de 800 hommes environ. Encore les effectifs chargés de défendre Tamatave et Majunga étaient-ils souvent réduits par le départ de ceux que la fièvre mettait hors de service et obligeait à embarquer pour l'île de la Réunion.

Néanmoins, les opérations effectuées par mer eurent un résultat dont on aurait pû tirer un bon parti. Quelques peuplades, comptant sur l'appui de la France, essayèrent de secouer le joug de Tananarive. Le 16 novembre, deux navires français ayant bombardé Fort-Dauphin, la garnison hova s'enfuit en toute hâte et alla s'installer à quelque distance au Nord. Les Antanosy se sentant soutenus attaquèrent les Hova et les chassèrent de leur nouvelle position. Fiers de ce premier succès, ils poursuivirent leurs oppresseurs jusqu'à une troisième position fortifiée à la hâte. Le gouverneur hova Rainisandisa, voyant approcher une multitude de rebelles, prit le parti désespéré de se donner la mort en mettant le feu à la poudrière. Blessé seulement par l'explosion, il fut, quelques instants après, tué à coups de sagaies. Les soldats hova, qui purent échapper, s'enfuirent au loin, et se réfugièrent à Ihosy; Rainialibetra, lieutenant du gouverneur, était à la

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

tête des fuyards. Il fut mandé à Tananarive, mais redoutant d'être brûlé vivant, il préféra se donner la mort.

Si l'amiral Galiber avait pu aider effectivement les Antanosy, il serait devenu maître, sans coup férir, d'un port salubre occupé jadis à deux reprises par une garnison française, et aurait eu à son service une vaillante population. Malheureusement, pour ne pas éparpiller ses forces, il se contenta de faire porter aux Antanosy des paroles d'encouragement. Ceux-ci, livrés à eux-mêmes, ne purent résister à une forte armée que le gouvernement de Tananarive expédia contre eux quelques mois après.

A la même époque, les Sakalaves se révoltèrent pareillement à Ampasindava, en face de Nossy-Bé. Pendant quarante ans ils avaient vainement attendu la protection que la France leur avait promise. Enfin les navires français, chassant l'ennemi commun des points qu'il occupait sur la côte nord-ouest, leur faisaient espérer une prochaine délivrance. Comptant sur un appui efficace, ils organisèrent une petite armée et attaquèrent leurs vainqueurs. Mais abandonnés à leurs propres forces, ils furent, après plusieurs combats, dispersés par l'armée régulière des Hova.

La situation de l'amiral Galiber était loin d'être brillante. Confiné à Tamatave ou à Majunga, il ne pouvait exercer une action quelconque au delà de la limite de portée de ses canons. Il put cependant entrer en pourparlers avec le gouvernement hova pour négocier un accommodement. Ravoninahitriniarivo, chef de l'ambassade hova, était revenu à Paris, avant de rentrer à Madagascar et avait demandé à traiter encore une fois avec le gouvernement français. Jules Ferry, alors président du Conseil, lui avait répondu que l'amiral Galiber et M. Baudais avaient reçu pleins pouvoirs pour traiter toutes les affaires concernant Madagascar, et que c'était à eux qu'il fallait s'adresser.

Ravoninahitriniarivo était arrivé à Tananarive le 4 octobre. Le premier ministre écrivit peu après à l'amiral Galiber et à M. Baudais pour leur communiquer la réponse faite aux ambassadeurs par Jules Ferry et proposer en même temps des négociations. Cette proposition fut immédiatement acceptée. Bientôt Rainandriamampandry, Randriatasy, Rainizanamanga et Ramarosaola arrivèrent à Tamatave pour traiter de la paix.

La principale entrevue eut lieu le 24 novembre. L'ultimatum de l'amiral Pierre servit de base aux conférences. Conformément à cet ultimatum, l'amiral Galiber déclara que le nord de Madagascar était sous la domination de la France, en vertu des conventions passées avec les Sakalaves en 1840 et 1841, et que le gouvernement hova devait en conséquence se retirer

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

du territoire compris entre le Cap d'Ambre et le 16e parallèle. Cette question capitale dominait toutes les autres.

Les envoyés de la cour de Tananarive répondirent que Radama I, en 1824, avait conquis le nord de Madagascar, que, depuis cette époque, ses successeurs en avaient été les seuls maîtres et que les Sakalaves n'avaient pas le droit de donner à la France une terre qui ne leur appartenait plus. D'ailleurs, ajoutaient-ils, nous avons payé 1.200.000 francs pour recouvrer la terre dont les Français prétendaient être les maîtres, et de plus la France elle-même, dans le traité de 1868, a reconnu Ranavalona II comme reine de Madagascar.

L'amiral Galiber réfutait une telle argumentation en expliquant l'origine des droits de la France sur la côte nord-ouest, et en affirmant que le titre de reine de Madagascar accordé à Ranavalona II était purement honorifique, puisque bien des territoires de la Grande Ile échappaient à sa domination. Mais les Hova ne voulaient à aucun prix céder un pouce de terrain à une nation étrangère. Dans ces conditions, la diplomatie était impuissante. Aussi les négociations furent-elles bien vites rompues.

La guerre continua donc. L'amiral Galiber essaya au bout de quelques mois de renouer les négociations. Le 4 février 1884, M. Campan alla trouver le gouverneur hova et lui proposa un échange de prisonniers, ce qui fut accepté. Tel était le prétexte apparent, mais, en réalité, il voulait tenter d'amener Rainandriamampandry à un accommodement, en lui proposant des conditions plus acceptables. Il lui donna à entendre que la France renoncerait au droit de propriété, pourvu qu'on accordât à ses nationaux des baux à long terme. Sur ce point l'entente était encore facile, mais la question du protectorat de la côte nord-ouest était plus difficile à trancher. D'après la *Gazety Malagasy* du 15 août 1884, M. Campan fit espérer à Rainandriamampandry que la France serait satisfaite, si le gouvernement hova retirait ses troupes de toute la région située au nord de Majunga; cette région deviendrait un territoire neutre qui pourrait être replacé plus tard sous son autorité, si les traités étaient bien observés.

C'était une concession importante; cependant Rainandriamampandry, invité à déterminer la zone qu'il consentirait à considérer comme un territoire neutre et indépendant, répondit : « Quand vous me demandez de céder une région quelconque de Madagascar; c'est comme si vous me demandiez un de mes bras. Les deux me sont également chers. Je ne consentirai jamais à en couper un pour vous le donner. De même nous ne pouvons

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

consentir à vous céder un point quelconque de cette île qui nous appartient tout entière.» Ces nouveaux pourparlers ne purent aboutir.

L'opinion en France finit par se préoccuper d'une guerre qui se prolongeait outre mesure. A la suite d'une interpellation de M. de Lanessan, les Chambres furent saisies de l'affaire malgache. Le comte de Mun, dans un discours prononcé le 24 mars 1884 à la Chambre des Députés, donna à cette question toute son ampleur et l'établit sur ses véritables bases. En parlant des droits anciens de la France sur Madagascar, il disait :

«C'est là, beaucoup plus que sur des droits partiels concédés par des traités relativement récents ou sur des griefs plus récents encore, c'est sur ces droits anciens et historiques que doit se fonder la légitimité de notre intervention. Depuis le jour où Richelieu fit occuper, au nom du roi, un point de la côte de Madagascar, nos droits apparaissent dans l'histoire avec la double consécration que leur donnent l'antériorité de la prise de possession admise par toutes les nations de l'Europe comme la base de leur empire colonial, et les incessantes revendications qui ont établi la tradition chaque fois qu'une expédition nouvelle ou une contestation naissante en ont fourni l'occasion. Voilà la source de nos droits.»

Vers la fin de son discours, l'éloquent orateur indiquait ce qu'il fallait faire : «Je vous demande, disait-il à ses collègues, si vous ne voulez pas vous prononcer pour l'occupation complète et définitive, de mettre au moins une fois pour toutes, un terme décisif aux entreprises des Hova, de prendre des garanties solides en vous établissant depuis la baie de Baly jusqu'à la baie d'Antongil, sur cette côte nord-ouest qui vous appartient sans conteste et d'exercer sur les peuples qui vous appellent un protectorat efficace en les aidant à se défendre contre leurs oppresseurs.»

Le 27 mars, la Chambre des Députés, émettait un vote conforme aux idées développées par M. de Mun et déclarait, par son ordre du jour, qu'il fallait maintenir les droits de la France sur Madagascar.

CAMPAGNE DE L'AMIRAL MIOT (1884-1885).

L'amiral Galiber rentrant en France fut remplacé par l'amiral Miot. L'effectif des troupes fut augmenté d'un bataillon de volontaires formé à l'Ile de la Réunion. L'amiral Miot, à peine arrivé à Tamatave, déclara au gouvernement hova que la France était prête à agir. Dans les négociations

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

qu'il engagea avec les plénipotentiaires hova, dès le 13 mai, il leur dit :

« Le Gouvernement de la République est résolu, pour terminer les affaires de Madagascar, à ne reculer devant aucun moyen.

« Il faut que vous sachiez :

« Je ne viens pas ici pour demander la reconnaissance de tels ou tels droits, ni le respect de tels ou tels engagements passés avec des peuplades que nous aimons et que nous protégeons, je viens pour exercer ces droits et imposer ce respect.

« N'ayez plus aucun espoir de remettre vos pavillons sur la côte Nord-Ouest. Elle est désormais sous la protection effective de la République. Nous n'abandonnerons jamais Majunga et nous ne quitterons Tamatave que lorsque nous le voudrons.

« Si vous demandez aujourd'hui la paix, il en est peut-être temps encore, et voici les bases principales :

1° Réparations et garanties dues à nos nationaux : 3 millions d'indemnité;

2° Le droit de propriété assurant à nos nationaux la jouissance des avantages inscrits dans le traité de 1868.

3° Réparation des dommages causés aux particuliers de toute nationalité par le conflit actuel.

« Faites connaître à ceux qui vous dirigent, la ferme volonté de la République. Nous ne nous en irons pas; nous n'évacuerons pas. »

C'était là un fier langage propre à faire réfléchir les gouvernants hova. Malheureusement les moyens d'action manquaient pour le mettre à exécution.

L'amiral Miot essaya de soulever les Sakalaves du Nord-Ouest, et de les attirer dans ses rangs; il fit circuler parmi eux une proclamation, datée du 1er juin dans laquelle il leur annonçait avec emphase, leur prochaine délivrance et les engageait à venir s'abriter à l'ombre du drapeau français. Les Sakalaves ne furent guère impressionnés par cette proclamation; ils attendirent qu'un poste français vint leur garantir un appui efficace.

On avait trop compté sur eux, et les Hova s'amusaient à Tananarive de l'ignorance des députés français qui espéraient trouver ainsi d'utiles auxiliaires.

Menacer les Hova et faire de belles promesses aux Sakalaves était chose

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

aisée. Mais il était difficile à l'amiral Miot d'agrandir le cercle de ses opérations. Il fit du côté de Farafate, quelques reconnaissances. Il bombarda Mahanoro le 17 mai, et en fit le blocus. Par le blocus de quelques ports importants il voulait empêcher l'introduction des lettres, des journaux, des marchandises et surtout des armes. C'était peine perdue, les Hova disaient avec raison, dans la *Gazety Malagasy* qui parut le 15 août.

«Si nous n'avions que deux ou trois ports, il serait facile aux Français d'empêcher l'introduction de tout ce qui nous vient du dehors. Mais nous avons plus de 200 endroits où peuvent aborder les navires.»

Et en effet, les navires anglais et américains débarquaient tout ce qu'ils voulaient, sans être inquiétés par les quelques croiseurs français qui surveillaient les côtes de Madagascar; une grande quantité d'armes de toutes sortes fut ainsi introduite soit à Matitanana soit à Andakabé.

A la fête du Bain qui eut lieu le 22 novembre, le premier Ministre put dire publiquement qu'il n'y avait plus rien à craindre, parce que les armes commandées en Angleterre étaient déjà arrivées. On en expédia sans doute un grand nombre sur le littoral. Toutefois les nouveaux fusils ne furent essayés en Imerina que le 19 mars 1885, dans une grande revue qui eut lieu à Androibe.

Le gouvernement hova était parfaitement au courant, non seulement de tout ce qui se passait dans le camp français, mais encore du vote émis à Paris, le 27 mars par la Chambre des Députés; d'un côté il était rassuré, parce qu'il savait que la France n'avait nullement l'intention d'envoyer une expédition jusqu'à Tananarive; d'un autre côté cependant, il comprenait que le gouvernement français était décidé à en venir à une action plus sérieuse que par le passé, pour mettre la côte Nord-Ouest sous son protectorat. En conséquence, il renforça les garnisons et chercha surtout à réchauffer l'ardeur guerrière du peuple malgache.

A peine apprenait-on à Tananarive les exigences de l'amiral Miot, qu'ordre était donné de s'exercer au maniement des armes dans tous les villages. De plus, tous les hommes valides, âgés de 16 ans, furent déclarés soldats.

Le 5 juin, les officiers et les principaux chefs furent convoqués au Palais. Le premier Ministre leur donna connaissance des lettres de Rainandriamampandry. Tous rivalisèrent alors d'empressement et de zèle et s'offrirent pour voler à la défense de la patrie en danger. Rainilaiarivony proposa de condamner à la peine du feu, non seulement les fuyards, les déserteurs et ceux qui, une fois désignés ne joindraient pas leur corps, mais encore ceux

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

qui les cacheraient ou les couvriraient de leur protection : cette proposition fut agréée à l'unanimité [1].

Les soldats qui combattaient au loin contre les Français manquaient parfois de vivres et de remèdes. Pour subvenir à leurs besoins, on fit un appel pressant aux Malgaches et les dons, recueillis en grande partie dans les temples appartenant aux sectes protestantes anglaises, s'élevèrent bientôt à la somme de 100.000 francs.

Lorsque le gouvernement français apprit que les Hova refusaient opiniâtrement de se retirer de la côte nord-ouest pour nous en laisser le protectorat, Jules Ferry, président du Conseil, demanda aux Chambres le 22 juillet 1884, un crédit de cinq millions destiné à la guerre entreprise à Madagascar.

OCCUPATION D'AMBODIMADIRO

Peu de temps après, l'amiral Miot reçut des ordres conformes au vote émis par le Parlement français. Comptant sur l'appui des Sakalaves d'Ampasindava qui s'étaient déjà soulevés l'année précédente contre les Hova, il résolut d'occuper tout d'abord Ambodimadiro, situé au fond de la baie en face de Nossy-Bé; dès le commencement de septembre, les troupes françaises s'en emparèrent sans difficulté; un bon nombre de sujets de la reine Binao se rangèrent du côté des Français et plusieurs même parmi eux consentirent à s'enrôler comme soldats.

Les Hova étaient allés établir leur camp à Anjaibory, à quelques kilomètres du rivage. Le 9 septembre, ils vinrent de grand matin assez près d'Ambodimadiro, et tirèrent quelques coups de fusil contre les Français dans le but de les attirer en dehors de leurs retranchements. Les soldats français se lancèrent en effet contre ces hardis provocateurs, et les poursuivirent assez loin. Mais, tout à coup, de nombreux coups de fusil dirigés contre eux de la forêt voisine les contraignirent à battre en retraite.

Quelques jours après, les Hova essayèrent de pénétrer la nuit dans le village d'Ambodimadiro pour y mettre le feu. Ils ne purent toutefois sur-

---

[1] Une telle décision n'est pas une simple menace; deux mois après, on jugeait deux individus, nommés Ramainty et Mahaizamanana, qui, ayant été désignés pour aller sur la côte, étaient restés tranquillement chez eux. Ils avaient versé une forte somme d'argent à un fils de premier ministre, et comptaient sur sa puissante protection. Personne ne se leva pour les défendre. Ils furent exécutés le 5 août, à Fiadanana, en présence d'une foule vivement émue et péniblement affectée.

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

prendre les Français qui faisaient bonne garde et furent forcés de regagner leurs forêts.

Le commandant d'Ambodimadiro se décida à son tour à prendre l'offensive. Le 15 octobre, une forte colonne tomba sur les Hova à l'improviste, et leur livra un combat sanglant. La *Gazety Malagasy* publia que douze combattants, dont la plupart officiers, étaient restés sur le champ de bataille, et qu'il y avait 24 blessés. De tels aveux étaient bien au-dessous de la vérité. D'après le récit fait par les Malgaches qui prirent part à ce combat, plusieurs centaines de leurs camarades y perdirent la vie et le nombre des blessés fut encore beaucoup plus considérable. Ceux qui échappèrent à la mort allèrent se fixer à Ankarany; les Français rentrèrent à Ambodimadiro, après avoir brûlé le camp hova d'Anjaibory.

OCCUPATION DE VOHÉMAR.

Lorsque Ambodimadiro eût été mis à l'abri de toute surprise, l'amiral Miot dirigea ses opérations contre Vohémar, port le plus important des Antakarana, sujets du roi Tsialana. Là encore il y avait lieu de compter sur l'appui d'une peuplade amie de la France. Une première attaque eut lieu le 5 novembre, mais les troupes débarquées, étant insuffisantes, furent réembarquées et il fallut aller chercher du renfort.

Le 27 novembre, les Hova campés au sud de cette rivière Manambaro à Ambanio, furent de nouveau culbutés et allèrent s'installer à Andramparany ou Manjakatompo, avec leurs femmes, leurs enfants et de nombreux troupeaux de bœufs. Le gouverneur Rainimarosahanina, honteux d'avoir reculé deux fois devant l'ennemi et décidé désormais à vaincre ou à mourir, fit élever à la hâte quelques fortifications, et défendit à tout son monde, même aux femmes et aux enfants, d'aller chercher un refuge plus éloigné.

Cependant, le 5 décembre, les Français vinrent attaquer les Hova dans leur nouvelle position. La résistance fut opiniâtre, et le combat long et acharné, mais à la fin, les combattants malgaches voyant plusieurs centaines de leurs camarades joncher le sol prirent tous la fuite. Leur chef Rainimarosahanina lutta seul jusqu'au bout sans reculer. Bien que blessé, il continua à manier le revolver. Invité à se rendre, il préféra la mort à la captivité et tomba bientôt frappé par une balle en pleine poitrine. Ce courage héroïque eut peu d'imitateurs. Le nombre des blessés et des prisonniers dépassa de beaucoup celui des morts. Toute liberté fut donnée aux femmes

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

et aux enfants de retourner dans leurs foyers. Outre les munitions de toute sorte qui tombèrent entre leurs mains, les vainqueurs eurent la bonne fortune de capturer huit ou dix mille bœufs. Les troupes expéditionnaires eurent ainsi pour quelque temps une provision abondante de viande fraîche. Les Malgaches qui purent s'échapper allèrent se fixer à Antindra, et un peu plus tard à Nossivolo. Les Français occupèrent Andramparany.

OCCUPATION DE DIÉGO-SUAREZ.

Diégo-Suarez fut occupé dans le courant du mois de décembre. Les Antankarana qui espéraient recouvrer leur indépendance, furent d'un grand secours pour prendre et garder cet immense port, qui devait désormais être possession française; les Hova s'étant transportés à Namakia, situé à 9 kilomètres d'Antsirane, en furent chassés le 14 février 1885. Le 11 mars, après un combat qui dura plusieurs heures ils, furent pareillement contraints d'évacuer leur second refuge d'Antanamitarana, situé à 12 kilomètres d'Antsirana.

ÉVOLUTION DANS LES NÉGOCIATIONS.

Les forces dont disposait l'amiral Miot ne suffisaient pas pour occuper d'autres ports de mer, et à plus forte raison pour s'aventurer dans l'intérieur des terres. Il fallut donc se résigner à l'inaction, tout en conservant les positions acquises. La situation fut encore aggravée par un terrible cyclone qui éclata à Tamatave le 24 février 1885; trois navires français, l'*Oise*, l'*Argo* et le *Clément* furent jetés à la côte; l'*Argo* qui était chargé de provisions pour les troupes fut coupé en deux, et ce ne fut qu'avec les plus grandes difficultés qu'on put sauver l'équipage.

Malgré leurs succès, les Français étaient las d'une guerre dont on ne pouvait entrevoir la fin. La seule solution définitive eût été de marcher sur Tananarive. Mais une telle expédition représentait un déploiement de forces considérables et des sacrifices d'argent, que le gouvernement français ne voulait pas consentir. D'un autre côté, il était impossible d'obtenir le protectorat effectif de la côte nord-ouest, car les Hova, intraitables sur ce point, étaient décidés à résister à outrance.

Après de vaines tentatives d'accord, il se présenta enfin une occasion

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

favorable pour renouer les négociations. Vers la fin du mois de mai, M. Maigrot, consul d'Italie, informa l'amiral Miot qu'il allait se rendre à Tananative pour faire ratifier le traité conclu à Londres en 1883, et s'offrit à pressentir le premier ministre hova au sujet de nouveaux pourparlers avec la France. L'amiral Miot accepta.

M. Maigrot, arrivé à Tananarive le 3 juin, s'acquitta parfaitement de la mission qui lui avait été confiée; le premier ministre apprit avec une véritable joie que la France était devenue moins exigeante. Pour arriver à un accord, il était prêt à faire des concessions, pourvu que l'indépendance nationale fut sauvegardée.

Depuis deux ans que durait la guerre, il avait dû déployer une rare énergie pour augmenter le contingent des troupes et tenir sans cesse en haleine, officiers et soldats.

Les habitants de l'Imerina, malgré leurs nombreuses démonstrations de patriotisme, redoutaient d'affronter les balles ennemies, et assez souvent ceux qui étaient désignés pour descendre sur la côte se cachaient. Pour raffermir la discipline militaire, un grand kabary avait été tenu le 19 mai à Ambatoroka. Le premier ministre y avait proclamé à nouveau la peine de mort contre les fuyards et les déserteurs.

Le 18 juin, deux déserteurs étaient fusillés, le premier à Andoharano, quartier de Tananarive, et le second à Benasandratra.

La crainte d'un tel châtiment était loin de faire pénétrer dans les cœurs l'amour du métier militaire. Le peuple appelait de tous ses vœux la cessation du grand fléau qui s'était appesanti sur Madagascar. Le premier ministre sentait bien lui aussi que la guerre, en se prolongeant, nécessiterait des efforts quasi irréalisables. Il désirait donc sincèrement rendre la paix à son pays. Dans l'espoir d'arriver à une entente basée sur les informations que lui avait communiquées M. Maigrot, il demanda à négocier.

Les instructions qu'il envoya à ses plénipotentiaires à Tamatave, dit M. Martineau, portaient :

« 1° que le gouvernement malgache accepterait le protectorat de la France dans les préliminaires du traité, mais qu'il était toutefois convenu qu'à la discussion du traité définitif, le mot protectorat serait remplacé par un autre, attendu qu'il pouvait causer au gouvernement malgache des embarras intérieurs sérieux. Le premier ministre proposait celui de « haute garantie »;

« 2° que la France reconnaîtrait le titre de Sa Majesté comme « Reine de Madagascar » et son droit de domination sur toute l'Ile.

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

« 3° que la France enfin retirerait ses troupes des points occupés par elle et renoncerait au protectorat de la côte nord et nord-ouest. »

A la suite de longs pourparlers, il fut impossible de s'entendre. M. Baudais et l'amiral Miot exigèrent que, dans le texte français du moins, le mot « protectorat » figurât en toutes lettres. Le premier ministre redoutant un protectorat qui ravirait à son pays l'indépendance, s'y refusa, et rompit les négociations le 15 août.

Il savait d'ailleurs que des amis dévoués étaient allés à Paris plaider la cause malgache. Le 14 août 1885, en effet, M. de Freycinet, ministre des Affaires étrangères, recevait M. Parott, le grand conseiller du gouvernement de Tananarive et M. Proctor, consul de Madagascar à Londres. Ces deux délégués officieux firent tout pour hâter la paix en engageant M. de Freycinet à renoncer au protectorat que réclamaient à Tamatave les plénipotentiaires français.

M. de Freycinet se laissa sans doute influencer par le langage des deux intermédiaires intéressés qui voulaient faire prévaloir la politique anglo-hova, car il rappela M. Baudais. Il fallait au ministre des Affaires étrangères un diplomate plus conciliant.

DERNIÈRES HOSTILITÉS.

En attendant qu'un nouveau plénipotentiaire vint mettre fin à la guerre, les hostilités continuèrent, et furent même poussées avec une vigueur inespérée.

Le 21 août, six jours après la rupture des négociations engagées à Tamatave, l'armée d'Andriantsilavo, qui était chargée d'arrêter les Français d'Ambodimadiro, quitta le poste d'Ankarany et se dirigea vers le nord pour aller poursuivre les Sakalaves qui s'étaient rangés du côté des Français. L'Anglais Shervington dirigeait les opérations. Dans la soirée du 25 août, 1.500 Hova, accompagnés de plusieurs autres Malgaches se trouvaient à proximité de Jangou, village occupé par des Sakalaves rebelles. A minuit, ils attaquaient ce village, et s'en emparaient. Le 26, ils prenaient position sur une hauteur à Andampy.

Le capitaine Pennequin, commandant la place d'Ambodimadiro, voyant les Hova circuler au loin, voulut les forcer à s'éloigner. A la tête d'une centaine de soldats français et d'une compagnie de Sakalaves, il arriva, le 27 août à 7 heures du matin, en face du camp ennemi. La petite et intrépide

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

colonne s'avança hardiment, s'abritant derrière des arbres et manœuvrant avec une grande habileté. L'armée malgache, interdite à la vue d'une poignée de Français qui osaient venir l'attaquer, risposta de son mieux. Mais, groupée en une masse compacte, elle offrait prise à tous les coups. La débandade se mit promptement dans ses rangs. Au dire d'un Hova qui prit part à ce combat, et qui s'en échappa, plus de 500 Malgaches restèrent sur le champ de bataille, et le nombre des blessés fut deux fois plus élevé.

Le journal officiel de Tananarive eut soin de cacher une défaite si sanglante, mais les combattants ne purent garder le silence, et lorsqu'ils remontèrent vers la capitale leur récit jeta l'épouvante dans tous les cœurs.

La victoire remportée par le capitaine Pennequin rendit son nom célèbre à Madagascar; cependant, un blâme lui fut infligé, car l'amiral Miot avait reçu l'ordre de se tenir sur la défensive.

Quelques jours plus tard, l'amiral lui-même sortit de la réserve qu'il exigeait de ses inférieurs. Le 10 septembre la majeure partie des troupes qui occupaient Tamatave partit de grand matin pour tenter une reconnaissance offensive contre les Hova. Il ne s'agissait que d'une démonstration militaire assez imposante. Tandis qu'une colonne faisait une diversion au nord, vers le fort de Farafate, la colonne principale se dirigeait vers le sud et arrivait avant 9 heures au bord d'un marais au delà duquel se trouvait le fort de Sahamafy; le combat s'engagea aussitôt. Le gros des troupes françaises était protégé par les arbres, mais, à tour de rôle, des pelotons s'en détachaient et se présentaient à découvert pour tirer sur l'ennemi; les Hova abrités derrière leurs remparts pouvaient riposter sans courir trop de danger. Il y eut toutefois dans leurs rangs quelques morts et quelques blessés. Du côté des Français, il y eut 5 morts et 28 blessés; après quelques heures de combat, l'amiral Miot comprenant que la lutte était trop inégale, fit sonner la retraite et reprit le chemin de Tamatave [1].

TRAITÉ DE PAIX DU 17 DÉCEMBRE 1885.

Il y avait lieu de craindre que les Hova, fiers de leurs succès de Sahamafy, ne se montrassent exigeants pour traiter; il n'en fut rien : les victoires remportées par les Français à Vajaibory, à Andramparany, et surtout

[1] Quatre mois plus tard, étant de passage à Soanierana pour monter à Tananarive, l'amiral faisait l'éloge des défenseurs de Sahamafy, et leur portait un toast très flatteur.

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

à Andampy, leur avaient prouvé qu'ils ne pouvaient tenir tête aux troupes françaises. D'ailleurs les habitants de l'Imerina, fatigués d'une guerre qui semait la mort dans leurs familles, désiraient ardemment la paix.

Le 16 octobre, arrivait à Tamatave M. Patrimonio, précédemment consul général à Beyrouth, que M. de Freycinet, ministre des Affaires étrangères, envoyait à l'amiral Miot pour l'aider à conclure, s'il était possible, un traité de paix avec le gouvernement hova. M. Patrimonio ne trouvant pas le terrain encore assez bien préparé, se rendit à son nouveau poste de Zanzibar. Rainilaiarivony, mis au courant de tout par ses amis, apprit bien vite qu'un nouveau plénipotentiaire avait été désigné par le gouvernement français. Il demanda à négocier. L'amiral Miot informa immédiatement M. Patrimonio des nouvelles ouvertures faites par les Hova. Le consul revint à Tamatave le 21 novembre, et fit aussitôt aviser le premier ministre que la France acceptait de nouveaux pourparlers.

Les plénipotentiaires malgaches étaient à Farafate; c'était Rainizanamanga, fils du premier ministre et le colonel Willoughby, général en chef dirigeant les opérations militaires dans toute l'Ile. Les négociations aboutirent rapidement et le traité de paix fut signé le 17 décembre, à bord de *La Naïade,* par l'amiral Miot et le ministre plénipotentiaire Patrimonio, au nom de la République française, et par le général Willoughby, au nom du gouvernement hova.

Article 1er. — Le gouvernement de la République française représentera Madagascar dans toutes ses relations extérieures; les Malgaches à l'étranger seront placés sous la protection de la France.

Article 2. — Un résident, représentant le gouvernement de la République présidera aux relations extérieures de Madagascar, sans s'immiscer dans l'administration intérieure des États de Sa Majesté la Reine.

Article 3. — Il résidera à Tananarive avec une escorte militaire. Le résident aura droit d'audience privée et personnelle auprès de Sa Majesté la Reine.

Article 4. — Les citoyens français pourront résider, circuler, et faire le commerce librement dans toute l'étendue des États de la Reine.

Ils auront la faculté de louer pour une durée indéterminée par bail emphytéotique renouvelable au seul gré des parties, les terres, maisons, magasins et toutes propriétés immobilières. Ils pourront choisir librement et prendre à leur service, à quelque titre que ce soit, tout Malgache libre de tout engagement antérieur. Les baux et contrats d'engagement de travailleurs seront passés par acte authentique devant le résident français

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

et les magistrats du pays, et leur stricte exécution garantie par le gouvernement.

Article 5. — Les Français seront régis par la loi française pour la répression des crimes ou délits de droit commun.

Article 6. — Les Français pourront circuler, résider, commercer librement dans tous les États de la Reine.

Article 7. — Sa Majesté la Reine de Madagascar confirme expressément les garanties stipulées par le traité du 7 août 1868 en faveur de la liberté de conscience et de la tolérance religieuse.

Article 8. — Le gouvernement de la Reine s'engage à payer la somme de dix millions de francs applicable tant au règlement des réclamations françaises, liquidées antérieurement au conflit survenu entre les deux parties, qu'à la réparation de tous les dommages causés aux particuliers étrangers par le fait de ce conflit. L'examen et le règlement de ces indemnités sont dévolus au gouvernement français.

Article 9. — Jusqu'au parfait payement de ladite somme de dix millions de francs, Tamatave sera occupé par les troupes françaises.

Article 11. — Le gouvernement de la République s'engage à prêter assistance à la Reine de Madagascar pour la défense de ses États.

Article 12. — Sa Majesté la Reine de Madagascar continuera comme par le passé, de présider à l'administration intérieure de toute l'Ile.

Article 14. — Le gouvernement de la République fournira des instructeurs militaires, des ingénieurs, des professeurs, etc., au gouvernement malgache.

Article 15. — Le gouvernement de la Reine s'engage expressément à traiter avec bienveillance les Sakalaves et les Antankarana.

Toutefois, le gouvernement de la République se réserve le droit d'occuper la baie de Diégo-Suarez et d'y faire des installations à sa convenance.

Article 19. — Le texte français et le texte malgache auront la même valeur.

Pour comprendre les dissentiments qui surgirent plus tard entre le premier ministre et le résident français, une remarque importante s'impose : il est dit, dans l'article 19, que le texte français et le texte malgache du traité auront la même valeur parce qu'ils sont supposés avoir tous les deux le même sens; or, les deux premiers articles présentent en malgache un double sens. Il y est dit en effet que le gouvernement français (ou le résident général) interviendra dans toutes les affaires qui seront traitées par le gouvernement malgache avec les puissances étrangères ou à l'étranger

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

(amin'ny fanjakana any ivelany). Mais le premier ministre n'entendait soumettre au contrôle de la France que les affaires qui seraient traitées avec les gouvernements à l'étranger, c'est-à-dire en dehors de Madagascar; il pensait que toutes les affaires traitées à Madagascar avec les puissances européennes ou leurs agents ne concernaient que l'administration intérieure du pays; l'obstination avec laquelle il s'attacha à cette interprétation suscita des conflits sérieux avec le résident général, et fut au fond la cause de la dernière guerre de 1895.

LETTRE MIOT-PATRIMONIO.

Le traité signé à Tamatave fut expédié à Tananarive.

Le premier ministre en pesa mûrement toutes les clauses; craignant sans cesse des engagements qui entraveraient son administration ou porteraient atteinte à l'indépendance de son pays, il demanda des explications sur plusieurs articles. Dans une lettre adressée aux plénipotentiaires malgaches en date du 9 janvier 1886, l'amiral Miot et M. Patrimonio fournirent les explications suivantes :

« Son Excellence le premier ministre vous a chargé de préciser le paragraphe Ier de l'article 2 du traité, à savoir :

« Un résident représentant le gouvernement de la République présidera aux relations extérieures.

« Cela veut dire que le résident aura le droit de s'ingérer dans les affaires ayant un caractère politique extérieur; qu'il aura le droit de s'opposer, par exemple à toute cession de territoire à une nation étrangère quelconque, à tout établissement militaire et naval, à ce qu'un secours quelconque en hommes ou en bâtiments sollicité du gouvernement de la Reine de Madagascar par une nation étrangère puisse être accordé sans le consentement du gouvernement français. Aucun traité, accord ou convention ne pourra être fait sans l'approbation du gouvernement français.

« Par l'article 3 du traité il est stipulé qu'il (le Résident) résidera à Tananarive avec une escorte militaire.

« Le premier ministre désire savoir ce que nous entendons par escorte militaire : nous consentons à lui déclarer que qui dit escorte ne dit pas corps d'armée, et, pour mieux préciser, nous prenons l'engagement que cette escorte ne dépassera pas 50 cavaliers ou fantassins. Cette escorte n'entrera pas dans l'intérieur du palais royal.

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

« A l'article 6, l'expression emphytéotique signifie bail d'une durée de quatre-vingt dix-neuf ans, et renouvelable au gré des parties.

« Le gouvernement de la République ne prêtera évidemment son assistance à la reine de Madagascar pour la défense de ses États, que si cette assistance est sollicitée par Sa Majesté la Reine.

« En ce qui concerne le territoire nécessaire aux installations que le gouvernement de la République fera, à sa convenance, dans la baie de Diégo-Suarez, nous croyons pouvoir vous assurer qu'il ne dépassera pas un mille et demi dans tout le sud de la baie ainsi que dans tout le contour de l'est à l'ouest, de 4 milles autour des contours nord de la baie à partir du point de ladite baie le plus au nord.

« *P.S.*—Vous nous avez demandé si le gouvernement de la Reine pourrait, comme par le passé, continuer à négocier les traités de commerce avec les puissances étrangères.

« Sans doute, autant que ces traités de commerce ne seront pas contraires aux stipulations du traité du 17 décembre 1885. »

MIOT ET PATRIMONIO A TANANARIVE.

Après ces précisions, le premier ministre accepta le traité. Il y avait lieu d'espérer que le gouvernement français le ratifierait pareillement. La paix pouvait être considérée comme définitive. Aussi les négociateurs français se mirent-ils en mesure de faire honneur à la gracieuse invitation que Sa Majesté Ranavalona III leur avait faite de monter à Tananarive. Ils se mirent bientôt en route en compagnie de Willoughby et de Rainizanamanga; une escouade de soldats les escortait. Des officiers furent envoyés à leur rencontre à Moramanga et à Ankeramadinika. A Andraisora 200 soldats accompagnés de la fanfare royale vinrent leur faire cortège. Ainsi escortés, les plénipotentiaires français firent leur entrée solennelle dans la capitale le 28 janvier.

Lorsqu'ils furent parvenus à Ambatondrafandrana, ils furent salués par une salve de 21 coups de canon. Le 30 janvier, la Reine leur fit au palais une réception grandiose. Les discours échangés dans cette circonstance reflétaient la joie commune. Le 1er février, l'amiral Miot et M. Patrimonio furent invités à Tsiazompaniry à un grand festin qui fut présidé par Ravoninihitriniarivo, ministre des Affaires étrangères. Le surlendemain, ils reprirent, enchantés de leur visite, le chemin de Tamatave.

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

TANANARIVE APRÈS LE TRAITÉ DE PAIX.

Dans le courant du mois de mars, on apprit à Madagascar que le traité avait été ratifié le 17 février par la Chambre des députés et le 7 mars par le Sénat, mais la lettre explicative écrite par l'amiral Miot et M. Patrimonio n'avait pas été soumise à l'approbation du Parlement; elle souleva, plus tard, de sérieuses difficultés.

La conclusion définitive de la paix fut annoncée solennellement à Tananarive. On fut fort surpris d'apprendre que le premier ministre, qui avait répété tant de fois qu'on ne céderait jamais le plus petit coin de terre, cédait cependant Diégo-Suarez; on fut surtout épouvanté à la pensée qu'il faudrait payer dix millions d'indemnité. Rainilaiarivon y coupa court aux murmures du peuple en empruntant la somme exigée.

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

Rainilaiarivony, Premier Ministre.

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

DEUXIÈME PARTIE.

LA CAMPAGNE DE 1895.

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

CHAPITRE Ier.

LES CAUSES DE L'EXPÉDITION DE 1895. — LE GOUVERNEMENT ET L'ARMÉE HOVA. — CARACTÉRISTIQUES DE LA CAMPAGNE DE 1895.

LES CAUSES DE L'EXPÉDITION DE 1895.

Le 28 avril 1886, M. Le Myre de Vilers entrait à Tananarive chargé par le gouvernement français d'appliquer le traité élaboré l'année précédente par l'amiral Miot et M. Patrimonio. Les instructions ministérielles l'invitaient à la prudence, car les préoccupations de la Métropole se tournaient alors vers la frontière de l'est toujours menacée.

Le Résident allait trouver un gouvernement hova bien résolu à profiter de toutes les lacunes et erreurs du traité pour ne pas l'appliquer, et le premier ministre, Rainilaiarivony, pensait qu'il aurait rapidement raison de cet homme en «simple habit noir» que défendaient seulement trente-cinq soldats de l'infanterie de marine.

Dès le 12 juin, M. Le Myre de Vilers prit position : il déclara que la France n'était pas liée par les déclarations incluses dans la lettre explicative de janvier 1886. Le premier ministre rétorqua qu'elle faisait partie intégrante du traité et qu'en particulier il avait le droit de conserver un ministre des Affaires étrangères avec consuls hors de Madagascar; il esquissa même quelques préparatifs de guerre.

Emprunt Kingdon. — Le règlement de l'indemnité de 10 millions marqua le premier incident sérieux et fournit à notre représentant l'occasion d'un premier succès.

Pour se libérer de sa dette, le gouvernement de la Reine avait conclu avec un sujet anglais, Kingdon, un emprunt de 20 millions à 7 p. 100; en retour il autorisait Kingdon à percevoir des droits de douane dans six ports de l'Ile, à créer à Tananarive une banque d'État avec émission de billets, à frapper monnaie et exploiter les mines. C'était en fait livrer

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

aux Anglais les finances de l'État hova. Le Myre de Vilers s'y opposa, et le gouvernement français annonça qu'il ne reconnaissait aucune valeur aux garanties de cet emprunt; les capitalistes anglais, alors peu rassurés, retirèrent leur concours à Kingdon. Le 4 décembre 1886, le gouvernement de la Reine passa un contrat avec le Comptoir d'Escompte de Paris pour le prêt de 15 millions à 6 p. 100 libérables en vingt-cinq ans. En exécution d'une clause du traité, les troupes françaises évacuèrent Tamatave que les troupes malgaches réoccupèrent le 25 janvier 1887.

Occupation de Diégo-Suarez. — L'occupation de Diégo-Suarez fit naître un nouvel incident. Le résident annonça cette occupation au premier ministre, mais Rainilaiarivony manifesta aussitôt la volonté de la voir maintenue dans les étroites limites fixées par la lettre explicative que nous ne voulions pas reconnaître; la discussion s'éternisant, il fut passé outre, et le gouvernement de la République nomma un gouverneur de Diégo-Suarez qui devait étendre le territoire de la colonie aussi loin qu'il le jugerait bon. Ce gouverneur prit la pointe nord de l'île et porta les limites du territoire à 36 kilomètres dans le sud d'Antsirane.

La question de l'exequatur. — Pendant ce temps, le premier ministre projetait de négocier directement avec les puissances étrangères. A cet effet, il dépêcha l'aventurier Willoughby auprès des cabinets européens. Si la mission échoua complètement, elle n'en constitua pas moins une violation flagrante du traité de 1885.

Peu de temps après, Rainilaiarivony accorda directement l'*exequatur* aux consuls d'Amérique et d'Angleterre nouvellement nommés. Le Myre de Vilers protesta contre une procédure qu'il jugeait contraire aux stipulations des articles 1er et 2e du traité et refusa de reconnaître la validité des actes remis par le premier ministre. De son côté, le gouvernement français intervint auprès des cabinets de Washington et de Londres, et les consuls furent invités à présenter leurs requêtes au résident de France. Ce dernier les transmit au premier ministre qui refusa de les recevoir par cette voie. Alors, le 19 septembre 1887, M. Le Myre de Vilers annonça qu'il cessait toutes relations avec le gouvernement Merina; il amena son pavillon et fit partir son escorte de Tananarive.

Effrayé par cet acte énergique, Rainilaiarivony signa un compromis suivant lequel il avait la faculté de délivrer les *exequatur* à la condition

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

que la formule mentionnât que le Résident de la France en avait eu connaissance; par contre celui-ci aurait à connaître de toutes les affaires «ayant un caractère politique, traitées par les consuls».

La reconnaissance du protectorat français par l'Angleterre et par l'Allemagne. — Le Myre de Vilers quitta Madagascar en juillet 1889; il avait acquis à Tananarive une situation prépondérante, et par sa politique à la fois prudente et énergique, il avait su maintenir la paix et faire respecter le malheureux traité de 1885.

M. Bompard lui succèda et obtint tout d'abord quelques concessions en faveur des Français; il fit même nommer le capitaine Lavoisot instructeur des jeunes soldats. Ces bonnes relations furent de courte durée.

Le 5 août 1890, l'Angleterre reconnut le protectorat de la France à Madagascar «avec toutes ses conséquences, notamment en ce qui touche l'*exequatur* des consuls ou agents consulaires». Le 18 novembre, l'Allemagne l'imita. Le premier ministre, se croyant berné par nous, refusa de voir en notre résident son ministre des Affaires étrangères.

Une nouvelle question d'*exequatur* vint précisément compliquer les choses : Rainilaiarivony n'ayant pas admis par l'entremise de M. Bompard la requête du consul d'Allemagne à Tamatave et du consul anglais intérimaire à Tananarive, ces deux consuls passèrent outre et remplirent leurs fonctions sans incident. On crut la guerre imminente, les Malgaches s'armèrent, Shervington, rappelé du Cap, redevint l'instructeur des troupes. Cependant M. Bompard ne fut pas approuvé par le gouvernement français et en 1891 il donna sa démission.

Les préparatifs de guerre. — M. Larrouy arriva à Tananarive en octobre 1892, relevant M. Lacoste de son interim. Il ne put que constater une situation devenant plus intolérable de jour en jour.

Ce fut en vain qu'il protesta contre l'introduction en avril 1893 d'armes anglaises par le port de Vatomandry; Rainilaiarivony rétorqua qu'il n'avait d'autre but que d'étendre la domination Merina sur les populations insoumises; au reste n'avait-il pas le droit d'acheter les armes dont il avait besoin?

Le premier ministre, persuadé que la France voulait exercer sur Madagascar un protectorat effectif, ne dissimulait plus ses intentions hostiles et il se préparait à une guerre qu'il jugeait désormais inévitable.

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

Déjà, le 13 février 1893, il avait décidé avec le «général» Shervington et Parrett la construction d'un grand fort à Majunga et de trois petits dans la baie, d'un à Morotsanga et d'un à Vohemar; en outre celui de Manjakandrianombana près de Tamatave devait être amélioré. En même temps, était augmenté le personnel de la cartoucherie qui fonctionnait à Soanierana sous la direction de l'anglais Hanning.

Les brigandages. — Avec un tel gouvernement, si mal disposé à l'égard de la France, les brigandages sévissaient dans le pays et demeuraient toujours impunis.

Dès 1887, on eut à déplorer le meurtre de M. de Lescure; puis, ce furent en 1889 celui de M. Bordenave, et en 1891 celui du docteur Beziat; et ensuite comme sur un mot d'ordre, les assassinats et les vols devinrent de plus en plus fréquents : attentats contre madame Gregory, pillage de la maison de M. Chaillet, assassinats de M. Muller près de Mandritsara le 28 juillet 1893, d'un créole de la Réunion le 21 octobre; jusqu'en 1895, cinq autres Européens devaient ainsi périr.

La répression était nulle, à tel point qu'à une demande de réparation formulée après la mort de M. Muller, le premier ministre répondit imprudemment que «cet assassinat était certainement regrettable, mais qu'il s'en commettait bien d'autres en France.»

En vain, le 13 novembre, notre ministre des Affaires étrangères fit prévenir le gouvernement hova que, s'il ne prenait pas des mesures pour assurer la sécurité des Européens, le gouvernement français y aviserait. Aussi, ce dernier convaincu qu'il fallait finalement en venir à une action décisive, en référa-t-il à la Chambre qui, le 26 janvier 1894, vota l'ordre du jour suivant : «La Chambre résolue à soutenir le Gouvernement dans ce qu'il entreprendra pour maintenir notre situation et nos droits à Madagascar, rétablir l'ordre, protéger nos nationaux, faire respecter le drapeau, passe à l'ordre du jour.»

Des ordres furent donnés pour renforcer les garnisons de la Réunion et de Diégo-Suarez.

Cependant la situation s'aggravait de jour en jour, et Rainilaiarivony devenait de plus en plus arrogant dans ses relations avec le résident général. Au commencement de septembre 1894, M. Larrouy fut autorisé à rentrer en France.

Rupture des relations avec le gouvernement hova. — Le gouvernement

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

français tenta un dernier effort, et il chargea Le Myre de Vilers d'obtenir une détente dans les relations des deux pays ou, à tout le moins, de rechercher les moyens propres à assurer la sécurité de ses nationaux et des étrangers.

Arrivé à Tananarive le 14 octobre, Le Myre de Vilers eut, dès le 15, une entrevue avec le premier ministre et fut reçu le 16 en audience par la Reine. Le 17, il soumit au premier ministre un projet de traité, élaboré par le ministre des Affaires étrangères, qui avait pour but de supprimer toute divergence d'interprétation du traité de 1885 et de préciser les droits que celui-ci nous conférait; le gouvernement hova avait un délai de deux ou trois jours pour faire connaître sa réponse. Celle-ci n'étant pas parvenue le 20 octobre à la résidence générale, le ministre plénipotentiaire envoya un ultimatum, déclarant que si le traité n'était pas ratifié le 26 à 6 heures du soir, il amènerait son pavillon et quitterait la capitale. Puis il ordonna aux Français résidant à Tanarive et à Fianarantsoa de gagner le littoral.

Le 22, Rainilaiarivony remit un long mémoire où il exposait les griefs plus ou moins réels des Malgaches contre les Français; le 24, il transmit un contre-projet qui n'était qu'un refus déguisé aux propositions de Le Myre de Vilers.

« Lorsqu'un ultimatum est signifié, écrivait Le Myre de Vilers au premier ministre, il ne reste plus qu'à l'accepter ou à le refuser. » Le représentant de la France amena donc le 27 octobre à 5 heures du matin, le pavillon de la Résidence générale et partit pour Tamatave où il arriva le 2 novembre.

M. Ranchot, résident intérimaire, accompagné de M. d'Anthouard et des derniers Français, et l'escorte sous les ordres du capitaine Lamolle, partirent le 28 pour Majunga. Ce voyage s'effectua au milieu de l'hostilité générale, et la petite colonne, grossie des 60 Français résidant à Suberbieville, n'arriva que le 21 novembre à Majunga.

Le 23 novembre, M. Hanotaux, ministre des Affaires étrangères demanda aux Chambres un crédit de 65 millions (43.500.000 pour le département de la Guerre, 21.500.000 pour celui de la Marine) en vue de l'envoi et l'entretien d'un corps expéditionnaire de 15.000 hommes à Madagascar. Ce crédit fut voté à une forte majorité par la Chambre des députés et par le Sénat les 26 novembre et 8 décembre 1894; le 11 décembre, l'état de guerre fut notifié aux puissances.

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

LE GOUVERNEMENT ET L'ARMÉE HOVA À LA FIN DE 1894.

Le gouvernement hova. — Le chef nominal du gouvernement hova était la Reine Ranavalona III qui appartenait à la descendance d'Andrianampoinimerina. En fait, Rainilaiarivony — mari de la Reine, après l'avoir été des deux reines précédentes, Rasoherina et Ranavalona II, — détenait tout le pouvoir. Ranavalona III n'était, en aucune circonstance, consultée sur les affaires du pays, qu'elle ne connaissait que par les conversations avec les membres de sa famille.

Rainilaiarivony portait le titre de premier ministre et concentrait tous les pouvoirs entre ses mains. Pour renforcer encore son autorité, il avait pris le titre de commandant en chef de l'armée. Son union avec trois reines ne lui avait donné aucune postérité; par contre il avait eu dix-sept enfants d'une concubine et, entre les six survivants, se nouaient des intrigues à propos de sa succession éventuelle et s'élevaient des conflits qui le rendaient indécis sur l'attitude à adopter et entravaient singulièrement son autorité.

Auprès de lui, les autres ministres demeuraient sans pouvoir réel, bien que leurs fonctions eussent été nettement définies et ils n'avaient ni bureaux, ni employés d'aucune sorte. Au reste, leurs charges n'avaient été créées qu'après 1879, sur le conseil des méthodistes anglais, pour donner aux nations européennes la fallacieuse image d'un gouvernement normalement et solidement organisé. Les véritables collaborateurs du premier ministre étaient ses secrétaires Rasanja, Marc Rabibisoa et Rainiharisoa qui lui servaient d'interprètes et possèdaient tous les secrets de sa politique.

En dehors de l'Imerina, le gouvernement hova avait divisé les territoires plus ou moins complètement soumis à son influence — c'est-à-dire toute l'Ile à l'exception de quelques peuplades du Sud, Mahafaly, Antandroy, etc. — en onze provinces correspondant aux principales populations, et placé dans chacune d'elles un ou plusieurs gouverneurs suivant le degré d'indépendance des tribus qui la composaient.

Les gouverneurs étaient généralement assistés de vice-gouverneurs qui les surveillaient, rendaient compte de leurs actes à Tananarive et éventuellement les suppléaient. Ces vice-gouverneurs étaient, à leur tour, espionnés par des officiers ou aides de camp. Enfin, tout au bas de la hiérarchie se situaient les chefs de village, choisis par les gouverneurs parmi

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

Un général Hova en grande tenue en 1895.

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

les personnages les plus influents de la population. Les uns et les autres appuyaient leur autorité sur de petits postes militaires disséminés dans les provinces, mais pouvant se prêter un mutuel appui; les postes les plus importants tenaient naturellement garnison dans les ports de la côte.

L'armée hova. — Les Hova appelaient leur armée Foloalindahy (les cent mille hommes). Que valait cette armée et quelle résistance pouvait-elle nous opposer ? A semblable question, M. Martineau répliquait en 1894 : « Il est impossible de donner une réponse précise ..... parce que les institutions militaires de Madagascar sont aussi peu régulières que les institutions civiles et politiques. »

Le recrutement de cette armée se faisait d'après la loi de 1879 qui ne fixait pas de contingent annuel, mais imposait à tous les hommes libres, âgés de dix-huit ans, cinq ans de services militaires.

Pratiquement, le premier ministre arrêtait chaque année les effectifs dont il avait besoin et les chefs de district procédaient dans chaque village aux levées nécessaires. Naturellement beaucoup d'indigènes obtenaient, par des cadeaux, l'exemption de tout service et parmi les conscrits dirigés sur Tananarive un certain nombre s'échappaient en cours de route : sur dix levées opérées de 1879 à 1893, la première a donné une vingtaine de mille hommes, la dernière une douzaine et chacune des autres de six à sept mille, soit environ quatre-vingt mille soldats merina. Quant aux Betsileo, ce fut en vain que le Gouvernement tenta de leur imposer la loi de recrutement.

Les opérations d'enrôlement à Tananarive duraient en moyenne quatre mois; les recrues étaient ensuite inspectées par le premier ministre; après l'immatriculation, les soldats ne cherchaient plus à s'échapper.

Alors les uns retournaient dans leur village où ils recevaient une instruction très rudimentaire tandis que d'autres étaient dirigés sur les postes de la côte ou de l'intérieur. Le reste complétait la garnison de Tananarive, dont l'effectif était de 400 hommes et qui formait le noyau de l'armée hova.

L'uniforme du soldat comportait un veston blanc bordé de rouge, un pantalon blanc, un ceinturon à boucle dans lesquel passait la baïonnette sans fourreau, une toque blanche avec les initiales R. M. (Ranavalona Manjaka-Ranavalona Reine).

Les officiers ne recevaient pas d'uniformes; comme ils ne percevaient pas de solde et en général n'étaient pas riches ils s'habillaient, selon leurs

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

ressources, des tenues les plus bizarres, mais aussi les plus voyantes. On distinguait les différents grades par le nombre de Voninahitra — «fleurs d'herbe» que nous avons traduit par «honneurs» — qui y étaient attachés; le soldat en avait un, le caporal deux, le lieutenant cinq, le général de division onze, le maréchal douze. Sous Radama I, on en ajouta cinq, si bien que le commandant en chef devint dix-septième honneur.

La garnison de Tanarive qui fournissait trois cents hommes de garde au palais de la Reine et en ville se répartissait en compagnies de cent hommes commandés par un Amboninjato (centurion ou capitaine) assisté d'un lieutenant et de cinq sergents. Six compagnies formaient un bataillon.

Les soldats demeuraient libres à l'exception du mardi où on les rassemblait armés de fusil ou d'un bambou pour quelques exercices dont était exclu le tir à cause du prix trop élevé des cartouches. Une ou deux fois par mois, on groupait dix compagnies pour des manœuvres d'ensemble.

La tactique, assez simpliste, élaborée par Shervington, ancien agent de police au Cap, consistait à s'approcher à courte distance de l'ennemi en se dissimulant et en s'essaimant par petits groupes, puis à ouvrir le feu; suivant l'attitude adoptée par l'adversaire, on restait sur place ou on se repliait.

Comme armement, l'armée hova disposait en 1894, d'environ 16.000 fusils Sniders ou Remington dont 12.000 étaient à Tananarive et de 3.000 fusils à pierre. Près d'un quart de ces armes était en mauvais état, et l'entretien de l'ensemble laissait fort à désirer.

Les Hova possédaient en outre 216 canons de divers modèles, canons revolvers ou mitrailleuses il y en avait 147 à Tananarive, et le reste se répartissait entre Fianarantsoa, Majunga, Tamatave et divers autres points.

A la mobilisation enfin, qu'annonçait dans chaque village l'apparition d'un drapeau rouge, tous les hommes astreints aux obligations militaires devaient rejoindre Tananarive. A la déclaration de guerre par la France le premier ministre pouvait ainsi réunir dans des délais plus ou moins longs environ 60.000 hommes dont la moitié au maximum étaient instruits.

CARACTÉRISTIQUES DE LA CAMPAGNE DE 1895.

La campagne de 1895 a constitué une dure expédition coloniale, au cours de laquelle le gouvernement hova a trouvé de sérieux alliés

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

dans le climat et la longueur et les difficultés des communications utilisées par les Français.

Les troupes du département de la Guerre notamment, mal préparées à leur tâche sous les cieux tropicaux, ont subi dès le début des pertes élevées par la maladie et surtout le paludisme [1]. Le matériel, par suite du manque de méthode ayant présidé à l'embarquement et aussi d'événements de mer imprévus, n'est parvenu qu'avec de longs retards à la base du débarquement, et parfois longtemps après l'arrivée des troupes à pied d'œuvre. L'organisation, surtout au début de la campagne, s'est souvent ressentie de la présence, dans les États-Majors et les services, d'officiers pleins d'allant, mais n'ayant aucune expérience des expéditions coloniales [2].

D'autre part, il ne pouvait être question d'arrêter la campagne avant d'avoir dicté la paix dans sa propre capitale à un ennemi fanfaron, toujours prêt à se targuer devant la population indigène d'avoir repoussé définitivement son adversaire. C'était donc, de Majunga, base de débarquement choisie, à Tananarive une étape de 600 kilomètres à parcourir, dans un pays difficile, recouvert tantôt de marécages, tantôt de monts escarpés, et dépourvu pendant les 200 premiers kilomètres de toute autre voie de communication qu'un fleuve capricieux. Le ravitaillement devait devenir d'autant plus malaisé à assurer que s'allongeait la ligne de communications, car les Hova en se retirant incendiaient les villages, les récoltes et les approvisionnements. A défaut de travailleurs indigènes, les troupes combattantes durent maintes fois, et aux prix de grosses fatigues, construire elles-mêmes les routes et les pistes qui, le lendemain, permettaient de les ravitailler.

Les opérations subirent donc de fréquents temps d'arrêt, et un résultat décisif ne fut obtenu en définitive que par l'envoi, sur Tananarive, d'une «colonne légère», dont l'apparition sous les murs de la capitale permit d'amener le gouvernement de la Reine à composition.

On peut distinguer dès lors dans la marche des opérations plusieurs périodes :

1° Préparatifs de l'expédition, débarquement et opérations de l'avant-

---

[1] Un coup d'œil sur le tableau figurant à la fin du chapitre v fait ressortir la proportion très élevée des pertes — dues presque uniquement à la maladie — des 200e régiment d'infanterie et 40e bataillon de chasseurs.

Cette proportion est beaucoup plus faible dans les troupes de la Marine.

[2] Sur 97 officiers entrant dans la composition des États-Majors et services, 4 seulement provenaient des troupes de la Marine. Un certain nombre des officiers provenant de l'armée de terre avaient, il est vrai, combattu soit en Afrique du Nord, soit au Tonkin, soit au Dahomey.

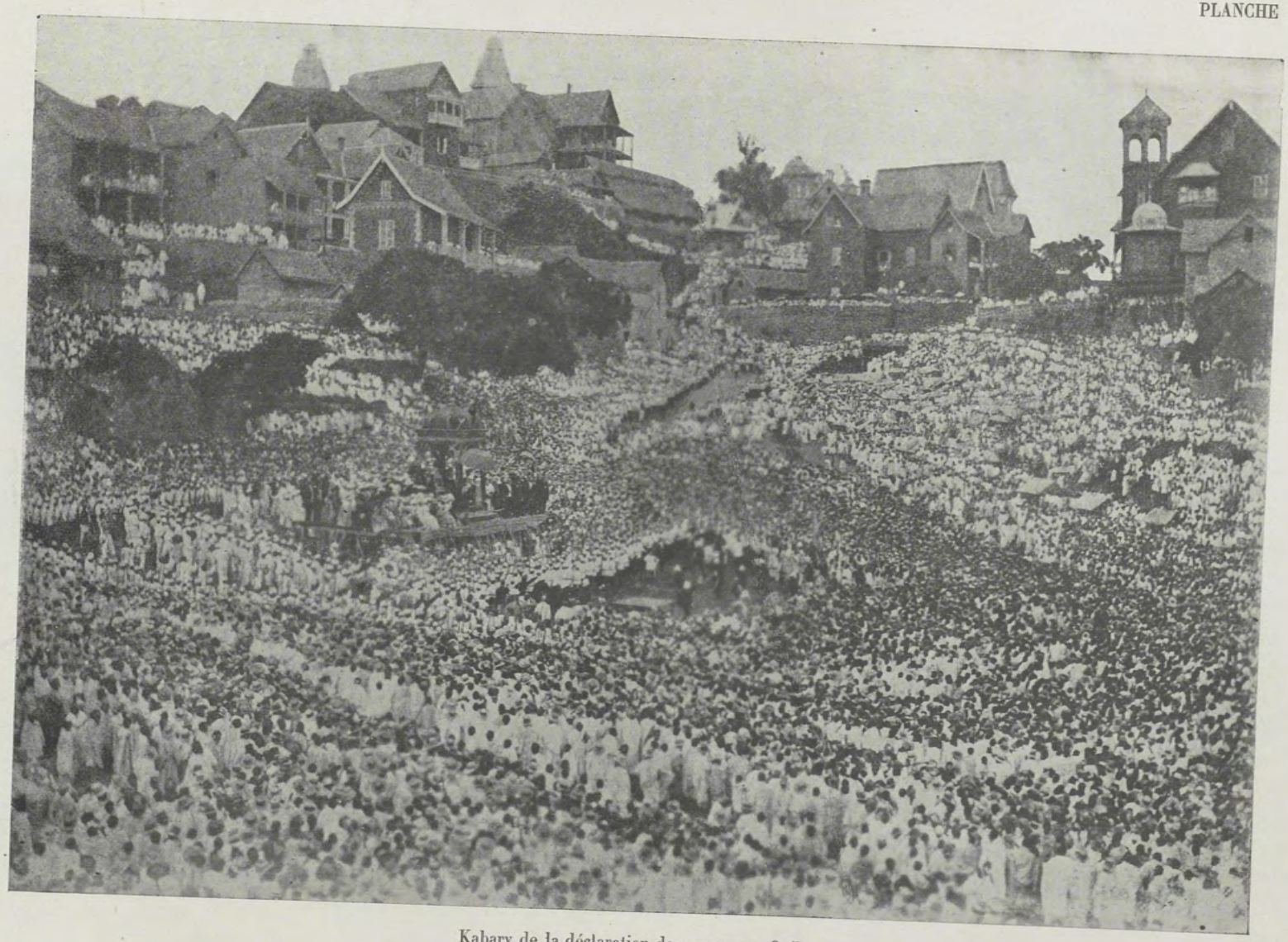
Université Côte d'Azur. Bibliothèques

garde, main-mise notamment sur les avancées de la base maritime et fluviale jusqu'à l'est de Marovoay (décembre 1894-mai 1895);

2° Opérations du corps expéditionnaire jusqu'à la prise d'Andriba (mai-14 septembre 1895);

3° Opérations de la «colonne légère» et prise de Tananarive (14-30 septembre 1895).

Université Côte d'Azur. Bibliothèques



Kabary de la déclaration de guerre en 1895.

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

CHAPITRE II.

PRÉPARATIFS DE L'EXPÉDITION DE 1895. — DÉBARQUEMENT ET OPÉRATIONS DE L'AVANT-GARDE. — OCCUPATION DE MAROVOAY ET DE SES ABORDS.

Les préparatifs de l'expédition. — Pendant que les Français évacuaient le centre de Madagascar, le général Shervington et le major Giles, mandés d'urgence, débarquaient à Mananjary le 29 octobre; le 30, le premier ministre tenait un grand kabary sur la place d'Andohalo à Tananarive où il annonçait que les Français réclamaient la possession de toute l'Ile, mais que la Reine refusait de la leur céder.

Cependant, le gouvernement de la République n'avait pas attendu ces circonstances critiques pour préparer une expédition qui, depuis longtemps, était jugée inévitable : depuis déjà plus d'un an, les ministres de la Guerre et de la Marine s'en étaient préoccupés et ce dernier avait même fait reconnaître discrètement les points de débarquement possibles, ainsi que certains des itinéraires conduisant à la capitale.

Si l'armée hova ne devait pas opposer une résistance très sérieuse, les premiers renseignements avaient fait toutefois ressortir qu'un corps expéditionnaire aurait de graves difficultés à surmonter du fait du climat et de la nature du sol. Aussi une commission mixte d'études fut-elle constituée en août 1894 au ministère des Affaires étrangères en vue de grouper, contrôler et exploiter les renseignements recueillis. Dès le 29 août, elle déposa son rapport qui concluait à l'envoi d'un minimum de douze mille combattants et au choix de la rade de Majunga comme point de débarquement; la pauvreté du pays imposait de ravitailler les troupes uniquement par l'arrière, et, pour parer partiellement à l'absence de routes, la commission suggérait d'utiliser la voie fluviale de la Betsiboka jusqu'à son confluent avec l'Ikopa.

Le gouvernement adopta ces propositions dans leur ensemble; le

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

département de la Marine fut chargé de constituer une flottille fluviale qui devait comprendre 12 canonnières, 50 chalands démontables, 6 canots à vapeur et 4 pontons d'accostage. En même temps, on admit le principe d'utiliser pour le transport par terre les voitures métalliques Lefèvre qui avaient été antérieurement employées avec succès au Dahomey et au Soudan.

Au lieu et place du général Borgnis-Desbordes, désigné par le ministre de la Marine, le gouvernement décida en novembre 1894 de confier le commandement de l'expédition au général Duchesne, commandant la 14e division d'infanterie; le département de la Guerre assumant la direction supérieure des opérations, il appartenait à l'État-Major de l'Armée d'en préparer tous les détails d'organisation. Une commission comprenant sous la présidence du général Duchesne le chef d'État-Major et les chefs désignés des principaux services du corps expéditionnaire fonctionna près de cet organe à titre consultatif du mois de décembre 1894 jusqu'au 25 mars 1895.

Constitution du corps expéditionnaire. — Le département de la Guerre s'occupa activement d'organiser les divers éléments du corps expéditionnaire où devait figurer l'armée métropolitaine. Des précautions minutieuses furent prises pour n'introduire, tout au moins dans les unités combattantes, que des volontaires et en éliminer les jeunes gens n'ayant pas un an de service ou ne présentant pas les garanties physiques suffisantes.

Le corps expéditionnaire, dont les principaux détachements reçurent au camp de Sathonay toute la cohésion désirable, eut finalement la composition suivante :

INFANTERIE.

1 bataillon de chasseurs à pied, le 40e bataillon;

4 régiments d'infanterie à 3 bataillons de 4 compagnies réparties en 2 brigades.

La 1re brigade (armée de terre, général Metzinger) comprenait, avec le 40e bataillon de chasseurs à pied, le 200e régiment de ligne et le régiment dit d'Algérie (2 bataillons de tirailleurs algériens, 1 bataillon de légion étrangère).

La 2e brigade (armée de mer, général Voyron) comprenait le 13e régiment d'infanterie de marine et le régiment dit colonial (1 bataillon de tirailleurs

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

malgaches, 1 bataillon de tirailleurs haoussa et 1 bataillon de volontaires de la Réunion).

Soit 13 bataillons et 10.400 hommes d'infanterie.

CAVALERIE.

1 escadron de chasseurs d'Afrique à 150 chevaux (10e escadron du 1er régiment);

ARTILLERIE.

1 groupe de 2 batteries de montagne de la Guerre (15e et 16e batteries du 38e régiment);

1 groupe de 3 batteries de montagne de la Marine (7e, 8e et 9e batteries).

1 groupe de 2 batteries montées de la Guerre (17e et 18e batteries du 38e régiment);

GÉNIE.

4 compagnies à 200 hommes chacune avec leur parc;

1 parc du génie;

TRAIN.

1 escadron du train (le 30e) à 6 compagnies blanches;

1 compagnie sénégalaise (la 6e compagnie *bis*) à l'effectif de 500 conducteurs;

La 30e section de commis et ouvriers d'administration;

SERVICES.

La 30e section d'infirmiers militaires;

Un détachement de secrétaires d'État-Major;

Au total [1], en y comprenant le personnel du quartier général :

658 officiers et assimilés;

---

[1] En outre, les renforts envoyés à Madagascar au cours de l'expédition, tant pour compenser les pertes que pour renforcer certains services, s'élevèrent à 1.886 hommes d'infanterie, 222 artilleurs, 463 hommes du génie, 126 hommes du train, 103 commis et ouvriers militaires d'administration, 285 infirmiers et 15 gendarmes.

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

14.773 hommes de troupes;
641 chevaux de selle;
6.630 mulets de trait ou de bât;
56 pièces d'artillerie (30 de 80 de montagne, 12 de 70 de campagne, 4 de 120 court);
5.040 voitures Lefebvre.

Toute l'infanterie fut armée du fusil modèle 1886-93 avec 400 cartouches par homme; les cavaliers, les artilleurs et le train reçurent la carabine ou le mousqueton modèle 1892; il fut prévu, en outre, 5.000 carabines de cavalerie modèle 1874 avec 100 cartouches par arme pour l'armement des conducteurs.

L'artillerie partit avec une dotation de 350 coups par pièce, non compris une réserve spéciale de 500 obus à la mélinite.

Avec un important matériel de télégraphie électrique et optique, le génie reçut 3 ballons et un matériel de baraquements, d'abris, de canalisation, etc., permettant de couvrir et d'aménager plus de 19.000 mètres carrés.

«L'administration de la Guerre, dit le général Duchesne dans son rapport, consciente des difficultés particulières qu'offrirait au corps expéditionnaire un pays dénué de ressources et notoirement malsain, s'efforçait d'y parer en constituant avec des précautions et une largeur jusqu'alors sans exemple le matériel des services administratifs et celui du service de santé.»

Le service des subsistances, qui devait assurer aux troupes la ration forte de campagne, reçut en particulier 60 fours de modèles divers, 2.750 barils de 100 litres et 1.000 tonnelets.

Quant à l'habillement des hommes, il fallait tenir compte d'un climat tropical à la côte et beaucoup plus tempéré sur les plateaux. A cet effet, on prévoyait la création, à la base maritime, d'un magasin de réserve qui, initialement doté de 1.500 collections d'effets, devait s'augmenter considérablement au cours de la campagne.

Les formations sanitaires du corps expéditionnaire comprenaient :
2 ambulances actives;
4 hôpitaux de campagne à 250 lits chacun;
1 hôpital d'évacuation pour 500 malades avec étuve à désinfection;
1 sanatorium pour 500 malades avec étuve à désinfection;
Plus de 15 infirmeries ambulances.

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

Enfin, un grand transport, le *Shamrock* d'abord, le *Vinh-Long* ensuite, devait stationner en rade de Majunga pour y servir comme bâtiment-hôpital d'une contenance d'environ 350 lits.

Le Gouvernement avait fixé son choix sur les voitures Lefebvre pour assurer le ravitaillement régulier des troupes en opérations; celles-ci allaient être jetées au nombre de plus de 5.000 sur le sol de Madagascar, où, en définitive, elles ne rendirent que peu de services et constituèrent plutôt un poids lourd pour les colonnes.

Il fallait tout d'abord trouver un nombre correspondant de conducteurs auxiliaires. Or, le recrutement de ces conducteurs présenta de sérieuses difficultés.

Il ne pouvait être fait appel aux colonies françaises d'Afrique, de faible peuplement, auxquelles un gros effort avait été déjà demandé.

D'autre part, les travailleurs étaient trop peu nombreux dans les colonies étrangères, pour qu'elles pussent en tolérer l'exode. A Madagascar même, certains chefs sakalaves avaient bien promis leur concours, mais ils ne purent ou ne voulurent fournir que 400 conducteurs à peine. Obock et les Comores procurèrent 1.400 auxiliaires; on avait bien songé à tirer 2.000 coolies de l'Indochine; une épidémie de choléra vint malheureusement couper court au projet.

Force fut donc de se rabattre sur l'Algérie qui, en deux fois, donna 5.550 volontaires — d'ailleurs de très inégale valeur, et le corps expéditionnaire put disposer finalement de 7.300 conducteurs auxiliaires.

Pendant que le département de la Guerre organisait le corps expéditionnaire, celui de la Marine préparait la flottille fluviale et renforçait la division navale de l'Océan Indien qui devait pendant la période des opérations passer sous la direction militaire du général commandant en chef.

Cette division navale, commandée par le capitaine de vaisseau Bienaimé, comptait 11 bâtiments avec un effectif de 79 officiers et 1.369 hommes, 62 canons de 14 ou de 10 et une soixantaine de canons-revolvers [1].

---

[1] 2 croiseurs : *Primauguet* et *Dupetit-Thouars;* 2 avisos : *Dumont-d'Urville* et *Papin;* 3 canonnières : *Gabès, Météore, Lynx;* 2 avisos-transports : *Rance, Romanche;* 1 transport-hôpital *Shamrock* et le ponton *Corrèze,* stationnaire de Diégo-Suarez.

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

Les opérations préliminaires. — Conformément aux ordres du Gouvernement, le capitaine de vaisseau Bienaimé devait assurer au corps expéditionnaire la possession des divers points de la côte nécessaires, pour débarquer le personnel et le matériel, protéger nos nationaux et maintenir l'ennemi dans l'incertitude sur le futur théâtre des opérations militaires.

L'aviso *Papin* attendait à Maurice et transmit le 11 décembre 1894 au chef de la division navale le télégramme officiel qui notifiait l'état de guerre avec le gouvernement hova.

Le commandant Bienaimé décida de s'emparer sans délai de Tamatave avec les trois compagnies d'infanterie de marine qu'un paquebot des Messageries maritimes venant de la Réunion avait amenées sur rade dès le 5 décembre.

Le 12, à 6 h. 30 du matin, il envoya M. Berthier, interprète de la Résidence, porter avis au gouverneur Randriamampandry qu'il prenait possession de la ville. La garnison hova se retira aussitôt sur le fortin de Manjakanandrianombana, en incendiant les villages des environs. Un détachement de trois compagnies d'infanterie de marine et d'un détachement d'artillerie, aux ordres du lieutenant-colonel Giovellina occupa Tamatave, tandis que le *Dupetit-Thouars* lançait quelques obus sur les fortins hova. Le commandant Bienaimé organisa la défense de la Place en faisant construire une ligne de trois blockaus, armés d'une pièce de 14 et de 3 canons-revolvers et reliés par une double palissade en fil de fer barbelé. Toutefois, la garnison française reçut l'ordre de se tenir strictement sur la défensive; elle se borna donc à canonner de temps à autre les lignes hova et à opérer de petites reconnaissances. L'arrivée de différents renforts porta son effectif en fin février 1895 à 800 hommes d'infanterie et 75 hommes d'artillerie.

A la nouvelle de la prise de Tamatave, le premier ministre comprit l'imminence du danger qui menaçait le gouvernement de la Reine. Dans un grand kabary à Andohalo, il proclama la Guerre sainte et fit arborer le drapeau rouge sur les douze collines sacrées de l'Imerina; il appela sous les armes tous les soldats disponibles, tous les vétérans de l'armée et même les esclaves; ce fut une véritable révolution dans le pays, toutefois ceux qui purent payer une rançon suffisante échappèrent à l'enrôlement.

A Diégo-Suarez, les Hova avaient pris l'initiative des opérations et établi sur le territoire de notre colonie une série de postes plus ou moins fortifiés.

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

Le 19 décembre, le capitaine Jacquemin chassa de l'un d'entre eux la petite garnison hova qui l'occupait.

A la date du 24 décembre, la colonie de Diego-Suarez fut déclarée en état de siège, et le colonel Piel, de l'artillerie de marine, en devint le commandant supérieur. Après avoir élevé quelques ouvrages en vue de mettre Antsirane à l'abri d'un coup de main, il profita de l'arrivée du bataillon de la Réunion pour donner de l'air à la garnison. Ce ne fut toutefois qu'au mois d'avril, après la saison des pluies, qu'il put pousser plus loin ses opérations : le 14, avec 2 compagnies de volontaires de la Réunion, le chef de bataillon Martin se porta à l'attaque de la position d'Ambohimarina, située à 24 kilomètres dans le sud d'Antsirane, sur un piton escarpé, presque inexpugnable, qu'occupaient un millier de combattants pourvus de 350 fusils Sniders et de quelques canons Hotchkiss. La résistance ennemie fut de courte durée et les troupes françaises entrèrent sans coup férir dans le fort.

Le gouverneur Ramasombazaha avait quitté Majunga dès le mois de novembre, n'y laissant que Ralahiriaka avec une faible garnison; les Hova n'en prenaient pas moins à notre égard une série de mesures vexatoires qui finalement nous mettaient en fâcheuse position. C'est ainsi qu'ils interdirent aux indigènes de vendre de la viande aux équipages de nos navires ou aux commerçants qui les approvisionnaient. Après avoir évincé l'agent du Comptoir d'Escompte, ils émirent même la prétention de percevoir comme par le passé le dix pour cent sur les droits de douane. Alors M. Estèbe et les commerçants français demandèrent aux autorités navales de mettre un terme à ces exigences.

Quatre navires de guerre — *Hugon, Dumont-d'Urville, Météore, Lynx* — étaient présents sur rade de Majunga. Après envoi d'un ultimatum, le 14 janvier 1895, ils bombardèrent le rova et ses environs de 11 heures à 11 heures 47. La quarantaine de soldats hova qui l'occupaient s'enfuit en hâte, et, jusqu'à l'arrivée des troupes régulières, les commerçants français formèrent, sous les ordres du lieutenant de réserve Bénévent, une milice civile qui assuma la police de la ville. Ces troupes, deux compagnies d'infanterie de marine et une section d'artillerie, commandées par le chef de bataillon Belin, avaient été embarquées à Diego-Suarez les 13 et 14 janvier à bord de *la Rance* et de *la Romanche;* elles débarquaient le 16 à Majunga et le commandant Belin prit le commandement supérieur de la place déclarée en état de siège.

A partir du 23 janvier, elles exécutèrent des reconnaissances par terre

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

et par eau, en vue d'étudier les ressources des environs et de préciser les conditions d'installation du corps expéditionnaire à son débarquement. En outre, le 17 février, une reconnaissance offensive alla par mer jusqu'à Marohogo, à 22 kilomètres de Majunga, d'où elle délogea une petite bande malgache qui n'était autre que la faible garnison de Majunga, réfugiée en cet endroit.

Enfin, dans le nord-ouest, les chefs sakalaves demandaient, en échange de quelques milliers de porteurs, une garnison française qui les protégeât contre les incursions des Hova. A cet effet, le village d'Ambodimadiro, au fond de la baie de Passandava, fut occupé le 12 février. Si les Français ne reçurent que fort peu de porteurs, du moins, ils assurèrent par cette occupation la tranquillité complète de la colonie de Nosy-Bé.

OPÉRATIONS DE L'AVANT-GARDE DU CORPS EXPÉDITIONNAIRE.

Conformément aux directives gouvernementales, le corps expéditionnaire devait avoir comme théâtre d'opérations une zone s'étendant tout d'abord le long de la Betsiboka jusqu'à son confluent avec l'Ikopa, puis se prolongeant jusqu'aux plateaux de l'Emyrne entre les vallées supérieures de ces deux rivières.

Son débarquement à Majunga était couvert par une avant-garde qui avait pour mission d'exécuter les premiers travaux d'organisation de la base maritime, d'assurer le débarquement du matériel, puis, avec le concours des bâtiments légers de la division navale, de dégager les rives de la baie de Bombetoke et celles de la Betsiboka dans la limite où le permettraient les moyens de la défense et les circonstances climatériques; Marovoay, à 80 kilomètres en amont, apparaissait comme l'objectif probable de ces opérations pendant la période d'hivernage.

Le général Metzinger reçut le commandement de l'avant-garde [1].

Il débarqua à Majunga le 1er mars, et y trouva, pour compléter les effectifs de l'avant-garde, les 3e et 4e compagnies du bataillon d'infanterie

---

[1] Partirent sous ses ordres, soit le 25 janvier sur le *Shamrock*, soit le 5 février sur l'affrété *Notre-Dame-de-Salut* (ces navires emportaient le matériel nécessaire aux premiers besoins ainsi que les éléments du wharf à construire à Majunga) : l'état-major de la 1re brigade, un bataillon de tirailleurs algériens, une batterie d'artillerie de montagne, une demi-compagnie de génie et divers détachements du train, d'ouvriers d'administration et d'infirmiers.

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

de marine de Diego-Suarez, le bataillon de tirailleurs malgaches[1] et une section d'artillerie de marine.

Au cours des trois premières semaines, les troupes se consacrèrent à la première partie de leur mission, déchargement du matériel et construction d'abris et de chemins. Mais la mise en place du wharf amena une première déception : les reconnaissances préalables des fonds de la rade n'avaient pas révélé la présence d'un banc de corail qui rendait impossible l'enfoncement des pieux. Pour décharger les navires, on serait donc obligé de procéder à des transbordements fatalement très lents, par boutres et par chalands.

Les opérations actives commencèrent le 25 mars 1895.

La région comprise entre Majunga et Marovoay est essentiellement constituée par de vastes plaines marécageuses que traversent les affluents de la Betsiboka et au milieu desquels s'élèvent quelques soulèvements basaltiques orientés d'est en ouest, dont les versants méridionaux offrent généralement des pentes très escarpées. On ne pouvait songer à y construire rapidement une route, et le ravitaillement des troupes imposait de se maintenir à tout prix à portée de la voie navigable. Les renseignements recueillis par le commandement français faisaient d'ailleurs ressortir que les Hova occupaient, sur la rive gauche du fleuve, une batterie en avant de Mahabo, lieu de sépulture des rois sakalaves, et, sur la rive droite, Marovoay dont les fortifications avaient été récemment relevées; un camp retranché établi dans les environs de Miadana couvrait cette dernière position. En fait, le gouverneur Ramasombazaha, en quittant Majunga, s'était replié sur Miadana et s'était fortifié à l'est de la localité en un lieu qu'il dénomma Manjakatompo; il avait très faiblement renforcé le poste de Mahabo.

Pour assurer la sécurité du fleuve dans sa partie inférieure, soustraire les populations sakalaves à l'influence des Hova et menacer les communications de l'ennemi, le général Metzinger décida de s'emparer tout d'abord de Mahabo.

Après que la canonnière *Gabès* eut au préalable bombardé la batterie ainsi que Marovoay, un détachement, fort d'une compagnie et demie du régiment d'Algérie, d'une section de la 15e batterie et d'une fraction de génie, sous les ordres du capitaine Rabaud, débarqua le 25 mars au

[1] Les 1re et 3e compagnies n'arrivèrent toutefois que le 28 mars.

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

soir, près de Mahabo, à Ankaboka. Le 27, la colonne marcha contre le fortin, dont elle s'empara après une faible résistance de l'ennemi qui eut 8 tués.

A la suite de ce premier succès, le général Metzinger fit distribuer aux indigènes une proclamation affirmant la volonté de la France de respecter les propriétés des individus, mais aussi de purger le pays des bandes de brigands.

La colonne chargée d'opérer sur la rive droite de la Betsiboka fut concentrée le 26 mars à Marohogo. Elle comprenait la 2e compagnie du bataillon malgache, la 4e compagnie du bataillon d'infanterie de marine, la 9e compagnie, du régiment d'Algérie, 2 sections d'artillerie et un détachement du génie, commandés par le chef de bataillon Belin. Elle devait gagner par terre Mevarano où la rejoindrait un renfort — 12e compagnie du régiment d'Algérie — que le commandant de l'avant-garde amènerait par eau. Les obstacles naturels retardèrent à ce point sa marche qu'elle n'atteignit que le 30 mars Meravano, occupé sans coup férir depuis le 28 par la 12e compagnie.

La colonne reprit sa marche le 1er avril, tandis que la canonnière *Lynx* se tenait en mesure de l'appuyer par son feu. Miadana fut enlevé à 5 heures du soir et les troupes se portaient à l'attaque du camp fortifié, situé à 2 kilomètres dans l'est, lorsqu'un violent orage, s'ajoutant aux obstacles présentés par les marais et les rizières inondées, obligea le général Metzinger à suspendre les opérations.

Dès l'approche des Français, Ramasombazaha s'était retiré à Marovoay, emportant les reliques de la famille royale sakalave. Cependant, à Miadana, les forces hova avaient fait assez bonne contenance et leur repli en ordre sur Manjakatompo donna à penser qu'il faudrait consacrer au moins une journée à la prise du camp retranché. Or, le convoi n'avait plus que deux jours de vivres, les marais offraient des obstacles quasi infranchissables ; aussi, le général commandant l'avant-garde décida-t-il de reporter les opérations à la fin de l'hivernage; le 4 avril, le gros des troupes se replia sur Mevarano et le 3e bataillon du régiment d'Algérie alla stationner à Mahabo, d'où il étendit ses reconnaissances sur la rive gauche de la Betsiboka afin de pouvoir déborder par là, si cela devenait nécessaire, la position de Marovoay.

Les trois premiers affrétés pour le transport de l'expédition débarquè-

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

rent à Majunga, du 23 au 25 avril, le 2e bataillon du régiment d'Algérie, la 13e compagnie du génie, la 1re compagnie du train et la 6e compagnie *bis*, composée de conducteurs sénégalais. Disposant de ces nouvelles troupes, le général Metzinger décida de reprendre les opérations dès la fin avril.

Malgré l'arrêt des Français l'ennemi avait évacué le camp de Manjakatompo et replié son gros sur une ligne de crêtes qui s'étend entre Marovoay et Amparilava, sur un front d'environ dix kilomètres; plus de 3.000 soldats hova en assuraient la défense.

Trois colonnes françaises furent formées, qui devaient, le 2 mai, converger vers cette position.

La colonne de gauche, sous les ordres directs du général Metzinger, comprenait : 3 compagnies de tirailleurs malgaches, 1 compagnie d'infanterie de marine et une demi-section d'artillerie de marine-commandées par le lieutenant-colonel Pardes; 3 compagnies du régiment d'Algérie, 2 sections d'artillerie et 1 compagnie du génie, commandées par le lieutenant-colonel Pognard. Elle avait comme objectif Amparilava et la droite des positions hova.

La colonne du centre, aux ordres du capitaine de vaisseau Bienaimé, comprenait les compagnies de débarquement, la 9e compagnie du régiment d'Algérie et 3 pièces de 65. Son objectif était Marovoay.

La 11e compagnie du régiment d'Algérie, sous le commandement du capitaine Delbousquet, formait la colonne de droite et devait, en partant de Mahabo, se porter par Ambohibary sur les derrières de l'ennemi.

A gauche, le lieutenant-colonel Pardes s'empara le 30 avril du camp de Manjakatompo, d'ailleurs brûlé par les postes hova en se repliant; la journée du 1er mai fut employée à franchir la rivière Andrianolava et la marche fut reprise le 2 mai à 4 h. 30.

L'avant-garde (lieutenant-colonel Pardes) bouscula un petit corps hova qui occupait Ambodimanga et se porta sur Amparilava. Le lieutenant-colonel Pognard, avec une compagnie de tirailleurs en première ligne, prit pour objectif Antanimora. Mais l'ennemi n'attendit pas l'assaut; il s'enfuit en débandade à travers la plaine de Marovoay, poursuivi par les feux de salve des tirailleurs; la colonne Pardes bivouaqua à Amparilava et la colonne Pognard se dirigea sur Marovoay.

Au centre, le *Primauguet*, la *Rance* et le *Lynx*, qui avaient remonté la Betsiboka aussi loin que possible, débarquèrent la compagnie de tirailleurs, à l'aube de 2 mai , à l'entrée de la rivière Marovoay, pendant que les compagnies de débarquement remontaient cette rivière sur quatorze

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

embarcations. Quelques coups de 65 firent taire rapidement une pièce ennemie qui enfilait la Marovoay. Les marins, une fois débarqués, reçurent comme point de direction le village de Marovoay, les tirailleurs celui de Mahatsinjo. Là encore, les Hova n'attendirent pas l'attaque; le pavillon qui flottait sur le rova de Marovoay fut amené à 10 heures et à 11 heures 15, le drapeau français y flottait.

La compagnie Delbousquet, transportée sur la rive droite par les embarcations du *Gabès*, ne put que poursuivre de ses feux quelques groupes de fuyards et, dans la nuit même, elle rentra à Ankobaka.

« Ces opérations, dit le général Duchesne, où les troupes de terre et de mer rivalisèrent d'entrain et qui ne nous avaient coûté que 1 tirailleur algérien tué et 4 tirailleurs malgaches blessés, dont 1 mortellement, nous assurèrent la possession définitive de l'importante position de Marovoay et de l'estuaire de la Betsiboka. »

Le gouvernement, rapidement informé de ce succès par le nouveau câble qui reliait Madagascar à Mozambique félicita les troupes et nomma le commandant Bienaimé contre-amiral.

Après ce nouvel échec, Ramasombazaha se montra aussi habile à défendre sa cause auprès du premier ministre qu'il l'avait été à organiser sa fuite. Comme tous les autres chefs hova, il avait en effet revêtu des vêtements civils dans la crainte d'être fait prisonnier ou de servir de cible aux tireurs français. Il adressa à Rainilaiarivony un long rapport circonstancié : ses troupes s'étaient bravement battues et avaient résisté autant qu'elles avaient pu, mais elles avaient dû céder devant le grand nombre de Français; il demandait des renforts en hommes et en munitions pour tenter de reprendre Marovoay et Majunga.

A défaut de la vérité, ce rapport apportait au moins au premier ministre une certitude : l'invasion de Madagascar par le nord. Jusqu'alors il avait cru que le débarquement à Majunga n'était qu'une diversion et que la véritable expédition se ferait par Tamatave; quelques-uns de ses conseillers prétendaient même que les Français attaqueraient par tous les ports à la fois. Hésitant, Rainilaiarivony avait dispersé ses forces de tous les côtés et retardé jusqu'au 25 mars l'envoi vers Majunga d'un premier renfort de 2. 000 hommes placé sous les ordres d'Andriantavy (14e honneur). Ce renfort marcha d'ailleurs avec une extrême lenteur et rejoignit l'armée de Ramasombazaha alors qu'elle battait en retraite de Marovoay. Ce fut en vain qu'Andriantavy essaya de ramener le gouverneur du Boeni à

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

CARTE

POUR LES

AFFAIRES DE MIADANA

MAROVAAY

ET DU GUÉ DU TAMARINIER

Avril-Mai 1895

D'APRÈS LES LEVÉS EXÉCUTÉS

PAR

M. AUBÉ
(Capitaine au service des renseignements)

ET

M.M. PRUDHOMME & SIMON
Lieutenants au régiment d'Algérie

Extrait des travaux du Service Géographique du Corps Expéditionnaire publiés par le Service Geographique de l'armée.

Echelle 1:100.000e

M. 1000 0 1 2 3 Kilos

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

CHAPITRE III.

OPÉRATIONS DU CORPS EXPÉDITIONNAIRE
JUSQU'A LA PRISE D'ANDRIBA.

OPÉRATIONS JUSQU'À L'OUVERTURE DU PONT DE LA BETSIBOKA
(19 MAI - 14 JUILLET 1895).

Le transport du corps expéditionnaire et de son matériel était exécuté dans les plus heureuses conditions et selon l'horaire prévu : 7 affrétés arrivèrent à Majunga aux dates fixées, 12 devancèrent ces dates de un à 3 jours, un seul, le *Foulah*, subit un retard important.

Il n'en alla pas de même pour le transport des éléments de flottille fluviale : la marine de commerce française ne disposant pas de paquebots appropriés, on dut faire appel à une maison anglaise qui engagea 3 navires spéciaux : *Brinckburn, Riverdah, Collingham*. Par malheur, un abordage en Méditerranée retarda le premier sur lequel étaient les pièces essentielles et le personnel de montage; il n'arriva à Majunga que le 2 mai, si bien que, malgré toute l'activité déployée dans le montage, la totalité de la flottille ne fut mise en service que cinq semaines après la date prévue.

L'avant-garde, reprenant sa marche, reçut comme nouvel objectif la position de Maevatanana-Suberbieville, près de laquelle devait être établie la base fluviale, point terminus des convois par eau et point de départ des convois par terre.

Devant la vigoureuse attaque du lieutenant-colonel Pardes, Andriantavy n'avait pas insisté et il s'était replié par la route habituelle, ne songeant qu'à piller au passage les richesses entassées à Ambalanjanakomby. Quant à Ramasom-Bazaha, il avait en hâte retraité par la rivière sur Maevatanana, fort peu soucieux de s'engager dans une affaire décisive. Il répondait à ceux qui lui proposaient de placer des canons sur une colline : « Vos

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

canons seront là-haut comme autant de tiges de maïs pendues au plafond », voulant dire par là qu'on ne pourrait les retirer en cas de fuite, et à ceux qui lui suggéraient de défendre un défilé : « Voulez-vous vous fourrer dans une trappe? » Aussi, s'empressa-t-il de rédiger un rapport tendant à démontrer la nécessité de mettre en lieu sûr les reliques sakalaves, tout en accusant Andriantavy d'incapacité et de mauvaise volonté.

Jusqu'à leur objectif, les troupes françaises n'allaient donc rencontrer d'autre résistance sérieuse que celle opposée par le terrain. Tantôt escarpé et couvert d'un forêt épaisse, tantôt marécageux et sillonné de marigots et de rivières profondes, il allait gêner considérablement la progression de l'avant-garde et son ravitaillement.

L'avant-garde atteignit sans coup férir la position de Trabonjy-Mahatombo, qui commandait le confluent du Kamoro et de la Betsiboka et, le 23 mai, le 40e bataillon de chasseurs à pied, qui l'avait rejointe, entra sans difficulté dans le village d'Ambato.

Un convoi de 300 mulets et un chaland péniblement remorqué y ravitaillèrent les 4 bataillons qui allaient désormais constituer cette avant-garde. Le chaland déchargé facilita le franchissement du Kamoro pendant les journées du 27 et du 28 mai et, le 1er juin, le général Metzinger conduisit sa colonne au point dit des Hauteurs dénudées, à 8 kilomètres au nord du point où il avait décidé de franchir la Betsiboka. La reconnaissance des rives et celle des positions ennemies occupèrent la période du 2 au 5 juin. Au cours de cette dernière journée, le général Duchesne, arrivé à bord de la canonnière *Brave,* inspecta les bivouacs et donna ses instructions pour le passage de la rivière, fixé au lendemain.

Aux abords de son confluent avec l'Ikopa, la Betsiboka a près de 450 mètres de large; tandis que la rive droite sablonneuse laissait les avant-postes français à découvert, une forêt dense sur la rive gauche dissimulait les emplacements et les mouvements de l'ennemi. Dans ces conditions, le commandant en chef estima opportun de faire une diversion et, à cet effet, une section d'infanterie, transportée par la canonnière *Brave* sur la rive gauche, vint dans la matinée du 6 juin s'installer face au confluent.

La canonnière, qui avait pris à son bord une autre section, remonta le fleuve et devint naturellement l'objectif d'une centaine de Hova chargés de disputer le passage aux Français. Elle riposta de ses 2 pièces de 37, pendant que la 15e batterie et la section postée sur la rive gauche ouvraient le feu sur l'ennemi; les Hova eurent vite épuisé leurs munitions et s'enfuirent à travers la forêt. La section que portait la *Brave* débarqua alors en

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

toute sécurité tandis que le capitaine Aubé, précédé d'un guide sakalave, utilisait le gué qui n'avait pas plus d'un mètre vingt d'eau. Les troupes franchirent la Betsiboka sur un chaland et, après avoir laissé 2 compagnies et le convoi à Marololo, point terminus de la navigation en saison sèche, elles reprirent le 8 leur progression en direction de Maevatanana.

Les vallées de la Nandrojia et de l'Ikopa encadrent un plateau abrupt qui les domine de 80 à 100 mètres et sur lequel sont construits le village de Maevatanana et son rova. Des tranchées-abri bordaient la crête de ce plateau et les Hova avaient construit 2 batteries à fort relief qui barraient les deux seuls sentiers y débouchant. « Une pareille position, dit le général Duchesne, si elle eût été défendue avec quelque entente de la guerre et quelque ténacité, n'eût pu être enlevée qu'au prix de longs et coûteux efforts. »

L'attaque de la position eut lieu le 9 juin : le 40e bataillon de chasseurs à pied, avançant par la rive gauche de la Nandrojia en direction du village, le 2e bataillon du régiment d'Algérie, suivi de 2 batteries, progressant par les hauteurs de la rive droite pour couper la retraite aux défenseurs.

En riposte à 3 ou 4 coups encadrants de l'artillerie adverse, les artilleurs français lancèrent quelques obus à la mélinite sur les tranchées des Hova et y semèrent l'épouvante. Les 5.000 défenseurs de Maevatanana s'enfuirent en débandade avant que le bataillon de tirailleurs algériens fût en situation de leur couper la retraite. Les Hova abandonnaient 5 canons, plus de 200 fusils et quantité de munitions.

Le convoi et son escorte arrivèrent à Suberbieville à 1 heure 30, juste à temps pour empêcher l'incendie des bâtiments. Le gros de la colonne y bivouaqua le soir.

Ce qui entravait la marche de l'avant-garde, ce n'était donc pas tant la résistance de l'ennemi que les difficultés de ravitaillement à travers un pays dénué de ressources et sans routes. De plus, les troupes étaient fatiguées, et, jusqu'au 17 juin, elles furent maintenues à Marololo et à Suberbieville.

Les Hova en retraite évacuèrent Tsarasaotra le 10 juin pour aller s'installer plus au sud à Malatsy et y attendre les renforts annoncés de Tananarive. Ramasombazaha annonça au premier ministre la prise de Maevatanana par les Français, en ayant soin d'ajouter qu'avant le repli les munitions avaient été enterrées. Les renforts à l'effectif de 5.000 hommes conduits par Rainianjalahy (15e honneur) arrivèrent le 13 juin; ils étaient accompagnés d'un grand nombre de porteurs dont quelques-uns avaient

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

CARTE
POUR LES OPÉRATIONS AUTOUR
DE MEVATANANA
9 JUIN 1895

d'après les travaux de
M.M. PEYRONEL, Capitaine d'Artillerie,
SIMON, Lieut.t au Rég.t d'Algérie,
de la BIGNE, Lieut.t au 40e Bataillon de Chasseurs

Extrait des travaux du Service Géographique du Corps expéditionnaire publiés par le Service Géographique de l'Armée.

Échelle à 1 : 50,000e

100 0 500 1000 2000

18°20' 18°10' 49°40' 50' 48°40' 50'

N. magn.e

IKOPA R.

Ansahatampaka

Beratsimanana

Beronè R.

Ampapamena

Paillotes

Manganoro

Berona R.

Gué

Prairies

Rizières

Région de Berona

Port Tafia

Tombeaux Sakalaves

T. Berona

Sakoabe

Route de Marianano

Mevatanana

Canal

123

Arbre isolé

Région de Bemariva

T. Mahibo

30

Lac

SUBERBIEVILLE

Amparamgimba

Panamba

Ranomangatsiaka

Nosy Faralahidimy

Nosy Ranamba

80'

Nosy Kély

Four à ciment

Ambatofotsy

Arbre

Nandrojia R.

Antsaboafotaka

Antsaboafotaka

Bératrana R.

Route suivant la ligne des crêtes

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

Ces contre-attaques remportèrent le succès le plus complet et en particulier le capitaine Aubé, talonnant l'ennemi en fuite, s'installa sur la crête de la cote 340. Mais, peu après, on signala une troisième colonne, pourvue d'artillerie, en marche contre la section Aubé. Le commandant Lentonnet renforça bien celle-ci de 2 demi-sections d'infanterie et de 2 pièces d'artillerie, cependant, les munitions commençaient à manquer. La situation devenait critique, lorsque, vers 9 h. 45, le capitaine Pillot, marchant au canon sans attendre d'ordres, amena de Behanana la 7e compagnie et un peloton de la 5e. L'entrée en action de ces nouvelles troupes fit définitivement reculer l'ennemi.

« Dans les différentes actions de cette journée du 29 juin, dit le général Duchesne, l'ennemi avait subi des pertes sérieuses; il n'en demeurait pas moins à peu près sur ses positions et pouvait se targuer d'un demi-succès. » On sut plus tard que, dans la réalité, les meilleurs soldats de la Reine avaient été démoralisés, tant par les pertes élevées que par l'impétuosité des troupes françaises.

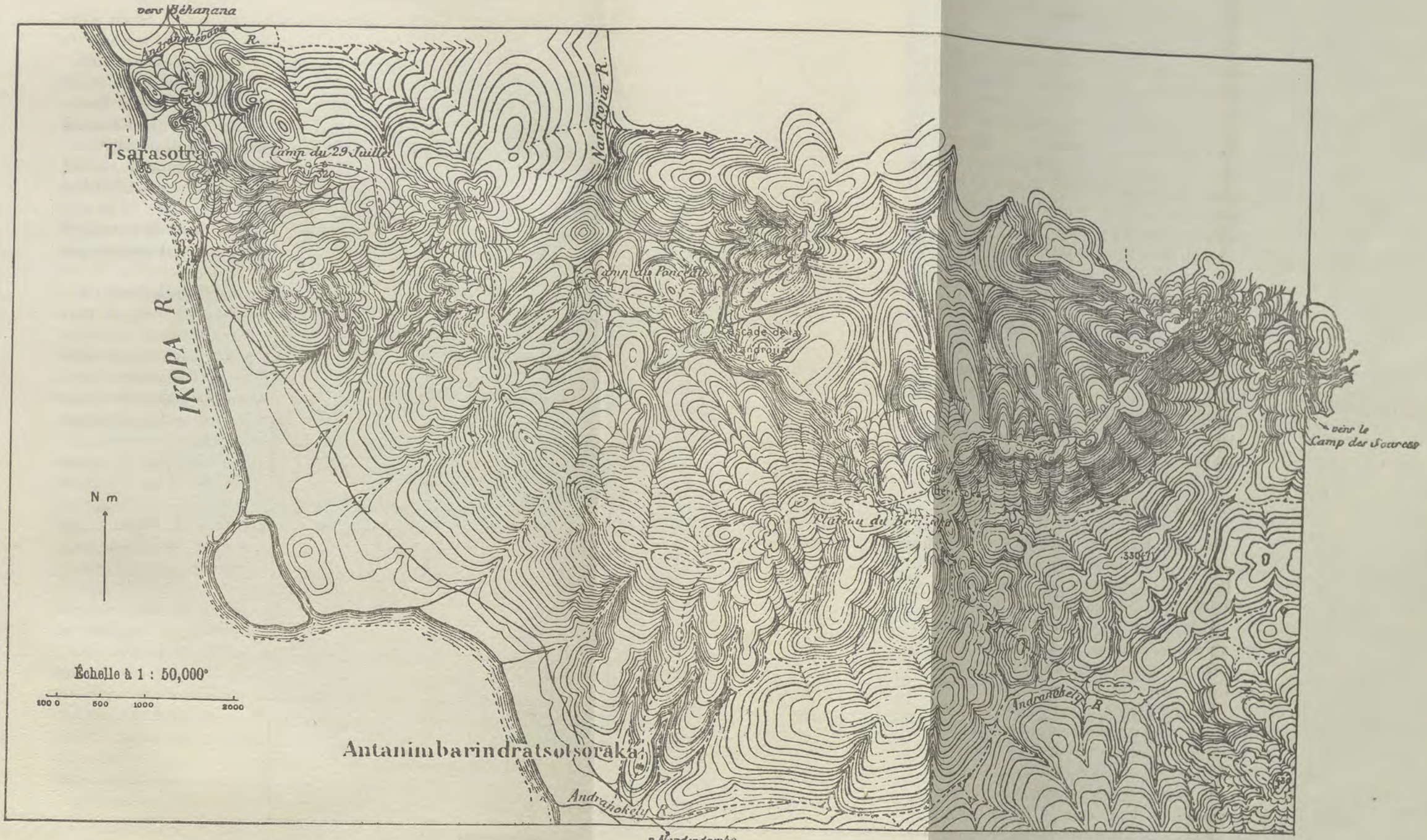
Toutes les forces immédiatement disponibles, le 40e bataillon de chasseurs à pied (moins la 4e compagnie) et 2 sections de la 16e batterie avaient été, dès l'après-midi du 29, acheminées sur Tsarasaotra où elles arrivèrent dans la nuit. Aussi, le commandant en chef décida-t-il, malgré la fatigue des unités, de passer à l'offensive dès le lendemain matin.

La colonne quitta Tsarasaotra à 6 heures et prit au passage la 7e compagnie qui, depuis la veille, formait grand-garde à la cote 320.

Le camp hova était établi sur les crêtes du Beritsoka; il comptait, avec les femmes et les enfants, plus de 30.000 personnes, dont beaucoup, d'ailleurs, se replièrent vers le sud à l'approche des troupes françaises; Rabanona notamment plia bagages et disparut.

Malgré le tir des éclaireurs hova et celui, bien ajusté, de leur artillerie, la première ligne avança sans ouvrir le feu; une fusillade nourrie, partant de toutes les crêtes, ne ralentit pas davantage sa marche et elle arriva ainsi à 200 mètres de l'ennemi, tandis que l'artillerie française faisait taire l'artillerie adverse. Après quelques feux de salve, chasseurs et tirailleurs se lancèrent à l'assaut du plateau; les Hova tentèrent bien de résister, principalement sur leur droite où ils esquissèrent même un retour offensif. Ils furent vivement repoussés et partout lâchèrent pied en désordre. Les troupes françaises s'emparèrent dans le camp du drapeau du commandant en chef, de deux canons, d'importants approvisionnements en munitions

Université Côte d'Azur. Bibliothèques



Combat de Tsarasotra et du Béritsoka.

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

et en vivres. Les pertes étaient d'un officier blessé (lieutenant Audierne) et 8 hommes blessés.

Du côté hova, les pertes avaient été très fortes; dans les jours qui suivirent, ce fut la fuite éperdue vers Andriba, le moindre coup de fusil déterminait la levée immédiate du camp, et, tout comme son prédécesseur, Rainianjalahy avait revêtu des habits civils pour protéger sa fuite.

« Désormais, dit le général Duchesne, l'installation de notre base fluviale, base de départ des convois de ravitaillement par voitures, la constitution en ce point des approvisionnements et les travaux de construction de la route carrossable pouvaient, sans qu'il n'y ait plus à craindre de menace sérieuse sur le front ni même sur le flanc de notre ligne de communication, être entrepris avec sécurité et poussés activement. »

Pendant cette période qui s'achève au 14 juillet, le commandement français avait eu pour principale préoccupation la conquête de la base fluviale, condition essentielle de la poursuite des opérations ultérieures. Il avait donc poussé son avant-garde en avant sans attendre la concentration du corps expéditionnaire et sans tenir compte de l'état d'avancement de la route; mais, en conséquence de cette décision, il avait dû employer tous ses moyens de transport au ravitaillement des premiers éléments.

Les travaux de route, amorcés par la 11e compagnie du génie, progressèrent tout d'abord lentement, encore ralentis pendant les mois de mars et d'avril par la saison des pluies. En mai, le retour de la saison sèche, coïncidant avec l'arrivée des 13e et 14e compagnies du génie, permit de leur donner une impulsion plus active; le 7 juin, la route de Majunga à la Marovoay avec le pont sur cette rivière était achevée. Dès le lendemain, le bataillon malgache fut porté au sud de la rivière et employé à la route, si bien qu'à la fin du mois les voitures pouvaient aller jusqu'à Ambato. Il fut dès lors possible de concentrer le corps expéditionnaire en ce point le 9 juillet.

Mais il apparut rapidement qu'en n'employant que les unités de génie avec quelques travailleurs indigènes, on n'achèverait jamais la route commencée; aussi le général commandant en chef décida-t-il d'y employer les troupes blanches. La brigade du général Voyron s'échelonna entre Ambato et le confluent de la Betsiboka, alors que, depuis le 10 juin, les éléments disponibles de la 1re brigade travaillaient au tronçon confluent de la Betsiboka-Tsarasaotra.

A la date du 14 juillet, Marololo était ravitaillé par terre et par eau,

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

et tous les approvisionnements nécessaires pouvaient être réunis. Rien ne s'opposait donc à la marche en avant du corps expéditionnaire; elle fut ordonnée sans retard.

OPÉRATIONS DU CORPS EXPÉDITIONNAIRE JUSQU'AU DÉPART DE LA COLONNE LÉGÈRE.

(14 JUILLET-14 SEPTEMBRE 1895.)

Au sud du mont Beritsoka, atteint le 30 juin, le terrain change complètement d'aspect; au lieu de grandes plaines marécageuses, ce n'est qu'un chaos de collines rougeâtres qu'enserrent de hautes crêtes rocheuses. Après leur défaite du 29 juin, les Hova s'étaient retirés sur une des crêtes couvrant la plaine d'Andriba et constituée par les monts Andriba, Hiandrereza et Ambohijavona.

Complètement rassuré sur les intentions de l'ennemi, le commandement français lança de nombreuses reconnaissances qui avaient pour mission de préciser le meilleur tracé à donner à la route; le tracé suivant la ligne de faîte du Beritsoka, franchissant le Randriantoana vers Andjiejie et remontant jusqu'à sa source dans les Ambohimena pour gagner Andriba par la vallée du Kamolandy, fut finalement adopté.

Le 15 juillet, le régiment d'Algérie et le bataillon de chasseurs à pied commencèrent les travaux de route au delà de Tsarasaotra et parvinrent en fin de mois à mi-chemin entre le Beritsoka et Andjiejia.

Par une note du 30 juillet le général commandant en chef fixa une nouvelle répartition des éléments du corps expéditionnaire : la 1re brigade devait comprendre désormais le régiment d'Algérie, le 40e bataillon de chasseurs à pied et le 3e bataillon du 200e de ligne; la 2e brigade aurait les 1er et 3e bataillons du 13e régiment d'infanterie de Marine, le bataillon malgache et le bataillon haoussa; en outre, un demi-escadron de cavalerie serait rattaché à la brigade de tête. L'artillerie (8e, 9e et 16e batteries de montagne, une section de la 17e batterie montée, une section de munitions), le génie (11e et 13e compagnies), les ambulances nº 1 et 2 et certains éléments du train passaient sous les ordres directs du commandant en chef. Les autres troupes du corps expéditionnaire étaient échelonnées le long de la ligne d'étapes pour assurer la liberté des communications. Cette note réglait de plus l'alternance des brigades.

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

Conformément à ces instructions, la 2e brigade prit la tête de la colonne le 31 juillet; elle atteignit le 2 août à Antsiafabositra le pied des petits Ambohimena. Les reconnaissances signalèrent de nombreux travaux de défense édifiés par les Hova dans le massif, mais tous abandonnés. Cependant, l'une de ces reconnaissances rencontra le 16 août une énergique résistance à Soavinandriana, où le chef de bataillon Borbal-Combret, avec 3 pelotons du 13e régiment d'infanterie de marine, parvint à couper le retraite à l'arrière-garde ennemie qui laissa neuf cadavres sur le terrain.

Le 15 août, la route atteignait la cote 750, mais à trois kilomètres au-delà, on se heurta à une dépression profonde de plus de 150 mètres qui imposait pour la construction de la route un déblai d'environ six mille mètres cubes de terre. Pour ne pas ralentir davantage la progression, le général Duchesne y concentra les deux brigades qui achevèrent le travail en quatre jours. Le 20 août, la 2e brigade vint couronner les pentes sud des petits Ambohimena.

Les renseignements reçus confirmaient que l'armée hova voulait résister sur les crêtes d'Andriba. Depuis le 4 juillet, elle travaillait à l'organisation de la position sous la direction de l'anglais Graves, elle armait une dizaine d'ouvrages interdisant le pic d'Andriba, le mont Hiandrereza et le col qui les sépare. Le commandement français ignorait que le plus complet désordre régnait dans le camp adverse: Rainianjalahy ne donnait aucune directive et ne connaissait même pas l'effectif des présents; le gouvernement de la reine se désintéressait de la nourriture des troupes que menaçait la disette et qui n'étaient qu'irrégulièrement et médiocrement approvisionnées par les envois des particuliers.

Le général Duchesne décida de brusquer une attaque que l'ennemi, se fondant sur la lenteur des travaux de route, ne devait pas escompter si rapide. A cet effet, le général Voyron se porta le 21 sur le hameau d'Ambontona, en deux colonnes séparées par le cours du Kamolandy; le commandant en chef suivit la colonne de droite avec une réserve forte d'un bataillon du régiment d'Algérie, de la 8e batterie d'artillerie de marine et d'une section de campagne. Vers 11 heures 30, une fusillade assez vive, partant d'Ambodiamontana, accueillit les avant-gardes. D'un seul bond, celles-ci s'emparèrent du village, et les premiers éléments du bataillon malgache, poussant plus avant, s'établirent à Ambontona. A l'abri de ce poste, la 2e brigade bivouaqua près d'Ambodiamontana, tandis que la réserve s'établissait à deux kilomètres en arrière, sur la rive du Kamolandy.

Les défenseurs ennemis n'avaient pas réagi; ce n'est que dans l'après-

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

midi, qu'une patrouille, qui débouchait d'Ambontona, se trouva soudain prise à partie par l'artillerie hova. Le commandant en chef fit renforcer le poste et avancer la 9e batterie. Cette dernière crut devoir contre-battre les Hova qui continuaient à bombarder Ambontona, mais à peine fut-elle installée qu'elle se trouva encadrée par quelques obus percutants et eut 3 artilleurs blessés. Elle riposta immédiatement et deux obus à la mélinite qui atteignirent le principal fortin du col en amenèrent l'évacuation immédiate. A 5 heures 30 le tir fut suspendu.

Le 22 au matin, les troupes de la 2e brigade avaient pris leur dispositif de combat et se préparaient à attaquer la position d'Andriba lorsqu'une reconnaissance de tirailleurs malgaches rapporta le renseignement que l'armée hova l'avait évacuée. Le premier échelon du corps expéditionnaire s'installa alors au bivouac, partie au nord du col vers Ambontona, partie au sud vers le marché d'Andriba.

L'ennemi s'étant retiré à plus de 30 kilomètres dans le sud, les travaux de route, auxquels avait été constamment employée la brigade Metzinger, purent donc être poursuivis par tout le corps expéditionnaire, sous la seule protection de deux bataillons et d'une batterie, postés au marché d'Andriba.

Quelques jours plus tard, ces avant-postes furent poussés à 4 kilomètres plus au sud, sur les bords du Mamokomita près du village de Mangasoavina.

La prise d'Andriba jeta la capitale dans la consternation. Le premier ministre envoya en hâte quelques renforts, et, pour prévenir les défections qui devenaient de plus en plus nombreuses, il menaça de faire brûler vivants les déserteurs. On songea un moment à rompre les digues de l'Ikopa pour inonder la plaine de Betsimitatatra; c'eût été sacrifier la récolte de riz sans préserver Tananarive de la menace française. Rainilaiarivony se contenta de faire démolir l'observatoire d'Ambohidempona[1], dont les sous-sols, selon la rumeur publique, cachaient un important matériel de guerre,

[1] L'observatoire météorologique de la Mission catholique reconstruit en 1896, mais avec des dimensions plus réduites.

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

CHAPITRE IV.

OPÉRATIONS DE LA COLONNE LÉGÈRE.

OPÉRATIONS DE LA COLONNE LÉGÈRE. — PRISE DE TANANARIVE.

(14 SEPTEMBRE - 30 SEPTEMBRE 1895.)

Depuis longtemps déjà, le commandement français s'était rendu compte de l'impossibilité d'atteindre Tananarive avant l'hivernage si l'on persévérait dans la construction d'une route carrossable qui ne permettrait qu'une progression de deux à trois kilomètres par jour. Aussi avait-il, dès le début d'août, adopté le principe d'une colonne allégée, suivie d'un convoi sur animaux de bât, et capable d'effectuer sans arrêt une marche quotidienne de 14 à 15 kilomètres.

Le taux des rations et le poids des impedimenta avaient été arrêtés à raison du nombre d'animaux disponibles, 2.800 environ, et la colonne légère devait partir d'un point à préciser entre Andriba et Maharidaza.

Mais l'usure des unités, la date avancée de la saison, le rendement toujours décroissant des échelons de ravitaillement imposèrent de ramener ce point à la plaine même d'Andriba où, à partir du 6 septembre, furent concentrées les 250 tonnes d'approvisionnements de toute nature nécessaires à la marche sur la capitale hova.

Les éléments de la colonne légère furent répartis en trois groupes qui devaient s'échelonner à un et deux jours d'intervalle.

L'avant-garde, formant l'élément essentiel de combat, comprenait, avec le quartier général :

un état-major de brigade,
un état-major de régiment,
3 bataillons d'infanterie,

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

un peloton de cavalerie,
2 batteries d'artillerie à 4 pièces,
2 compagnies du génie,
une section d'ambulance,
un léger convoi portant cinq à six jours de vivres.

Le gros suivrait à une journée de marche avec mission de protéger le convoi général. Sa composition était ainsi arrêtée :
un état-major de brigade,
un état-major de régiment,
3 bataillons d'infanterie,
un peloton de cavalerie,
une batterie d'artillerie à 4 pièces,
une section d'ambulance,
le convoi général.

L'arrière garde, formant réserve, marcherait à quarante-huit heures du gros; elle comptait, avec son convoi particulier, un régiment d'infanterie à 2 bataillons.

Lorsqu'on eût éliminé les hommes malingres ou trop fatigués, l'effectif de la colonne légère se trouva arrêté à 237 officiers, 4.013 combattants, 1.515 conducteurs auxiliaires, 266 chevaux et 2.809 mulets. Elle emportait vingt-deux jours de vivres, 140 cartouches par homme, 1.116 projectiles pour 12 pièces de 80 de montagne, et avait environ 190 kilomètres à parcourir en suivant la piste qui relie Andriba à Tananarive.

Le départ de l'avant-garde fut fixé au 14 septembre.

Après le 22 août, les Hova s'étaient repliés sur la position naturellement forte de Tsinainondry, qui commande les deux sentiers venant de la plaine d'Andriba; sur les sommets qui maîtrisent ces passages, ils avaient construit sept ouvrages armés de 9 ou 10 canons, et le fond de la vallée avait été barré par des tranchées , des palissades et des abatis.

Informé de ces dispositions avant le départ d'Andriba, le général commandant en chef renforça l'avant-garde (groupe Metzinger) du bataillon malgache et, le 14 au soir, de l'extrémité sud du plateau de Tafofo, il donna ses ordres pour l'attaque du lendemain. Le gros de l'avant-garde — 3 bataillons d'infanterie, 2 batteries, 2 compagnies de génie — sous le commandement direct du général Metzinger se porterait par Ampotaka à

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

l'attaque du piton de Tsinainondry; il détacherait sur la crête orientale un demi-bataillon de tirailleurs algériens pour détourner le feu et enlever les ouvrages de cette crête. Le bataillon de tirailleurs malgaches déborderait la gauche ennemie par la crête d'Ambohibe.

Le mouvement s'exécuta conformément aux ordres donnés. Le 1er bataillon du régiment d'Algérie, tout d'abord soumis aux feux concentriques de la défense ennemie, fut rapidement soutenu par l'attaque impétueuse du bataillon de tirailleurs malgaches qui, conduit par le commandant Ganeval, bouscula deux détachements hova et força deux ouvrages de l'ouest. D'ailleurs, l'artillerie venait de mettre en batterie ses huit pièces et éteignait successivement les batteries adverses. La menace des deux compagnies détachées sur la crête orientale, où les difficultés du terrain avaient tout d'abord ralenti la progression, fit tomber la résistance du dernier ouvrage et l'ennemi s'enfuit sous les feux du bataillon de tirailleurs malgaches, qui avait réussi à déborder la position. « Cette heureuse affaire, dit le général Duchesne, qui ne nous coûta que trois blessés, ouvrait la route à la colonne légère jusqu'au pied des grands Ambohimena. »

Le premier échelon bivouaqua le 15 près de Tsinainondry, le 16 à Ambohinova et le 17 à Antanetibe au pied même du massif dont il tint l'avant-crête par ses grands-gardes.

Les grands Ambohimena constituent le dernier rempart naturel couvrant l'Emyrne. Trois sentiers les traversent qui aboutissent sur le versant sud près du village de Maharidaza, mais ceux du centre et de l'est sont les plus fréquentés et celui de l'ouest, plus abrupt, n'est guère connu que des indigènes de la région.

L'armée hova trouva là des vivres, de l'artillerie et des renforts d'infanterie, dont un contingent notable de la garde royale. Elle se hâta d'élever de nombreux ouvrages de défense dans la montagne, mais en portant tous ses efforts sur les sentiers les plus fréquentés et en négligeant la piste occidentale. Cette erreur, que le commandement français avait perçue dès le 17, lui fut confirmée le 18 par une reconnaissance. Il fut alors décidé d'attendre le deuxième échelon et d'attaquer le 19 avec le maximum de forces disponibles, soit 6 bataillons, 3 batteries et 2 compagnies du génie, ne laissant qu'une seule compagnie à la garde du convoi à Antanetibe.

L'attaque eut lieu en deux colonnes : celle de gauche, commandée par le général Metzinger, avait pour objectif les ouvrages des chemins centre et est, celle de droite, commandée par le général Voyron, suivait le sentier ouest et devait déborder l'organisation défensive ennemie.

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

Dès l'apparition des éclaireurs de la colonne de gauche, les Hova ouvrirent hors de portée un feu d'infanterie et d'artillerie qui orienta les Français sur leur dispositif; la puissance de leur feu n'en témoignait pas moins d'une organisation très forte.

La progression rapide du bataillon de tirailleurs malgaches déclencha l'attaque générale; il culbuta, presque sans tirer, un détachement de 300 à 400 hommes qui venait trop tardivement barrer la piste occidentale. Alors les Hova comprirent l'importance de la menace qui pesait sur leur flanc gauche; de toutes parts ils lâchèrent pied «et, dit le général Duchesne, malgré l'habitude que nos troupes commençaient à prendre de la rapidité avec laquelle les Hova rompent d'ordinaire le combat, elles eurent la profonde surprise de les voir abandonner complètement leurs formidables positions et battre en retraite de tous côtés».

Le bataillon de tirailleurs malgaches et le demi-escadron de cavalerie donnèrent, sur les pentes sud du massif, une active poursuite aux six ou sept mille hommes qui s'enfuyaient vers la vallée de l'Antoby. Ceux-ci abandonnèrent ainsi 3 canons Hotchkiss et plus de 30 caisses de munitions.

L'ennemi se replia d'une traite jusque vers l'Ankarahara, à 45 kilomètres plus au sud, incendiant, selon sa tactique habituelle, toutes les localités situées à proximité de sa route de retraite. Le soir même du 19, le commandant en chef établissait son camp dans la plaine de Maharidaza.

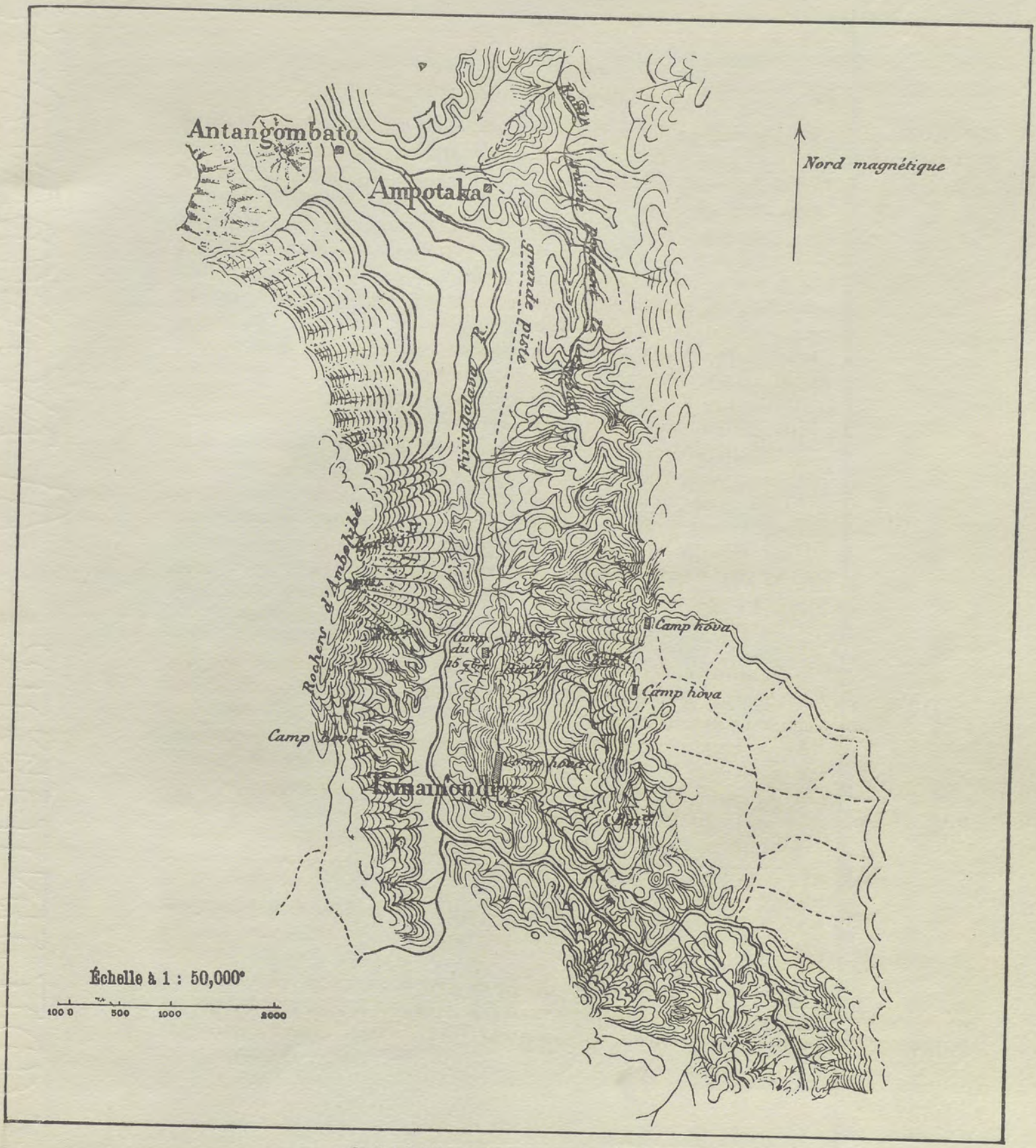
A Tananarive, lorsqu'on apprit que les Français avaient franchi les Ambohimena, la frayeur fut à son comble et de nombreux habitants s'enfuirent dans la campagne.

Le premier ministre réunit en hâte 2.000 hommes dont il confia le commandement à Razakanombana (15e honneur), assisté de Rasanjy (15e honneur), et cette armée se mit en marche le 22 septembre pour aller «anéantir les ennemis».

Pendant ce temps, la colonne légère avait repris sa marche. L'avant-garde, désormais constituée par le groupe Voyron, bivouaqua le 21 septembre à Talata, précédant de vingt-quatre heures le deuxième échelon, que la réserve suivait également à vingt-quatre heures. Le 23, elle gravit les pentes de l'Ankarahara et campa près du village de Fihaonana au pied du Mahatsinjo.

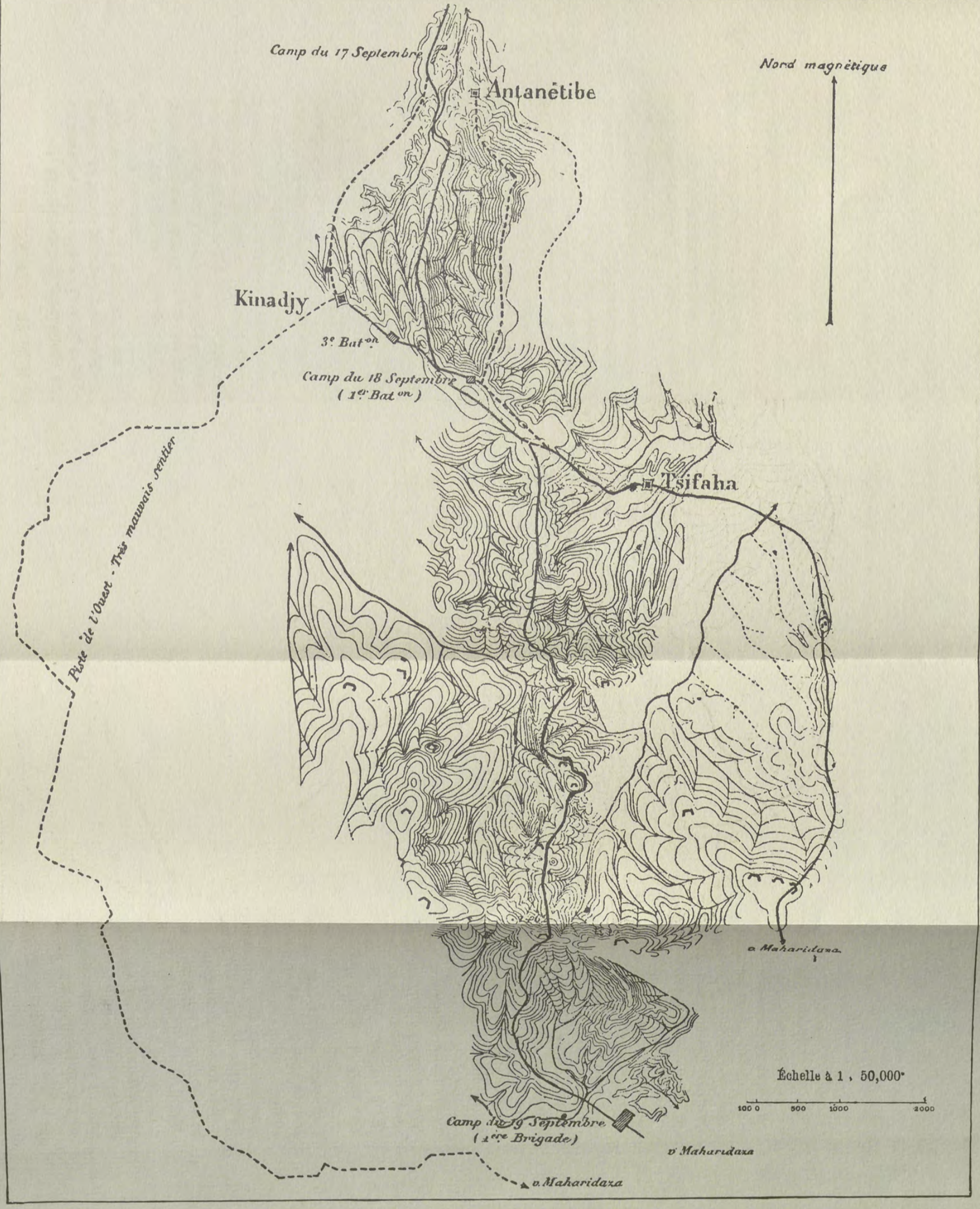
Mais alors la guerre parut devoir changer de caractère. «L'ennemi, en battant en retraite dans cette zone supérieure, ne brûlait plus les centres habités. Les habitants, exclusivement hova, fuyaient encore devant nos

Université Côte d'Azur. Bibliothèques



Combat de Tsinainondry (15 septembre 1895).

Université Côte d'Azur. Bibliothèques



Combat des Grands Ambohimena (19 septembre 1895).

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

troupes, mais beaucoup semblaient se rejeter vers les flancs de la ligne de marche, et les villages intacts, tous entourés de murs élevés et de fossés profonds à bords escarpés, pouvaient offrir un abri à des partisans ennemis disposés à se jeter à l'improviste sur nos convois. » La colonne légère était entrée en Imerina.

Pour protéger ses convois, d'ailleurs fortement allégés, le général commandant en chef décida de les faire serrer sur la tête et de grouper en un seul échelon l'avant-garde et le gros. A cette fin, le groupe du général Voyron fit séjour le 24 près de Fihaonana. Il lança deux reconnaissances pour préciser la valeur des rassemblements ennemis signalés : l'une, forte d'une compagnie haoussa, commandée par le capitaine Dette, atteignit le sommet du Lohavohitra après avoir mis en fuite quelques détachements adverses; l'autre, partie en direction de Babay, n'aperçut l'ennemi qu'à grande distance.

Le mouvement en avant fut repris le 25 et le bivouac établi au pied du piton de Babay, près du village d'Andavabary. A 4 kilomètres de là, les Hova s'organisaient à Sabotsy. Le groupe Metzinger redevint avant-garde le 26 et le 1er bataillon du régiment d'Algérie forma la tête d'avant-garde; en raison de la proximité de l'ennemi, la cavalerie fut rejetée en arrière.

Les renseignements recueillis montraient l'armée hova occupant en force le village de Sabotsy et les pentes de l'Antanjombato. En conséquence, la tête d'avant-garde reçut l'ordre de se porter à l'abri d'un village situé à 600 mètres au nord de Sabotsy pour reconnaître le terrain et prendre ses dispositions de combat. Les deux premières compagnies arrivèrent sans encombre, mais lorsque les deux autres voulurent se porter en avant, elles furent l'objet d'un feu particulièrement nourri, partant de Sabotsy et de toute la ligne de rochers; 6 hommes furent mis hors de combat. L'artillerie française prit alors à partie l'artillerie adverse, cependant que l'infanterie, à découvert, luttait péniblement contre un ennemi abrité. Pour mettre fin à cette situation, le général commandant en chef prescrivit de lancer trois compagnies à l'attaque de la position. Selon leur habitude, les Hova n'attendirent pas l'assaut et s'enfuirent les uns au sud de Sabotsy, les autres par le chemin même que devait suivre la colonne. Le 1er bataillon du régiment d'Algérie avec la cavalerie poursuivit les premiers et en rejeta le plus grand nombre sur la rive gauche de l'Ikopa; le 3e bataillon du même régiment fut lancé sur les traces des seconds, déjà hors de portée des fusils.

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

L'affaire de Sabotsy ainsi réglée, la marche fut reprise à 7 heures 30 et le 3e bataillon du régiment d'Algérie devint tête d'avant-garde. Près de Tsimahandry, il fut salué par le feu de trois pièces d'artillerie postées sur les hauteurs d'Ambohipiara. Les batteries d'avant-garde ouvrirent aussitôt le feu, et le 3e bataillon, mettant sac à terre, se porta à l'attaque. Au même moment, le 1er bataillon, qui revenait de Soavinimerina, débouchait sur les derrières de l'ennemi, qui se hâta d'abandonner la position.

La colonne campa près de Tsimahandry, protégée par des avants-postes qui s'installèrent à Ambohipiara et sur les crêtes d'Alakamisy. Pour donner du repos aux hommes fatigués et pour permettre au 3e échelon de rejoindre, elle y fit séjour le 27.

Des hauteurs d'Ambohipiara, on apercevait Tananarive, mais vers le nord et l'ouest, c'est-à-dire sur la direction de marche, une immense plaine de rizières couvrait la ville. Si la colonne légère s'engageait dans ces marécages, elle ne pouvait que s'y embourber pour être finalement obligée d'attaquer de bas en haut la ville qui dominait les rizières de plus de 150 mètres. Aussi, le général commandant en chef décida-t-il de parcourir un grand arc de cercle autour de la capitale pour l'aborder par l'est, sur un terrain plus praticable à ses troupes.

Dès son arrivée à Tsimahandry, le 27 au soir, le troisième échelon fut disloqué; le 3e bataillon du 200e de ligne rejoignit le groupe du général Metzinger et le bataillon mixte de marine, celui du général Voyron : on put ainsi reconstituer le 3e bataillon du 13e régiment d'infanterie de marine et le bataillon haoussa.

Le mouvement circulaire commença le 28 septembre à la pointe du jour. Le 3e bataillon du régiment d'Algérie et la 16e batterie, en flanc-garde sur les hauteurs d'Alakamisy, couvraient la marche de la colonne tandis que le premier bataillon du même régiment assurait la protection immédiate du convoi.

L'avant garde et le gros atteignirent sans encombre le bivouac à 3 kilomètres à l'ouest d'Ambohimanga, mais les Hova attaquèrent l'arrière-garde; les deux compagnies qui la composaient, serrées de près, obligées de se replier par échelons en emportant les blessés et les traînards, furent sur le point d'être enveloppées; l'arrivée de 50 conducteurs sénégalais d'abord, puis du 3e bataillon, les sortirent d'une situation difficile; le convoi et l'arrière-garde dégagés atteignirent le bivouac à 8 heures du soir. C'étaient les troupes de Rainianjalahy, à l'effectif d'environ 2.000 hommes, qui

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

avaient prononcé cette attaque; elles allaient désormais se tenir sur les derrières de la colonne légère.

Le 29, lorsque l'avant-garde déboucha du marché de Sabotsy près de Namehana, elle fut accueillie par une vive fusillade et une canonnade partant d'Ilafy; il y eut un officier et trois hommes blessés. Cependant, devant les préparatifs d'attaque effectués par le 2e bataillon du régiment d'Algérie et par le 3e bataillon du 200e de ligne, les Hova battirent en retraite, et la colonne campa près d'Ilafy, «à 8 kilomètres à vol d'oiseau du palais de la Reine».

Tananarive est située sur un massif rocheux en forme d'«Y», dont les deux branches secondaires se raccordent en pentes douces vers le nord avec les rizières tandis que, vers le sud, la branche maîtresse se termine par une croupe escarpée; le palais de la Reine occupe le sommet de cette branche. A l'est, trois chaînes de hauteurs s'allongent parallèlement du nord au sud. C'est tout d'abord celle de l'observatoire d'Ambohidempona, à 2.150 mètres de la capitale. A 1.500 mètres au delà se trouve le chaînon de l'Ankatso; enfin, plus à l'est, les hauteurs d'Ilafy s'étirent vers le sud et supportent le village d'Ambohibe. Une transversale, jalonnée par les villages de Soamanandrarina, Ambatomaro et Andraisoro, réunit entre eux ces trois chaînons.

Les Hova occupaient en force la chaîne de l'Observatoire et le village d'Andrainarivo; des batteries étaient installées plus au nord sur les mamelons 1330 et 1311.

Le général commandant en chef fixa l'attaque au 30 septembre et arrêta les dispositions suivantes :

L'opération comprendrait deux phases :

1° Attaque et occupation de la crête de l'Observatoire;

2° Bombardement et, si besoin, assaut de Tananarive. La colonne de droite, commandée par le général Voyron, formant pivot, attaquerait par le nord-est, la colonne de gauche, aux ordres du général Metzinger, attaquerait en direction du palais de la Reine et déborderait la position par le sud. A cet effet, cette dernière devait comprendre, avec les 3 bataillons du régiment d'Algérie et le 3e bataillon du 200e de ligne, le bataillon de tirailleurs malgaches, plus spécialement chargé de l'opération de débordement, les 9e et 16e batteries, la 13e compagnie du génie et la cavalerie; la colonne Voyron aurait les 1er et 3e bataillons du 13e régiment d'infanterie de marine, le bataillon haoussa, la 8e batterie et la 11e compagnie

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

du génie. Mais une violente attaque, prononcée le 30 au matin contre le convoi par le détachement de Rainianjalahy, imposa des modifications à ce dispositif et obligea le commandant en chef à distraire 3 compagnies haoussa et 3 compagnies d'infanterie de marine des colonnes d'attaque.

A 8 h. 30, le groupe du général Metzinger se trouva en face de l'Ankatso que l'ennemi, averti de l'avance des Français, avait fortement occupé. Une section de la 16e batterie ouvrit le feu contre ses défenseurs et, à 9 h. 30, le bataillon de tirailleurs malgaches couronnait le sommet pendant que le 3e bataillon du régiment d'Algérie prenait position en arrière d'Ambatomaro.

A 11 h. 45, la 9e batterie et une section de la 16e, installées sur l'Ankatso, ouvrirent le feu contre la croupe de l'Observatoire et contre Andrainarivo; pendant ce temps, la 8e batterie prenait à partie les pièces placées sur les pitons 1311 et 1330, mais l'artillerie hova riposta énergiquement[1]. Profitant du duel d'artillerie, le bataillon de tirailleurs malgaches commença son mouvement débordant et marcha sur l'Observatoire; le feu des pièces hova à peine éteint, il s'empara de la position. Toutefois, à sa droite, les choses allaient moins bien. Le 3e bataillon du régiment d'Algérie s'empara aisément d'Andraisoro, mais lorsqu'il voulut en déboucher pour se porter sur Andrainarivo, il fut accueilli par une violente fusillade qui l'arrêta et l'obligea à se replier sur le village. Cette attaque prématurée lui coûta 6 tués, dont 2 sous-officiers et 19 blessés, dont 2 officiers. Les Hova esquissèrent même une contre-attaque en direction d'Andraisoro qui fut rapidement enrayée.

A droite, le général Voyron enleva brillamment, avec 5 compagnies d'infanterie de marine, les cotes 1330 et 1311. Par la suite, il put même, avec une de ces compagnies, coopérer à une nouvelle attaque et à l'enlèvement d'Andrainarivo. A 1 h. 30, les troupes d'attaque occupaient la première crête.

Les défenses propres de la ville entrèrent alors en action : deux fortes batteries installées au palais de la Reine et quelques pièces disséminées en divers endroits de la ville bombardèrent nos positions.

Le général Duchesne confirma ses instructions antérieures pour l'exécution de la deuxième phase : bombardement lent à la mélinite des batteries

---

[1] Et ne devait abandonner la lutte qu'à 12 h. 35.

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

N. mag^que

Échelle à 1 : 50,000e

Mes 1000 0 1 2 3 Kiles

Villages hovas

Marais

Namehana

Sabotsy

Mamba R.

Ankadikahy

Camp du 29 Septembre

Ilafy

Ambohitrarahaba

Ambohibé (1460)

Ambatofotsy

Mandrosoa

Antsoboto R.

Hauteurs de Ambohibé

Soamanandrarina

Rochers

Ambatomaro

Andraisoro

Andrainarivo (1415)

Hauteurs de l'Amkatso

TANANARIVO

Soauerana

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

adverses, formation de six colonnes d'assaut de chacune deux compagnies qui, sous la conduite de guides choisis, devaient, par des itinéraires différents converger vers le palais de la Reine et celui du premier ministre.

Le bombardement général commença à 2 h. 55. Les premiers obus tombant au milieu des troupes rassemblées dans la cour du palais y firent de nombreux tués et semèrent l'épouvante. «Les dégâts matériels, les pertes subies, l'effet moral produit par ce tir sur les Hova furent tels que, vers 3 h. 30, un pavillon blanc fut hissé sur le Palais.» Les colonnes d'assaut se préparaient à partir et les tirailleurs malgaches escaladaient déjà les pentes de la ville lorsqu'un secrétaire du premier ministre, Marc Rabibisoa, se présenta, précédé d'un immense drapeau blanc, et demanda de la part de la Reine qu'on cessât immédiatement le feu. Tout en y consentant, le général commandant en chef exigea des négociateurs munis de pleins pouvoirs et, moins d'une heure après, Radilofera, fils du premier ministre, accepta au nom du gouvernement hova toutes les conditions imposées.

Le détachement de Rinianjalahy, fort de 2.000 hommes et disposant de 2 canons, avait, le matin même du 30, prononcé une violente attaque contre l'arrière-garde et son convoi. Le colonel de Lorme, commandant l'arrière-garde demeura tout d'abord sur la défensive à Ilafy pour assurer l'écoulement du convoi et ses troupes ne répondirent que par des feux de salve aux feux violents d'artillerie et d'infanterie dont elles étaient l'objet. Mais lorsque la distance eut assuré une sécurité suffisante au convoi, le colonel de Lorme prit énergiquement l'offensive en direction de Sabotsy qui constituait le centre de la ligne ennemie : deux compagnies haoussa escaladèrent les pentes qui conduisent au village, culbutèrent les Hova, et enlevèrent à la baïonnette les deux canons, défendus jusqu'à la mort par leurs servants. Cette affaire glorieuse coûtait deux tués et douze blessés aux trois compagnies haoussa.

Le soir même du 30 septembre, le général Metzinger, nommé gouverneur de la place, entra dans Tananarive avec 4 bataillons, 1 batterie et 2 compagnies de génie, tandis que le général Duchesne se tenait sur les crêtes de l'est avec le reste de la colonne, prêt à brûler la ville si nos troupes se heurtaient à quelque surprise dans leur avance; d'ailleurs le gouvernement hova devait procéder à la remise immédiate de tous les canons, fusils et munitions restés en ville.

Le général commandant en chef fit son entrée dans Tananarive le

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

1er octobre à 8 heures du matin et s'installa à la résidence générale. Il adressa aux troupes l'ordre du jour suivant :

« Officiers, gradés et soldats de la colonne légère,

« L'effort que je vous demandais, par mon ordre général n° 68 du 8 septembre, pour atteindre Tananarive, a porté les fruits que j'en attendais.

« Une marche presque ininterrompue de dix-sept jours marqués de fréquents combats nous a amenés d'Andriba à la capitale. Vous avez su triompher de tous les obstacles qui vous étaient opposés et le 30 au soir, après une action laborieuse et brillante pour nos armes, nous entrions en vainqueurs à Tananarive. Les négociations en vue de la pacification, commencées aujourd'hui, ont abouti dès ce soir à la signature du traité de paix qui deviendra définitif aussitôt qu'il aura été ratifié par les Chambres et par le gouvernement de la République.

« Cet heureux résultat est dû à votre persévérance et à votre énergie, je tiens à vous en remercier, sans attendre les félicitations que la France, fière de votre succès, ne manquera pas de vous adresser. »

En effet le gouvernement français, averti du succès final de l'expédition, télégraphiait le 10 octobre :

« La France entière et le gouvernement de la République vous adressent, général, leurs félicitations ainsi qu'aux officiers et soldats des armées de terre et de mer du Corps expéditionnaire.

« Vos admirables troupes, celles de la colonne de Tananarive, comme celles qui gardent vos communications après les avoir ouvertes au prix d'efforts inouïs, ont bien mérité de la Patrie.

« La France vous remercie, général, des services que vous venez de rendre et du grand exemple que vous avez donné; vous avez prouvé une fois de plus qu'il n'est pas d'obstacles ni de périls dont on ne vienne à bout avec du courage, de la méthode et du sang-froid.

« Le Gouvernement propose la création d'une médaille de Madagascar qui sera donnée à toutes vos troupes. »

En même temps, le général Duchesne était élevé à la dignité de Grand-Officier de la Légion d'Honneur.

Dès le 1er octobre, les plénipotentiaires hova se présentèrent à la résidence générale pour recevoir les conditions de paix. Le traité signé par eux à 1 heure de l'après-midi fut ratifié le jour même par la Reine. Il comportait : la reconnaissance du protectorat de la France, représentée

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

Ranavalona III en 1895.

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

auprès du gouvernement de la Reine par un résident général, qui était en outre chargé des relations du gouvernement malgache avec les puissances étrangères; le maintien des forces militaires nécessaires à l'exercice du protectorat; le contrôle sur l'administration intérieure; l'utilisation des revenus de l'Ile à la couverture des dépenses des services publics et du service de la dette; l'interdiction de contracter aucun emprunt sans l'autorisation du gouvernement de la République française.

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

CHAPITRE V.

PREMIERS MOUVEMENTS INSURRECTIONNELS.

LES PERTES ET LES RAPATRIEMENTS.

Aussitôt maître de Tananarive, le général commandant en chef s'occupa d'en assurer la sécurité. A cet effet, 3 bataillons furent maintenus à l'intérieur de la ville et chargés de garder plus particulièrement le palais de la Reine, la résidence générale et les magasins administratifs installés sur la place d'Analakely; 4 bataillons furent établis à l'extérieur, un sur les hauteurs à l'ouest et les trois autres sur les hauteurs à l'est de la capitale. Pour tenir sous son feu le palais de la Reine et les points principaux, l'artillerie installa deux batteries sur les crêtes d'Andrainarivo et une sur le piton d'Ambohijanahary.

Mais il fallait aussi songer à la sécurité des communications, car des partis ennemis tenaient encore la campagne. Le 1er octobre au soir, deux compagnies haoussa furent envoyées vers Fihaonana, elles dégagèrent deux convois attaqués entre Maharidaza et Ankazobe et les ramenèrent à Tananarive.

Le 11 octobre, deux compagnies malgaches allèrent s'installer à Ankazobe. Elles devaient, non seulement purger le pays des bandes de Fahavalo, mais encore constituer en cet endroit un petit magasin de vivres pour leurs besoins et pour ceux des convois et colonnes de passage. La sécurité de la route fut ainsi complètement rétablie et les unités rentrèrent à Tananarive le 14 novembre.

La saison des pluies devait bientôt rendre inutilisable la longue route qui reliait Majunga à la capitale de l'Emyrne. Aussi, avant même la fin des opérations, le commandant en chef se préoccupa-t-il de rétablir les communications avec Tamatave. Dès le 11 septembre, il avait prescrit au commandant de la division navale de concentrer dans cette ville, du 1er au 5 octobre, toutes les troupes qu'il pourrait prélever sans inconvénient sur les garnisons de Diego-Suarez et de Majunga et si, au 5 octobre,

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

il n'avait pas de renseignements sur la reddition de Tananarive, de procéder, sans attendre de nouveaux ordres, à l'attaque des lignes ennemies.

L'arrivée des renforts, transportés par le *Primauguet*, la *Romanche* et la *Rance*, portèrent la garnison de Tamatave à un bataillon d'infanterie de marine, une compagnie de tirailleurs malgaches, une batterie de 65 de montagne, une section de 80 de montagne, une section de 80 de campagne et deux compagnies de débarquement, soit 39 officiers et 1.177 hommes de troupe, placés sous les ordres du lieutenant-colonel Belin.

Dans la nuit du 5 au 6 octobre, une colonne de trois compagnies avec la batterie de 65 se porta sur Vohidotra dont elle s'empara par surprise et où elle se maintint malgré quelques violentes contre-attaques prononcées par les Hova. L'amiral Bienaimé apprit le 9, d'une façon indirecte, l'occupation de Tananarive par les Français. Il envoya aussitôt un parlementaire porter cette nouvelle au gouverneur hova qui, après une suspension d'armes de quarante-huit heures consentit à rendre sans conditions la position de Farafatrana.

Ainsi l'armée hova n'opposait plus nulle part de résistance; de plus, le général Duchesne avait éloigné de la capitale Rainilaiarivony, remplacé comme premier ministre par Ratsimbazafy; Rainandriamampandry avait été nommé ministre de l'Intérieur; le calme régnait partout, si bien qu'à la date du 21 octobre, le commandant en chef pouvait télégraphier en France que la situation s'améliorait chaque jour, que les routes de Tamatave et de Majunga étaient ouvertes et sûres. Pour organiser le futur corps d'occupation, on dirigea sur Tananarive, au cours du mois de novembre, des troupes de l'armée de mer : le 2e bataillon du 13e régiment d'infanterie de marine venant d'Andriba, 400 hommes de renfort d'infanterie de marine, 100 tirailleurs malgaches et 100 hommes d'artillerie de marine venant de l'est.

Cependant, le 22 novembre, jour de la fête du Bain, une insurrection éclata soudain à Arivonimamo, village situé à quelque 40 kilomètres à l'ouest de Tananarive. Un pasteur anglais, M. Johnson, sa femme et sa fille furent massacrés ainsi que le gouverneur hova et la plupart de ses officiers. Le chef du petit village d'Amboanana était à la tête du mouvement, il disposait d'environ 2.000 hommes qui voulaient exterminer les Français d'abord, les étrangers ensuite, en un mot tous ceux qui avaient modifié leurs coutumes en leur imposant la religion chrétienne.

Dès le 23, le général Duchesne dirigea sur Arivonimamo trois compa-

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

gnies de tirailleurs malgaches sous les ordres du chef de bataillon Ganeval, mais des pluies torrentielles retardèrent la marche de la colonne qui n'arriva que le 24 à Antsahavolo, à mi-chemin de l'objectif. Les pourparlers engagés avec les rebelles furent inutiles; un sergent français qui s'était trop aventuré fut massacré. Bien plus, jusqu'au 25 au soir, la petite colonne dut essuyer sept attaques de la part des révoltés, qui se croyaient rendus invulnérables par leurs amulettes. Toutefois, la vue de 150 des leurs couchés sur le terrain calma leur ardeur sans toutefois mettre fin à la rébellion; ils se bornèrent à se retirer hors de portée des fusils.

La colonne Ganeval n'avait éprouvé que fort peu de pertes, elle n'en était pas moins encerclée; elle avait brûlé la moitié de ses munitions et éprouvait des difficultés à se ravitailler. Son chef décida de se rapprocher de Tananarive, et au prix de quelques escarmouches, il arriva le 26 à Fenoarivo où il fut rejoint le même jour par deux compagnies haoussa, une section de la 9e batterie d'artillerie et un convoi de vivres et de munitions. La colonne ainsi renforcée reprit sa marche le 27 et atteignit Arivonimamo le 28. Les bandes rebelles furent alors facilement dispersées; les villages où l'insurrection avait pris naissance furent brûlés et douze des meneurs furent, après jugement, exécutés en décembre.

A peine achevée la pacification dans l'ouest, une nouvelle insurrection éclatait à l'est; les causes en étaient toutefois entièrement différentes : à Arivonimamo, c'était des Hova qui, pour la défense de leurs coutumes, avaient levé l'étendard de la révolte contre les étrangers; cette fois, la rébellion prenait figure de vengeance : les tribus anciennement soumises par la puissance hova se retournaient contre leurs oppresseurs vaincus. Le soulèvement éclata le 13 décembre près de Mahanoro; plusieurs villages de Vorimo, armés de coutelas et portant un bandeau de rafia autour de la tête comme signe distinctif, pourchassèrent partout les Hova qu'ils massacrèrent. Le docteur Besson, vice-résident à Fianarantsoa, accourut, et dans un grand kabary tenu le 17 décembre à Matsanoro, parvint à calmer les Vorimo qui rentrèrent dans leurs villages. Mais la révolte s'était rapidement étendue jusqu'à Mananjary au sud et jusque dans la région de Tamatave; au nord, les Betsimisaraka continuèrent les massacres. Le 23 décembre, une bande attaqua la petite garnison hova de Tanimandry; le lieutenant-colonel Gonard, du 13e régiment d'infanterie de marine s'enferma dans le rova avec quelques officiers de passage, six convalescents et quelques soldats hova et tint tête à un ennemi cent fois supérieur.

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

Le même jour, une autre bande attaqua également sans succès le village d'Ambasimbe.

Dès qu'il avait eu connaisance de ces événements, le général commandant en chef avait dirigé des renforts sur la région menacée : une compagnie haoussa avait quitté Tananarive le 19 à destination de Beforona; une deuxième compagnie fut envoyée par la suite, tandis qu'un détachement venant de Diego-Suarez occupa Andevorante et Tanimandry. Toutes ces troupes, réparties en six ou sept postes, rétablirent rapidement l'ordre et la sécurité sur la route de Tamatave à Tananarive.

Les pertes éprouvées par le corps expéditionnaire. – L'exposé succint des opérations a fait ressortir combien légères avaient été les pertes infligées au corps expéditionnaire par le feu ennemi. Le rapport du général Duchesne signale 1 officier et 11 hommes de troupe tués au combat et il y aurait eu en outre 13 morts des suites de leurs blessures[1]. Cependant, le tableau ci-après fait ressortir un total de pertes impressionnant, qui dépassa de beaucoup les prévisions les plus pessimistes.

C'est que les maladies ont violemment sévi sur le corps expéditionnaire, et dès l'arrivée des premières unités. Le docteur Guennec a constaté qu'il eut 23 p. 100 d'hospitalisés pendant la deuxième quinzaine de janvier 1895, 53 p. 100 pendant la première quinzaine de février, 60 p. 100 pendant la seconde.

Les morts par suite de maladie se répartissent ainsi : 72 p. 100 de paludisme, 8 p. 100 de dysenterie, 12 p. 100 de fièvre typhoïde, 4 p. 100 de tuberculose, 3 p. 100 d'insolation et 1 p. 100 de causes diverses. Cependant, la conservation des effectifs fut le souci constant du commandement; l'ensemble des formations sanitaires permettait d'hospitaliser simultanément 2.500 malades, soit le sixième de l'effectif, et pour ne parler que du plus essentiel des médicaments coloniaux, la quinine, il en fut emporté 500 kilogrammes par le corps expéditionnaire et envoyé le double au cours de la campagne. Pour parer aux premiers besoins, le général commandant en chef en emporta 80 kilogrammes dans ses propres bagages.

[1] D'après M. Grandidier.

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

ÉTAT DES PERTES ÉPROUVÉES PAR LE CORPS EXPÉDITIONNAIRE JUSQU'AU 31 DÉCEMBRE 1895.

A. — PERSONNEL COMBATTANT.

1° Officiers et assimilés :

Guerre et marine	35

2° Hommes de troupe :

Guerre.		Marine.	
200e régiment de ligne	1.039	13e régiment d'infanterie de Marine	577
40e bataillon de chasseurs	510	Régiment colonial	309
Régiment d'Algérie	604	2e régiment d'artillerie de marine	148
Chasseurs d'Afrique	39	Équipages de la flotte	47
38e régiment d'artillerie	355	Conducteurs indigènes	56
Ouvriers et artificiers d'artillerie	31		
Génie	399		
30e escadron du train	255		
Secrétaires d'état-major	3		
C. O. A	92		
Infirmiers	105		
Gendarmerie	10		
Total	3.441	Total	1.137

Pertes du personnel combattant	4.613

B. — PERSONNEL NON COMBATTANT.

Pertes totales	1.143
Total général	5.756

Mais les efforts du service de santé ne pouvaient pallier les inconvénients inhérents à la constitution même du corps expéditionnaire. Comme le tableau des pertes en fait foi, les troupes de la marine, composées en majeure partie de militaires de carrière et d'indigènes, encadrées par des officiers et sous-officiers habitués à servir et à combattre sous les cieux tropicaux, ont offert aux atteintes d'un dur climat une résistance autre-

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

ment grande que celle des troupes du département de la guerre. Certes, on ne peut blâmer celui-ci d'avoir réclamé sa part de gloire dans une expédition qui allait illustrer à nouveau le drapeau français; mais l'intérêt national était de restreindre au minimum les fatigues et les pertes des combattants, et à cet égard il est regrettable que, dans la constitution des états-majors et services et dans la composition du corps expéditionnaire, la proportion des cadres et des troupes de la marine ait été si faible.

C'est le principal enseignement à retenir d'une campagne contre un ennemi qui n'a point offert une résistance particulièrement opiniâtre, et au cours de laquelle tous, qu'ils soient du département de la guerre ou de la marine, ont fait preuve d'entrain, d'allant et de courage.

Les rapatriements. — Avant même d'amorcer les opérations militaires, le commandant dut se préoccuper d'assurer le rapatriement des malades. A cet effet on créa à Nossi-Comba un sanatorium qui devait leur procurer plus de confort et des soins plus attentifs après leur séjour dans les hôpitaux encombrés et leur donner les forces suffisantes pour supporter une longue traversée. L'affrété *Notre-Dame-de-Salut* quitta Majunga le 29 juin avec 395 passagers. Il fut suivi de onze autres paquebots qui, jusqu'au 19 novembre, évacuèrent les malades sur la Métropole.

*
* *

Tananarive occupé et le traité du 1er octobre signé, l'expédition de Madagascar prenait fin. Conformément aux directives du gouvernement, le général commandant en chef achemina alors sur la côte les troupes et les services qui ne devaient pas faire partie du corps d'occupation. Il ne retint avec les troupes de l'armée de mer que les deux bataillons de tirailleurs du régiment d'Algérie, qui devaient compenser les diminutions d'effectif subies par les premières, la 16e batterie de montagne, deux compagnies de génie, deux compagnies du train et le peloton de cavalerie. Tout le reste du corps expéditionnaire se replia sur Majunga, le général Metzinger prit la direction de l'opération. La colonne partie de Tananarive le 22 octobre atteignit Majunga par ses premiers éléments le 19 novembre. Le premier paquebot rapatriant des unités quitta ce port le 23 novembre, et le général Metzinger s'embarqua le 29 décembre sur le paquebot régulier

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

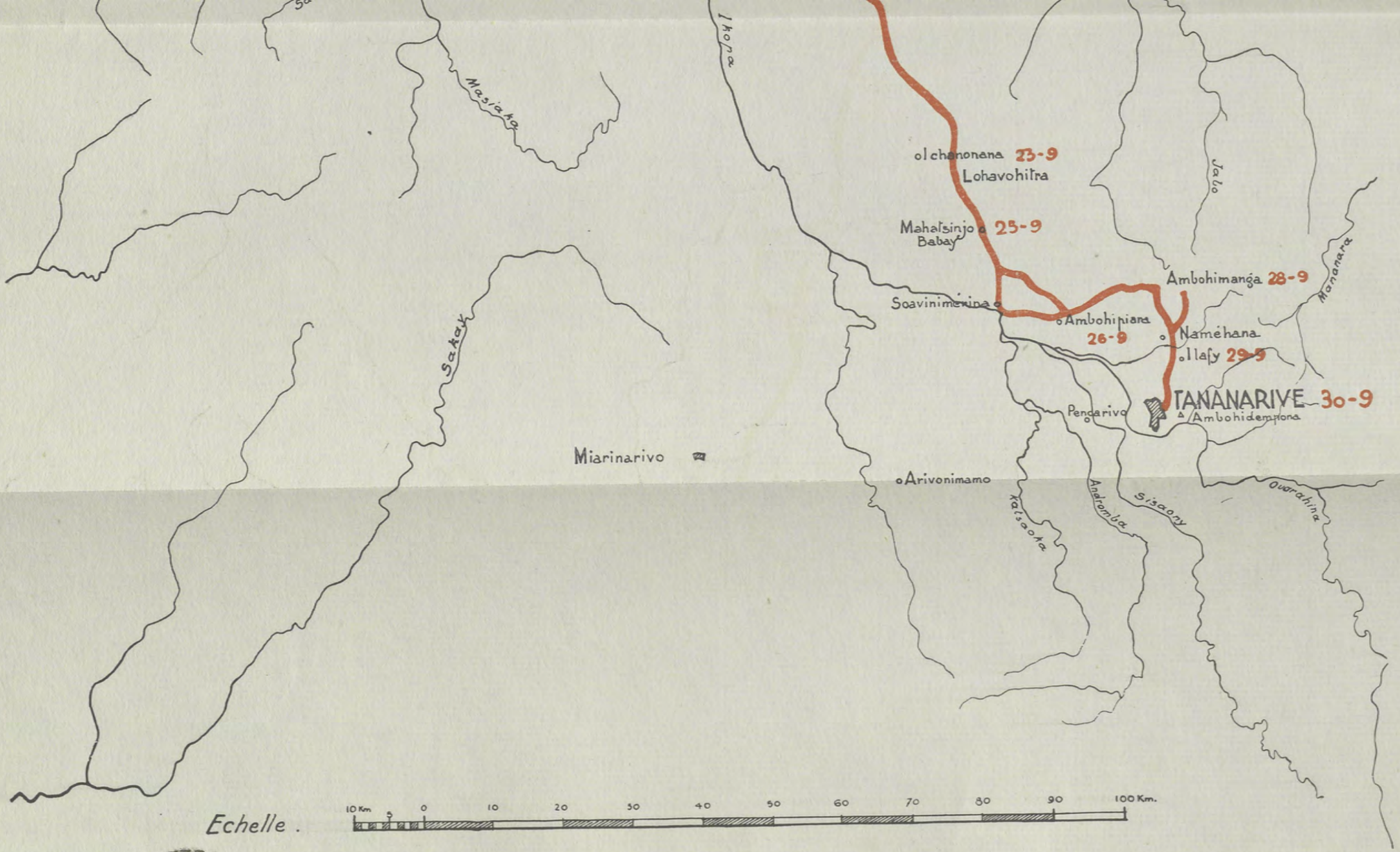
Djemnah. Ainsi, en un mois, il fut enlevé 241 officiers, 3.043 hommes de troupe, 417 marins, 2.518 conducteurs auxiliaires et 2.074 tonnes de matériel.

L'expédition de Madagascar était terminée, l'occupation commençait. L'utilisation de la route de l'ouest prenait également fin; les déplacements de personnel et les transports de matériel se feraient désormais par Tamatave.

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

MAJUNGA 16-1-95
Marohaqo 17/2
Menarano 28/3
Miadana 30/4
Andranolava
Mahatsinjo
Ambodimonga
Ankaboka
Antanjimora
Amparilava 2/5
Marovoay
2/3
Ambohibary
Mahabo
27/3
Ambolomonty 17/5
Marolambo
Bevomanga
BETSIBOKA
Masoveay
Mahavavy
Trabonjy
Mahatombo
Ambato 23-5
Kamoro
Tabohano
Lac d'Amperibé
Amhalazana Komby
1-6
Marololo
6-6
Besahoy
MAEVATANANA
9-6
Antsaboasolobo
Benariyo
Antongodrahoja
IKOPA
Tsarasaotra
18-8
29-5
Beritsoka
30-6
Rondrontsa
Andjiéd
Antsiafabositra
2-8
Betsiboka
Kamoro
Mahajamba
Mampikony
Saovinandriana
Malatsy
Kamolandy
Manasoavina
Andriba
22-8
Menarava
Kaly
Ambohibe
Ampotaka 14-9
Antanétibé 17-9
Isandrano
Ambohimena
Maharidaza 19-9
Tolata 21-9
Antoby
Ankazobé
Kiranomenaheky
Manamidona
Saonjo
Jabo
Mananara
Safia

Université Côte d'Azur. Bibliothèques



ITINERAIRE DU CORPS EXPEDITIONNAIRE DE MADAGASCAR

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

TROISIÈME PARTIE.

LA PACIFICATION DE LA GRANDE ÎLE.

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

CHAPITRE I.

TROUBLES AU DÉBUT DE 1896. — LEURS CAUSES. LEUR EXTENSION.

La capitulation hâtive de Tananarive, la docilité apparente de la Reine et des dirigeants, la répression rapide du mouvement insurrectionnel qui suivit l'occupation de la capitale hova, ne furent pas sans impressionner l'opinion publique en France et précipiter le rapatriement du corps expéditionnaire, qu'on savait par ailleurs très éprouvé par les fatigues de la campagne.

A la fin de 1895, le calme rétabli semblait promettre une paix définitive; aussi, par décret du 11 décembre, le gouvernement français substituait au régime militaire de la conquête un régime de paix et plaçait à la tête de la nouvelle possession un «résident général» civil, M. Laroche.

Débarqué à Tamatave le 7 janvier, le nouveau résident général pouvait, sans escorte, rejoindre Tananarive où, le 17 janvier, il était présenté à la Reine par le général Duchesne.

Avant le départ du général commandant en chef, le nouveau résident général obtenait de la Reine un «acte unilatéral», par lequel elle reconnaissait la prise de possession qui, proclamée le 29 novembre 1895, avait fait de la «Grande Ile» une terre française.

Laissant au général Voyron le commandement des troupes du corps d'occupation, le 25 janvier le général Duchesne quittait Tananarive et, après avoir visité Tamatave, Diego-Suarez et Majunga, débarquait à Marseille le 20 février 1896.

Malgré le succès indiscutable de l'expédition et en dépit des lourds sacrifices consentis, le traité du 1er octobre 1895 s'était borné, en fait, à l'établissement d'un protectorat de la France sur l'État hova, dont l'hégémonie était ainsi reconnue et consacrée. Pour répondre aux désirs de l'opinion publique, le gouvernement eût voulu rendre plus effective

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

l'autorité de la France, mais l'acte du 18 janvier 1896, signé par la Reine avant l'arrivée des instructions du gouvernement, ne fit que reproduire les dispositions principales du traité et, en particulier, celles relatives au rôle du résident général représentant de la France, qui devait simplement assumer «le contrôle de l'administration intérieure de l'Ile».

Par le décret du 11 décembre 1895, en désignant un résident général le gouvernement avait ainsi fixé ses attributions, dans le cadre du traité :

«Dépositaire des pouvoirs de la République française dans toute l'Ile de Madagascar et ses dépendances, il organise, dirige, contrôle les différents services de l'Ile. Il a sous ses ordres toutes les autorités civiles; il peut constituer des provinces en territoires militaires. Il est responsable de la défense intérieure et extérieure de Madagascar.»

Mais il escomptait que, par son action personnelle, le résident général assurerait rapidement à la France une autorité effective dépassant largement les limites du simple protectorat résultant du traité.

*
* *

L'article 5 du décret fixait en outre les pouvoirs du commandant supérieur des troupes et ses rapports avec le résident général.

Art. 5. — «Le commandant supérieur exerce le commandement des troupes ... il correspond directement avec le ministre dont il dépend. Chaque fois que le résident général est dans la nécessité de recourir à l'action militaire, *il se concerte* avec le commandant supérieur des troupes et, dans le cas où le concert ne peut s'établir et où il est impossible d'en référer au ministre responsable de la défense et de la garde des colonies, il détermine par voie de réquisition le but à atteindre.»

Ces dispositions, en rendant le commandant supérieur indépendant du résident général, rompaient l'unité d'action et contenaient en germe les difficultés et les désaccords qui surgirent un peu plus tard, lorsque les premiers troubles exigèrent l'emploi de la force armée.

Dès le début de l'expédition, le gouvernement avait estimé qu'indépendamment de la garnison de Diego-Suarez, et après achèvement des opérations militaires, une brigade mixte devait suffire pour mener à bonne fin la pacification de l'Ile, puis assurer le maintien de la paix. La situation politique après le traité avait semblé confirmer ces prévisions et les rapatriements, entamés dès octobre, furent hâtés en vue de leur achèvement avant l'hivernage.

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

Les troupes d'occupation devaient être concentrées en quatre garnisons principales : Tananarive, Fianarantsoa, Tamatave et Majunga.

Au début de 1896 il ne restait en Emyrne que 2.600 Européens et Algériens (y compris les états-majors, corps, services et malades dans les hôpitaux) et 1.800 indigènes.

Les préoccupations du commandement concernaient surtout l'installation des troupes et leur ravitaillement rendu difficile par l'absence de routes ou de pistes praticables même aux animaux de bât.

Le service de l'Intendance devait assurer ses transports au moyen de bourjanes[1], mais ceux-ci étaient de plus en plus difficiles à recruter et l'on pouvait craindre d'en manquer totalement. Pour obvier à cette difficulté, le général Voyron s'attacha à faire aménager, le plus rapidement possible, une piste allant de Tananarive à la côte est.

Dès le mois de février, les reconnaissances furent entreprises et rapidement menées; les travaux eux-mêmes commencèrent bientôt, mais il furent ralentis par le manque de main-d'œuvre, malgré les essais de recrutement de travailleurs zanzibaristes et chinois.

*
* *

Le régime politique et l'organisation militaire de la nouvelle conquête répondaient en définitive aux désirs de paix et d'amitié de la France. Les directives du gouvernement au résident général prescrivaient en outre une politique d'apaisement, de confiance et de pardon.

En regard de ces sentiments et de ces désirs, quelle était l'attitude des vaincus de la veille?

Les Hova, depuis Andrianampoinimerina et Radama I, avaient réussi, grâce à leur intelligence et à leur activité, à étendre leur hégémonie sur tout le centre de la Grande Ile.

Une imitation, assez grossière du reste, de la civilisation européenne, ajoutait à leur prestige et conférait à leur caste une autorité indiscutée[2].

---

[1] Indigènes servant d'hommes de corvée et surtout de porteurs. Avant la venue des Français à Madagascar la race chevaline ou asine n'existait pas dans la Grande Ile, et l'on avait recours uniquement au portage. — Le mot «bourjane» est une déformation, déjà ancienne, du mot français «bourgeois»; ce mot «bourgeois» éveille chez les Malgaches l'idée d'une caste inférieure par opposition aux Andriana (nobles).

[2] Le code des 305 articles promulgués par Ranavalona le 29 mars 1881 n'était qu'une caricature des institutions européennes.

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

Leur orgueil naturel, exalté par l'échec des campagnes précédentes des troupes françaises, reçut, en 1895, un coup brutal qui les laissa désemparés. Mais au lendemain de la prise de Tananarive, le parti patriote se rendit compte, très rapidement, de la faiblesse des effectifs français, sans cesse diminués par les évacuations et les rapatriements, et dont la vie était rendue précaire par la longueur et les difficultés des communications avec la mer.

Après avoir mal compris le succès de la France, il admit difficilement sa propre défaite et, peu à peu, la stupeur et le découragement des premiers jours firent place à un réveil du sentiment national hova. La mansuétude manifestée à l'égard de la Reine et de son entourage, tous les gestes naturels d'une politique de bonté et de concorde ne parurent aux yeux des dirigeants malgaches que des preuves tangibles de la faiblesse du vainqueur[1]. Commerçants avisés et politiques habiles, les Hova avaient su drainer à leur profit la plupart des richesses de l'Ile; aussi ne pouvaient-ils constater sans inquiétude l'activité entreprenante des colons et prospecteurs français.

Pour confirmer leur autorité, les Hova avaient établi dans tout le pays soumis à leur influence des gouverneurs de leur race chargés de l'administration du pays. Bien que maintenus par l'autorité française dans leurs fonctions, beaucoup de ces gouverneurs étaient animés tout naturellement d'une sourde hostilité à l'égard de cette autorité nouvelle qui, si bienveillante fût-elle, ne manquerait pas dans un avenir proche de leur demander des comptes. Leurs administrés, Betsileo, Betsimisaraka, Antakarana, etc., qui avaient pensé trouver des protecteurs chez les vainqueurs n'eurent, en retombant sous le joug des fonctionnaires hova, que rancune haineuse pour les blancs, qu'une propagande discrète et habile leur montrait comme ennemis de leur race et de leurs mœurs, décidés à leur ravir la propriété même du sol[2].

L'exil du premier ministre Rainilaiarivony, en janvier 1896, apparut comme une première mesure coercitive et produisit une grosse émotion [3].

---

[1] L'ancien drapeau malgache flotta sur le palais de la Reine plusieurs mois après la prise de Tananarive.

[2] La loi du 9 mars sur la concession de terres aux colons, par vente, par location ou à titre gratuit ne fut interprétée par la masse que comme une confirmation de ces bruits.

[3] Rainilaiarivony mourut subitement le 17 juillet 1896, dans la villa «des fleurs» de Mustapha Supérieur (Alger), où il était interné. Quelques jours avant sa mort, il adressait au peuple malgache une proclamation invitant ses compatriotes à la concorde et à la soumission entière aux ordres de la France «sa nouvelle patrie».

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

Ainsi la majorité du peuple malgache répondait aux désirs d'amitié de la France par une hostilité croissante qui, d'abord sourde et déguisée, allait rapidement se manifester au grand jour, se transformer en une haine active et conduire la masse à désirer, à encourager, puis à soutenir l'insurrection.

Le mouvement anti-hova, qui, fin décembre, agita sur la côte est la région de Vatandry-Mahanoro-Andevorante, fut rapidement enrayé grâce à l'intervention du croiseur *Dupetit-Thouars,* puis du résident de France, le Dr Besson, appuyé par le détachement du capitaine Durand[1].

Au début de janvier 1896, une bande de 200 Fahavalo pille Foulpointe, mais elle est aussitôt dispersée et le calme qui suit ne permet pas d'attacher une importance significative à cet acte de brigandage.

Cependant, au mois de février, une nouvelle bande de 400 Fahavalo bien armés et commandés par Rabezavana, ancien gouverneur d'Antsatrana, se montre près du lac Alaotra. La bande ne cesse de s'accroître en recrutant les anciens soldats hova non désarmés et les bandits de la région; en mars elle occupe Anjozorobe à 90 kilomètres au nord-est de Tananarive.

En même temps, un autre chef, Rainibetsimisaraka, a formé, dans le sud de l'Imerina, une seconde bande armée qui, bientôt se signale par des pillages et le massacre d'Européens; MM. Ducret de Brie, Grand et Michaux, attaqués dans Manarintsoa à 40 kilomètres de Tananarive, succombent après une résistance désespérée. Des villages sont pillés, les temples et les églises détruits.

Deux colonnes de répression aussitôt constituées doivent opérer contre les bandes principales du nord et du sud.

La première, sous le commandement du lieutenant-colonel Borbal-Combret, puis du colonel Combes, quitte Tananarive le 22 mars. Elle comprend 3 compagnies de tirailleurs malgaches, la 4e compagnie haoussa et une section d'artillerie. Après une marche rapide, elle enlève Anjozorobe le 2 avril, se porte au secours d'Ambatondrazanaka débloquée le

[1] Le 21 décembre, 400 à 500 Fahavalo arrivent du sud. Le capitaine Durand alla au devant d'eux leur demander ce qu'ils voulaient. Ils répondirent qu'ils venaient saluer le drapeau français et demander l'autorisation d'entrer en ville pour tuer les Hova, «car, ajoutaient-ils, il n'y en a plus dans les campagnes, nous les avons tous tués». Le capitaine Durand répliqua que, s'ils avaient à se plaindre des Hova, ils pouvaient demander justice aux autorités françaises, et les invita à les suivre, pour venir formuler leurs plaintes. Les Malgaches acceptèrent l'invitation; seulement, en route, un bon nombre d'entre eux disparut, car il n'en arriva que 136 à Vatomandry, où ils furent mis en lieu sûr. (Bulletin du Comité de Madagascar du mois de février 1896.)

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

10, puis sur Anjozorobe qu'elle atteint le 16, après avoir bousculé une forte bande, en pleine forêt, à 30 kilomètres au nord-est d'Anjozorobe.

Les escarmouches sont fréquentes et si les rebelles font preuve de peu de mordant et subissent cependant des pertes sérieuses, s'ils se dispersent souvent sans attendre le contact de nos troupes, leurs bandes se reforment inlassablement.

Pendant son mouvement vers le nord, puis, pendant ses opérations autour d'Anjozorobe, la colonne est flanquée par la 2e compagnie haoussa (capitaine Legrand) qui, partie de Moramanga le 29 mars, remonte la vallée du Mangoro. Cette compagnie, après des engagements sérieux, détruit plusieurs bandes importantes; en particulier le 22 avril, à Mandanivatsy, 300 Fahavalo armés de fusils à tir rapide sont dispersés après un combat mené jusqu'au corps à corps. La compagnie continue à opérer seule dans la haute vallée du Mangoro, puis du Mananara; de nouveaux engagements ont lieu les 26 et 27 mai à Ambodivato, où les rebelles perdent une quarantaine de tués et de blessés.

La colonne du sud, sous le commandement du général Oudry, comprend deux compagnies algériennes et une compagnie haoussa. Elle quitte Tananarive le 1er avril, atteint le 3 Manarintsoa dont elle châtie les habitants, mais ne peut joindre Rainibetsimisaraka qui s'est rapidement dérobé. La colonne doit borner son action à parcourir la région pour intimider les rebelles et rassurer la partie encore soumise de la population.

Malgré les échecs et les pertes subies par les rebelles à chaque rencontre et malgré l'activité, l'entrain et l'endurance des troupes françaises, les troubles s'étendent.

Des villages entiers font ouvertement cause commune avec les rebelles et favorisent leur action; il ne s'agit plus d'actes de brigandages, mais d'un véritable soulèvement dont le caractère encore imprécis va se manifester sans détour dès le mois suivant.

Colonnes et postes importants laissés sur place pour assurer la surveillance des régions troublées (1 compagnie de tirailleurs malgaches à Anjozorobe, 1 compagnie algérienne à Manarintsoa) se montrent sans efficacité, car les fonctions administratives et politiques continuent à être assurées par des gouverneurs indigènes; aucune action politique ne précède ni ne suit l'action militaire et commandants de colonnes et chefs de postes, dépourvus de tout pouvoir civil, ne peuvent substituer leur influence à celle des gouverneurs hova défaillants.

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

Ainsi, la seule action militaire échouait contre un ennemi insaisissable, fuyant sans cesse à l'approche des colonnes comme obéissant à un mot d'ordre, pour reparaître dès que les troupes françaises étaient passées.

*
* *

En avril, puis en mai, en même temps que les troubles s'étendent, les attentats contre les Européens, ou même les indigènes ralliés à notre cause se multiplient. Le 30 avril, 5 officiers hova nommés par l'autorité française sont brûlés vifs par la population révoltée de Manjakandriana. En mai, Rainibetsimisaraka pousse l'audace et la fanfaronnade jusqu'à mettre à prix (15.000 fr.) la tête du résident général.

Le 25 mai, 1.500 Fahavalo attaquent et brûlent Antsirabe à 110 kilomètres de Tananarive, malgré la résistance acharnée d'un petit détachement commandé par l'interprète Gerbinis, et comprenant 3 sous-officiers français et une trentaine de miliciens hova. Les défenseurs, après avoir repoussé 6 assauts en trois jours, épuisés et sans munitions, allaient succomber lorsqu'ils furent délivrés par un détachement de 200 Hova armés et 40 miliciens commandés par un capitaine et deux sergents français. Ce détachement, qu'accompagnait M. Alby, résident de Betafo, avait dû exécuter une marche forcée de vingt-deux heures. Les Fahavalo s'enfuirent en laissant sur le terrain 190 morts et de nombreux blessés.

Le 5 juin, un convoi, sous le commandement du commandant Gendron, est attaqué près de Babay. Presque chaque jour de sinistres nouvelles parviennent à Tananarive : le 7 juin, MM. Sevourjon, Rigal, Colin, Mery sont assassinés près de Mantasoa et le R. P. Berthieu enlevé de sa mission d'Ambatomainty; le 8 et le 9 juin, six Européens sont assassinés dans l'est; le 12 et le 14, quatre Français montant de Majunga à Tananarive sont assassinés à Ankazobe. Le 22, la ligne télégraphique Tananarive-Tamatave est coupée.

La milice encore mal organisée, peu nombreuse et peu instruite, est insuffisante pour seconder l'effort des colonnes qui restent impuissantes.

Pendant ces événements, la Reine et les dirigeants conservent une attitude soumise qui éloigne d'eux les soupçons. Le 28 mai, la Reine enjoint même aux rebelles de déposer les armes.

D'autre part, les instructions du gouvernement recommandant l'indulgence, le résident général ne peut prendre contre les autorités malgaches,

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

soupçonnées de favoriser l'insurrection, des mesures de rigueur que nul fait précis ne justifie.

Une partie de la population de l'Emyrne qui se tient autant que possible à l'écart des rebelles doit, malgré elle, subir les réquisitions des bandes armées et leur fournir hommes et vivres. Le résident général, désirant préserver ces villages des incursions, demande à cet effet à l'autorité militaire la création d'un réseau de petits postes s'étendant sur l'Emyrne (60 postes). Mais le commandant supérieur des troupes, redoutant un soulèvement général à Tananarive, ne peut accéder à ce désir sous peine d'émietter ses effectifs, déjà faibles, et de rester impuissant en cas de troubles dans la capitale.

Ainsi se manifestent, au moment le plus grave, les désaccords latents entre le pouvoir civil et l'autorité militaire, résultat inévitable des dispositions du décret du 11 décembre 1895 (article 5).

Un réseau réduit de petits postes est néanmoins mis en place dès le mois de juillet pour protéger les environs immédiats de Tananarive. Mais au moment où la révolte gronde, de nouvelles difficultés, d'ordre intérieur et extérieur, vont entraver l'action de la France.

*
* *

L'affranchissement des esclaves avait, au lendemain de l'occupation, été l'objet des préoccupations du gouvernement français; pourtant, cette mesure, qui ne pouvait manquer d'apporter un trouble profond dans l'organisation économique de l'Ile, avait été ajournée. Le résident général se borne en conséquence à prendre des mesures préparatoires empêchant le trafic des esclaves sur les marchés et l'enregistrement des ventes par des fonctionnaires. Ces simples mesures, ainsi que les discussions reprises en France à la Chambre à ce sujet, au printemps 1896, sont habilement exploitées, et contribuent à éloigner de l'autorité française un grand nombre de ses derniers partisans.

Dans les villes, commerçants et colons commencent à craindre pour leur vie et leurs biens. Les missions catholiques et protestantes, sans cesser d'ailleurs leur rivalité hostile, réclament aide et protection pour leurs établissements et leurs écoles. Plaintes et doléances affluent en France, le plus souvent accompagnées de critiques sévères de la politique et de l'administration, et la presse se fait leur écho.

A toutes les difficultés d'ordre intérieur viennent, pour le gouvernement

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

français, s'ajouter des difficultés nouvelles d'ordre extérieur. La prise de possession de la Grande Ile par la France, notifiée aux puissances le 11 février 1896, reçut un accueil assez froid, et l'Angleterre et les États-Unis en particulier présentèrent des réserves au sujet de la situation nouvelle de leurs nationaux.

La prise de possession n'était à leurs yeux qu'une confirmation du protectorat qui impliquait le maintien de la nation malgache en tant que puissance indépendante, et ne pouvait enlever ainsi aux sujets anglais et américains les avantages commerciaux et les privilèges consentis par le gouvernement de la Reine, en vertu de divers traités antérieurs à celui du 1er octobre 1896 avec la France.

Pour mettre fin à cette situation, le 6 août, sur la proposition du ministre des affaires étrangères Hanotaux, les Chambres votaient la loi portant annexion de Madagascar à la France, en même temps qu'un ordre du jour comportant cette décision : «l'esclavage étant aboli à Madagascar par le fait que l'Ile est déclarée française, le gouvernement prendra les mesures pour assurer l'émancipation immédiate».

Désormais libre à l'égard des puissances étrangères et des populations indigènes, le gouvernement peut aborder sans contrainte le problème malgache et envisager, non plus la seule pacification du pays hova, mais l'extension de notre autorité sur la totalité de l'Ile.

Déjà, par le décret du 11 juillet, rendant applicable à Madagascar les prescriptions en vigueur dans les autres colonies, et relatives aux pouvoirs militaires du résident général, le gouvernement avait mis fin aux dispositions malheureuses du décret du 11 décembre 1895, et fait un premier pas vers la solution du problème.

Le commandant supérieur des troupes, relevant désormais du résident général, ne pourra correspondre que par son intermédiaire avec le ministre duquel il relève.

Un autre décret du 3 août créait un Conseil d'administration de la colonie.

Mais ces mesures excellentes en elles-mêmes n'étaient que de faibles palliatifs à une situation fâcheuse. Le retour à un régime militaire, réclamé du reste par la presse et par l'opinion, apparut nécessaire pour assurer, avec le rétablissement de l'autorité de la France, une pacification de l'Ile, rapide et complète.

Le 26 septembre, parvenait au résident général une dépêche lui enjoignant de remettre ses pouvoirs au général Gallieni.

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

Cette dépêche apportait en même temps l'ordre de proclamer immédiatement dans l'Ile l'abolition de l'esclavage.

*
* *

Désigné comme commandant supérieur des troupes en remplacement du général Voyron arrivé au terme de son séjour, le colonel Gallieni[1], de l'infanterie de marine, promu général avant de quitter la France, arrivait à Madagascar au début de septembre par le courrier *Yang-Tsé* accompagné du commandant Gérard, son chef d'état-major, du capitaine Lucciardi et de deux autres officiers.

Il était à Tananarive depuis dix jours lorsque parvint la dépêche ministérielle l'investissant, en outre de ses fonctions de commandant supérieur, des pouvoirs de résident général.

La remise des pouvoirs eut lieu dans la soirée du 28 septembre, au cours de la première réunion du Conseil d'administration de la colonie. Les pouvoirs civils et militaires étaient désormais concentrés entre les seules mains du commandant supérieur des troupes.

*
* *

L'arrivée du général Gallieni à Madagascar correspondait à peu près au développement maximum de l'insurrection. En septembre 1896, toute l'Emyrne était insurgée; seuls les environs immédiats de Tananarive jouissaient d'une sécurité relative, à l'abri du réseau de petits postes qui les couvraient.

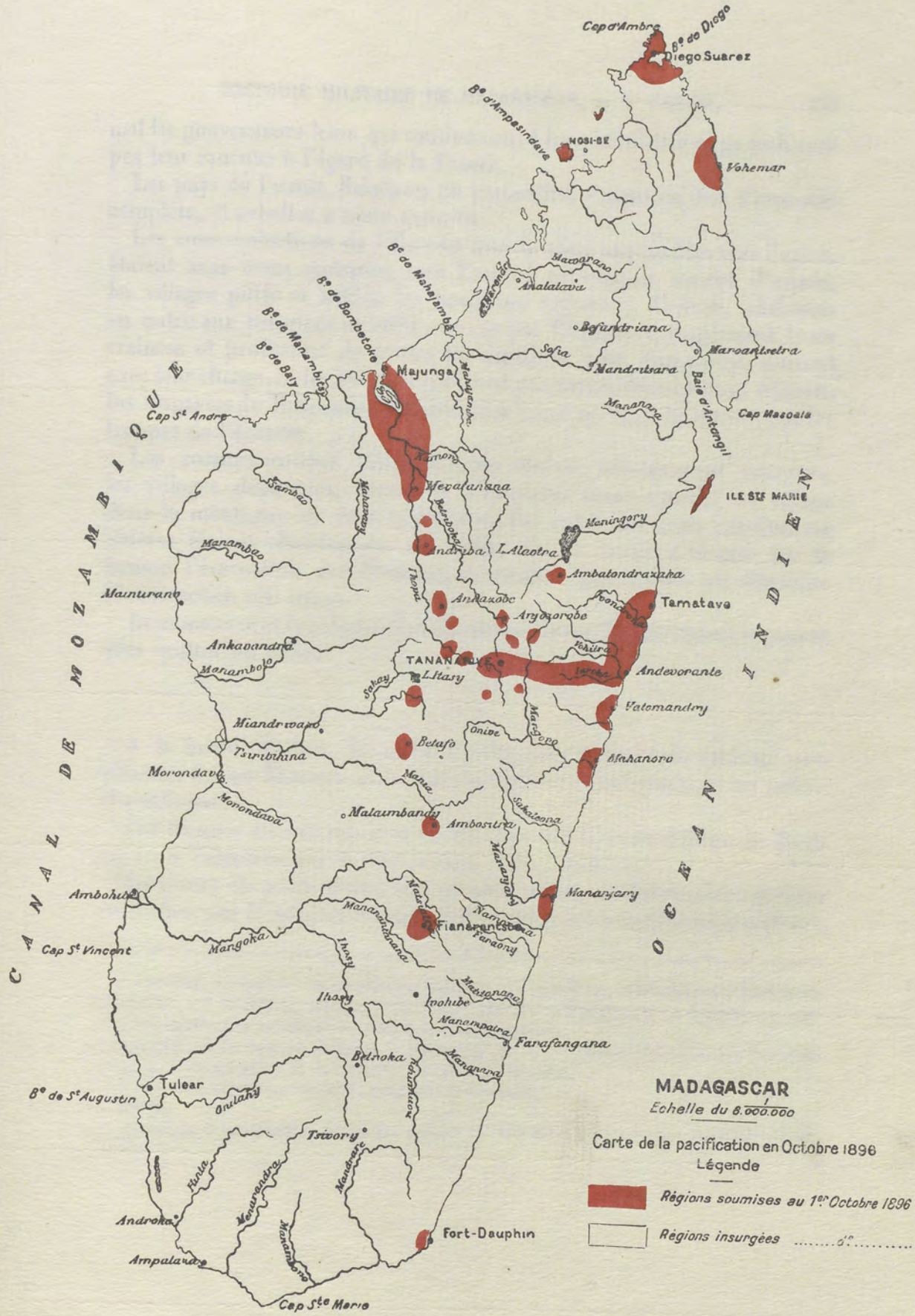
La côte est et le pays betsileo étaient en partie insurgés ou pactisaient avec l'insurrection. Les Betsimisaraka et Antaimoro, qui eussent désiré vivre en paix avec les Français, n'avaient pu oublier leur répression lors de leur soulèvement de décembre 1895 contre les Hova; ils supportaient

---

[1] Le bulletin du Comité de Madagascar de juillet 1896 commentait en ces termes la désignation du colonel Gallieni :

«Nous avons eu souvent l'occasion de parler de cet officier dont le nom est inscrit à chacune des pages de notre histoire coloniale; le commandant supérieur du Soudan français devait encore accroître sa renommée; habile politique autant que vaillant soldat, il dota le Soudan français de l'organisation politique qui sert de base à l'Administration actuelle. Rentré du Tonkin il y a peu de jours, le colonel Gallieni s'embarquera probablement le 25 juillet à Marseille».

Université Côte d'Azur. Bibliothèques



Université Côte d'Azur. Bibliothèques

mal les gouverneurs hova qui continuaient à les administrer et ne cachaient pas leur rancune à l'égard de la France.

Les pays de l'ouest, Sakalaves en particulier, étaient en état d'anarchie complète, et rebelles à toute autorité.

Les communications de l'Emyrne avec la mer, impossibles vers l'ouest, étaient sans cesse menacées vers l'est où les convois étaient attaqués, les villages pillés et brûlés, les bourjanes terrorisés. Ceux-ci, obéissant en outre aux pressions exercées sur eux par Tananarive, exagéraient leurs craintes et profitaient de toutes les occasions pour disparaître, souvent avec leur charge. Si les insurgés n'avaient pas encore réussi à nous affamer, les magasins de Tananarive contenaient à peine un mois de vivres pour les troupes de l'Emyrne.

Les communications télégraphiques étaient constamment rompues, les villages dépeuplés, beaucoup d'habitants ayant cherché un refuge dans la montagne ou dans la brousse. Par ordre des chefs rebelles, les rizières étaient abandonnées en friche, afin de tenter d'obtenir par la famine l'évacuation des Français, — résultat que n'avait pu atteindre l'insurrection elle-même.

Le commerce et la colonisation étaient paralysés; les Européens n'osaient plus quitter les villes.

*
* *

A la même époque, le corps d'occupation comprenait environ 200 officiers, 6.000 hommes de troupes européens et indigènes, et un millier d'auxiliaires[1].

Ces troupes étaient réparties en Emyrne, sur la route d'étape de Tananarive à Tamatave, sur la côte et dans le pays betsileo.

Le réseau de petits postes mis en place autour de Tananarive, au mois de juillet, par le général Voyron et primitivement constitué en 3 secteurs,

---

[1] *Infanterie :* régiment de tirailleurs algériens à 2 bataillons, 13e régiment d'infanterie de marine à 3 bataillons, régiment colonial (Sénégalais et Haoussa) à 14 compagnies, régiment malgache à 2 bataillons constitués et 1 en formation.

Artillerie : 3 batteries d'artillerie de marine (5e, 6e, 7e), 1 compagnie d'ouvriers (15e compagnie), 3 compagnies de conducteurs dont 1 sénégalaise.

Génie : 2 compagnies (cadres européens seulement);

Prévôté.

En outre, 3 compagnies de milice étaient en formation à Tananarive, Antsirabe et Majunga.

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

avait dû, par la suite, être réparti en cinq secteurs correspondant aux régions suivantes :

Secteur nord : région de Ambohidrabiby (commandant Mougeot);
Secteur nord-ouest: région d'Ambohidratrimo (lieutenant-colonel Gonard);
Secteur ouest : région d'Arivonimamo (commandant Reynes);
Secteur sud : région de Tsiafahy (commandant Thévenin);
Secteur de la route d'étapes (commandant Noël).

Des détachements étaient en outre stationnés à Fenoarivo, Ambohimanga, Ambatolampy et Antsirabe.

Les rebelles, disposant d'environ 10.000 armes à feu, formaient 7 groupes principaux qui opéraient vers Ambatondrazaka, sous les ordres de Ramenamaso, dans la vallée de la Betsiboka et la haute vallée du Mananara, dans la vallée supérieure de l'Ikopa où le chef Ambohipaniny s'était fait proclamer roi, puis plus au sud, sous les ordres de Rainibetsimisaraka, vers Ambositra, barrant la route de Fianarantsoa.

*
* *

Le traité du 1er octobre 1895 et le système de protectorat qu'il établit étaient basés sur la reconnaissance de l'hégémonie hova dans l'île.

La loi du 6 août, en décrétant l'annexion pure et simple de Madagascar à la France, ruinait cette situation privilégiée des Hova et permettait au résident général de leur parler désormais en maître.

Les instructions ministérielles qui suivirent, en confirmant cette situation nouvelle, accordaient au résident général toute latitude pour entamer immédiatement la réorganisation administrative et pratiquer cette «politique de race» qui, expérimentée par le colonel Gallieni au Tonkin, y avait brillamment réussi.

Les décrets du 27 septembre, résultats des décisions arrêtées de concert entre le ministre et le général Gallieni avant son départ de France et promulgués avant même que fut effectuée la remise des pouvoirs du résident général Laroche, annonçaient les premières mesures d'ordre militaire, administratif et politique qui allaient servir de base à la pacification.

La réforme administrative fut immédiatement entamée. Tout d'abord l'Emyrne fut transformée en «territoire militaire» et son organisation administrative, réformée, concentra entre les mêmes mains, à tous les échelons, les pouvoirs militaires, administratifs et politiques. Comme corollaire indispensable de cette concentration de pouvoirs, le principe

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

de la responsabilité individuelle des détenteurs de ces pouvoirs fut strictement appliqué. A côté de cette nouvelle organisation, l'ancienne administration indigène fut conservée, mais lui resta subordonnée et les gouverneurs hova qui, jusque là, affirmaient par leur présence l'hégémonie de leur race, durent faire place dans de nombreux cas à des chefs autochtones. Cette application de la politique des races, en rendant l'indépendance aux peuplades opprimées, eut pour effet de les rallier à la cause de la France et de ruiner définitivement l'influence hova.

A fur et à mesure des progrès de la pacification, cette réforme administrative fut peu à peu étendue à toute l'Ile.

Le rouage essentiel de la nouvelle organisation était le « cercle militaire ».

Le commandant du cercle, officier supérieur, en général du grade de commandant, tenait entre ses seules mains les pouvoirs militaires, politiques et administratifs, antérieurement dévolus à plusieurs autorités civiles et militaires. Aidé par un officier adjoint et un officier chancelier, il avait sous ses ordres les troupes des différentes armes détachées dans son cercle, quel que fût leur corps d'origine. Seul responsable des résultats à obtenir, il était seul juge des moyens à employer pour y parvenir. Par la suite, le commandant de cercle disposa de « masses de ravitaillement et de baraquements » qui, en lui fournissant les moyens de pourvoir aux besoins matériels essentiels des troupes de son secteur, augmentèrent encore ses pouvoirs et son prestige[1].

La nouvelle division en secteurs avait respecté, autant que possible, les anciennes divisions administratives du protectorat et le commandant de cercle devait utiliser l'administration indigène subsistante, tout en surveillant de près les fonctionnaires indigènes douteux.

A leur origine, resserrés autour de Tananarive, les cercles s'élargirent vers les frontières de l'Emyrne au fur et à mesure des progrès de la pacification.

Leur étendue devint ainsi considérable; aussi le général Gallieni prescrivit-il rapidement une première décentralisation administrative et la création

[1] Le choix des officiers qui devaient être mis à la tête des cercles, puis ultérieurement des territoires et des secteurs, avait une importance capitale; aussi le général Gallieni obtint-il du ministre de pouvoir procéder à toutes les mutations qu'il jugerait utiles dans le corps d'occupation, puis que les officiers désignés pour servir à Madagascar fussent simplement mis à sa disposition, leur affectation à un corps, service ou emploi particulier lui étant réservée.

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

dans chaque cercle de « secteurs » qui étaient, par rapport au cercle, ce qu'était le cercle lui-même par rapport au pouvoir central.

Plus tard la rapidité de la pacification exigea la création de nouveaux cercles et l'action du pouvoir central fut elle-même décentralisée et répartie entre des « territoires militaires » correspondant à un groupement de plusieurs cercles.

*
* *

Faisant abandon complet de la méthode des colonnes mobiles aussi bien que de celle des petits postes fixes, le général Gallieni allait appliquer au point de vue militaire, comme il l'avait fait dans un rayon plus restreint, au Soudan d'abord, au Tonkin ensuite, la méthode dite « de la tache d'huile », qualifiée encore « d'organisation en marche ».

Le programme d'action militaire qu'il conçut comportait en premier lieu l'écrasement de l'insurrection en Imerina avec tous les moyens disponibles préalablement concentrés à Tananarive.

Partant du rideau de postes militaires qui formaient à une vingtaine de kilomètres autour de Tananarive le réseau de protection de la capitale, l'action militaire devait se développer dans chaque cercle, progressivement et par bonds, en repoussant sans cesse les bandes rebelles vers les frontières de l'Emyrne et en assurant derrière elle la sécurité et l'organisation du pays libéré.

Dans une instruction du 12 octobre 1896, le général Gallieni définissait ainsi la mission des commandants de cercle :

« La mission des commandants de cercles comprend 2 parties bien distinctes :

« 1° Avec leurs postes avancés, gagner peu à peu du terrain en avant de manière à diminuer progressivement l'étendue des régions occupées par les insurgés.

« 2° Organiser en même temps les zones en arrière en y rappelant les populations, en faisant reprendre les cultures et en mettant les villages et les habitants à l'abri de nouvelles incursions des Fahavalo. »

La ligne des postes avancés devra être portée jusqu'aux frontières mêmes de l'Emyrne où elle sera installée à demeure. En arrière, une seconde ligne formée par des postes de milice en barrera les intervalles.

Enfin une troisième ligne de protection sera constituée par des villages armés.

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

Le général Gallieni dans son cabinet de travail.

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

Pour compléter cette organisation défensive, la ligne d'étapes sera protégée par une série de postes et de blockhaus, occupant les points dominants aux abords immédiats de la route.

*
* *

L'Emyrne, érigée en « territoire militaire », fut partagée en un gouvernement militaire de Tananarive et quatre cercles militaires, savoir :

Cercle d'Ambohidratrimo, région nord-ouest de Tananarive;

Cercle d'Ambohidrabiby, région nord et nord-est de Tananarive;

Cercle d'Ambatomanga, région est et sud-est de Tananarive;

Cercle d'Arivonimamo, région sud-ouest de Tananarive.

En outre un cinquième cercle dont le siège était à Moramanga assura la protection de la route d'étapes de Tananarive à la côte est. Enfin la création d'un sixième cercle, tout à fait excentrique et momentanément sans liaison avec les précédents, était imposée par les circonstances à Ambatondrazaka où, bien prématurément, au mois de mars 1896, avait été placé le siège d'une résidence et où une compagnie malgache était cernée par les rebelles.

En même temps la presque totalité des forces militaires était concentrée en Emyrne, à l'exception des troupes de Diego-Suarez et de quelques éléments laissés sur la côte est et dans le Betsileo.

Pour compenser dans une certaine mesure les prélèvements de troupes ainsi effectués hors de l'Emyrne et pour rendre disponible le maximum de troupes régulières, les résidents de la côte est et du Betsileo furent invités à accélérer le recrutement et la constitution des milices locales. En outre, par câblogramme du 29 septembre, le général Gallieni demandait au ministre l'envoi de deux compagnies du bataillon de la Réunion. Ces deux compagnies débarquées à Tamatave furent utilisées à la garde de la ligne d'étapes.

Ainsi tout était momentanément sacrifié à la pacification de l'Emyrne et à la garde de la route de l'est. La route de Majunga était provisoirement abandonnée.

Par des « Instructions » précises, le général Gallieni fixait le rôle et la mission de chacun. Les commandants de cercles, munis de pouvoirs étendus, pourvus du maximum de moyens disponibles, nettement orientés sur leur mission, restaient libres de mener à leur gré, en vue du but à atteindre,

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

l'action politique et l'action militaire, sous leur entière responsabilité. Il leur appartenait désormais de justifier par des résultats rapides la confiance que le général commandant supérieur, résident général de Madagascar, avait mise en eux.

De secrètes menées se poursuivaient néanmoins à la cour et dans les hautes sphères hova contre l'autorité française. Le général Gallieni, rendu libre par la loi d'annexion, était décidé à sévir avec la dernière rigueur, quel que fût le rang des conspirateurs. Le 30 septembre il convoquait les ministres et les hauts fonctionnaires malgaches et les avertissait de son intention de réprimer sévèrement toute hostilité à l'autorité française. Malgré l'impression produite, cet avertissement ne devait pas suffire. Le 12 octobre, les ministres Rainandriamampandry et Ratsimamanga, convaincus de rébellion et de haute trahison, étaient traduits en Conseil de guerre, condamnés à mort, et exécutés le 15 au lever du jour.

La princesse Ramasindrazana, dont l'agitation et l'hostilité ouverte ne pouvait plus être longtemps tolérées, fut exilée. L'exercice d'une justice bienveillante pour tous, mais ferme et ne craignant pas de châtier les grands, devait contribuer largement à nous rallier la masse de la population en inspirant le respect de l'autorité française.

Enfin la reine Ranavalona III fut déposée en février 1897, et exilée en Algérie.

*
* *

Le général Gallieni s'attacha en outre à mettre fin à la rivalité ouverte entre les missions catholiques et protestantes. Les missions de jésuites français réclamaient un appui effectif de l'autorité française, alors que les missions protestantes établies à Madagascar de plus longue date, d'origine norvégienne et surtout anglaise, prétendaient conserver les avantages d'une situation acquise sous la royauté hova [1].

Si les missions norvégiennes avaient accepté de bon cœur l'annexion de Madagascar par la France, il en était tout autrement des missions anglaises qui, par leur enseignement et même dans l'exercice de leur culte, s'effor-

[1] En particulier la loi du 29 6e qui défendait à tout élève inscrit dans une école de passer dans une autre, sous peine d'amende pour lui et pour le professeur qui le recevait. Grâce à l'établissement ancien des missions protestantes, cette loi, qu'avaient fait promulguer les Anglais en 1881, empêchait en définitive l'extension des missions catholiques et créait une situation privilégiée en faveur des missions anglaises.

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

çaient de maintenir l'influence anglaise dans l'Ile aux dépens de l'autorité française. Le général Gallieni sut leur faire comprendre que la partie était perdue pour l'Angleterre à Madagascar, et que le seul moyen pour les missions anglaises de conserver une place importante dans l'Ile était une collaboration franche et loyale avec la France.

L'égalité absolue entre les différents cultes fut désormais la règle; les indigènes purent à leur gré et sans risques changer d'école et de religion. La querelle depuis longtemps ouverte entre catholiques et protestants se calma, mais voyant leur influence définitivement compromise, de nombreuses missions anglaises quittèrent l'Ile au début de l'année 1897 pour faire place à des missions protestantes françaises. Dès lors, avec le calme religieux rétabli, la ruine de l'influence anglaise était consommée.

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

CHAPITRE II.

LA PACIFICATION DE L'EMYRNE.

PACIFICATION DU CERCLE D'AMBATONDRAZAKA. — PACIFICATION DU CERCLE DE MORAMANGA. — PACIFICATION DU CERCLE D'AMBOHIDRABIBY. — CRÉATION DU PREMIER TERRITOIRE MILITAIRE. — PACIFICATION DU CERCLE D'AMBOHIDRATRIMO. — PACIFICATION DU CERCLE D'ARIVONIMAMO. — PACIFICATION DU CERCLE D'AMBATOMANGA. — CRÉATION DU DEUXIÈME TERRITOIRE MILITAIRE.

Au point de vue du ravitaillement, la situation présentait un caractère de gravité qui, à la longue, eût certainement amené l'évacuation de l'Emyrne; aussi les efforts du général Gallieni tendirent-ils immédiatement vers un redressement rapide de cette situation.

La nouvelle division de l'Emyrne en cercles avait été effectuée de façon que la route d'étapes dépendît de deux cercles seulement :

1° Du cercle d'Ambatomanga, entre Ambohimangakely et Ankeramadinika;

2° Du cercle de Moramanga entre Sabotsy et Analamazaotra.

La route protégée contre les entreprises des rebelles par une double ligne de petits postes et blockhaus fut améliorée pour être rendue accessible aux mulets de bât, puis ultérieurement sur certains tronçons, aux rustiques charrettes à bœufs du pays et aux voitures Lefèbvre.

Le terminus provisoire de la route d'étapes fut Mahatsara sur la rivière Iaroka. Les approvisionnements amenés de Tamatave à Andevorante par mer ou par voie de terre étaient poussés jusqu'à Mahatsara par chalands, puis jusqu'à Tananarive au moyen des mulets de bât des 3 compagnies de conducteurs réparties entre 9 échelons. Un relais de bourjanes complétait en outre le dispositif dans la partie la plus difficile du parcours entre Beforona et Analamazaotra.

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

Fidèle à ses principes visant l'unité d'action, de pouvoirs et de responsabilité, le général commandant supérieur plaça l'ensemble de la ligne d'étapes sous l'autorité d'un seul chef (chef d'escadron Henry).

Une réserve de 300 tonnes d'approvisionnements put être rapidement constituée à Tananarive et les ravitaillements courants furent effectués dans les mêmes conditions de façon satisfaisante, jusqu'au début de l'année 1897.

PACIFICATION DU CERCLE D'AMBATONDRAZAKA.

Le résident de France d'Ambatondrazaka, M. Pernet, et la 6e compagnie malgache virent, dès le départ de la colonne Combes, leurs communications avec Tananarive et avec la côte coupées par de fortes bandes rebelles installées au nord et au sud de la ville.

Les sorties effectuées par la 6e compagnie ne purent d'abord déloger ces bandes de leurs positions et, au cours de l'une d'elles, le 2 août, le lieutenant Antoni fut tué à la tête de son unité; mais, le 27 août, le capitaine Lioncourt et le lieutenant Trousselle enlevèrent respectivement les retranchements du nord et du sud.

Entre temps, malgré son investissement, Ambatondrazaka put être ravitaillé grâce à l'habileté et à l'énergie du sergent Sandamiani qui, partant de Tamatave et suivant la piste la plus rude par Foulpointe et la vallée de l'Onibe, réussit à tromper, puis à refouler une bande rebelle et à atteindre Ambatondrazaka le 24 août, sans une perte, avec ses 134 bourjanes et ses 19 tirailleurs d'escorte.

Inquiet à juste titre, le général Voyron avait prescrit, dès le début d'août, la constitution d'une petite colonne comprenant : 100 hommes d'infanterie de marine, la 9e compagnie malgache, une pièce d'artillerie, des approvisionnements, sous le commandement du lieutenant-colonel Camus; cette colonne devait partir de Tamatave et emprunter la piste la plus praticable, par Fenerive et la vallée du Maningory, déversoir du lac Alaotra, et par Imerimandroso.

Débarqué le 22 août à Fenerive, le détachement, après huit jours de marche pénible, atteignit Sahatavy à 60 kilomètres de la côte, mais ne put dépasser cet endroit, faute de porteurs. Un dépôt de vivres amenés de la côte fut créé sur place, et put, un mois plus tard, être poussé jusqu'à Imerimandroso. Le 3 septembre, la colonne atteignit enfin Ambaton-

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

drazaka, y laissa vivres, ravitaillements et renforts et rentra sans incident à Tamatave.

*
* *

Les Marofotsy, bergers pillards vivant à l'ouest du lac Alaotra, exerçaient de longue date leurs sévices sur la paisible population de cultivateurs de la région est et sud du lac, les Sihanaka, lorsqu'au mois de mars 1896, Ambatondrazaka devint le siège d'une résidence française.

Les Sihanaka avaient en outre à subir les exactions de leur gouverneur hova, Rabeony, et de ses gens; aussi accueillirent-ils avec joie le résident de France qui, pensaient-ils, aller mettre fin à leurs maux en les protégeant contre leurs persécuteurs marofotsy et hova. Cette joie devait être de courte durée, car Rabeony restait et les Marofotsy, voyant dans la révolte l'occasion de nouveaux et fructueux pillages, répondaient à l'appel de Rabezavana et poussaient leurs bandes jusqu'aux abords d'Ambatondrazaka.

Le résident de France, bientôt bloqué et lui-même menacé, ne pouvait même pas intervenir.

Ne trouvant pas dans les Français les protecteurs qu'ils attendaient, les Sihanaka, pour éviter un surcroît de sévices, passèrent à l'insurrection.

Cette race, foncièrement laborieuse et paisible, restait néanmoins prête à servir l'autorité qui, la débarrassant de ses persécuteurs, saurait lui apporter aide et protection.

Ces considérations politiques s'ajoutant à l'inquiétude causée par la précarité de notre situation à Ambatondrazaka avaient motivé la décision du général Gallieni d'y créer un cercle à la tête duquel serait placé le commandant Rouland.

Le 23 septembre, le général commandant supérieur prescrivait au colonel Combes de constituer une colonne chargée d'aller installer à Ambatondrazaka le nouveau commandant de cercle.

Concentrée à Moramanga, la colonne comprenait :

La 6e compagnie de tirailleurs sénégalais, 1 canon de 78 millimètres[1], 1 compagnie de tirailleurs sénégalais, 1 compagnie mixte à 2 sections sénégalaises et 2 sections malgaches.

---

[1] La 6e compagnie, accrue de cette pièce d'artillerie, devait renforcer la garnison du cercle d'Ambatondrazaka.

Un convoi portait des vivres pour la colonne et soixante jours d'approvisionnements pour la garnison du cercle, des cartouches de réserve et 30.000 francs pour la caisse d'avance du cercle.

Par la vallée du Mangoro, la colonne atteignit Ambatondrazaka le 13 octobre. La remise des pouvoirs civils et militaires au commandant Rouland fut effectuée immédiatement.

Le gouverneur hova Rabeony relevé de ses fonctions fut remplacé par un gouverneur autochtone. Tous les Hova de la région (500 personnes) reçurent l'ordre de se joindre à la colonne du colonel Combes et de rentrer à Tananarive.

L'arrivée des forces nouvelles du commandant Rouland et les sages mesures prises par le colonel Combes rallièrent aussitôt à la cause française la population sihanaka, mais les Marofotsy restèrent insoumis. Le colonel Combes rentra avec le reste de sa colonne à Tananarive sans autre incident que quelques coups de fusil pendant la traversée de la forêt.

*
* *

La garnison du cercle comprenait les unités suivantes : 6e compagnie de tirailleurs sénégalais, 1re compagnie malgache (capitaine Lioncourt), 9e compagnie malgache (capitaine Chieusse)[1], 1 pièce de 78 millimètres.

Avec 3 pelotons malgaches et sénégalais et son unique pièce de 78 millimètres, le commandant Rouland quitta Ambatondrazaka au début de novembre, contourna par le sud la région marécageuse qui prolonge le lac Alaotra, dispersa les bandes marofotsy retranchées à Ambahitromby, longea toute la rive ouest du lac, puis, le contournant par le nord, atteignit Imerimandroso le 11 novembre et rentra à Ambatondrazaka après avoir parcouru 200 kilomètres en huit jours.

Afin d'éviter toute représaille contre Imerimandroso et sur les instances de la population, le commandant Rouland y poussa un détachement de la 9e compagnie malgache qui venait d'être mise à sa disposition. Les forces du cercle étaient cependant trop réduites pour permettre dès cette époque l'occupation de la rive ouest du lac.

Momentanément rassuré sur la situation dans la région nord du cercle,

---

[1] A partir de novembre.

le commandant Rouland, conformément aux directives du général Gallieni, porta ensuite son effort vers le sud pour chercher à se relier aux cercles de Moramanga et d'Ambohidrabiby.

Dans ce but, il couvrit d'abord Ambatondrazaka et la route du sud, face à la grande forêt de l'est, en créant un premier poste à Manakambahiny sur l'Onibe (capitaine Feldman avec 3 sections). La population, rassurée, commença dans cette région à rejoindre les villages. Deux autres postes furent également créés à la tête de la vallée de l'Ivondro, à Ambohimasina et Ivondrozano.

L'avance se poursuivit ensuite vers le sud. Fin décembre, un poste fut installé à Mangatamy, puis fin janvier à Antanimekely; le long de la route une série de blockhaus relia ces postes.

La liaison avec Tanifotsy où siégeait depuis le 1er décembre le commandant du 1er territoire militaire fut ainsi établie.

En même temps, le capitaine Chieusse, étendant l'influence française au nord d'Imerimandroso, installait un gouverneur autochtone à Anosimbohangy (50 kilomètres au nord), dont il armait les habitants. Seule la région ouest du lac restait encore insoumise et agitée par les bandes marofotsy de Ramenamaso réfugiées à l'abri des marais.

Au début d'avril 1897, le commandant Rouland constitua deux colonnes composées de tirailleurs malgaches, de miliciens, de porteurs, la première à Ambatondrazaka sous son commandement personnel, la seconde à Imerimandroso sous le commandement du capitaine Chieusse.

Tandis que le commandant Rouland contournait le lac Alaotra par le sud, créait un poste à Amparafaravola et marchait sur Ampondrano, le capitaine Chieusse traversait le lac à l'ouest d'Imerimandroso, enlevait le village fortifié d'Ambohijanoy, y créait un poste et se portait ensuite à la rencontre du commandant Rouland.

La jonction des 2 colonnes eut lieu à Ampondrano le 23 avril. Revenant alors vers l'est, le commandant Rouland débloqua le 26 avril le poste d'Amparafaravola qui avait été assailli dès le lendemain de sa création, puis, continuant vers le sud, mit en fuite les rebelles à Morafeno où il laissa un poste ainsi qu'à Ambohitromby sur la rivière Sahabe.

Le 1er mai, après avoir achevé l'occupation militaire du pays, la colonne rentrait à Ambatondrazaka.

Le cercle fut divisé en 4 secteurs dont les centres furent respectivement à Ambatondrazaka, Imerimandroso, Amparafaravola et Soalazaina.

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

Des opérations ultérieures durent encore être effectuées pour étendre l'influence française vers le nord jusqu'à Mandritsara, puis vers le sud et vers l'ouest pour nettoyer le pays à la limite des cercles de Moramanga et Ambohidrabiby, en liaison avec les troupes des cercles, mais, dès la fin d'avril, on pouvait considérer la pacification du cercle d'Ambatondrazaka comme achevée. Énergiquement conduite, cette entreprise avait demandé six mois.

PACIFICATION DU CERCLE DE MORAMANGA.

Entre la région boisée de l'est et la longue forêt de l'Ankay (ou l'Emyrne) à l'ouest, la vallée du Mangoro s'allonge rectiligne du nord au sud, sur plus de 150 kilomètres. Partant de la route d'étapes, perpendiculaire d'est en ouest au Mangoro, le cercle de Moramanga devait peu à peu s'étendre au nord jusqu'aux sources du Mangoro au contact du cercle d'Ambatondrazaka, tandis que la tâche d'huile devait s'élargir lentement jusqu'à l'Onibe.

Profitant du couvert sûr de la forêt, depuis le début de l'insurrection, les bandes de Rabozaka et de Rabezavana infestaient tout le pays et prononçaient sur la route d'étapes d'incessantes attaques contre nos convois.

Le commandement du cercle fut confié au commandant Noël qui eut à sa disposition 2 compagnies de légion et 3 compagnies haoussa.

La mission première du commandant de cercle était d'assurer la sécurité absolue des communications par la route d'étapes, puis d'étendre son action au nord et au sud de la route pour la dégager largement et se relier aux cercles voisins.

La protection et l'aménagement de la ligne d'étapes avaient, dès sa prise de pouvoir, retenu l'attention du général Gallieni; aussi l'installation d'une double chaîne de petits postes, tenant de part et d'autre de la route les points importants du terrain et barrant les sentiers et les pistes débouchant de la forêt, avait-elle été entreprise immédiatement. Les petits postes, trop éloignés les uns des autres, furent reliés par des blockhaus établis surtout aux abords immédiats de la route et, fin octobre, la mise en place du dispositif de protection était activée.

Passant aussitôt à l'action offensive, le commandant Noël entama, en accord avec les commandants des cercles d'Ambatondrazaka et d'Ambohidrabiby, la poursuite des bandes rebelles qui furent rapidement

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

éloignées de la route, en sorte que, dès le début de décembre, les convois purent circuler en toute sécurité.

Les opérations menées sous la direction du colonel Combes, principalement contre Rabozaka et Rabezavana, seront décrites dans l'ensemble des opérations relevant du 1er territoire militaire à partir du 16 décembre.

PACIFICATION DU CERCLE D'AMBOHIDRABIBY (PLUS TARD CERCLE D'ANJOZOROBÉ).

La partie de l'Emyrne sur laquelle doit peu à peu s'étendre le cercle d'Ambohidrabiby est une longue bande de terrain qui, de Tananarive et de la route d'étapes[1], s'étend vers le nord jusqu'aux sources des rivières Sahabé et Mahajimba; la forêt de l'Ankay, bordant sur 100 kilomètres la haute vallée du Mangoro, constitue sa limite à l'est, tandis qu'elle est sillonnée à l'ouest par les affluents de gauche de la haute Betsiboka et coupée au centre par la vallée du Mananara, dont le cours d'abord sud-nord s'infléchit vers l'ouest après Anjozorobé.

Touchant au cœur de l'Emyrne et en majorité hova, la population est foncièrement hostile aux Français. Surexcitée par les patriotes hova, elle fournit aux bandes rebelles des contingents nombreux et sans cesse renouvelés.

La zone soumise couverte par les postes s'étend à une trentaine de kilomètres de Tananarive et la route d'Anjozorobé n'est elle-même sûre que jusqu'à Ambohitrolomabiby (36 kilomètres de Tananarive). Au delà, deux chefs rebelles Rabezavana et Rabozaka tiennent le pays; le premier, établi dans la partie nord-ouest du cercle, occupe les affluents de gauche de la haute Betsiboka (Jabo-Sahosaroha) et vient jusqu'au sud d'Ambohidrabiby inquiéter les postes français. Le second est maître de la partie est du cercle et de la haute vallée du Mananara.

Le commandement du cercle fut confié au commandant Mougeot qui disposait d'une compagnie d'infanterie de marine et de 3 compagnies malgaches[2].

---

[1] Route d'étapes exclue, car elle appartenait, entre Tananarive et Ankeramedinika, au cercle d'Ambatomanga.

[2] Plus tard, 1 compagnie sénégalaise, 1 compagnie de légion, 1/2 compagnie haoussa, appartenant au cercle de Moramanga, participèrent également aux opérations menées sous la direction du colonel Combes.

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

Soumission de Rabozaka, 4 mars 1898.

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

Les directives du général Gallieni prescrivaient au commandant du cercle de porter d'abord son effort du côté de la route, pour établir le plus rapidement possible la liaison avec le cercle d'Ambatondrazaka, et en assurer les communications avec Tananarive. Cette opération avait en outre l'avantage de séparer les bandes de Rabezavana et Rabozaka.

La destruction de ces bandes devait être poursuivie ensuite en liaison avec les commandants des secteurs de Moramanga, d'Ambatondraka et de Babay.

Dès le début d'octobre, en un premier bond, la ligne des postes couvrant Tananarive fut poussée en avant; puis le commandant Mougeot, se portant au devant de la colonne Combes qui rentrait d'Ambatondrazaka, installa au passage à Ambatofisorahana et à Ambatomainty deux postes surveillant vers l'ouest les hautes vallées du Jabo et du Sakarasoa tenues par Rabezavana et barrant aux rebelles la route de Tananarive.

Le commandant Mougeot porta ensuite son effort contre Rabozaka. Partant du poste d'Ambatomena, des reconnaissances et des battues organisées dans la vallée du Mananara et à la lisière de la forêt d'Ankay refoulèrent les rebelles vers le nord et vers l'est. Pour assurer la garde du pays ainsi nettoyé, des postes furent créés à Ambohitandraina, Ambohidratrimo, à Anjoy et à Ambohimiadana.

Trois secteurs provisoires furent créés, avec pour centres : Ambatomainty dont les habitants gagnés à la cause française furent armés, Ambohimiadana et Ambatomena.

Cette progression rapide suscita de fortes réactions de la part des rebelles qui tentèrent de reprendre le terrain perdu. Le 9 novembre, ils attaquèrent Ambatomainty, mais furent repoussés avec de lourdes pertes.

Dans la nuit du 18 au 19 novembre, avec la complicité des miliciens, ils attaquèrent Ambohimanga, mais furent également repoussés grâce au concours des habitants d'Ambatomainty qui, par cette intervention, manifestèrent leur loyalisme.

Par contre les habitants d'Ambohimanga, complices des rebelles, furent sévèrement châtiés.

En deux mois, les limites de la région soumise ont été avancées en toutes directions de plus de 50 kilomètres. Les rebelles, séparés et refoulés de part et d'autre de la route, trouvent encore dans la forêt un refuge sûr; leur destruction ne peut être réalisée que par une action d'ensemble menée par les troupes des cercles d'Ambatondrazaka, d'Ambohidrabiby et de Babay.

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

Les opérations qui, sous la direction du colonel Combes, commandant du 1er territoire militaire, puis du commandant Lyautey, amènent la soumission de Rabezavana, la dislocation des dernières bandes de Rabozaka et achevèrent ainsi la pacification du cercle d'Anjozorobé, seront décrites dans l'historique du 1er territoire militaire.

CRÉATION DU PREMIER TERRITOIRE MILITAIRE.

Les opérations vigoureuses menées par les commandants des cercles d'Ambatondrazaka, de Moramanga et d'Ambohitrabiby, complétées au nord-ouest par celles du cercle de Babay, avaient, dès la mi-novembre, déclanché un mouvement général de soumission parmi les habitants qui, de toutes parts, rejoignaient leurs villages; par contre, malgré les échecs qu'elles avaient subis dans chaque cercle, les bandes de Rabezavana et Rabozaka avaient le champ libre vers le nord. La longue forêt de l'Ankay leur offrait un cheminement sûr qui leur permettait d'échapper à l'étreinte des troupes françaises et, d'un cercle à l'autre, de passer des hautes vallées de la Mananara et de la Betsiboka au bassin du lac Alaotra ou de surgir sur la route d'étapes, suivant la direction donnée par le commandement français à ses propres opérations. La grande forêt de l'est présentait enfin pour elles un dernier refuge encore inviolé.

Il apparut nettement au général Gallieni que les deux chefs rebelles pourraient longtemps encore échapper à son étreinte et ranimer en maints endroits la rébellion assoupie, si un lien nouveau ne venait resserrer de façon beaucoup plus étroite l'action des commandants de cercles; aussi, le 16 novembre, réunit-il sous le nom de «premier territoire militaire» les trois cercles d'Ambatondrazaka, de Moramanga et d'Ambohidrabiby. A la tête du 1er territoire militaire il plaçait le colonel Combes, particulièrement qualifié pour ce commandement par sa connaissance approfondie du pays.

Le colonel Combes choisit comme chef-lieu du territoire le village Tanifotsy, en plein pays ennemi, en bordure de la forêt sur la piste reliant Tananarive à Ambatondrazaka, mais avant de s'y installer il lui fallait assurer les communications avec l'arrière. En même temps qu'il y procédait, il adressait au commandant Rouland une série d'instructions lui prescrivant de porter son effort vers le sud-ouest, sur la route, en cherchant à se relier à Tanifotsy à travers la forêt. Cette liaison fut réalisée par le capitaine Feldmann dès la fin de janvier.

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

Les communications avec Tananarive furent assurées par l'occupation, au début de décembre, d'Analabe et Anjozorobe, complétée par la création des blockhaus des Roches plates et d'Ampandihizankova entre Anjozorobe et Tanifotsy, et de Nossivola entre Analabe et Anjozorobe.

Tanifotsy fut en même temps organisé en camp fortifié par les soins du commandant Mougeot, et, le 18 décembre, le colonel Combes s'y installait avec une compagnie sénégalaise, une compagnie malgache et une section d'artillerie.

La liaison avec le cercle de Moramanga fut obtenue par l'installation à Merimitatra, à la lisière est de la forêt et à 15 kilomètres au sud-est de Tanifotsy, du capitaine Brûlard avec un peloton de sa compagnie de légion et un peloton de Haoussa. Deux blockhaus furent en outre établis dans la forêt sur le sentier reliant Tanifotsy à Merimitatra.

Le capitaine Brûlard se réunit à son tour, vers le sud, au capitaine du Thuy dont les détachements de légion tenaient Betafo et Mandialaza.

Au début de février, malgré les pluies, la base de Tanifotsy était solidement organisée, son ravitaillement et ses communications avec Tananarive assurées et une liaison solide existait avec les cercles de Moramanga et d'Ambatondrazaka. La constitution d'approvisionnements de réserve dans les postes avait été poussée dans chaque cercle, en partant de Tananarive pour le cercle d'Ambohitrabiby, par Moramanga et le Mangoro pour les postes du cercle de Moramanga, par Tamatave et Imerimandroso pour les postes du cercle d'Ambatondrazaka. En pleine saison des pluies, cette préparation s'était heurtée à de graves difficultés et les 2 compagnies de légion qui tenaient le nord du cercle de Moramanga avaient eu tout particulièrement à souffrir des intempéries.

Tous ces préparatifs ne pouvaient passer inaperçus des rebelles et ne manquèrent pas de les inquiéter; aussi, profitant d'une saison qui leur était favorable en rendant lents et difficiles les mouvements des troupes françaises, multiplièrent-ils leurs attaques contre les postes. Après Anjozorobe et Analabe, ce fut le tour du blockhaus de Nossivola le 19 février[1].

[1] Les rebelles furent repoussés, mais l'attaque nous coûta la mort du sergent Laquerbe, tué debout sur le parapet du blockhaus et dont le corps ne fut sauvé que par le dévouement et le courage du tirailleur malgache Remboa.

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

Au début de décembre Rabozaka avait rassemblé autour de lui à Mampidongy, à 30 kilomètres au sud de Tanifotsy, sur la bordure ouest de la forêt, 3.000 ou 4.000 de ses partisans, dont une grande partie armée de fusils.

De cette position centrale, il avait pu, pendant toute la saison de pluies, agir contre les postes français, contre la route de Tananarive à Tanifotsy et même surgir au sud sur la route d'étapes.

Le camp de rebelles, en dehors des avantages résultant de sa position centrale, occupait une position remarquablement choisie et que Rabozaka jugeait inexpugnable. Protégé face à l'ouest par la rivière Mananara en crue, adossé à la forêt à peu près impénétrable pour les colonnes françaises, le camp était en effet difficilement attaquable; en outre, en cas de succès de ces derniers, la forêt offrait aux rebelles son refuge.

Rabozaka était momentanément le plus inquiétant de nos adversaires, sa destruction s'imposait en premier lieu.

Pour obtenir un succès décisif et éviter la fuite des rebelles, le colonel Combes décida d'investir d'abord le camp de Mampidongy en l'entourant d'un réseau serré de postes et de blockhaus. Aucune action ne fut tentée contre le camp des rebelles tant que la mise en place de ce réseau ne fut pas achevée et le plan d'attaque suivant fut soumis à l'approbation du général Gallieni :

« L'attaque sera menée par 3 colonnes convergeant vers le camp ennemi et dont les éléments seront fournis par la 2e compagnie sénégalaise et les 2e, 3e et 4e compagnies malgaches. Les commandements seront assurés par le capitaine Lucciardi (colonne du Sud), le capitaine Rémond (colonne de l'Ouest), le capitaine Marcajour (colonne du Nord). »

Approuvé le 17 février, ce plan fut immédiatement mis en exécution.

La surveillance de la lisière est de la forêt entre Mandialaza et Merimitatra incombait aux capitaines Brûlard et de Thuy du cercle de Moramanga. Le 1er mars, ces deux officiers se rencontrèrent à Betafo et prirent de concert les dernières mesures pour remplir leur mission.

Au nord, les 2 blockhaus déjà en place dans la forêt, sur le sentier reliant Tanifotsy à Merimitatra, suffirent à barrer, dans cette direction, la route aux rebelles. Pour assurer l'investissement vers l'ouest, le capitaine Marcajour quitta Anjozorobe le 21 février avec 90 hommes de la 2e compagnie malgache, un peloton sénégalais et une section d'artillerie de 78 millimètres. Il occupa Tsimahalahy, y construisit un blockhaus puis, le 25, poussa à 4 kilomètres au sud et construisit un second blockhaus à Saman-

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

driana. Le front à l'ouest fut ainsi barré jusqu'au point où la Mananara s'écarte de la forêt.

Le capitaine Lucciardi avec la 4e compagnie malgache, une section de tirailleurs sénégalais et une section d'artillerie de 80 millimètres acheva l'investissement par le sud. Le 1er mars, il atteignit Vodivato qu'il organisa immédiatement puis relia ce poste, à travers la forêt, à Mandialaza par une ligne de 5 blockhaus. L'investissement fut ainsi achevé le 7 mars.

L'attaque du camp de Mampidongy fut fixée au 9 mars. L'effort principal fut laissé au détachement du capitaine Lucciardi qui, partant de Vodivato, suivit la lisière de la forêt. Le groupe Rémond (100 tirailleurs sénégalais et malgaches et 1 section d'artillerie de 80 millimètres) fut maintenu à l'ouest du Mananara à hauteur de Mampidongy, simplement chargé d'appuyer l'attaque par ses feux d'artillerie et d'empêcher les rebelles de passer la rivière.

Le groupe Marcajour ne disposait d'aucun cheminement praticable pour aborder Mampidongy, car au nord de ce village le Mananara entre dans la forêt. Le groupement dut donc marcher sous bois sans le moindre sentier pour guide. Le 9 à 7 h. 30 le capitaine Lucciardi attaque les rebelles qui, déjà impressionnés par le tir de nos canons, s'enfuirent dans la forêt en laissant sur place 21 cadavres.

Le groupe Marcajour, aux prises avec des difficultés de terrain énormes et égaré sous bois, n'atteignit Mampidongy que dans l'après-midi.

La poursuite ne put être entamée que le lendemain, mais tandis que le groupe Marcajour organisait un poste sur l'emplacement du camp rebelle, le groupe du capitaine Lucciardi réussit à tuer 45 insurgés et à faire 60 prisonniers.

Le retard du groupe Marcajour permit à Rabozaka d'échapper. Ses partisans dispersés en petits groupes se cachèrent dans la forêt, mais, bientôt traqués de tous côtés, manquant de vivres, ils furent pris, disparurent ou se soumirent.

Contrairement à Rabozaka, Rabezavana avait établi son camp à l'ouest de la route Tananarive-Ambatondrazaka dans le massif de l'Analamanantsiva, entre les rivières Jabo et Mananara. Il importait d'attaquer Rabezavana et de le refouler vers le nord avant que Rabozaka en fuite ait pu se joindre à lui.

Le colonel Combes lança dès le 14 mars le capitaine Rémond en direction d'Analaroa, à l'ouest d'Anjozorobe. Ce village fut atteint le 21 mars et,

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

le jour même, le capitaine Vuillemin commandant du poste d'Ambatofisaorana (25 kilomètres au sud d'Analaroa), rencontrant le capitaine Rémond, décidait la création d'un blockhaus à Mafeido pour assurer le maintien de la liaison.

Pendant ce temps, le capitaine Dulin créait, au nord d'Anjozorobe et du Tanifotsy, les postes d'Ambohimpanompo et de Morafeno.

La route de Tanararive à Ambatondrazaka était désormais à l'abri des surprises.

A notre approche, Rabezavana s'était retiré vers le nord en direction de Vohilena. Le capitaine Staup fut chargé de l'y poursuivre et de le rejeter au delà de la Manonta. Une forte partie des troupes nécessaires au capitaine Staup devant être fournies par le cercle de Babay (1er compagnie sénégalaise et 1 pièce d'artillerie), le mouvement fut exécuté en partant du poste de Tiakoderaina où des approvisionnements avaient été rassemblés. Le groupe se mit en marche le 21 mars, mais longtemps retardé par les difficultés considérables que présentaient les franchissements successifs du Jabo et du Mananara, il ne peut atteindre Vohilena que le 12 avril après une légère résistance de l'ennemi.

Exténué par de longs mois d'une activité incessante et bien qu'ayant demandé au général commandant le corps d'occupation d'être momentanément déchargé de son commandement, le colonel Combes ne s'en porta pas moins le 17 avril à Vohilena. Le lendemain, le commandant Lyautey commandant du cercle de Babay, lui apportait son concours personnel et arrêtait avec lui la marche des opérations ultérieures.

Le 24, ils quittèrent Vohilena à la tête de 200 tirailleurs et 1 section d'artillerie, forcèrent le passage de la Manonta au gué d'Andranomiantra, poussèrent vers le nord et le 23 atteignirent Antsatrana sans rencontrer de résistance.

Rabezavana s'était encore dérobé, mais ne rentra plus en Emyrne. Le but fixé lors de la création du 1er territoire militaire était atteint; aussi le général Gallieni put accorder au colonel Combes le repos qu'il avait sollicité. A son départ, le 1er territoire militaire fut supprimé.

La poursuite de Rabezavana fut désormais confiée au commandant du cercle de Babay, le chef d'escadron Lyautey.

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

PACIFICATION DU CERCLE D'AMBOHIDRATRIMO
(A PARTIR DU 15 NOVEMBRE 1896, CERCLE DE BABAY).

La région dont la pacification allait relever du cercle d'Ambohidratimo s'étendait, à l'ouest du cercle d'Ambohidrabiby, des vallées de l'Amparibe et de la Betsiboka jusqu'à la vallée incluse de l'Ipoka que le cercle débordait même vers l'ouest en direction de Fenoarivo. Vers le nord, aucune limite précise n'était fixée, mais le cercle devait s'étendre vers Morafeno sur la Betsiboka et Kiangara d'abord, puis Andriba, sur la route de Majunga.

Sous l'autorité lointaine de Rabezavana, les rebelles obéissaient à deux chefs principaux : Rafanenitra et Razanoelina.

Aucune bande importante n'existait, car les rebelles de cette région, employant une méthode particulière, restaient dispersés en petits groupes d'une dizaine d'hommes. Toujours parfaitement renseignés sur les mouvements des troupes françaises, ces groupes embusqués derrière des murs ou des rochers tiraient sur les détachements en marche; souvent plusieurs groupes ouvraient le feu à la fois, puis disparaissaient sans attendre la riposte, et, surtout, l'assaut des Français.

Cette tactique eut sans doute rendu la pacification du cercle extrêmement pénible si, à leur grande mobilité, les rebelles avaient joint un peu plus de courage. Une ligne de postes couvrait au nord d'Ambohidratimo les approches de la capitale, mais, peu dense, elle laissait filtrer les rebelles dont les groupes infestaient la plaine du Marovatana[1]. La route de Majunga, bien que jalonnée par les postes d'Ambohidratimo, de Babay et d'Ankazobe, était impraticable sans une forte escorte.

Le commandement du cercle fut confié au lieutenant-colonel Gonard qui reçut pour mission d'ouvrir en premier lieu la route de Majunga jusqu'à Andriba, puis d'étendre son autorité à l'est et à l'ouest de la route jusqu'au contact des cercles voisins, en refoulant constamment les rebelles devant lui.

A cet effet le commandant du cercle disposait de 5 compagnies[2] et de miliciens.

---

[1] Vallée de l'Ikopa au sud-ouest d'Ambohidratrimo.

[2] 2 compagnies d'infanterie de marine;
1 compagnie de tirailleurs algériens;
1 compagnie de tirailleurs sénégalais;
1 compagnie de tirailleurs malgaches.

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

Pour assurer d'abord ses communications et pour écarter en même temps toute menace des abords de Tananarive, le lieutenant-colonel Gonard commença par effectuer le nettoyage complet de la plaine du Marovatana, puis, pour la mettre à l'abri de toute infiltration nouvelle, augmenta le nombre des postes qui, à son arrivée, la couvraient déjà en partie vers le nord.

Les résultats furent immédiats; de nombreux habitants rejoignirent leurs villages et reprirent leurs cultures. Le mouvement de soumission ainsi amorcé se poursuivit dès lors sans arrêt au fur et à mesure des progrès de l'avance française.

Dès la fin d'octobre et les premiers jours de novembre, un premier bond fut exécuté et la ligne des postes, portée de 20 à 25 kilomètres en avant jusqu'à la rivière Anjomoka, fut jalonnée par les nouveaux postes de Miantso, Fiahorena, Andrambontany, Ambato et Ambohibao. Le 15 novembre, le chef-lieu du cercle put être transporté à Babay. L'organisation du pays dégagé fut rapidement menée. Le cercle fut partagé en trois secteurs correspondant à peu près aux anciennes divisions administratives indigènes.

1° Secteur du Marovatana, autour d'Ambohidratrimo;

2° Secteur du Tsimahafotsy, région des rivières Amparibe et Jabo;

3° Secteur du Vonizongo, de part et d'autre de la route de Majunga entre la Betsiboka et l'Ikopa.

Chaque secteur reçut une organisation particulière et eut une mission nettement déterminée.

Les commandants des deux secteurs de Tsimahafotsy et du Vonizongo devaient continuer la progression vers le nord, tandis que le commandant du secteur du Marovatana, désormais à l'arrière, devait entreprendre l'organisation administrative, politique et économique du pays.

Dans le courant de novembre, un nouveau bond en avant fut réalisé en direction d'Andriba, avance matérialisée par la création des postes d'Ambohimenatsimo, Ambohitromby et Mahavelona. Ankazobe saillant à peine de cette ligne put être considéré comme définitivement relié à la zone soumise.

En arrière, les postes de Fihamana, Manankasina et Maharidaza continuèrent à être tenus et constituèrent ainsi une seconde ligne.

Plus loin encore Miantso, Babay et Miakotso formèrent une troisième

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

ligne dont la garde put être confiée à la milice afin de libérer leurs garnisons de troupes régulières.

Au début de décembre un troisième bond eut pour effet de porter en avant les postes du secteur du Vonizongo en direction d'Andriba. Pour protéger la route, le 11 décembre, un poste fut créé à Ambohimangakely, face à la forêt d'Ambohitantely tenue par les rebelles.

D'autres postes furent installés à Mahadriza et Kinadjy; enfin, le 12 décembre Kiangara fut atteint et le lendemain le premier courrier pouvait partir pour Andriba. La route de Majunga était désormais ouverte.

En même temps, pour aider la progression vers le nord dans le secteur du Tsimahafotsy et dans la vallée de la Betsiboka, un poste fut créé à Manazany, à mi-chemin entre la route et la Betsiboka.

Aucun bond ne fut à ce moment effectué vers le nord dans le secteur du Tsimahafotsy, mais les postes installés assurèrent la possession des hautes vallées de l'Amparibe et du Jabo et, par l'activité de leurs garnisons, empêchèrent les infiltrations, rassurèrent les populations qui rejoignirent en grand nombre leurs villages et préparèrent l'action ultérieure vers la vallée de la Betsiboka.

Dès la mi-décembre, le pays était donc fortement occupé et la route de Majunga ouverte. Le lieutenant-colonel Gonard avait ainsi rempli la première partie de sa mision; il lui restait à se relier, sur la rive gauche de l'Ikopa, au cercle d'Arivonimamo, puis en direction du nord-est, au cercle d'Ambohidraby.

Au début de janvier, les rebelles occupaient en force la rive gauche de l'Ikopa et retenaient prisonniers dans leurs camps un grand nombre d'habitants du Marovatana et du Vonizongo. Une petite colonne, forte d'une compagnie mixte et d'une pièce de 80 millimètres, fut constituée sous le commandement du lieutenant Gassouin, et quitta Babay le 15 janvier. Le 18 au lever du jour elle força par surprise le passage de l'Ikopa, près de son confluent avec la rivière Anjomoka, et un poste fut installé à Tafaina pour surveiller le passage. Les soumissions furent aussitôt nombreuses et un millier d'habitants passèrent sur le rive droite de l'Ipoka. Le lieutenant Gassouin chercha pendant quelques jours à se relier aux troupes du cercle d'Arivonimamo, mais n'ayant rencontré aucun détachement de ce cercle,

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

créa le 23 janvier un nouveau poste à Ambohidronono pour surveiller un second passage de l'Ikopa et rentra à Babay.

Dès les premiers jours de février, le lieutenant Lacoste, commandant les troupes des deux postes de la rive gauche de l'Ikopa, réussit à établir une liaison étroite avec le cercle d'Arivonimamo et la limite des cercles fut définitivement fixée.

Le 5 mars, le lieutenant Lacoste avec 2 gradés européens et 35 tirailleurs sénégalais surprit un campement important de Fahavalo. Après une vive fusillade les rebelles s'enfuirent. Plus de 3.000 Malgaches retenus captifs furent ainsi délivrés et 6.000 bœufs restèrent entre les mains des Français.

Cette affaire, brillamment menée, fut le coup de grâce pour les rebelles dans cette région.

Au nord-est, le présence de Rabezavana rendit la pacification plus longue et plus difficile.

Au début de janvier le capitaine Rabard s'installa sans coup férir avec une compagnie d'infanterie de marine à Tiakoderaina, au confluent des rivières Jabo et Amparibe, tandis que le capitaine Laborde, à la tête d'un petit détachement, battait les vallées de ces rivières et amenait la soumission de plus de 4.000 habitants. Néanmoins, pour les rebelles, la route était libre vers le nord; par la forêt de l'est, les bandes de Rabezavana pouvaient se dérober et d'un cercle à l'autre circuler impunément.

Dans le secteur du Vonizongo, la forêt d'Ambohitantely servait toujours de refuge aux bandes rebelles de Ravalisoa; à la fin de février trois postes furent créés par le capitaine Laborde à Ankerana, Merinkifeno et Ambohitsivoary pour en surveiller les débouchés. En outre, conformément aux ordres reçus du général Gallieni, le commandant du cercle prescrivit les relèves nécessaires pour libérer la 1re compagnie sénégalaise et une pièce d'artillerie et constituer à Tiakoderaina un dépôt de vivres de 6.000 rations sénégalaises et 1.500 rations européennes.

Le lieutenant-colonel Gonard malade dut rentrer à Tananarive où il fut hospitalisé. Il fut remplacé par le commandant Lyautey qui prit le commandement du cercle de Babay à la date du 25 mars. En cinq mois, sous l'énergique impulsion du lieutenant-colonel Gonard la route de Majunga avait été ouverte et les travaux de route et de lignes télégraphiques vers Majunga amorcés; le Marovatana était entièrement pacifié;

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

la plus grande partie du Vonizongo et du Tsimahafotsy s'étaient repeuplés et une sécurité définitive y était assurée.

Dès le 4 avril, le commandant Lyautey reçut l'ordre de prendre part aux opérations dirigées par le colonel Combes, commandant du 1er territoire militaire, contre Rabezavana, et la limite est du cercle de Babay fut reportée vers l'est jusqu'à la rivière Mahajamba. Avant de porter son effort personnel vers le nord-est, contre Rabezavana, le commandant Lyautey songea à réorganiser son cercle. Au sud et et au sud-ouest, les régions complètement pacifiées du Marovatana et du Tsimahafotsy-sud furent réunies en un secteur unique qui prit le nom de secteur de Babay. Au nord, l'ancien secteur du Vonizongo et la partie nord du Marofotsy, en grande partie pacifiée et en voie d'organisation, furent partagés entre les deux secteurs de Fiharona et d'Ankazobe. Enfin au nord de ces régions fut créé un secteur d'opérations s'étendant de l'Ikopa à la Betsiboka par la forêt d'Ambohitantely. Ce secteur, en raison de son étendue, fut lui-même divisé en trois districts qui portèrent les noms de :

District de Kiangara,
District de Merinkifeno,
District de Tiakoderaina.

Le chef d'escadron Lyautey orienta ensuite nettement les commandants des nouveaux secteurs sur la mission qui incombait à chacun d'eux suivant sa situation particulière. En toute tranquillité le commandant du cercle put alors porter son effort vers le nord-est et apporter au colonel Combes un concours énergique et immédiat.

Le 18 avril, il se présentait au colonel Combes à Vohilena et participait à ses côtés à la poursuite de Rabezavana jusqu'au 28 avril à Antsatrana.

La dislocation du 1er territoire militaire et le départ du colonel Combes, malade, firent passer entre les mains du commandant Lyautey la charge de la lutte contre Rabezavana.

Pendant que les capitaines Mazillier et Laborde poursuivaient les opérations de nettoyage, au nord du cercle, entre l'Ikopa et la Betsiboka, le commandant Lyautey se porta à Morafeno au coude de la Betsiboka et y organisa une base de ravitaillement. Apprenant alors que Rabezavana était à Marotsipoy, à l'est de Morafeno, sur la rivière Mahajamba, le 3 mai, à la tête de 150 hommes et d'une pièce d'artillerie, il marcha sur le village qui fut enlevé après une faible résistance. Rabezavana s'était encore dérobé, mais

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

le commandant Lyautey, ne disposant pas d'effectifs suffisants, renonça momentanément à le poursuivre, et se borna à créer un poste à Marotsipoy.

Vers le 10 mai, 120 hommes et la 4e compagnie malgache vinrent augmenter les effectifs du cercle de Babay. Ce renfort permit au commandant du cercle de reprendre la poursuite interrompue. Mais auparavant le commandant Lyautey décida d'établir une liaison étroite avec le cercle d'Ambatondrazaka en occupant la région d'Ambohimanjaka, aux sources de la Mahajamba.

Le capitaine Lemoan, avec un détachement mixte de tirailleurs sénégalais, malgaches et algériens et une pièce de 80 millimètres, occupa Ambohimanjaka le 15 mai. L'attaque, habilement menée à la fois par l'ouest, le nord et l'est, nous valut la capture de 250 prisonniers et de 4.000 bœufs.

Ambohimanjaka fut érigé en chef-lieu d'un nouveau secteur placé sous le commandement du capitaine Landeroin.

Le 20 mai, le commandant Lyautey fixa avec les capitaines Dulin et Feldmann, délégués des commandants de cercles d'Ambatondrazaka et d'Anjozorobe, la limite des trois cercles.

Le capitaine Landeroin reçut mission de rétablir, par Soalazaina, les communications entre le bassin du lac Alaotra et la Betsiboka, puis de se porter plus au nord vers Antsatrana, pour amorcer une seconde transversale en direction du lac Alaotra.

Cependant Rabezavana, dénué de ressources, sans approvisionnements, voyant fondre chaque jour le nombre de ses partisans, consentait à parlementer avec les émissaires de l'autorité française. Le 29 mai, il se présentait aux avant-postes du capitaine Rémond, et le 31, faisait sa soumission au commandant Lyautey, à Morafeno, avec 400 de ses derniers fidèles, contre promesse de la vie sauve.

La soumission de Rabezavana eut parmi les populations encore insoumises un retentissement énorme. Utilisé comme «agent libre» par le commandant Lyautey, Rabezavana, par sa seule influence, permit au capitaine Rémond de progresser pacifiquement dans la vallée de la Mahajamba et de descendre cette rivière jusqu'à Tsaratanana, déjà occupé par les miliciens de la province de Majunga, depuis le 26 avril (opérations du capitaine Bouvié dans le Bouéni).

Aux termes de sa convention avec le commandant Lyautey, Rabezavana devait renouveler solenellement sa soumission au résident général à Tananarive le 14 juillet, mais pris de peur au dernier moment, il s'enfuit.

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

Rabezavana chef de fahavalo en 1897.

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

Il fallut le saisir le 19 juillet à Ambodiamontana et l'emmener captif à Tananarive où sa soumission officielle eut lieu le 20 juillet.

Les progrès réalisés dans le cercle de Babay exigeaient un nouveau remaniement des divisions administratives. La division définitive en secteurs fut réalisée au mois de juin dans les conditions suivantes : A l'est de la Betsiboka, les 2 secteurs d'Ambohijanaka et de Vohilena; à l'ouest de la Betsiboka, 5 secteurs :

Secteurs de Manankasina;
— de Fihaonana;
— du Vonizongo;
— de Kiangara;
— d'Andriba.

Grâce aux efforts successifs du lieutenant-colonel Gonard, puis du commandant Lyautey dans le cercle de Babay, non seulement l'Emyrne était pacifiée jusqu'à ses limites extrêmes, mais elle se trouvait en outre solidement reliée aux provinces côtières par la double voie de la Betsiboka et de la Mahajamba.

PACIFICATION DU CERCLE D'ARIVONIMAMO.

Sur la rive gauche de l'Ikopa, la zone d'action du cercle d'Arivonimamo englobait à l'est et au sud-est le massif montagneux de l'Ankaratra[1], qui s'allonge sur plus de 100 kilomètres au sud de Tananarive et culmine en son centre au Tsiafavona à 2.644 mètres d'altitude. Vers l'ouest, elle s'étendait au delà du lac Itasy jusqu'à la rivière Sakay et à la région quasi déserte qui, aux confins de l'Emyrne, précède le Bongolava. Vers le nord, elle atteignait le cours supérieur de l'Isandrano.

Elle englobait ainsi les anciennes provinces d'Ambatolompy à l'est, de l'Ankaratra, de l'Ambodirano à l'ouest, puis, en remontant vers le nord, du Mamolakazo et du Volafotsy.

---

[1] Centre de dispersion des eaux, d'où rayonnent de très nombreux cours d'eau tributaires de l'Ikopa vers le nord, de l'Onibe vers l'est, de la Mania et de l'Andrantiny vers le sud, enfin du Mahajilo vers l'ouest.

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

Le territoire au sud du lac Itasy constituait le cercle annexe de Soavinandriana, administré par un vice-résident sous l'autorité du commandant du cercle d'Arivonimamo.

Quelques semaines après notre entrée à Tananarive, des soulèvements éclatèrent dans l'Ambodirano et le Manaldondo; Arivonimamdo même fut le siège de troubles sérieux, que les opérations du commandant Ganeval ne calmèrent qu'à la fin de novembre 1895.

De tout temps, les hautes montagnes de l'Ankaratra servirent de repaire à de nombreuses bandes de Fahavalo; aussi furent-elles longtemps un refuge indiqué et sûr pour les bandes rebelles de Rainibetsimisaraka qui, après s'y être rassemblées, s'avancèrent vers Tananarive au mois de mars 1896. La colonne du général Oudry réussit à les refouler vers le sud, au delà d'Antsirabe, et à ramener un calme relatif dans toute la région dont le centre est Ambatolampy. Après une longue période de calme sur toute la rive gauche de l'Ikopa, les troubles reprirent brusquement en juillet 1896, mais plus au nord que précédemment, dans le Mamolakazo et le Volafotsy. Dans l'organisation mise sur pied par le général Voyron en juillet 1896, cette région relevait du secteur de l'ouest placé sous le commandement du commandant Reynès. La partie tranquille du secteur (partie est et sud) fut couverte par un rideau de postes dont les principaux étaient Ambohimasina, Ambohibeloma, Amboasy, Ambirinirano; en outre un poste, établi à Miantsianvo, était destiné à relier Arivonimamo, à Ambatolampy. Le 27 septembre, le jour même où le secteur de l'ouest réuni à la région d'Ambatolampy était constitué en cercle d'Arivonimamo, sous l'unique commandement du commandant Reynès, des bandes descendues de la montagne brûlaient le village d'Ambohimandry au nord de l'Ankaratra.

Pour mater l'insurrection et pacifier son cercle le commandant Reynès disposait de :

3 compagnies de tirailleurs algériens;

1 compagnie de tirailleurs sénégalais;

1 compagnie de 300 miliciens en voie d'organisation.

Sa mission principale était de progresser vers l'ouest, par bonds, en partant de la ligne des postes déjà en place et de refouler les rebelles du Mamolakazo et du Volafotsy vers les frontières de l'Emyrne; il devait

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

ensuite nettoyer et organiser le pays ainsi pacifié, puis, tout en poursuivant la pénétration et l'occupation de l'Ankaratra, refouler les Sakalaves de Zamaria[1] alliés des insurgés, au delà du Sakay.

Dès le début d'octobre les troupes du cercle manifestèrent une grande activité, mais sous forme de petites actions de détail dont le but était de dégager la ligne des postes, fortement pressée par les rebelles; quelques sévères leçons infligées à leurs bandes les contraignirent à reculer vers l'ouest.

Pour profiter de cette situation favorable, dans les premiers jours de novembre, d'un seul bond, la ligne des postes fut portée en avant et installée à une dizaine de kilomètres plus à l'ouest. La ligne atteinte fut jalonnée par les nouveaux postes de Manantlona, Ambato, Nandriano, Ambohitrondiana, Bealoka, Donandrotsana, Ambahimahiratsy, Mahabo. Ce front fut partagé en « 3 secteurs provisoires » dont les centres, placés respectivement aux anciens postes d'Ambohibelona, Amboasary et Amboniriano, occupés par la milice, constituaient un second barrage pour les rebelles.

En arrière de cette seconde ligne, le calme était définitivement assuré et les villages se repeuplèrent rapidement; entre les deux lignes, la sécurité était encore précaire, car, devant nos nouveaux postes, les rebelles faisaient preuve d'une activité constante.

Le général Gallieni, désirant pousser les postes le plus rapidement possible aux frontières de l'Emyrne, prescrivit le 18 décembre au commandant Reynès de se porter « à la limite de la région réellement peuplée de l'Emyrne », en particulier à l'ouest du lac Itasy, et de se relier en même temps, au nord, sur l'Ikopa, au cercle de Babay.

A la fin du mois, après quelques reconnaissances rapides, un nouveau bond fut exécuté, par secteur. Il eut pour résultat d'avancer les postes à Belanitra, Ampalananarivo, Ngiloby, Ambanitasy, Ambahitandriananitra; la progression moyenne ainsi réalisée fut de 15 à 20 kilomètres; à l'ouest du lac Itasy, les nouveaux postes se trouvèrent sensiblement à la limite cherchée, mais vers le nord s'étendait encore devant eux une région assez riche et peuplée, le Volafotsy, dont le centre est Fenoarivo. Une nouvelle progression dans cette direction était nécessaire pour remplir la mission fixée par le général Gallieni.

---

[1] Zamaria, principal des chef bandes sakalaves alliées aux rebelles de Mamolakazo et du Volafotsy.

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

Cette situation amena la suppression des trois anciens secteurs et leur remplacement par les deux secteurs du Mamolakazo, où les postes atteignaient à peu près les confins de l'Emyrne et du Volafotsy, où l'autorité française avait à pénétrer encore largement vers le nord.

Le secteur du Mamolakazo fut placé sous le commandement du capitaine Orlanducci, qui en compléta immédiatement l'organisation défensive. A cet effet, les anciens postes de Menazany, Manimbolo, Ambohiriano Mahabo furent occupés par la milice, ainsi que le centre important de Miarinarivo. Pour renforcer sa première ligne, au milieu de janvier, le capitaine Orlanducci établit à Ambiazana un poste de 30 tirailleurs sénégalais qui furent attaqués le 24 janvier par 1.500 rebelles. Grâce à l'énergie du sergent Bordel qui commandait le poste, l'attaque fut victorieusement repoussée et cet échec découragea les rebelles.

La mission principale fixée par le général Gallieni était atteinte dans ce secteur; il restait à refouler au delà du Sakay les quelques bandes sakalaves qui tenaient encore le pays. Les lieutenants Génie et Verhaeghe y parvinrent rapidement, mais ne purent eux-mêmes passer la rivière qui subissait une forte crue.

Dans le secteur du Valafotsy le capitaine Robert assura, en février, la liaison étroite avec le cercle de Babay et participa à la délimitation définitive des deux cercles. Les actions qui portèrent l'influence française au delà de Fenoarivo seront examinées plus loin.

Tandis qu'en direction de l'ouest et du nord s'effectuaient par bonds la marche vers les confins de l'Emyrne, au sud, le capitaine Lamy poursuivait méthodiquement l'encerclement et l'occupation de l'Ankaratra. Le versant ouest, peu troublé, ne nécessita aucune action importante, mais le versant est, qui constituait le secteur d'Ambatolampy, était au contraire infesté de bandes nombreuses qui, descendant de la montagne, faisaient de fréquentes incursions vers la route de Tananarive à Antsirabe.

Le capitaine Lamy disposait à Ambatolampy de la 5e compagnie de tirailleurs algériens, et en décembre la 12e compagnie malgache fut en outre mise à sa disposition. Par une poursuite incessante des bandes et par l'installation des postes de Miantsoarivo, puis d'Antanifotsy, Sambaina, Kelalina, Tanifotsy, il réussit à rétablir la sécurité des communications par la route entre Tananarive et Fianarantsoa et à ramener le calme dans tout le secteur.

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

Tout à l'ouest du cercle d'Arivonimamo, le cercle annexe de Soavinandriana, peu troublé, ne disposait pour toute garnison que d'un détachement de milice sous le commandement du capitaine Comperat. Energiquement refoulés tous sur les points du cercle d'Arivonimamo, les rebelles cherchèrent une revanche dans le cercle annexe. Le 29 octobre, au nombre de 3.000 dont 700 armés de fusils, ils marchèrent sur le chef-lieu lui-même, Soavinandriana. Malgré la faiblesse de ses effectifs de milice, par d'habiles et énergiques dispositions, le capitaine Comperat réussit à repousser l'attaque en infligeant de sérieuses pertes aux rebelles qui, découragés, ne renouvelèrent plus leur tentative.

En résumé, dès la fin de décembre, dans le cercle d'Arivonimamo, les troupes françaises avaient atteint les limites de l'Emyrne sauf au nord, et, sous leur protection, le pays pacifié et repeuplé aspirait à un calme définitif.

Un remaniement de l'organisation territoriale s'imposait, ainsi du reste que dans les cercles voisins. Il fut réalisé le 21 décembre par le général Gallieni qui créa à cette date le 2e territoire militaire.

PACIFICATION DU CERCLE D'AMBATOMANGA.

Au sud-est de l'Emyrne, entre le cercle de Moramanga, dont le séparait à l'est la forêt, et le cercle d'Arivonimamo à l'ouest, le cercle d'Ambatomanga débordait au nord la route d'étapes et s'étendait, au sud, jusqu'au contact du pays betsileo, au delà de l'Onibe.

Traversé en diagonale du sud-est au nord-ouest par le cours supérieur de l'Ikopa, il avait sa partie occidentale arrosée par la Sisaony.

En septembre 1896, le pays soumis à l'autorité française était limité aux abords immédiats de la route d'étapes, et des attaques incessantes venues du nord ou du sud rendaient la circulation des convois assez précaire.

Parallèle à la route d'étapes et à une quinzaine de kilomètres au sud, la riche et populeuse vallée de la Varahina était au pouvoir des rebelles; plus au sud encore Rainibetsimisaraka était maître du pays.

Le lieutenant-colonel Borbal-Combret reçut le commandement du cercle. Sa mission comportait, en premier lieu, le dégagement complet de la route d'étapes en se reliant au nord au cercle d'Ambohidrabiby et en pacifiant au sud la vallée de la Varahina. Par la suite, il aurait à étendre son action

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

vers le sud contre Rainibetsimisaraka et à nettoyer les forêts en liaison avec le cercle de Moramanga.

De nombreuses grottes, où se réfugiaient les rebelles aux abords immédiats de la route, furent rapidement nettoyées. Une première opération eut ensuite pour but de s'emparer du village fortifié d'Ambohimasina, fortement tenu par les rebelles devant lesquels une des reconnaissances françaises avait dû reculer.

Le village fut occupé le 22 octobre par le lieutenant-colonel Borbal-Combret avec 2 compagnies et une pièce de 80 millimètres. Un poste avancé de 50 hommes fut laissé sur place. Un second poste fut créé le 24 à Soavinandriana.

Les mois de novembre et de décembre furent consacrés à la réorganisation de la protection de la route d'étapes et à l'occupation de la vallée de la Varahina où des postes nouveaux furent créés.

Le 27 décembre, la menace surgit du nord, vigoureuse et imprévue. Une bande de 400 à 500 insurgés, qui vivait dans la forêt, sortit de son repaire pour se ravitailler en razziant les villages soumis à notre autorité.

Au lever du jour, la bande se présenta devant Alarobia, mais un petit poste (quelques tirailleurs haoussa et miliciens) l'accueillit à coup de fusils et la rejeta vers le sud. L'alarme fut donnée et, de tous les postes, sortirent de petits groupes qui se lancèrent à la poursuite des rebelles dont le chef fut tué presque aussitôt.

La bande se fractionna et une partie, comprenant environ 150 hommes, chercha à regagner la forêt vers le nord-est. Dans sa fuite elle se heurta au sergent-major Desroches qui, avec 9 hommes, tentait de lui barrer le passage. Ce petit détachement fut submergé : l'Européen et 2 Haoussa furent tués, 4 Haoussa blessés.

Le groupe principal de rebelles avait pendant ce temps continué sa marche vers le sud. Le capitaine Cadet se porta à sa rencontre avec quelques hommes; il fut heureusement renforcé à temps par le lieutenant Barrel accompagné de 10 conducteurs sénégalais; pris entre les feux du capitaine Cadet et ceux du blockhaus d'Ambatomahina, les insurgés s'enfuirent à leur tour du côté du nord-est. Vers 11 heures, la bande se heurta au lieutenant Guillet accompagné de 12 hommes. Débouchant à moins de 50 mètres, 100 à 150 rebelles se ruèrent sur ce petit groupe, le bousculèrent et continuèrent leur fuite en laissant sur le terrain le lieutenant Guillet, 1 soldat tués et 2 autres blessés.

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

Cet événement, qui eût pu avoir des conséquences beaucoup plus graves, montra la nécessité de procéder sans délai au nettoyage de la forêt au nord de la route d'étapes. Le général commandant le corps d'occupation confia ce soin au lieutenant-colonel Hürstel, commandant du régiment d'Algérie, disponible à Tananarive, disposant des 1re, 7e et 8e compagnies de son régiment, des forces mobiles des cercles de Moramanga et d'Ambatomanga, ainsi que des garnisons des postes situés en bordure de la forêt.

La garde des lisières est et ouest fut confiée aux commandants des cercles de Moramanga et d'Ambatomanga; en outre le capitaine Loyer, de ce dernier cercle, fut chargé de barrer la forêt vers le nord par 3 postes établis sur la coupure d'Ambohidratrimo à Ambohibato.

Le lieutenant-colonel Hürstel arriva le 17 janvier à Ankeramadinika, procéda aussitôt à de brèves reconnaissances et arrêta son plan d'opération : une compagnie suivra du sud au nord la lisière est, une seconde la lisière ouest et lui-même avec 60 hommes et un canon porté par bourjanes marchera au centre dans la forêt.

Le mouvement fut déclanché le 21 janvier. Sous une pluie torrentielle, le groupe du centre dut se frayer un chemin à la hache dans la forêt. Le 22, il se porta sur Anketrona qu'il trouva évacué par les rebelles. La pièce d'artillerie, qui alourdissait la colonne, dut être abandonnée. Malgré les difficultés inouïes, la marche fut poursuivie; le groupe descendit la petite vallée de l'Irafatra où de légères résistances furent rencontrées et, le 27, le lieutenant-colonel Hürstel atteignit Mangabe.

Pendant quelques jours encore, la forêt fut fouillée jusqu'au barrage du capitaine Loyer; elle était complètement évacuée par les insurgés. Le 7 février la colonne fut disloquée, mais la surveillance des lisières fut continuée.

Aucune rencontre sérieuse n'avait eu lieu; cependant les rebelles avaient perdu confiance dans un refuge qu'ils croyaient inviolable; ils ne se hasardèrent plus en bandes dans cette partie de la forêt. La sécurité de la route d'étapes fut dès lors assurée.

Au début de mars, la forêt au sud de la route d'étapes fut également nettoyée par le capitaine Thévenin. Le 5 mars, il s'empara de Manarintsoa et y fit de nombreux prisonniers. Une série de blockhaus fut mise en place pour surveiller la lisière et de nombreuses battues furent effectuées en liaison avec les troupes du cercle de Moramanga. Au mois d'avril le nettoyage complet de la forêt était achevé.

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

Au sud de Sisaony, la région arrosée par l'Onibe, affluent de droite du Mangoro, constitue le Voromahery. Cette province, antérieurement attachée au gouvernement d'Antsirabe, fut rattachée en novembre 1896 au gouvernement de Sisaony, relevant lui-même du cercle d'Ambatomanga.

Les habitants de cette région, qui n'avaient pas pris part au soulèvement général de l'Emyrne, ne semblaient pas hostiles; seule l'influence de Rainibetsimisaraka pouvait les dresser contre nous.

Ce pays contenait en outre de riches alluvions aurifères d'où Rainibetsimisaraka tirait le plus clair de ses ressources. Pour ces raisons, le général Gallieni désirait une occupation rapide du Voromahery.

Les troupes du cercle d'Ambatomanga furent, au début de décembre, renforcées, par l'affectation au cercle, de la 2e compagnie de légion (capitaine Deleuze) venant de Tananarive et la 11e compagnie malgache, nouvellement formée à Fianarantsoa (capitaine Pichon).

Comme le Voromahery était calme et que Rainibetsimisaraka se tenait dans la forêt, le lieutenant-colonel Borbal-Combret, aidé par M. Savaron (ancien sous-officier, qui avait longtemps habité le pays) et par Philippe Razafimandimby, ancien officier hova gagné à notre cause et possédant une certaine influence et des relations utiles dans cette région, décida de mener l'occupation du Voromahery par des moyens exclusivement pacifiques. Il y réussit et les troupes françaises, 2e compagnie de légion par le nord, 11e compagnie malgache par le sud, purent s'installer sans incident dans le pays du 10 au 20 décembre. Des postes furent créés pour sanctionner notre occupation et protéger le pays.

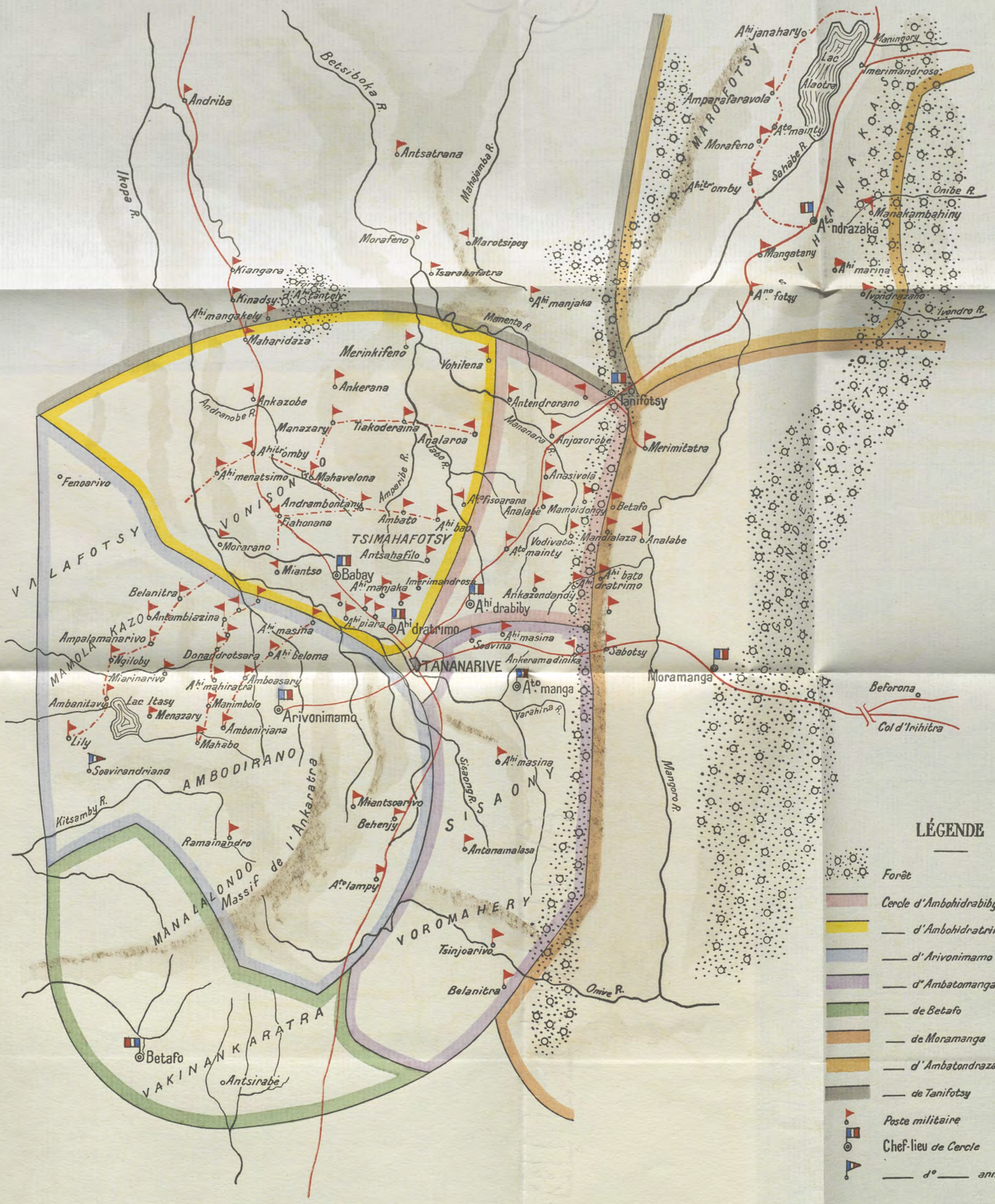
Rainibetsimisaraka ne pouvait accepter sans réagir notre installation dans le Voromahery. Le 26 décembre, il attaqua notre poste de Balanitra; repoussé par le sergent Aubry, il renouvela sans plus de succès son attaque le 2 janvier. Le capitaine Deleuze réunit une petite colonne et se porta au secours de Balanitra au moment où une troisième attaque allait être prononcée. Rainibetsimisaraka avait installé ses camps à la lisière ouest de la forêt, à quelques kilomètres du poste de Balanitra. Le capitaine Deleuze les découvrit, les tourna par le sud, et, le 7 janvier, les attaqua à revers par la forêt; rien ne les protégeait de ce côté, aussi les rebelles complètement surpris s'enfuirent précipitamment.

Aucune création de poste n'ayant suivi ce succès, Rainibetsimisaraka ne tarda pas à réoccuper la forêt au sud-est de Balanitra. Le capitaine Deleuze effectua le 21 février une nouvelle opération, au cours de laquelle de nombreux prisonniers tombèrent aux mains des Français.

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

PACIFICATION DE L' EMYRNE

Echelle: 1/1.000.000



Université Côte d'Azur. Bibliothèques

L'occupation fut ensuite étendue plus au sud où de nouveaux postes furent créés. A la fin avril et au début de mai, Ramampanjaka et Rainimanganoro, les deux agitateurs du sud, se soumirent sans conditions.

Rainibetsimisaraka restait seul irréductible, mais son influence était considérablement amoindrie et ses ressources s'épuisaient chaque jour. Il dut bientôt se réfugier dans le cercle de Betafo où il fut quelque temps traqué par les patrouilles du capitaine Durand. Craignant d'être livré par les habitants, il se soumit le 8 juin au sergent Molinié, chef de poste d'Ambohimirary (cercle de Betafo).

Par suite des événements, de la configuration du cercle et de l'état d'esprit des habitants de ses différentes régions, la pacification du cercle d'Ambatomanga (Tsiafahy) n'avait pu être menée suivant la méthode de la «tache d'huile» appliquée avec tant de succès dans d'autres cercles. Les principes essentiels posés par le général Gallieni furent même momentanément perdus de vue et le général dut, à deux reprises, rappeler au capitaine Deleuze que notre avance en territoire insoumis devait toujours être sanctionnée par la création de postes.

Quoi qu'il en soit, grâce à l'entrain admirable des troupes et à leur endurance, grâce à l'initiative et à l'énergie de leurs chefs, dans le cercle d'Ambatomanga comme dans tout le reste de l'Emyrne, au mois de juin 1897, la pacification était un fait accompli.

CRÉATION DU DEUXIÈME TERRITOIRE MILITAIRE.

Créé le 21 décembre et placé sous le commandement du lieutenant-colonel Borbal-Combret, le 2e territoire militaire répondait à un double but :

1° Assurer l'unité de direction des opérations dans la partie sud et sud-ouest de l'Emyrne;

2° Préparer la pénétration dans les régions insoumises de l'ouest (Sakalaves) et du sud (Bara et Tanala).

Le cercle d'Arivonimamo était réduit aux régions entièrement pacifiées de l'Ambodirano et du Manaladondo et transformé en cercle annexe sous le commandement du capitaine Schaeffer.

Les régions du Mandriarano, du Mamolakazo et du Volafotsy étaient réunies pour former le nouveau cercle de Miarinarivo, placé sous le com-

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

mandement du commandant Reynès, chargé de poursuivre la pénétration dans le Volafotsy. Le 2e territoire militaire comprenait en outre le cercle de Tsiafahy (Ambatomanga) et le nouveau cercle de Betafo, détaché de la résidence d'Antsirabe; ce dernier, à cheval sur la frontière, devait protéger l'Emyrne contre les incursions des Sakalaves et constituer une «marche» d'où pourrait partir la pénétration dans les régions insoumises ou anarchiques de l'ouest et du sud.

OCCUPATION DU VOLAFOTSY DU NORD.

Le 27 février le commandant Reynès, rassembla une petite colonne à Ambohinjanamasoandro et marcha sur Fenoarivo qu'il atteignit et occupa le 2 mars sans rencontrer de résistance. Il y installa le capitaine Robert avec 60 hommes d'infanterie de marine, 40 miliciens et une pièce de 80 millimètres; le lendemain, il établit un second poste à Tompomanandrarina et rentra à Miarinarivo.

Dans le cercle de Tsiafahy, tandis que se continuait la poursuite de Rainibetsimisaraka, le commandant du territoire dut réprimer au sud du Voromahery une révolte des Tanala à Ambohimanga du sud (entre Ambositra et Mananjary).

Commencée le 10 mai, par l'attaque du rova d'Ambohimanga du sud, marquée le 12 par l'assassinat d'un colon, M. Paty, la révolte fut rapidement réprimée et, au début de juin, les deux principaux chefs des rebelles se rendirent sans condition.

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

Rainibetsimisaraka chef fahavalo et ses lieutenants.

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

CHAPITRE III.

PÉNÉTRATION DANS L'OUEST, LE NORD-OUEST ET LE SUD DE MADAGASCAR EN 1897.

PREMIÈRE OCCUPATION DU BETSIRIRY ET DU MENABE. — SOULÈVEMENT DES SAKALAVES. — OPÉRATIONS DANS LE NORD-OUEST. — PÉNÉTRATION DANS LE SUD DU BETSILEO, CHEZ LES BARA ET LES TANALA. — OPÉRATIONS EXÉCUTÉES DANS LES CERCLES DE FORT-DAUPHIN ET DE TULEAR. — SITUATION A LA FIN DE 1897 DANS L'OUEST ET DANS LE SUD DE L'ÎLE.

La pacification de l'Emyrne fut la première étape de la pacification générale de l'Ile ; la pénétration dans l'ouest et dans le sud en devait être le complément nécessaire[1].

Au 1er janvier 1897, Tananarive pouvait communiquer avec la côte ouest jusqu'à Majunga par la vallée de l'Ikopa, avec la côte est jusqu'à Tamatave par la vallée du Mangoro et le canal des pangalanes. Du nord au sud, cette zone centrale pacifiée s'étendait continue du lac Alaotra à Ambositra et se prolongeait par les îlots de Fianarantsoa et d'Ivohibe.

Sur le pourtour de la colonie, les Français occupaient, à partir de Majunga, et en faisant le tour de l'Ile par le nord, Analalava, les îles de Nosy-Bé et de Nossi Mitsio, l'extrême pointe nord de Madagascar commandée par Diego-Suarez, puis Vohemar, l'île de Sainte-Marie, Mananjary, Fort-Dauphin, Tulear et Morondava.

L'occupation de ces points vitaux, intérieurs et extérieurs, fortement installés au milieu des dissidents, servira de base solide pour des opérations méthodiques et convergentes, politiques autant que militaires, visant à la pacification totale de la nouvelle possession. Les populations à soumettre se rattachent, du nord au sud, aux trois grands groupements antakarana, sakalave et mahafaly.

---

[1] Le croquis ci-après donne une idée d'ensemble de l'état de la pacification de l'Ile au 1er janvier 1897.

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

Le groupement sakalave, de beaucoup le plus étendu, le plus important et le plus redoutable, habite la plus grande partie de la côte ouest, le Boeni, l'Ambongo, le Mahilika, le Menabe et le Fiherenana.

Le Menabe, à proximité duquel les Français tiennent le port de Morondava, est occupé par des tribus guerrières, pillardes et réfractaires à toute influence étrangère; les Sakalaves habitent l'intérieur, de préférence à la côte, où vivent les Vezo, tribus pacifiques et s'adonnant à la pêche.

Un troisième élément ethnique[1] occupe le Menabe, les Makoa, esclaves venus de la côte orientale d'Afrique.

Les Hova échouèrent toujours, avant la conquête française, dans leurs tentatives d'invasion de ce pays sauvage, si différent du plateau central et qui se défendait autant par l'esprit d'indépendance de ses guerriers que par son rude climat, sa nature exubérante et ses marais.

Ils occupaient dans l'ouest 5 lignes principales de pénétration :

1° Tananarive-Majunga;
2° Tsiroanomandidy-Ankavandra;
3° Mahatsinjo-Manandaza;
4° Midongy-Malaimbandy;
5° Mandranarivo-Manja.

La 1re et la 4e aboutissent seules à la mer.

L'influence des Hova était pratiquement nulle sur ces lignes jalonnées de postes passifs, sans aucune action extérieure. Toutefois, dans le Menabe. ils avaient pris pied à Manandaza, dans le bassin de la Tsiribihina, où ils avaient établi un gouverneur hova, auquel obéissait la reine sakalave Rasinoatra.

PREMIÈRE OCCUPATION DU BETSIRIRY ET DU MENABE.

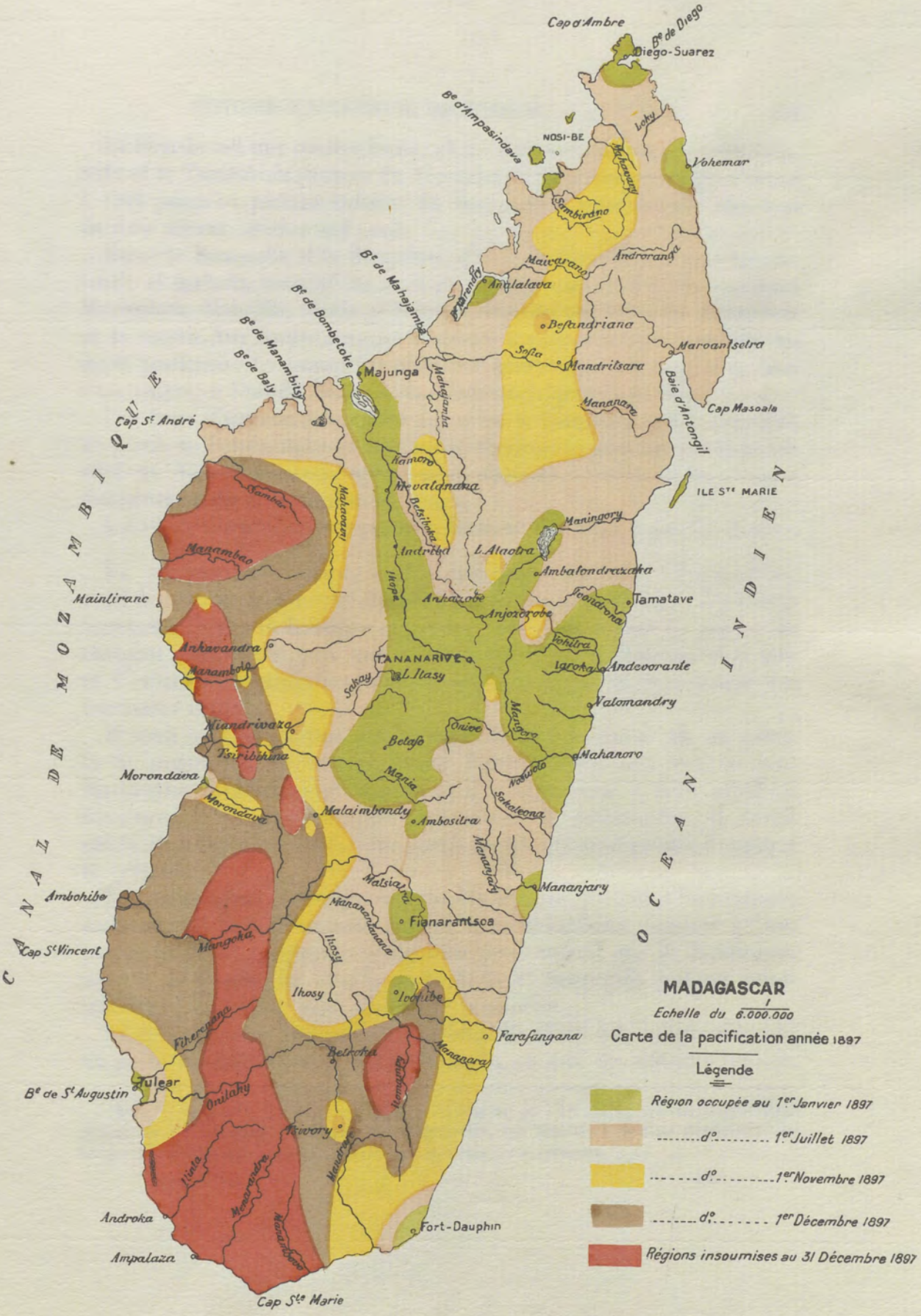
Il faut distinguer le Menabe indépendant, qui s'étendait entre le Manambolo et la Tsiribihina, du Menabe méridional, beaucoup moins turbulent. Les tribus de la première région, sous les ordres du roi Toera, avaient toujours refusé de se soumettre aux Hova.

Le général Gallieni décida qu'il fallait soumettre en premier lieu le Menabe méridional.

---

[1] Il convient aussi de faire état des Indiens, installés comme commerçants dans le Menabe, et qui y jouèrent un certain rôle peu favorable à l'influence française.

Université Côte d'Azur. Bibliothèques



Université Côte d'Azur. Bibliothèques

Le Menabe est une contrée boisée et marécageuse, arrosée par le Manambolo et la Tsiribihina (formée du Mahajibo et de la Mania) et qui s'étend à l'est jusqu'au plateau calcaire du Bemaraha d'une altitude moyenne de 400 mètres, orienté sud-nord.

Entre le Bemaraha et le Bongolava, c'est le Betsiriry, pays marécageux, touffu et malsain, traversé du nord au sud par une ligne d'eau continue: Manandaza, Mahajilo, Mania et Sakeny, obstacle considérable de rivières et de marais. Aux hautes eaux, de décembre à avril, le Betsiriry est difficilement praticable. La saison favorable aux opérations militaires va de mai à novembre. A l'est du Bongo Lava existe une région désertique.

Une base d'approvisionnement fut créée à Inanatonana à la frontière du cercle de Betafo, riche en ressources. Ce choix se justifiait par la proximité du Vakinankaratra, région riche, destinée à pourvoir les troupes indigènes en riz et les mulets en paddy.

Les vivres des troupes européennes devaient être fournis par Tananarive.

Le commandant Gérard, chef d'état-major du corps d'occupation, reçut la mission de pénétrer dans le Menabe par la Tsiribihina, d'y établir fortement l'autorité française en le couvrant d'un réseau de postes, de chercher à travers le pays une communication entre l'Imerina et la mer et d'entamer l'organisation administrative, politique et économique des territoires soumis.

Il avait à sa disposition une colonne de 600 hommes[1] et, en outre, la 8e compagnie haoussa (capitaine Parent de Curzon), qui occupait Maintirano, Morondava et Mahabo et il était autorisé à faire appel au concours de la 3e compagnie sénégalaise à Ankavandra; il devait entrer en relation avec la division navale Le Dô, qui avait promis d'appuyer la colonne.

Le commandant décida que le gros des troupes, partant d'Inanatonana emprunterait l'axe de marche naturel de la Tsiribihina, pendant qu'une partie de la 3e compagnie sénégalaise progresserait par le Manambolo et que, de la côte, les détachements de la 8e compagnie haoussa pénétreraient à l'intérieur pour rencontrer la colonne.

La 4e compagnie sénégalaise (capitaine Mazillier) fut chargée d'établir un poste dans le Betsiriry, sur le Mahajilo, en aval des derniers rapides,

[1] Effectif de la colonne : 3 compagnies sénégalaises de 140 fusils, 1/2 compagnie algérienne de 40 hommes, 70 conducteurs sénégalais, 70 mulets, 1 section d'artillerie; au total : 500 indigènes, 100 Européens et Algériens, 100 animaux.

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

en vue de créer une base de ravitaillement avancée et de poser les premiers jalons militaires et politiques de l'occupation, en s'aidant de l'influence du gouverneur hova de Manandaza; il importait en particulier de se renseigner sur les dispositions à l'égard des Français du roi Toetra.

Le capitaine Mazillier choisit Miandrivazo; il y parvint le 10 juin 1897 sans avoir rencontré d'obstacle.

La liaison fut établie avec Inanatonana par le poste d'Analaidirano, créé par le capitaine Mérienne Lucas, du cercle de Betafo.

Le capitaine Mazillier entreprit aussitôt le transport de vivres pour trois mois, par bourjanes d'Inanatonana à Analaidirano, par mulets de ce dernier poste à Miandrivazo.

Grâce à la diligence du capitaine Mazillier, trois mois et demi de vivres, 117.000 cartouches, 350 charges pour les canons étaient bientôt rassemblés à Miandrivazo.

Les Sakalaves se livrèrent à des manifestations hostiles dès le début de juillet; elles avaient été précédées d'un engagement très vif entre une bande de Toera et un détachement sénégalais commandé par le lieutenant Rocheron, le 17 juin, aux environs d'Ankavandra.

Venant de Tananarive, tous les éléments de la colonne, passant par Inanatonana, se concentrèrent à Miandrivazo sans incident le 10 août 1897 au soir.

Mahatainty, chef du Betsiriry, ayant réuni ses guerriers dans la presqu'île d'Anosimena, au milieu des marécages, dans le but de nous résister d'accord avec Toera, le commandant Gérard l'attaqua le 13 août au point du jour et le chassa sans coup férir de cette position importante. La 5e compagnie sénégalaise (capitaine Robin) reçut la mission d'occuper Anosimena; les autres éléments de la colonne rentrèrent à Miandrivazo où fut organisé le nouveau secteur du Betsiriry, rattaché au cercle de Betafo.

Le mouvement fut repris le 19 août.

La colonne était fractionnée en 3 groupes chargés de missions distinctes :

Le 1er groupe, 65 hommes de la 3e compagnie, devait quitter Ankavandra le 19 août pour occuper Bekopaka sur le Manambolo le 22 août;

Le 2e groupe, sous les ordres directs du commandant Gérard (2e compagnie sénégalaise, 1 peloton de la 5e compagnie sénégalaise et le peloton algérien), partant d'Anosimena et franchissant le Bemaraha, devait occuper Bemena le 21 août;

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

Le 3e groupe, commandé par le capitaine Mazillier (4e compagnie sénégalaise et une pièce de 80 millimètres de montagne), devait marcher par la rive gauche de la Mania, puis de la Tsiribihina, traverser le Sakeny en face de Marokotay et déboucher le 23 août sur la Tsiribihina, à Begidro, en face de Bemena.

Le mouvement s'exécuta conformément aux ordres donnés, malgré la marche rendue très pénible par les fondrières et les cours d'eau et il fut décidé que la progression reprendrait dès le 25 août pour mettre à profit le désarroi des Sakalaves partout bousculés.

Quatre groupes de pénétration furent formés :

Le capitaine Mazillier, avec la 4e compagnie sénégalaise, devait quitter Begidro le 25 au matin, suivre la rive gauche de la Tsiribihina par l'itinéraire Berevo-Androngony et passer à cet endroit sur la rive droite pour déboucher dans la plaine s'étendant à l'est du lac Hima.

Le capitaine Robin, avec le peloton de la 5e compagnie sénégalaise, devait quitter Bemena en pirogue le 25 au soir, descendre la rivière jusqu'à Tsimangoa, s'arrêter à Androngony pour faire passer le détachement du capitaine Mazillier sur la rive droite et rejoindre ce détachement à l'est du lac Hima après avoir reconnu Tsimangoa.

Le groupe du commandant Gérard (peloton algérien, 3 sections de la 2e compagnie sénégalaise, détachement d'artillerie) avait pour mission, quittant Bemena le 26 au matin, de gagner par la rive nord du lac Andranomena, Ankalalobe, résidence du chef de bandes Mahata et de faire sa jonction avec les 2 premiers groupes.

Le lieutenant Martin, avec une section de la 2e compagnie sénégalaise, devait quitter ce 3e groupe aux environs d'Ankalalobé et se rendre à Bekopaka pour établir la liaison de la colonne avec le capitaine Orlanducci; il ne devait commencer son mouvement qu'après la reconnaissance d'Ankalalobé.

En résumé, les deux premiers groupes devaient se trouver en position à Hima pour barrer la route de retraite probable des guerriers de Mahata, s'ils avaient tenté de résister à Ankalalobe et, le 28 août, tous les éléments de la colonne seraient groupés à Hima.

Malgré les énormes difficultés présentées par le terrain, les mouvements des divers détachements furent réalisés exactement et, le 30 août, Ambiky était attaqué par les 4 groupes à la fois, qui avaient réussi à entourer le

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

village sans donner l'éveil à l'ennemi; Toera fut tué dans ce combat rapide qui se termina par la fuite et la dispersion de l'ennemi; Ingueza, frère de Toera, successeur désigné de celui-ci, mais personnage effacé, fut nommé roi du Menabe. Le capitaine Mazillier reçut la mission de commander ce nouveau secteur.

Le lieutenant Turquois, du génie, fut chargé d'organiser par voie fluviale le ravitaillement du territoire conquis, des postes furent créés à Ankalalobe et Androngony, de nombreuses soumissions (1.000 fusils rendus) se produisirent à la suite de ces opérations et de l'organisation que le capitaine Mazillier donna à son secteur.

Le centre d'un secteur voisin fut créé à Mahabo, à proximité de la résidence de la reine Rasinatoa, alliée de la France, ce qui provoqua des soumissions nombreuses et faciles (4.000 fusils rendus).

Ayant posé les premiers jalons de l'organisation militaire et administrative du Menabe, le commandant Gérard se rendit par mer à Benjavilo et à Maintirano et créa des postes à l'intérieur, en particulier à Andjia, Ambalarano et Morafenobe, tandis que des postes côtiers étaient installés, avec l'aide de la disivion navale, à Tamboharano et Beravina, pour empêcher la contrebande des armes par la mer.

SOULÈVEMENT DES SAKALAVES.

Jusqu'au milieu de septembre 1897 les Sakalaves, surpris par la rapidité d'action des Français, n'avaient pour ainsi dire pas résisté à la pénétration, mais ils se rendirent bientôt compte de la faiblesse des effectifs d'occupation et se soulevèrent dans un mouvement général; les Indiens, gênés depuis l'occupation française dans leur commerce des esclaves et de l'or, n'étaient sans doute pas étrangers à cette révolte, qui s'alluma subitement du nord au sud.

Dans la nuit du 27 au 28 septembre, le poste de Bekopaka sur le Manambolo est attaqué par 150 Sakalaves; les 26 tirailleurs du lieutenant Rocheron, seule force restée à Bekopaka en l'absence du capitaine Orlanducci, parti en reconnaissance lointaine avec le gros de sa compagnie, repoussent après un combat acharné les assaillants qui, à la faveur de l'obscurité, avaient réussi à prendre pied dans le poste. Les Sakalaves laissèrent 32 cadavres sur le terrain, le détachement français eut 2 tués et 4 blessés.

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

Le 5 octobre, à la pointe du jour, Ambiky (où commandait le capitaine Mazillier) est attaqué par 400 Sakalaves armés de fusils; l'ennemi s'acharne trois fois à l'attaque, trois fois il est repoussé, mais le lieutenant Turquois, du génie, l'organisateur du ravitaillement du Menabe par la Tsiribihina, l'adjudant Renault de la légion étrangère, 7 tirailleurs indigènes sont tués et l'on compte 14 blessés; les Sakalaves de leur côté ont subi de très grosses pertes.

Le 7 octobre, Ankalalobe est enlevé par surprise; le lieutenant Chambaud se trouvait seul au poste avec 3 tirailleurs sénégalais, tandis que le reste de la garnison était occupé à l'extérieur à une corvée de bois. Un groupe de Sakalaves demande à l'officier une entrevue sous prétexte d'affaires diverses à régler et perfidement ils se ruent sur lui, le massacrent avec ses trois hommes. Les tirailleurs de la corvée de bois accoururent aux cris des mourants, se précipitent sur l'ennemi, se battent à la hache et au coupe-coupe et cherchent à venger la mort de leur chef, mais ils sont bientôt environnés d'une nuée de rebelles surgis de partout et doivent retraiter, presque tous blessés, sur Androngony. Le sergent Moreau, qui revenait de Bemena au poste avec un convoi de cartouches, accourt au combat et, quoique blessé, réussit à sauver le corps de son lieutenant.

Le 9 octobre Bemena est à son tour attaqué; les Sakalaves sont vigoureusement repoussés par le sergent Voisin et subissent d'énormes pertes, alors qu'il n'y eut qu'un seul blessé du côté français.

A l'est, Maintirano et Andemba sont assaillis par des bandes nombreuses et résistent victorieusement.

En somme tous les postes du Menabe avaient été attaqués et, seul, celui d'Ankalalobe avait été enlevé à la faveur d'une surprise provoquée par une imprudence. En outre, les détachements étaient harcelés sans cesse dans la brousse.

Le commandement, en Imerina, reçut une version très exagérée des faits, dénaturés par la population indigène; des renforts importants furent envoyés dans le Menabe. Déjà les garnisons voisines des postes attaqués avaient porté secours aux détachements en danger. A la première alerte, le capitaine Robin et le lieutenant Marchat étaient partie de Mahabo et s'étaient dirigés sur Ambiky avec les tirailleurs et les conducteurs sénégalais disponibles.

Le capitaine Durand, commandant le cercle de Betafo, croyant Ambiky

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

enlevé, avait poussé sur Bemena un gros de jeunes recrues hova et de miliciens. Le lieutenant Dejoux et le sergent Divoux, obligés de payer de leur personne pour entraîner ces soldats novices, effrayés par les Sakalaves, furent tués. Le capitaine Durand parvint à faire sa jonction avec le lieutenant Baudoin qui marchait en sens inverse à la tête d'un peloton sénégalais et qui se distingua particulièrement dans sa mission de liaison.

Le lieutenant-colonel Septans, à Majunga, sur le point d'aller prendre le commandement des territoires sakalaves, reçut du général Gallieni les instructions suivantes : concentrer la majeure partie des forces de l'ouest sur la Tsiribihina, tenir solidement les points de la côte propices à la contrebande des armes et des munitions, consolider les résultats acquis.

Des renforts furent envoyés de l'Imerina (1re compagnie de la légion et 9e compagnie du régiment colonial), ce qui permit d'exécuter des reconnaissances plus nombreuses autour des postes et de rendre plus efficace la défense de la côte. La 1re compagnie de légion fut affectée à Tulear, la 5e compagnie sénégalaise à Ambohibe à l'embouchure du Mangoka et la 9e compagnie coloniale à Maintirano.

Le «territoire sakalave» fut constitué par arrêté du 12 novembre 1897; il s'étendait du cap Saint-André au Mangoka, sa limite orientale était le Bemaraha et il englobait les cercles de Maintirano et de Morondava.

Cette organisation administrative «en longueur» avait été conçue dans l'idée que les communications par mer seraient assurées entre les divers points de la côte; malheureusement, faute de baleinières et de caboteurs, ces communications furent pratiquement inexistantes, et d'autre part, les négociations avec les Sakalaves ayant échoué, il fallut reprendre l'action en profondeur, perpendiculairement à la côte, pour refouler les incursions ennemies dans le Betsiriry. Betafo devait servir de base de ravitaillement. Aussi le territoire sakalave fut-il supprimé le 12 mars 1898. Le cercle de Morondava fut alors rattaché au 2e territoire militaire et le cercle de Maintirano au 4e territoire; ces mesures permirent aux commandants de ces territoires d'utiliser des voies de communications rayonnant de l'Emyrne pour ravitailler les postes de la côte, et pour achever la pacification du pays par une action combinée, de l'intérieur vers la côte et de la côte vers l'intérieur.

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

OPÉRATIONS DANS LE NORD-OUEST.

1° Création du cercle militaire d'Analalava.

A la suite de l'action de la compagnie Clavel et de la milice de la côte nord-ouest, appuyées par la division navale, les rebelles hova avaient été dispersés, mais des bandes s'étaient reformées, en particulier à 30 kilomètres au nord d'Andranosamonta (nord d'Analalava), à l'appel de l'agitateur Rakotovaomoramanga. Le général Gallieni en tournée d'inspection s'arrêta le 2 juin à Andranosamonta et chargea le capitaine Toquenne de pacifier et d'administrer le nouveau cercle d'Analalava qu'il venait de créer.

Le capitaine Toquenne, avec les 5e et 7e compagnies malgaches, attaqua Rakotovaomoramanga et, en deux rencontres, dispersa ses partisans; les Hova se soumirent; ramenés à la côte et installés dans les villages, surveillés par le poste d'Analalava, ils participèrent utilement à la colonisation. Le calme fut promptement rétabli, la 7e compagnie put être mise à la disposition du capitaine de Bouvié qui opérait dans le sud du cercle contre Rainitavy.

2° Opérations du capitaine de Bouvié dans le Boeni oriental.

Le poste d'Ambato sur la Betsiboka ayant été attaqué, le résident de Majunga réquisitionnait le capitaine de Bouvié avec la 7e compagnie haoussa pour rétablir l'ordre dans la région.

Parti de Marovoay le 6 avril avec un détachement d'une centaine d'hommes (4 sous-officiers, 34 tirailleurs haoussa, 54 miliciens) et 200 partisans sakalaves, il atteignait la Mahajamba à Maroadabo le 10 avril, battait les rebelles à Vativoka et installait le poste de Tsaratanana le 24 du même mois. Quelques soumissions se produisirent, mais le centre d'agitation s'était porté dans la boucle du Bemarivo, affluent de gauche du Sofia, et de l'Andranolava.

Le capitaine de Bouvié enlevait Mampikony le 9 mai, y créait un poste et rentrait à Majunga; Rainitavy ayant rassemblé 1.200 hommes dans la région du haut Bemarivo attaquait infructueusement Mampikony le 20 juillet. Le capitaine de Bouvié, renforcé par la 7e compagnie du 1er régiment malgache détachée du cercle d'Analalava, et par un détachement de milice, attaqua Rainitavy le 24 août; ce chef se replia sur la forte position de Masokoamena sur laquelle, jadis, les Sakalaves avaient résisté aux Hova durant dix ans. L'assaut donné échoua malheureusement par

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

suite du manque d'artillerie; les postes français furent encerclés et le lieutenant Bergé mortellement blessé; il y eut en outre 4 tirailleurs tués, 18 blessés. Une centaine de miliciens, 75 conducteurs sénégalais, une pièce de canon de 100 millimètres furent envoyés en renfort de Majunga le 2 août. D'Ambatondrazaka partait le 1er septembre un détachement d'infanterie avec le commandant Rouland; ce dernier, arrivé le 8 septembre, prit aussitôt la direction des opérations. La position déjà investie par le capitaine de Bouvié fut enlevée le lendemain. Le gros de l'ennemi avait fui, abandonnant 150 cadavres, 200 blessés; en outre 300 indigènes étaient morts de faim. Impressionné par ce désastre, Rainitavy se rendit en novembre et un poste créé à Masokoamena amena la soumission des derniers rebelles; le secteur de Bemarivo fut institué et rattaché à la province de Majunga : le chef-lieu en fut Belanitra, dénommé Port-Bergé en souvenir du lieutenant d'infanterie de marine tué à l'ennemi. Des postes furent édifiés dans tous le pays : Mampikony, Maroadabo, Andranofotsy, Maromoka, Ampasimanantera, Lehanja, Masokoamena.

La liaison entre la province de Majunga et le cercle d'Ankazobe et d'Ambatondrazaka était solidement et définitivement réalisée.

PÉNÉTRATION DANS LE SUD DU BETSILEO CHEZ LES BARA ET LES TANALA.

Le pays au sud du Betsileo était habité par les tribus bara et tanala, sauvages, jalouses de leur indépendance, en lutte continuelle les unes contre les autres. Elles peuplaient les parties supérieures de la région, qui est un centre de dispersion des eaux.

Une forêt de parcours très difficile, couvrant la chaîne de montagne qui, du plateau de l'Ikongo, s'oriente sensiblement du nord au sud-sud-ouest, sépare leur pays de la province de Farafangana à l'est.

Du nord au sud, le versant oriental de cette chaîne donne naissance à un grand nombre de cours d'eau : le Faraony, navigable par pirogues de la mer à Sahasinaka, le Matitanana qui enserre le plateau de l'Ikongo, le Jantara, le Mananara, rivière la plus longue et la plus importante de la contrée, le Manambodro, l'Isandra, etc.

Les bassins inférieurs de ce réseau hydrographique abondant sont très fertiles; ils sont habités par les Antaimoro et les Antaifasy, races laborieuses et pacifiques.

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

Au sud, le Mandrere sépare le pays des Antandroy et des Mahafaly, à l'ouest, de celui des Antanosy, à l'est.

A l'ouest, s'étend l'immense plateau désertique de l'Horombe, de parcours facile, bordé à l'ouest par l'Onilahy, au nord par le Mangoka, fleuves puissants du versant occidental. Ce plateau n'a pas de grandes forêts.

Les centres les plus importants des pays bara et tanala sont l'Ikongo, Ihosy et Ivohibé.

L'idée du général Gallieni était, pour supprimer les incursions des pillards bara et tanala dans le Betsileo, d'occuper fortement ces centres, bases de pénétration dans le sud par les pistes :

Fianarantsoa, Fort-Dauphin, par Ihosy;
Betroka, Tamo-Tamo;
Fianarantsoa, Tulear par Ihosy et Ranohira;
Ihosy, Koakaora, Farafangana par Ivohibe.

En somme, il fallait relier Fianarantsoa à Farafangana, Tulear et Fort-Dauphin, faire de la protection à grande distance et jalonner les routes par des postes d'étape militaires, les résidents de la côte cherchant à étendre l'influence française et la pénétration vers le nord.

Le docteur Besson, résident de Fianarantsoa, fut chargé de diriger cette action du nord au sud. Deux lieutenants-chanceliers furent mis à sa disposition pour administrer les districts d'Ihosy et Ivohibe.

District d'Ihosy. — La mission du lieutenant-chancelier Mouveaux était de se relier à Tulear. Ramieba, chef des Bara, établi à 90 kilomètres à l'ouest d'Ihosy, se soumit officiellement tandis qu'il excitait les chefs des autres tribus à la révolte. Il fut destitué à Ranohira même et les Bara-Bé firent dès lors leur soumission de bonne grâce, payèrent l'impôt et consentirent même à améliorer les sentiers de Tulear, de Fianarantsoa, d'Ivohibe et de Betroka.

Les réfractaires se réfugièrent sur la rive gauche du Malio, dans la région de Vohingezo.

Occupation de Tamo-Tamo. — Le garde Philippini, chef d'un poste de milice créé à Tsivory, à six jours de Fort-Dauphin, y fut assassiné en juin 1897. Pour venger cette mort et pour rétablir l'ordre, le capitaine Lacarrière, commandant la 1re compagnie du 1er régiment malgache, fut désigné

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

pour exécuter une action rapide; parti de Fianarantsoa le 4 juillet avec 150 tirailleurs, il entrait le 15 à Betroka, le 22 à Tamo-Tamo, le 23 à Tsivory. Tsivory fut abandonné en raison de sa situation défectueuse et un poste fut établi à Tamo-Tamo.

Ranohira était attaqué dans la nuit du 15 au 16 août, en l'absence du lieutenant Mouveaux en tournée et d'une partie de la garnison du poste. L'attaque fut repoussée par le soldat de 1re classe Fauquembergues, de l'infanterie de marine, qui prit le commandement des quelques miliciens restés à Ranohira. D'Ihosy, le soldat Aimé, en l'absence de ses supérieurs également en tournée, partit de sa propre initiative au secours de Ranohira avec 30 miliciens. Le lieutenant Mouveaux, de retour à Ihosy sur ces entrefaites, se mit à la poursuite des rebelles qu'il dispersa, installa à Betroka, pour établir la liaison avec Tamo-Tamo, une garnison composée de 2 soldats d'infanterie de marine et de 50 miliciens.

Le capitaine Lacarrière s'empare le 30 septembre de Betay à la frontière du cercle de Fort-Dauphin. Tsivory fut réoccupé et des relations régulières établies avec Fort-Dauphin.

District d'Ivohibe. — Le lieutenant Baudrand était chancelier de ce district; il avait sous ses ordres 10 soldats d'infanterie de marine, 100 tirailleurs malgaches commandés par le lieutenant Tilho et 50 miliciens. Le roi des Iantsantsas, Isambo, ne se soumit qu'à contre-cœur et suscita la résistance passive d'une grande partie de ses sujets. Il s'enfuit dans le massif rocheux d'Ivohibe en rébellion déclarée, puis, pourchassé, à la suite d'échecs répétés, alla faire sa soumission au résident de Farafanga.

District d'Ikongo. — M. Bertrand, chancelier de résidence, fut mis à la tête de ce district en août. Le lieutenant Gaubert installa un poste à Moramiandra; un poste de milice fut créé à Sahavinaka sur le Faraony.

Le plateau de l'Ikongo est un lieu difficilement accessible, éloigné de tout centre habité, rendu fameux par la lutte que les Tanala y avaient victorieusement soutenue autrefois contre les Hova. C'est là qu'en août et septembre 1897 de nombreux groupes rebelles se réunirent.

Le commandant Cléret, alors à Fianarantsoa, fut chargé d'enlever ce plateau, position d'une importance capitale, qui commandait la route de Fianarantsoa à la mer par le Faraony. Les opérations furent menées vigoureusement, du 28 septembre au 10 octobre, date à laquelle le plateau fut conquis après un siège en règle.

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

Le cercle militaire des Bara et des Tanala, détaché du Betsileo, fut créé, avec chef-lieu à Ivohibe; il comprenait les districts d'Ihosy, d'Ivohibe, de Tamo-Tamo et le secteur de l'Ikongo, rattaché à la province de Farafangana. Trois compagnies seulement furent mises à la disposition du commandant Cléret pour faire la police de cette vaste contrée. Cet officier avait pour mission essentielle d'occuper solidement, avant tout, les lignes de communication de l'intérieur avec la côte (Ivohibe-Tulear, Ivohibe-Fort-Dauphin, Ivohibe-Farafangana).

Dans le secteur d'Ivohibe la soumission d'Isambo améliora notablement la situation à la fin de 1897.

Dans le secteur d'Ikongo la plupart des villages furent réoccupés.

Dans le secteur de l'Ihosy une bande de réfractaires s'étaient réfugiés dans la région du Vohingezo.

Dans celui de Tamo-Tamo le désarmement des populations fut long, les tribus étant hostiles à l'impôt et aux prestations.

OPÉRATIONS EXÉCUTÉES DANS LES CERCLES DE FORT-DAUPHIN ET DE TULEAR.

Lorsque le général Gallieni passa à Fort-Dauphin en tournée d'inspection, le 23 juin 1897, la situation était précaire dans le pays; le garde Philippini venait d'être assassiné à Tsivory, le commerce était presque arrêté et, signe caractéristique, le caoutchouc n'était plus exploité. Les seuls postes occupés étaient Manambaro, sur la route de Tamo-Tamo, à un jour de marche de Fort-Dauphin et Manantenina; les tribus étaient en rébellion ouverte. Sur la demande des colons de Fort-Dauphin, l'administration de la province fût confiée à un officier, le capitaine Brûlard, commandant la 4e compagnie de légion. Le cercle de Fort-Dauphin prit la dénomination de cercle militaire annexe. La 4e compagnie de légion débarqua à Fort-Dauphin le 26 août. Son chef mena à bien, en trois mois, l'organisation et l'administration de son cercle turbulent. Il rechercha principalement la jonction avec Tamo-Tamo.

La région de Fort-Dauphin est occupée par trois races : Antanosy et Antatsimo qui habitent la rive gauche du Mandrore, Antandroy qui habitent sur la rive droite de cette rivière. Les Antanosy sont les plus pacifiques, et leurs notables, assemblés en kabary (réunion) le 9 septembre, acceptèrent l'égide des français, alors que les Antandroy la refusèrent.

Le capitaine décida alors d'occuper méthodiquement le pays et, en parti-

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

culier de s'assurer la route de Tamo-Tamo. Le lieutenant Prévot, avec 40 légionnaires et 30 miliciens, arriva le 21 septembre à Tsilamahana, y construisit un poste et, se portant sur Tamo-Tamo, fit sa jonction avec le capitaine Lacarrière, après avoir pris part à la prise de Betay. Des Antandroy, laissés à la disposition du sergent Bussière pour construire le poste de Tsilamahana, désertèrent en essayant d'emmener le troupeau de la garnison; ils furent poursuivis et Elakelaka, un de leurs repaires, fut occupé.

Occupation du pays Antanosy. — Le lieutenant Cornetto créa les postes de Saint-Luce, Ambaniazo, Andasibe, Andetra et renforça le poste de milice de Manantenina de quelques légionnaires. Lors d'une tournée en pays Antanosy et Antatsimo, en novembre 1897, le capitaine Brûlard, dans le but de soustraire son cercle aux incursions des Antandroy, fit occuper le petit poste d'Andrahamana et se dirigea sur Ampasimpotaka qu'il atteignit le 3 novembre; attaqué en cours de route, il refoula les Antandroy de Behara, où il s'installa. De la sorte, les débouchés du Mandrere étaient surveillés et la route de Tamo-Tamo protégée.

Le capitaine divisa son cercle en 3 secteurs : secteurs de Fort-Dauphin, secteur Antanosy, secteur Antandroy.

Tous les postes furent occupés par des garnisons mixtes de milice et de légion. Des reconnaissances nombreuses furent lancées dans le pays, le désarmement des tribus put s'opérer, les villages se repeuplèrent et le commerce reprit.

Ces résultats furent dus à l'ardeur des légionnaires qui subirent de lourdes pertes sans faillir à une tâche très pénible.

Province de Tuléar.—Depuis 1888 un résident français séjournait à Nossy-Vé, îlot situé en face de la baie de Saint-Augustin. Ce point était assez important, en raison du commerce de caoutchouc qui prospérait dans le sud de l'Ile. Il s'était créé sur cet îlot, à l'abri des incursions des pillards, une colonie de traitants; mais Nossy-Vé présentait de nombreux inconvénients dus à sa situation isolée et à son manque d'eau de source.

Le général Gallieni, à son passage à Tulear le 19 juin 1897, durant sa première inspection autour de l'Ile, avait décidé que les services administratifs de Nossy-Vé seraient transférés à Tulear, poste de terre ferme, qui présentait en particulier le gros avantage d'avoir un mouillage sûr à l'abri de la houle, grâce à un long récif orienté nord-sud devant la baie de Saint-Augustin. Tulear devenait ainsi le chef-lieu d'une province qui s'étendait du Mangoky à l'Onilahy.

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

Cette province était habitée sur la côte, dans le Fiherenana, par les Sakalaves guerriers et rebelles, à l'intérieur par les Bara, Imamono et les Antanosy émigrés venus de la région de Fort-Dauphin au milieu du siècle dernier; ces deux dernières peuplades étaient pacifiques.

Le roi des Sakalaves, Tompomanana, avait difficilement admis la création d'un poste de milice à Andonaka, résidence de l'administrateur, M. Estèbe, et l'établissement de 2 postes de douane à Manambo et Belimboka; il refusa de se présenter au général Gallieni lors de son passage à Tulear.

Devant cette attitude hostile, le général ordonna qu'un détachement, formé de la 6e compagnie malgache (capitaine Genin) et de 40 disciplinaires (lieutenant Boutonnet), partît de Diego pour Tulear en vue d'opérations à effectuer contre ce chef rebelle.

Après le départ du général, M. Bligny, garde principal de milice, chef du poste d'Andonaka, fut lâchement assassiné par une bande appartenant à Tompomanana; M. Estèbe rassembla à Tulear les éléments de milice disponibles auxquels se joignirent volontairement M. Bastard, explorateur du Muséum, de passage à Tulear et 21 colons français. Après une marche forcée de 70 kilomètres, ce groupe atteignit Manambo le 5 juillet et se portant sur Andonaka, enleva le village de Tompomanana et rétablit le poste.

Les forces envoyées de Diego-Suarez débarquèrent à Tulear le 11 août. Les opérations entreprises d'août à novembre aboutirent à la création de postes: à Manera, sur la route de Ranohira à Ihosy, à Ankazaobo, résidence du chef allié Impoinimerina, roi des Bara Imamono, enfin à Ankatofotsy et Itandraka. Les soumissions qui en résultèrent furent nombreuses, mais Tompomanana restait toujours irréductible.

SITUATION A LA FIN DE 1897 DANS L'OUEST ET DANS LE SUD DE L'ÎLE[1].

Alors que la côte est avait toujours joui d'une grande tranquillité et que la pacification du nord-ouest semblait durable, il restait, à la fin de la campagne de 1897, beaucoup à faire dans l'ouest et le sud. La campagne de 1898 devait consolider et étendre les quelques résultats qui y avaient été obtenus au prix de grands efforts et de lourdes pertes. La saison des pluies précédant la reprise des opérations fut employée activement à des prépa-

[1] Voir croquis n° 2.

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

ratifs de ravitaillement, à la construction de postes, à l'instruction des tirailleurs et à une action politique et administrative très poussée.

Le pays sakalave incomplètement pacifié demeurait le souci dominant du général Gallieni pour 1898. Il décida d'y porter tout son effort, les troupes d'occupation des régions du sud devant veiller à la sécurité des trois chemins rayonnant de Fianarantsoa à Tulear, Fort-Dauphin et Farafangana. Il importait de soumettre en premier lieu les Sakalaves guerriers, afin d'entraîner la soumission de toutes les autres tribus moins belliqueuses.

A Toera, roi du Menabe, tué durant la campagne de 1897, avait succédé Inguereza, considéré par les Sakalaves comme son héritier naturel. Inguereza se déclarait irréductible à l'égard des Français et implacable vis-à-vis de ceux de ses sujets qui accepteraient leur joug.

2e territoire. — Le pays au sud de la ligne Malaimbandy, Mahabo, Morondava peut être considéré comme tranquille, et le pays au nord de cette ligne comme troublé. Il faut opérer encore dans le Menabe proprement dit; dans ce but il est nécessaire de s'établir solidement à Tsimanandrafozana et Ambiky, à proximité de la côte, puis de progresser méthodiquement vers l'est le long de la Tsiribihina. Une action parallèle sera menée sur le Manambolo, le cercle d'Ankavandra coopérant si possible à l'occupation de Bebozaka et de la haute vallée de la rivière.

Lorsque les deux lignes de communication du Manambolo et de la Tsiribihina seront fortement tenues, on devra tendre à les relier transversalement en progressant au sud du Manambolo et au nord de la Tsiribihina. La soudure avec les cercles voisins se fera de la même façon.

Le général Gallieni prescrivait d'utiliser les fleuves pour le ravitaillement venant de la côte afin de dégager le plus tôt possible le centre de toute servitude à cet égard.

4e territoire. — Le mouvement en avant de l'est à l'ouest se fera suivant deux axes, le premier Ankihina-Beravina, au sud de la province de Majunga à travers une zone inexplorée, le deuxième Makarainga-Morafenobe-Ambalarano et le Manambolo.

Le mot d'ordre donné aux administrateurs et officiers résidents de ces régions était de consolider l'occupation des postes, d'assurer la sécurité des artères partant de Fianaratsoa et aboutissant aux ports sud, en un mot de conserver les résultats acquis, de les étendre par une action politique lente, afin que le commandement pût concentrer son effort dans le Menabe.

Le général rappelait à ses subordonnés les principes de pacification et d'organisation qu'il avait si brillamment mis en pratique au Tonkin.

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

CHAPITRE IV.

LA PACIFICATION EN 1898.

OPÉRATIONS DANS LE DEUXIÈME TERRITOIRE. — OPÉRATIONS DANS LE QUATRIÈME TERRITOIRE. — OPÉRATIONS DANS LE CERCLE DES BARA. — OPÉRATIONS DANS LE CERCLE DEI TULEAR. — SITUATION GÉNÉRALE DANS L'OUEST ET DANS LE SUD DE MADAGASCAR EN 1898. — SITUATION GÉNÉRALE DANS LES TERRITOIRES DU NORD EN 1898.

OPÉRATIONS DANS LE DEUXIEME TERRITOIRE.

Le colonel Sucillon était à la tête du 2e territoire qui comprenait :

le cercle de Miarinarivo (commandant Cussac) auquel était annexé le cercle d'Ankavandra (capitaine Gallois);

le cercle de Betafo (capitaine Durand) auquel était annexé le cercle de Betsiriry (capitaine Lucciardi);

le cercle de Morondava (commandant Putz).

Le chef-lieu du territoire fut transporté 10 kilomètres dans l'ouest, de Tsiafy à Soavinandriana, afin d'être à proximité du théâtre des prochaines opérations.

Le cercle de Betafo fut chargé, comme en 1897, du ravitaillement par le centre; 550 tonnes de riz furent transportées de l'Emyrne à Miandrivazo.

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

Les opérations effectuées dans le 2e territoire peuvent être divisées en trois phases :

1° Du 1er janvier au 1er mai, les troupes gagnent le Bemaraha, limite ouest du 2e territoire;

2° Du 1er mai au 25 août, la limite ouest du 2e territoire ayant été reportée à la côte du canal de Mozambique, les troupes occupent le cours de la Tsiribihina et la partie sud du Menabe;

3° Du 25 août au 31 décembre, elles prennent pied solidement sur la rive droite de la Tsiribihina et consolident les résultats obtenus.

1re phase. — Le Betsiriry était occupé par 4 postes : Analaidinano, Miandrivazo, Anosimena, Morotongo. Les trois derniers postes, situés à l'intérieur de la boucle du Mahajilo et de la Mania, ne permettaient pas de surveillance extérieure et d'autre part le poste de Bemena était trop isolé. Sur la rive droite du Mahajilo, des postes sont construits à Beria et Bemaraha, tandis qu'Anosimena est supprimé.

Sur la rive gauche de la Mania, Ankatrofotsy est occupé, et Ankatrevo purgé de ses pillards sakalaves après de dures opérations brillamment menées par le capitaine Lucciardi; les bandes sakalaves réunies à Bélo, prises entre les actions convergentes partant de ces deux nouveaux postes d'une part et de Miandrivazo et d'Ankazoabo d'autre part, furent rejetées dans le Menabe; il ne s'ensuivit aucune soumission, mais le Betsiriry était nettoyé et les troupes françaises avaient acquis, aux débouchés du Menabe, une forte base militaire.

2e phase. — Ankalalobe, où le lieutenant Chambaud avait été assassiné, était tombé par surprise en octobre 1897 et était resté entre les mains des Sakalaves depuis cette époque. Il importait de ne pas laisser les Sakalaves sur l'impression qu'ils avaient pu tenir en échec les troupes françaises en ce point. Le 4 juin, le poste fut repris et réoccupé définitivement malgré les réactions défensives violentes de l'ennemi.

Au sud de la Tsiribihina, afin de s'assurer de l'embouchure de cette belle rivière et d'établir la libre navigation entre Tsimanandrafozana et Ambiky, un poste fut créé à Kazoabo, qui devait éloigner les Sakalaves

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

de la rive gauche du fleuve; le capitaine Mazillier fut chargé de réaliser cette nouvelle occupation et réussit pleinement malgré la résistance des rebelles.

Le Menabe méridional est compartimenté par des collines orientées nord-sud, enserrant des vallées à fond plat qui retiennent les eaux de l'hivernage et sont très fertiles. Antsoa est le dernier village à la limite méridionale de la région cultivable entre la Tsiribihina et la rivière d'Andranomena; au sud d'Antsoa s'étend un désert de calcaire crayeux sans eau et sans ressources.

Les troupes de Betafo, sous les ordres du capitaine Durand, arrivent à Andranomavo le 10 juillet 1898 et atteignent Andranobile au nord, seul poste de cette contrée maintenu pour assurer la couverture de la Sakarezy. Le capitaine juge Andranomavo trop rapproché d'Andranobile et par conséquent inutile; il décide de l'abandonner et poursuit son mouvement vers l'ouest. Le 22 juillet, Andranomainty, le 23, Bemonto, sont enlevés et, le 15 août, après être entré en liaison à Morondava avec le commandant de ce cercle, le capitaine Durand installe à Bemarivo un poste de liaison entre le Menabe ouest et la route Mahabo-Malaimbandy.

Dans le Betsiriry, le capitaine Lucciardi quitte Ankalalobe le 5 juillet avec 170 fusils, se porte sur Androgony qu'il enlève avec Bemena le 23 juillet. Le 25, 110 hommes disponibles de cette petite colonne volante se portent sur Berevo.

Dans le cercle de Morondava, pour agir contre Inguereza, trois colonnes se préparaient à converger sur Kiboni, son repaire, en partant d'Ambiky, de Bosy et de Mahabo. Mais la 4e compagnie sénégalaise, qui devait participer à ces opérations, se trouva rapidement indisponible, les hommes étant atteints de béri-béri. Force fut d'agir seulement avec deux colonnes formées à Bosy et Ambiky.

Le capitaine Deleuze, avec 145 hommes et un canon, quitte son bivouac au nord-est de Bosy le 13 juillet, se dirige à l'estime, faute de guides sûrs, sur Kiboni. Le capitaine Mazillier, avec 128 fusils et un canon, quitte le 16 au matin son bivouac de Port-Ambiky. Kiboni est occupé presque sans combat le 17; de nombreuses prises sont faites.

Le commandant Putz établit lui-même, en canot sur la Tsiribihina, la liaison avec les troupes du Betsiriry à Androngony. Un poste provisoire est créé à Betakiltra.

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

Antsoa et Bekily ayant été occupés sans combat, un rabattement fut fait sur Ambato; pendant ce temps le capitaine Deleuze, parti d'Antsoa, entrait en relations avec les troupes du cercle de Betafo à Andranomainty.

La jonction des troupes des trois cercles était réalisée. Le commandant Putz, selon les instructions du commandant du territoire, fixa comme démarcation provisoire entre les troupes de Betafo, du Betsiriry et de Morondava, la ligne de Mahabo, Antsoa, Androngony. Le poste d'Andranomainty, distant d'Antsoa de 12 kilomètres fut abandonné, des postes définitifs furent créés à Kiboni et Antsoa. Le secteur de la Tsiribihina était institué et placé sous les ordres du capitaine Mazillier. Les Sakalaves réagirent assez vivement, en particulier à Antsoa, tiraillant sur les travailleurs qui construisaient le poste.

Dans l'après-midi du 15 août, le lieutenant Pierrebourg, de la 2e compagnie du bataillon étranger, était tué d'une balle au cœur en se rendant à son poste de combat pour riposter à une attaque ennemie. La guerre d'embuscade, ingrate et meurtrière, s'était allumée dans ce pays de fourrés et fondrières.

3e phase.—Du 25 août au 31 décembre 1898, les opérations sont achevées.

Le pays occupé, il restait à gagner à la cause française les habitants qui jusqu'ici, en majeure partie, s'étaient dérobés à l'influence des vainqueurs. L'occupation des postes fut renforcée; Ludvig Larsen, capitaine de la marine marchande norvégienne, intervint personnellement, dans un but de louable humanité, auprès des chefs sakalaves qu'il connaissait, mais cette tentative échoua. Le commandant Putz, malgré les insuccès de Larsen, accorda aux chefs de la rive droite de la Tsiribihina jusqu'au 26 septembre pour se soumettre, puis, n'ayant reçu aucune réponse à cette date il se mit le 29 septembre en route sur Soatanimbary signalé comme résidence d'Ozoué, un des principaux lieutenants d'Ingueza, enleva le village et établit un poste à Ankazoaberevo; il atteignit la mer et, chemin faisant, recueillit quelques soumissions aux environs de Belo où il installa également un poste.

Faute de temps et de moyens, les opérations sur le Manambolo, artère d'ailleurs beaucoup moins importante que la Tsiribihina, ne purent être exécutées.

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

Rangita grand chef Sakalava.

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

OPÉRATIONS DANS LE QUATRIÈME TERRITOIRE [1].

Le 4e territoire, créé le 26 janvier 1898, et placé sous les ordres du lieutenant-colonel Lyautey, comprenait le cercle d'Ankazobe, les cercles annexes de Maevatanana, d'Andriba et de la Mahavavy; le 12 mars 1898, il était augmenté du cercle de Maintirano.

D'après les instructions du général Gallieni, il s'agissait de pénétrer méthodiquement dans le pays à peu près inconnu à l'ouest de la Menavava et de tenir successivement les lignes de la Mahavavy et de l'Andranomavo par le Ranobé en établissant la liaison au nord avec la province d'Ambongo, au sud avec le 2e territoire. Le cercle de Maintirano ayant été rattaché au 4e territoire, le commandement devait en profiter pour réduire le pays situé d'une manière générale entre la mer, l'Ambongo et le 2e territoire, et plus spécialement les repaires de rebelles du Fonjia.

CERCLE DE LA MAHAVAVY (CAPITAINE DE BOUVIÉ).

Le cercle de la Mahavavy disposait de la 7e compagnie haoussa et de la 5e compagnie du 1er régiment de tirailleurs malgaches.

Le lieutenant Arnault part d'Ankadibe avec le peloton disponible de la 7e compagnie haoussa et occupe Bekodia; le 1er mars, il établit dans ces deux postes des magasins de vivres, tient la ligne de la Mahavavy, en réalisant la liaison avec la province de Majunga, au nord, à Stampitsy, avec le 2e territoire, au sud, à Ankilahila et Makarainga. Le capitaine de Bouvié rejoignit son lieutenant à Bekodia le 1er mai et, renforcé le 6 mai de la 5e compagnie (capitaine Dubus), se porta rapidement dans l'ouest, où il recueillit les soumissions des roitelets indigènes : Tsio sur l'Andranomavo (poste créé à Antageno), Tisohara sur le Manambaho du nord (poste créé à Mahagido), Moussa sur le haut Sambao (poste créé à Bekodoka).

Cette occupation fut menée avec une méthode si parfaite que pas un coup de fusil ne fut tiré.

Le 1er juin, le capitaine de Bouvié voyait son action s'élargir : le massif

[1] D'après le rapport du lieutenant-colonel Lyautey, commandant le 4e territoire.

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

du Fonjia, qui recélait un repaire de rebelles et les postes voisins de Morafenobe et d'Ambalarano étaient rattachés à son cercle. Laissant le capitaine Dubus continuer sa progression au nord-ouest, il se dirige sur Ankilahila avec ses forces disponibles pour, de là, atteindre le haut Manambaho du sud. Il occupe Ampandriambositra et par Morafanobe, où il trouve le lieutenant Arbogast, gagne le 6 juillet Ambalarano où il entre en relations avec le chef de bataillon Ditte, commandant le cercle de Maintirano.

CERCLE DE MAINTIRANO.

Le commandant Ditte, très habilement, par des reconnaissances militaires et par l'action politique, avait dès le début de 1898 réduit la plupart des rebelles; les derniers réfractaires s'étaient réfugiés dans le Fonjia et dans la région du Bemaraha nord. La route de Maintirano à Belalitsy, Anjia et Ambalarano fut bientôt complètement dégagée. Des approvisionnements furent constitués à Ambalarano en vue des opérations d'ensemble à entreprendre dans le Fonjia.

Ces opérations commencèrent à partir du 6 juillet, et, le 12 août, le massif était occupé par quatre postes et nettoyé.

Le commandant Ditte, libre de ce côté, se porte au nord dans le Milanja, s'empare des ports de Nossy-Voalavo et Vilamatso et opère sa jonction avec les troupes du cercle de la Mahavavy au pied du pic d'Ambohitrosy.

En résumé, au 15 septembre, les régions côtières du Mahilika, du Milanja et la région intérieure comprise entre les cercles de Maintirano et d'Ankazobe étaient pacifiés; une route sûre, que doublait une ligne optique entre Morafenobe et Ankazobe reliait ce dernier point à Maintirano. Les populations étaient rentrées dans les villages et les dissidents devenaient rares. Les incursions des Sakalaves dans le Vonizongo et le Voalalafotsy étaient rendues impossibles, les terrains d'élevage du Bongo-Lava pouvaient être utilisés en toute sécurité.

OPÉRATIONS DANS LE CERCLE DES BARA.

Dans le cercle des Bara, placé sous les ordres du commandant Cléret, il n'était question que de maintenir le *statu quo* et d'augmenter la sécurité des pistes ou chemins rayonnant de Fianarantsoa en direction d'Ihosy, Farafangana, Fort-Dauphin et Tulear.

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

Il en résulta une série d'opérations de faible envergure en apparence, sans liaison entre elles, ayant pour but d'assurer la police des routes.

Dans les secteurs d'Ihosy et de Tamo-Tamo, rien de spécial ne fut entrepris, à part la répression de quelques pillages à main armée.

Dans le secteur d'Ivohibe, une reconnaissance dirigée par le lieutenant Boin chez les Tambavalo, le 31 janvier et le 1er février, se termine par un dur combat sous bois contre Tsivoa, chef des rebelles; ceux-ci furent dispersés, abandonnant 12 fusils sur le terrain.

Une autre reconnaissance, commandée par le sous-lieutenant Jacquier et ayant pour mission de rechercher le plus court chemin entre Ivohibe et Betroha, fut attaquée le 20 février au village de Saroka; il s'en suivit un violent corps à corps qui finit à l'avantage des troupes françaises; le sous-lieutenant Jacquier, devant l'attitude nettement hostile de toute la population, résolut de ne pas gagner Betroka et revint sur ses pas à Ranotsara où un poste fut établi, premier jalon de progression et de surveillance dans la vallée de l'Ivondro; les Maromena qui tentèrent d'enlever ce poste, quelques semaines plus tard, furent repoussés avec des pertes sanglantes.

A la suite d'une effervescence née chez les Hovalahy ny Iantara, les postes d'Antambohabe et d'Antananarivokely furent créés. Ranotsara subit une nouvelle attaque le 21 avril par 600 rebelles, mais l'assaillant fut lui-même complètement surpris; soumis aux feux des assiégés commandés par le sergent Latapie et à ceux d'une troupe de secours sous les ordres du lieutenant Boin, il lâcha pied le 23 avril.

Sur ces entrefaites, le commandant Cléret, en fin de séjour, fut remplacé par le commandant Michard, qui agit selon les mêmes méthodes que son prédécesseur, poursuivant l'action engagée dans le secteur d'Ivohibe et s'en tenant au *statu quo* partout ailleurs; il porta ses forces disponibles en couverture d'Ihosy, dont les troupeaux de bœufs étaient une proie facile pour les pillards; dans ce but de protection, il fallait occuper le pays des Vinda.

Pour mettre à la raison les Hovalahy ny Iantara, tribu réputée parmi les plus turbulentes du sud, le commandant Michard forme trois détachements ayant pour mission commune de s'emparer successivement du village d'Ambohitsabo, puis du village fortifié d'Iaritsena dans le massif de l'Andringitra[1].

---

[1] Ce dernier village n'avait pu être réduit par les Hova qui l'avaient attaqué vers 1838.

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

Le résultat est atteint malgré d'énormes difficultés dues à un terrain chaotique.

Le commandant Michard met aussi à la raison des Tanala de la rive gauche de l'Iantara; il avait rejoint le 9 août le groupe de reconnaissance du lieutenant Sénèque détaché en avant; après une canonnade efficace et surtout d'un effet moral considérable, les villages du Marotsiriry et d'Ivatovory sont occupés et cette conquête est sanctionnée par la création d'un poste à Impasika.

AFFAIRE D'IVONDROKELY.

Les Tambavalo, dès qu'il fut question de leur désarmement, s'étaient enfoncés dans les forêts de l'est et inquiétaient les communications de Farafangana. Leur roi Tsivoa s'était réfugié dans le massif d'Ivondrokely. Ils sont pourchassés par le capitaine Debon avec une petite colonne, forte de 218 fusils et d'une pièce de canon.

Bemonpo, leur repaire, est enlevé le 10 septembre; les postes d'Iabolongo et d'Ifandana sont créés aussitôt et le massif est nettoyé par un détachement de 172 fusils et d'une pièce de canon de 80 millimètres de montagne, mais Tsivoa s'était enfui.

AFFAIRE D'IAROPOTSY.

En fin septembre 1898, les Antebetano, tribu de la province de Farafangana, refusaient de payer l'impôt et se révoltaient ouvertement; M. Cardeneau, administrateur, chef de la province, combine aussitôt une opération contre le Iaropotsy, place forte des révoltés. Le 26 septembre, à Fierenana, à 2 heures de marche de l'ennemi, un détachement de 140 hommes se rassemble. Le sergent Désarménien, commandant le poste voisin d'Iampatika (cercle des Bara), décide, de sa propre initiative, de prendre part à l'action et, le 27 septembre, se heurte à l'improviste à la position ennemie avant l'arrivée des forces de Fiherenana. Il succomba héroïquement avec plusieurs de ses hommes après deux heures d'une lutte acharnée et inégale. Le 2 octobre, l'opération est reprise et Iaropotsy enlevé, mais le lieutenant Clavier, de l'infanterie de marine, chef du district autonome de l'Ikongo, était mortellement blessé au cours de ce combat. Du moins, ces deux pertes douloureuses furent-elles suivies de la soumission des Antebetona.

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

Dans le secteur d'Ihosy, le lieutenant Sénèque surprit le 2 septembre le repaire d'Andramitra (nord-est du plateau désertique de l'Horombe). Le commandant Michard attaqua le village d'Ambatomitatra, dans le but de chasser les dissidents qui s'étaient installés en ce point, à 40 kilomètres de Betioky, et constituant par suite un danger pour les environs de ce poste. Le village tomba le 29 novembre. Le repaire d'Iambanabe fut enlevé peu après.

Ainsi la politique de « tache d'huile » et de nettoyage méthodique préconisée par le général Gallieni était-elle appliquée partout avec fruit.

OPÉRATIONS DANS LE CERCLE DE TULEAR.

Les opérations qui avaient eu lieu en 1897 dans l'est de la province de Tuléar n'avaient pu entamer la résistance des rebelles rassemblés dans le Vohingezo, massif situé entre le Mangoka et le Malio. Ces rebelles étaient en relations avec les Tanala Volambita de la rive droite du Mangoka; il était nécessaire de réduire ce repaire dangereux, « œuf prêt à éclore », selon l'expression du général Gallieni.

M. Estèbe, administrateur de la province de Tulear, disposait de la 1re compagnie de légion (capitaine Flayelle) et de la 6e compagnie du 1er régiment malgache (capitaine Genin); ces compagnies devaient être renforcées par la 7e compagnie du 2e régiment malgache (capitaine Boeri), qui débarqua à Tulear le 12 avril 1898.

Le capitaine Flayelle concentra, le 10 mars, à Soaserana, ses forces augmentées de 250 partisans imamono; voulant surprendre les rebelles à la pointe du jour, il partit vers 11 heures du soir, mais se heurta par surprise aux retranchements ennemis. A la première décharge, le capitaine Flayelle et le lieutenant Montagnole, de la légion, tombent mortellement blessés. Le lieutenant Defert prend alors le commandement du détachement et nettoie le massif, mais entendant des coups de feux dans la direction de son convoi, il revient sur ses pas et regagne Soaserano; l'occupation du Vohingezo dut être remise à plus tard.

Le poste de Soaserano fut renforcé. En fait l'affaire du Vohinghezo était un échec grave à notre politique.

M. Estèbe ayant cherché en vain à négocier à Vorondreo avec Tompomanana et les Sakalaves Andraivola, laissa au poste de Manera un détachement pour assurer la liaison d'Ankazoabo à Tulear et pour garder les défilés

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

de la Fiherenana. Pour protéger la côte contre les incursions possibles de Tompomanana, le capitaine Genin créa les postes de Behampy et Sambololo. Et pour imposer notre volonté aux Bara Antékondra hostiles de la rive droite de l'Onilahy et du Sakeni, cet officier, parti de Tulear le 25 avril, construisait le poste de Beraketa dans la vallée supérieure de la Sakondry; le 13 mai, il attaquait un gros rassemblement ennemi signalé dans les monts de l'Ambondro à proximité de Beraketa; à cette attaque le lieutenant Chanaron, de la 6e compagnie du 1er régiment malgache, était tué d'une balle au cœur au moment où il commandait le feu de sa section, le sergent Lamy était blessé. Les Bara Antekondra étaient chassés de leurs positions, abandonnant 3.000 bœufs pillés et qui furent rendus aux tribus soumises.

Au départ de M. Estèbe, le général Gallieni, en raison de la persistance des troubles dans cette province, décida de créer le cercle militaire de Tulear; le commandement de ce nouveau cercle fut confié au capitaine Toquenne, qui s'était précédemment distingué dans l'organisation de la province d'Analalava.

Dans son cercle, cet officier appliqua judicieusement les principes du gouverneur général; il commença par publier un avertissement aux tribus, les invitant à se soumettre de bon gré, puis, n'ayant obtenu de cette méthode pacifique aucun résultat appréciable, il passa à l'action militaire qu'il entreprit dès la fin de juillet 1898. Son premier but était la pacification du pays qui s'étend au nord de Tulear jusqu'à l'Onilahy; il fut atteint au moyen d'expéditions parties simultanément du delta du Mangoky et de Sambololo. Au début d'août Tompamanana et ses alliés faisaient leur soumission.

Le capitaine Toquenne porta alors son effort sur le Vohingezo en remontant le cours du Mangoky le long duquel furent bâtis les postes de Vondrove et de Betaratsy. Comme précédemment, il entama des pourparlers dont la portée était appuyée d'une marche en avant du capitaine Comiot avec 100 fusils et de l'établissement d'un poste à Manandrea. Les pourparlers, près d'aboutir, échouèrent du fait de l'intervention des Tanala Volambita qui représentèrent à leurs congénères que les Français les martyriseraient et Impoinimerina, roi des Bara, se déroba, à contre-cœur, semble-t-il. Le capitaine songea d'abord à poursuivre les rebelles et à les déloger du Vohingezo, mais il dut se résoudre à une action lente pour les raisons suivantes : il n'avait que 80 fusils disponibles, effectif trop faible pour attaquer les rebelles solidement retranchés et renforcés

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

par les Tanala Volambita. D'autre part, au cas où une surprise tentée contre eux échouerait, les rebelles ne pouvaient se retirer que sur la rive droite du Mangoky et le commandant du cercle de Morondova était trop occupé au nord de sa circonscription pour pouvoir détacher dans le sud quelques forces de couverture, dont la mission aurait été de refouler une exode possible, des rebelles vers le nord. Aussi le Vohingezo sera-t-il soumis à un investissement progressif jusqu'au jour où une action d'ensemble pourra être entamée avec la collaboration des cercles voisins et une marche militaire du Vohingezo est créée dans le but de couvrir les régions soumises. Le capitaine Comiot, qui dispose de 115 hommes et du poste de Betaratsy, en est le chef. Sa mission se résume en ceci : s'il y a lutte avec les rebelles, qu'elle ait lieu en des points choisis par lui; le but est de border le Mangoky en se reliant à Soaserano.

Pour assurer le ravitaillement des troupes qui seront appelées à opérer dans cette région, le lieutenant Boucabeille est désigné pour étudier la navigabilité du Mangoky à partir de l'embouchure de la Manandrea. La mission de cet officier fut couronnée de succès, la voie du Mangoky pouvait être utilisée depuis la mer, et tous les approvisionnements nécessaires furent expédiés d'Ambohibé.

Sur la rive droite de l'Onilahy la situation était la suivante : le territoire des Antanosy émigrés, à cheval sur la Taheza, était encore soumis à des exactions de la part des Bara Vinda à l'est, des Mahafaly au sud, ceux-ci reconnaissant alors Rafotaka comme roi. Chez les Mahafaly, s'est réfugié Imaka, roi de la vallée du Sakeni où était établi le poste de Beraketa. Les Antandroy réclament la protection française. Une colonie Vezo, pacifique et soumise, occupe quelques villages de l'embouchure de l'Onilahy; les postes de l'Itandraka et d'Ankatofotsy protègent cette colonie contre Befotaka; le poste de Beraketa règne sur l'ancien royaume d'Imaka, ceux de Vineta et de Manera assurent la sécurité de la route de Tulear. Le capitaine Genin reconnaît le cours inférieur de l'Onilahy, établit un poste à Tongobory, à l'embouchure du Sakondry, un autre à l'embouchure du Sakamary. Le pays Antanosy est, en résumé, protégé à l'est et au sud. L'étude de la navigabilité de l'Onilahy a démontré que le ravitaillement pouvait être fait sans difficulté de la mer à Tongobory, avec quelques difficultés seulement de Tongobory au Sakamary.

La pacification du pays étant pratiquement accomplie, sinon parachevée, le cercle de Tulear est divisé en quatre secteurs et une marche militaire;

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

la région des Bara à l'intérieur et celle des Vezo sur la côte sont demeurées fidèles : elles sont confiées à l'administration civile; les secteurs d'Ambohibe et de Beraketa dernièrement pacifiés sont soumis au régime militaire et commandés respectivement par le capitaine de Thuy et le lieutenant Posth. La marche militaire du Vohingezo reste sous le commandement du capitaine Comiot. Le massif du Vohingezo est le seul point dangereux qui subsiste dans le cercle de Tulear, il y constitue un repaire de révoltés, mais il est soigneusement isolé et ne peut s'étendre.

SITUATION GÉNÉRALE DANS L'OUEST ET LE SUD DE MADAGASCAR A LA FIN DE 1898.

Au mois de septembre 1896, l'anarchie régnait avec la révolte à Madagascar, le foyer de l'insurrection étant l'Emyrne. Au mois d'avril 1897, toutes forces ayant été mises en œuvre de ce côté, l'ordre était rétabli sur le plateau central. Le général Gallieni put alors porter son effort au nord, à l'ouest et au sud pendant le reste de l'année; à l'ouest, la pénétration se fit dès juillet par la côte et surtout par l'intérieur dans le Betsiriry et le Menabe défendus par les Sakalaves; ces régions et celles du Mahiliza furent occupées rapidement, les soumissions s'y firent nombreuses, mais la révolte générale d'octobre 1897 vint compromettre ces rapides et excellents résultats.

L'occupation était rendue tangible par l'installation de postes militaires destinés à servir de bases à l'action vigoureuse qui allait être menée en 1898 en pays sakalave.

Dans le 4e territoire, il s'agissait de relier le cercle d'Ankazobe, à l'intérieur, avec celui de Maintirano, à la côte, en pacifiant la région intermédiaire et en occupant le Milanja et l'Ambongo.

Dans le 2e territoire, il était question, en unissant les efforts des cercles de Morondava, du Betsiriry et de Betafo de soumettre définitivement le Menabe et de jalonner de postes la Tsiribihina et le Manambolo.

Les résultats escomptés dans le 4e territoire furent entièrement acquis durant l'année; dans la 2e territoire, seul le jalonnement militaire de la Tsiribihina fut obtenu, les Sakalaves du Menabe refusèrent de se soumettre en masse, mais leurs repaires, investis par les postes, se trouvaient hors d'état de nuire.

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

Dans le sud, le *statu quo* fut maintenu en 1898; les commandants de cercle durent veiller plus particulièrement à la sécurité des communications de l'intérieur à la côte, de Fianarantsoa à Fort-Dauphin, à Tulear et à Farafangana. Il en résulta, dans le cercle des Bara, des opérations d'une certaine importance, entreprises pour dégager le chemin d'Ivohibe à Farafangana.

Dans le cercle de Tulear, la soumission de Tompomanana fut obtenue après de rudes efforts; les vallées du Mangoky et de l'Onilahy étaient pacifiées, le massif du Vohingezo, en rébellion ouverte, investi.

SITUATION GÉNÉRALE DANS LES TERRITOIRES DU NORD A LA FIN DE 1898.

L'insurrection hova de 1896 n'avait pas dépassé, vers le nord, le bassin du lac Alaotra et le cours supérieur de la rivière Mahajamba, mais les régions plus au nord, où les Hova vivaient encore nombreux, en avaient été profondément troublées. Aussi, dès le mois de janvier 1897, le général Gallieni prescrivait-il aux résidents de la côte et aux commandants des cercles d'Ambatondrazaka et de Babay de rétablir les relations commerciales interrompues entre les ports côtiers de l'est et de l'ouest et la partie nord de l'Emyrne.

L'action, appuyée par la milice et les postes de douane là ou la troupe régulière faisait défaut, devait être aussi pacifique que possible.

Mandritsara, à une centaine de kilomètres au nord du lac Alaotra, est occupé par M. Pradon, résident de Maroantsetra (au fond de la baie d'Antongil). La garnison de milice laissée à Mandritsara, attaquée à plusieurs reprises par des insurgés, doit être remplacée par la 7e compagnie malgache. Après avoir rétabli le calme, le capitaine Clavel, qui commande cette unité, réussit à assurer la liaison avec la côte nord-ouest après un vif engagement à Befandriana, le 6 mars.

Pendant ce temps, des éléments de la division navale, commandée par le commandant Le Dô, occupent des points importants de la côte.

A partir du mois d'avril 1897, tout le nord de l'Ile pouvait être considéré comme pacifié; les garnisons de troupes régulières étaient retirées et le pays, passant aux mains de l'administration civile, était rattaché à la province de Nosy-Bé.

Le calme n'avait pas un instant été troublé lorsque, à la fin d'octobre 1898,

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

dans la vallée de la Sambirano[1], éclata une insurrection dont les causes demeurèrent mal connues.

La situation fut tout de suite aggravée par le fait qu'une partie de la milice se joignit aux insurgés. Plusieurs Européens, gardes de milice, fonctionnaires ou colons furent massacrés, les plantations saccagées. La présence du *Fabert* en rade d'Hellville permit l'envoi immédiat d'une compagnie de débarquement à Ambalavalona. Le gouverneur général, renseigné télégraphiquement de Majunga sur l'importance du mouvement insurrectionnel, prescrivit la formation immédiate d'une compagnie de marche sénégalaise à Majunga, sous le commandement du capitaine Laverdure. Cette compagnie débarqua le 3 novembre à Ankify.

Comme l'insurrection menaçait de s'étendre vers le sud et vers l'est, le général Gallieni constitua une seconde compagnie de marche sénégalaise, sous le commandement du capitaine Briand et donna la direction des opérations à mener avec ces deux compagnies au commandant Mondon. En même temps, il ordonnait au commandant Lamolle, commandant le cercle d'Ambatondrazaka, de se porter avec deux compagnies malgaches au nord de Mandritsara.

Entre temps la révolte avait gagné l'Ankaizanana. Le village de Bealanana, dont le poste avait été enlevé par les rebelles, marque le point central de la rébellion. Après entente entre le commandant Mondon et le commandant Lamolle, ce fut sur ce point que convergèrent les trois détachements.

Le capitaine Laverdure suivit la vallée de la Sambirano, le capitaine Briand débarqué avec sa compagnie à Analalava suivit le Maivavano, tandis que le commandant Lamolle remontait le cours supérieur du Sofia.

Bealanana complètement abandonné fut occupé le 5 décembre par le capitaine Laverdure.

Jusqu'à la fin de décembre, les trois détachements sillonnèrent le pays, visitant tous les postes de douane et de milice.

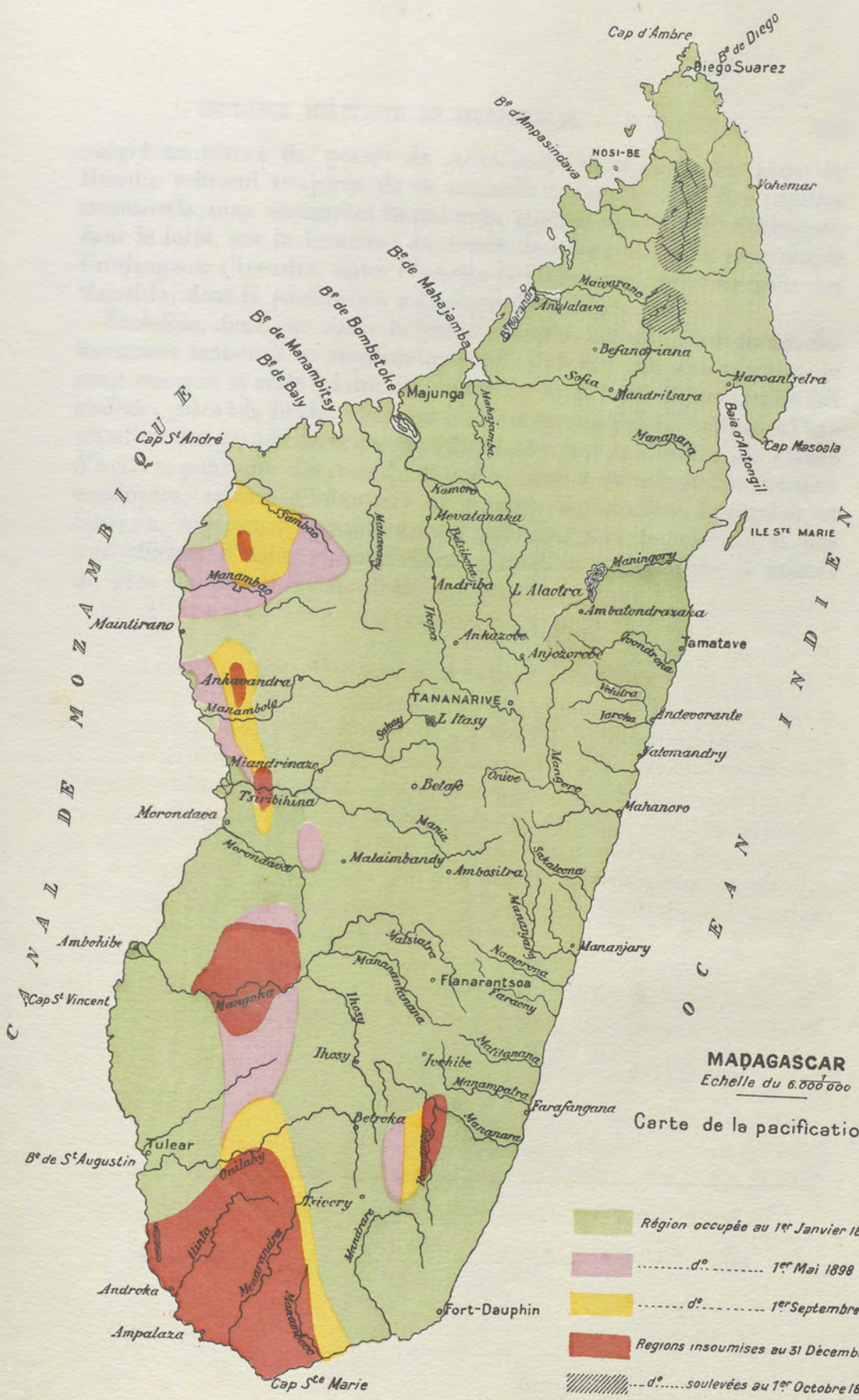
La rébellion, disloquée, s'éteignit immédiatement et le malaise qui régnait dans la population se dissipa peu à peu, grâce à une administration active et éclairée.

*
* *

En résumé, à la fin de 1898, le nord est entièrement pacifié; à l'ouest

[1] Petite rivière côtière qui se jette dans la baie de Pasindava à quelques kilomètres de Nosy-Bé (au sud).

Université Côte d'Azur. Bibliothèques



MADAGASCAR

Echelle du 6.000.000ᵉ

Carte de la pacification en 1898

- Région occupée au 1er Janvier 1898
- ..... d° ..... 1er Mai 1898
- ..... d° ..... 1er Septembre 1898
- Regions insoumises au 31 Décembre 1898
- d° ..... soulevées au 1er Octobre 1898

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

malgré un réseau de postes de surveillance assez serré, les gens du Menabe refusent toujours de se soumettre; dans le sud, des repaires circonscrits, mais néanmoins inquiétants, existent encore : le Vohingezo, dans la forêt, sur la frontière du cercle des Bara et de la province de Farafangana, l'Ivondro, entre l'Ionaivo et l'Itomampy, enfin la région des Mahafaly, dont la pacification n'avait pas été entamée.

Toutefois, deux ans après le début de notre action à Madagascar, les territoires insoumis ne représentent plus que des parcelles minimes de cette nouvelle et vaste colonie. Au début de 1899, la pacification est en fait réalisée, grâce à la haute intelligence et l'énergie du général Gallieni, à l'application des grands principes de colonisation (action militaire par « tache d'huile », politique des races), et grâce aussi à la valeur des troupes employées, soldats d'infanterie de marine, légionnaires, Sénégalais et Haoussa, Algériens, magnifiquement encadrés par des officiers et des sous-officiers d'élite, pleins d'allant, d'intelligente initiative et animés du plus pur esprit de sacrifice.

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

CHAPITRE V.

LA PACIFICATION DU SUD (1899-1902).

ORGANISATION MILITAIRE AU DÉBUT DE 1899. — CRÉATION DU COMMANDEMENT SUPÉRIEUR DU SUD. — LA PACIFICATION DU SUD : PÉRIODE PRÉPARATOIRE PENDANT LA MAUVAISE SAISON (OCTOBRE 1900 À FÉVRIER 1901); PÉRIODE D'EXÉCUTION (AVRIL 1901 À MAI 1902). — ACTION DANS LE CERCLE DE FORT-DAUPHIN.

SITUATION AU DÉBUT DE 1899. — ORGANISATION MILITAIRE.

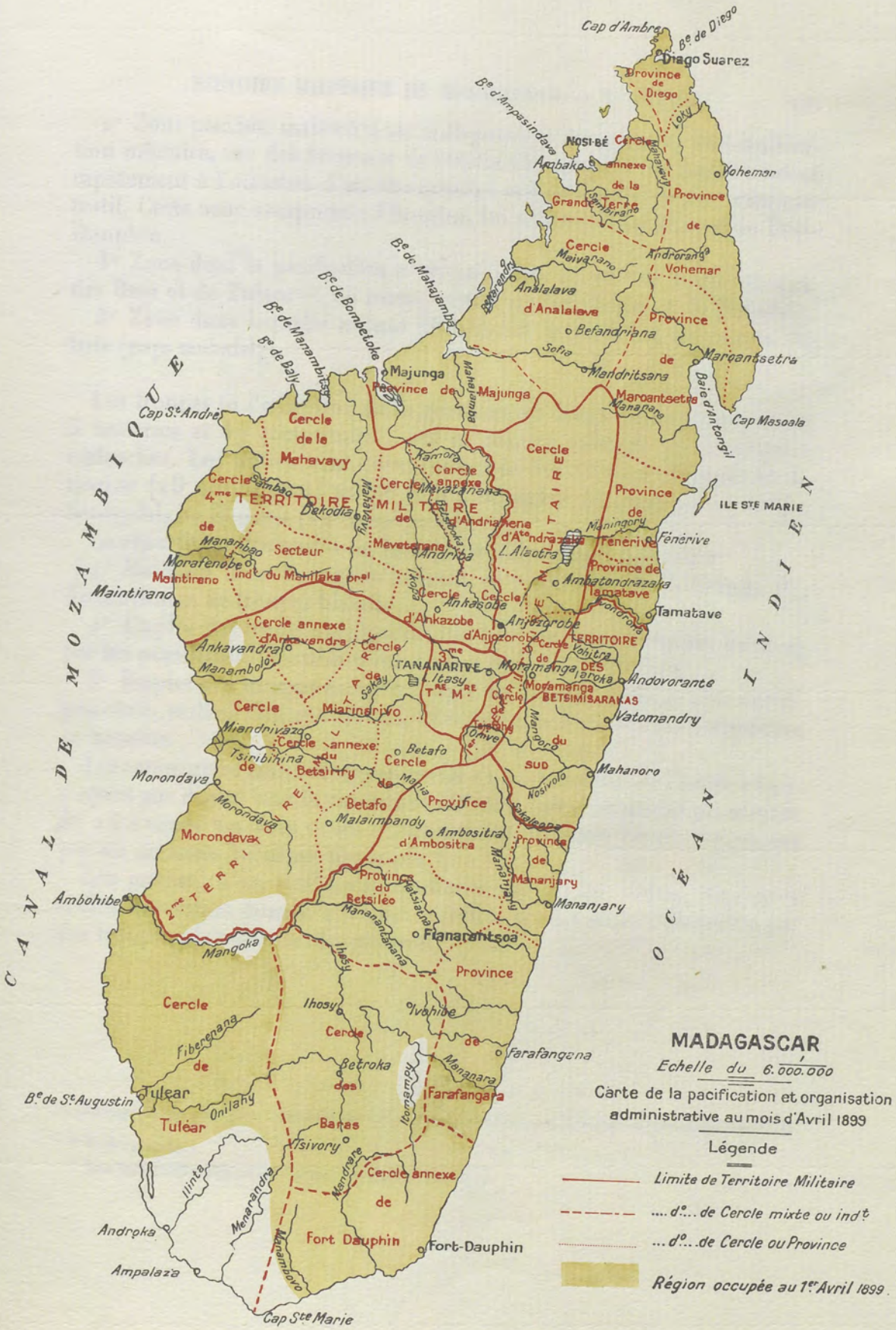
Fatigué par un labeur écrasant de près de trois années, le général Gallieni sollicita au début de 1899 un congé d'une année en France.

Il quitta Tananarive le 26 avril au milieu d'un immense concours de la population. Des arcs de triomphe avaient été élevés sur la route qu'il devait suivre pour sortir de la ville. Avant son rapatriement, il avait adressé au mois de mars, au ministre des colonies, un rapport d'ensemble sur « la pacification, l'organisation et la colonisation de Madagascar » (d'octobre 1896 à mars 1899), dans lequel il définissait, en substance, comme il suit, la situation de la colonie.

Au point de vue de la pacification, Madagascar peut être divisé en quatre zones :

1° Zone pacifiée et remise à l'administration civile, où le maintien de l'ordre est confié à la milice, exceptionnellement à des troupes régulières, et qui comprend les régions de Diego-Suarez, Vohemar, Maroantsetra-Fenerive, Tamatave, les territoires des Betsimisaraka du sud, de Mananjary et de Farafangana.

Université Côte d'Azur. Bibliothèques



MADAGASCAR

Echelle du 6.000.000

Carte de la pacification et organisation administrative au mois d'Avril 1899

Légende

- Limite de Territoire Militaire
- .... d°... de Cercle mixte ou ind^t
- ... d°... de Cercle ou Province
- Région occupée au 1er Avril 1899.

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

2° Zone pacifiée, mais où il est indispensable de conserver l'administration militaire, car des ferments de révolte subsistent et se manifesteraient rapidement à l'occasion d'un changement radical dans le régime administratif. Cette zone comprend : l'Imerina, les cercles d'Analalava et de Fort-Dauphin.

3° Zone dont la pacification n'est pas achevée : cercles de Morodonva, des Bara et de Tulear et, en partie, cercles de Maintirano et de Mahavavy.

4° Zone dans laquelle aucune tentative de pénétration n'a encore été faite (pays mahafaly).

Les troupes (à l'exception de la garnison de Diego-Suarez) comportent 3 batteries et 49 compagnies[1]; sur ce nombre existent 18 compagnies malgaches. Les autres sont constituées par des troupes d'infanterie de marine (13 compagnies) ou de légion étrangère (6 compagnies) et des Sénégalais ou Haoussa (12 compagnies).

La répartition des unités est fondée sur les principes suivants :

1° Maintien dans la région centrale, la plus saine de la Grande Ile, du maximum de troupes blanches.

2° Emploi des troupes sénégalaises ou haoussa dans les régions habitées par les populations guerrières insoumises de l'ouest et du sud.

3° Emploi des troupes malgaches dans les régions pacifiées, mais encore peu sûres, et dans l'ouest et le sud, en commun avec les troupes sénégalaises et haoussa.

Les compagnies malgaches, portées de 12 à 24 au cours de l'année 1897, n'ayant pas donné tout le rendement attendu, furent ramenées au nombre de 18 l'année suivante et les 6 compagnies dissoutes furent remplacées par un nouveau bataillon sénégalais [2].

Les milices, d'un rendement médiocre lorsqu'elles étaient employées seules, pouvaient donner quelques résultats si elles étaient encadrées par des troupes blanches ou sénégalaises.

[1] Voir annexe I.

[2] Les tirailleurs algériens furent rapatriés en 1898.

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

INTÉRIM DU GÉNÉRAL PENNEQUIN.

Le général Pennequin, de l'infanterie de marine, désigné par le ministre des colonies pour assurer l'intérim du gouvernement général de Madagascar, s'embarqua à Marseille le 25 mars et arriva à Tananarive le 21 avril, cinq jours avant le départ du général Gallieni.

Pendant son intérim de quinze mois, il s'attacha à continuer l'œuvre de son prédécesseur, aussi bien dans les domaines politique, financier et économique que dans le domaine militaire.

Ses efforts tendirent principalement vers l'extension du système administratif dont Gallieni avait déjà tracé les grandes lignes et vers la mise en valeur économique de la colonie.

Au point de vue militaire, les efforts du corps d'occupation furent d'abord concentrés sur le Menabe. Partant de Betafo et de Mahabo, les troupes françaises parcoururent et occupèrent, au cours des mois de juin, juillet et août 1899, les régions du Menabe, de Manja et du Volambita. Ces opérations découragèrent définitivement les tribus sakalaves qui achevèrent leur soumission l'année suivante.

Les chefs les plus influents du nord et du nord-ouest, la reine Binao et les princes Tsialana et Tsiaraso, firent, en janvier 1900, à Tananarive, leur soumission définitive et rendirent hommage au représentant de la France.

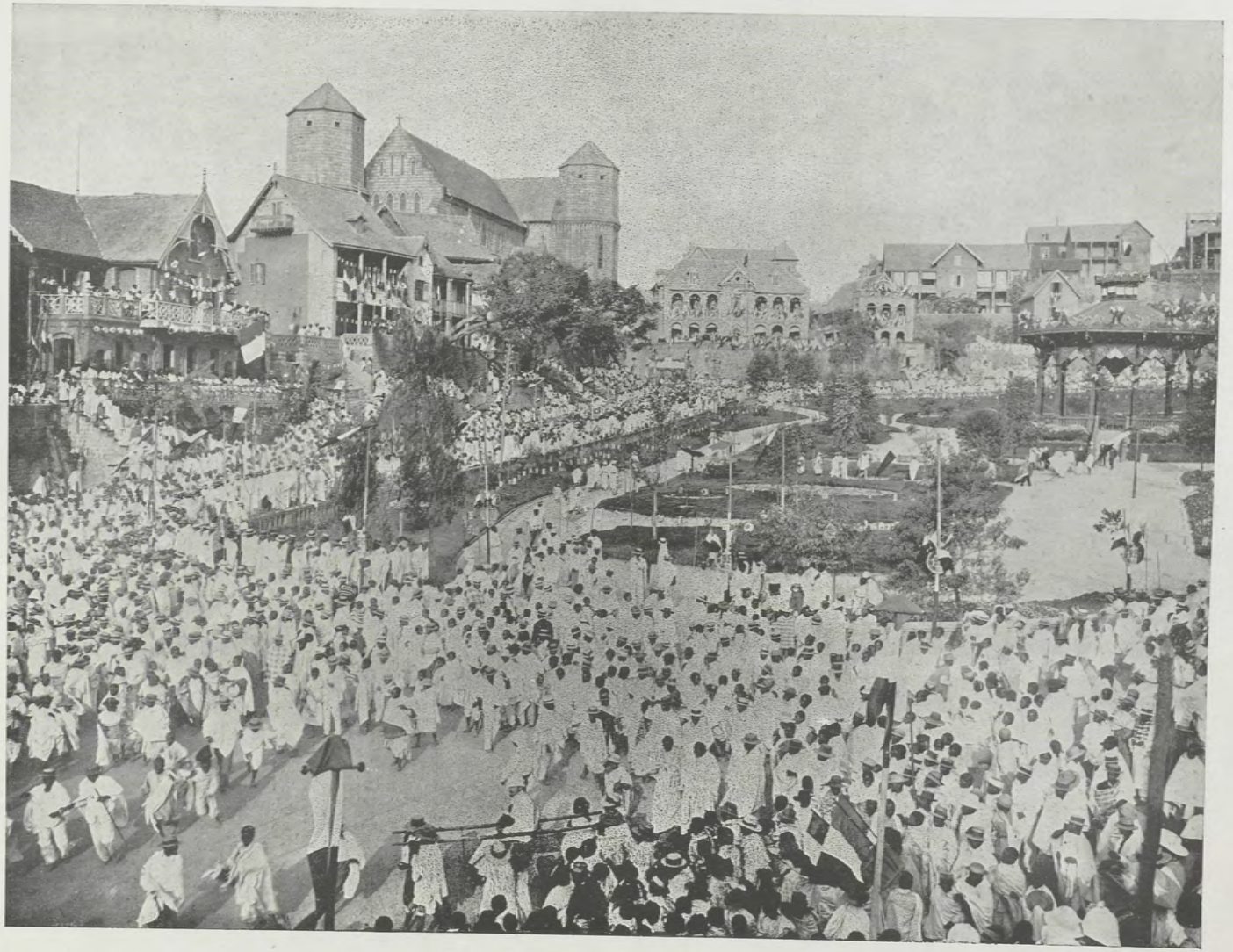
La progression dans le sud fut en outre poursuivie suivant le plan de pénétration établi par le général Gallieni.

La région de l'Ikongo fut occupée. Dans le Vohingezo, le principal repaire des bandes sakalaves et bara rebelles fut détruit les 29 et 30 juin 1899 par le commandant Toquenne, qui poursuivit leur chef Inakapa, et dispersa ses derniers partisans.

RETOUR DU GÉNÉRAL GALLIENI.

Au mois de juillet, le général Gallieni rentrait de France pour reprendre à Tananarive sa haute mission de gouverneur général de Madagascar. Le colonel Lyautey, dont le rôle important sera défini plus loin, l'accompagnait.

Université Côte d'Azur. Bibliothèques



Retour du général Gallieni 28 août 1900.

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

Au cours d'un long séjour de cinq années consécutives à Madagascar, le général Gallieni allait doter la nouvelle colonie d'une organisation politique, administrative et économique qui la porterait d'emblée au niveau des anciennes possessions françaises de l'Afrique occidentale et d'Extrême-Orient. Pour entamer cette œuvre immense et la poursuivre sur un terrain solide, il importait en premier lieu, et le plus rapidement possible, d'achever la pénétration dans la totalité de l'Ile et d'y établir définitivement l'autorité française.

En dix-huit mois d'efforts incessants, les troupes du corps d'occupation atteindront ce but. Dès le printemps de 1902, l'Ile entière pourra être considérée comme définitivement pacifiée. L'insurrection du Sud de 1904-1905 ne fut qu'un simple épisode, comme il s'en produit de temps à autre, dans les colonies même depuis longtemps occupées.

CRÉATION DU COMMANDEMENT SUPÉRIEUR DU SUD.

Le 18 août 1900, le général Gallieni écrivait au ministre des colonies que deux zones du sud de la Grande Ile n'étaient pas encore pacifiées. C'était tout d'abord la chaîne montagneuse et boisée de l'est, s'étendant de l'Ikongo au nord jusqu'à Fort-Dauphin au sud, région à cheval sur la province de Farafangana et le cercle des Bara. Ce chevauchement sur deux circonscriptions administratives favorisait particulièrement les rebelles.

C'était ensuite le pays des Antandroy et des Mahafaly, déjà entamé par les troupes françaises sur l'initiative du général Pennequin, durant l'absence du général Gallieni. En mars 1900, le général Pennequin avait en effet créé le territoire du Sud qui groupait les trois cercles des Bara, de Fort-Dauphin, de Tulear et dont le commandement avait été confié au lieutenant-colonel Valet; les troupes de Tulear avaient pris pied sur le cours de la Linta, établi des postes côtiers à Etampolo et Androka, des postes intérieurs à Somamanga et Ejeda; le cercle de Fort-Dauphin avait lancé à l'extrême-sud de l'île le poste de Faux-Cap, et le cercle des Bara s'était étendu jusqu'au cours supérieur de la Menarandra, où le poste de Bekily avait été installé à la fin de juillet.

En raison du manque de ressources des pays antandroy et mahafaly, Gallieni préconisait l'investissement de ces régions désolées, dont la pacification par une action vive coûterait beaucoup à tout point de vue, sans être productive. D'autre part afin d'empêcher que ces centres de piraterie,

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

« œufs prêts à éclore », ne puissent se développer dans le pays, il était nécessaire de créer dans le sud une direction supérieure d'ensemble. Celle-ci, examinant sur place les différentes questions, — en particulier les questions ethniques qui sont à la base de toute bonne administration, — pourrait les régler au mieux et le plus rapidement possible.

Le commandement supérieur du Sud, créé par l'arrêté du 12 septembre 1900, fut confié au colonel Lyautey. Celui-ci possédait toute la confiance du général Gallieni; il s'était distingué précédemment en 1898 dans l'organisation du 4e territoire. Le chef-lieu de la nouvelle circonscription fut fixé à Fianarantsoa, véritable nœud vital du Sud. Cet arrêté résume les conceptions lumineuses de Gallieni en matière de pacification à Madagascar.

ARRÊTÉ DU 12 SEPTEMBRE 1900.

« Le général commandant en chef et gouverneur général de Madagascar, considérant que l'œuvre de pacification et de pénétration n'est pas encore complètement terminée dans les régions du sud de Madagascar et que cette œuvre s'achèvera d'autant plus vite que l'organisation du pays sera plus étroitement basée sur la répartition ethnographique des populations;

« Considérant que les provinces civiles de Fianarantsoa et Farafangana, ainsi que les cercles militaires des Bara, de Fort-Dauphin et de Tulear sont délimités par des frontières encore indécises et qui ne tiennent pas encore suffisamment compte de la différence de races et de mœurs des populations qui les habitent, que pour certaines de ces circonscriptions, formations momentanées, des modifications territoriales semblent devenues nécessaires;

« Attendu que le placement temporaire sous une autorité unique de ces différentes régions permettra seul d'aboutir à la constitution de groupements de populations par races et par familles, base d'une division ultérieure du pays en provinces civiles logiquement et définitivement organisées, et d'obtenir ainsi la pacification complète de ces régions et leur ouverture à la colonisation et au commerce;

ARRÊTE :

« Les provinces de Fianarantsoa et de Farafangana et les cercles militaires des Bara, de Tulear et de Fort-Dauphin formeront un commandement supérieur qui prendra le nom de commandement supérieur du Sud.

« Les administrateurs chefs de province et les commandants de cercle

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

relèveront directement, tant au point de vue administratif qu'au point de vue politique du commandant supérieur du Sud. »

Constitués, comme tout le reste de l'Ile d'ailleurs, par des plateaux étagés, ces territoires comprennent le tiers environ de Madagascar, avec un peu moins d'un million d'habitants.

A l'est, les plateaux s'arrêtent à une barrière rocheuse abrupte, distante de la côte de 60 kilomètres en moyenne, et habitée principalement par les peuplades tanala et andrabe.

Au sud, cette falaise est à 150 kilomètres de la mer et forme la frontière du nord des plaines où vivent les Antandroy et les Mahafaly.

A l'ouest, le terrain s'abaisse en pente douce par de larges mouvements.

La ligne de partage des eaux est beaucoup plus voisine de la côte est que de la côte ouest; aussi les cours d'eau de l'est sont-ils beaucoup plus courts et plus rapides que ceux de l'ouest, qui ouvrent des voies de communication longues, mais faciles.

L'étage le plus élevé du plateau central dans le sud est le Betsileo, d'une altitude moyenne de 1.200 mètres, doté d'un climat tempéré, pourvu abondamment en eau, d'un aspect verdoyant et de fertilité moyenne.

Le second étage est, au sud, le pays bara qui consiste en larges plaines dénudées et incultes.

Les régions côtières sont tropicales, celles de l'est sont les plus riches et les plus habitées; elles forment la province privilégiée de Farafangana; celles de l'ouest sont beaucoup moins favorisées, mais propices à l'élevage : elles forment la province de Tulear; celles du sud sont couvertes par la forêt épineuse des plaines de l'Androy, d'une pénétration très difficile.

Il résulte de cet aperçu que les régions touffues de l'est et du sud allaient présenter à la pénétration française des difficultés beaucoup plus grandes que celles de l'ouest, largement ouvertes.

Les éléments insoumis ou douteux du sud s'étendaient sur le pourtou du sud de l'Ile selon une répartition en V.

L'administration et la police des deux provinces et des trois cercles relevant du commandant supérieur du Sud étaient assurées comme suit :

Province de Fianarantsoa. — Administrateur en chef Besson, 250 miliciens, 150 partisans. A Fianarantsoa se trouvaient la portion centrale du 2e régiment de tirailleurs malgaches (9e compagnie), 2 détachements des 11e et 12e compagnies d'infanterie de marine, une section d'artillerie.

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

Province de Farafangana. — Administrateur adjoint Goujon, avec 250 miliciens et 50 partisans.

Cercle des Bara (Chef-lieu Betroka). — Lieutenant-colonel Weber, remplacé, en octobre 1900, par le lieutenant-colonel Lavoisot; 1re, 5e, 8e compagnies du 2e régiment de tirailleurs malgaches, portions principales des 11e et 12e compagnies du 2e régiment d'infanterie de marine, soit 750 fusils et 350 miliciens.

Cercle de Fort-Dauphin. — Capitaine Détrie; 4e compagnie de légion, 7e compagnie du 2e régiment de tirailleurs malgaches, 10e compagnie et 1 peloton de la 11e compagnie du 3e régiment de tirailleurs sénégalais, soit 500 fusils, 200 miliciens et 1 pièce d'artillerie.

Cercle de Tulear. — Commandant Lucciardi; 1re et 3e compagnies de légion (la 1re compagnie fut presque immédiatement employée à l'extérieur du cercle), 10e compagnie du 2e régiment de tirailleurs malgaches, 7e compagnie et 1 peloton de la 11e compagnie du 3e régiment de tirailleurs sénégalais, soit 700 fusils, 200 miliciens et une pièce d'artillerie.

Chaque cercle avait en outre à sa disposition une section de conducteurs pour assurer son ravitaillement.

Au total, le commandant supérieur du Sud[1] disposait de 2.500 hommes de troupes régulières, de 1.250 miliciens armés du fusil modèle 1874 et de 4 pièces de 80 de montagne.

LA PACIFICATION DU SUD : PÉRIODE PRÉPARATOIRE PENDANT LA MAUVAISE SAISON (OCTOBRE 1900 A FÉVRIER 1901).

Dès sa prise de commandement, le colonel Lyautey se trouva aux prises avec des difficultés qui caractérisaient l'état d'effervescence de ces régions.

Incident Frénée à l'Est. — Les reconnaissances avaient atteint, à l'ouest

[1] Le colonel Lyautey était assisté d'un officier adjoint, le capitaine Charbonnel, de l'artillerie coloniale, d'un officier de renseignements, le lieutenant Libersart, de l'infanterie coloniale, remplacé plus tard par le lieutenant Allard, également de l'infanterie coloniale, et d'un administrateur adjoint, M. Bonneval, pour l'étude des questions civiles. Le lieutenant-colonel Valet reçut le commandement du 2e régiment de tirailleurs malgaches à Fianarantsoa; cet officier était un collaborateur précieux pour le colonel Lyautey, qui pouvait circuler dans son territoire en toute tranquillité d'esprit en lui confiant l'expédition des affaires courantes.

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

de la forêt, jusqu'à Midongy, où un poste et un secteur furent créés. Le lieutenant Frénée, de l'infanterie de marine, officier adjoint de ce secteur, avait eu, le 25 août 1900, une entrevue, en forêt, avec le chef andrabe Tsiadiso, qui semblait avoir des velléités de soumission. A son retour, le lieutenant Frénée est attaqué, avec son détachement de 32 hommes, par les partisans du même Tsiadiso; il est grièvement blessé, traversé de part en part par une sagaie; deux de ses tirailleurs sont tués; la petite troupe environnée d'ennemis réussit à retraiter sur le mamelon de Befotaka où elle tint tête pendant deux jours à plus de 300 rebelles. Le lieutenant Frénée, malgré sa blessure très grave, garda le commandement de ses hommes, secondé par le soldat Ehrentraut, seul français de ce détachement. Ce dernier, plein d'initiative et de sang-froid, organisa la défense de la position, fit relever les blessés et les tués, et adressa à Midongy un billet par lequel il demandait simplement un gradé de renfort et des munitions. Le capitaine Lespagnol, commandant le secteur, accourut lui-même à cet appel, avec 25 fusils, et ramena la reconnaissance à Midongy; la croix de la Légion d'honneur et la Médaille militaire récompensèrent le lieutenant Frénée et le soldat Ehrentraut de leur héroïque conduite.

Incident Lorin. — Dans l'Antaudroy, la pénétration avait commencé au mois d'avril sur la rive droite du Mandrare où avaient été construits les postes d'Antanimora et d'Ambovombé; néanmoins le pays était loin d'être pacifié et, le 7 octobre, le lieutenant Lorin, qui dirigeait avec 5 tirailleurs, à l'ouest d'Ifotaka, la construction d'une route en pays analabe, avait été brusquement attaqué dans une clairière par une quarantaine de rebelles; deux de ses hommes étaient tués et lui-même atteint d'un coup de sagaie. Il tint tête à ses adversaires durant six heures et put être dégagé par une troupe de renfort.

Le colonel Lyautey fit établir par le capitaine Lespagnol, commandant le secteur de Midongy, un poste de 100 fusils à Befotaka, sur les lieux mêmes où le lieutenant Frénée avait été attaqué, afin que les Andrabe ne pussent croire à quelque crainte de notre part; le poste fut créé le 20 octobre; pendant ce temps les Andrabé agresseurs du lieutenant Lorin étaient pourchassés par le lieutenant Colombat, adjoint au commandant du cercle de Fort-Dauphin. Une fois ces représailles rapides opérées, le colonel Lyautey prescrivit de rester dans une stricte expectative et de ne pas sortir de la défensive. Cette ligne de conduite était indispensable pour

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

permettre des actions d'ensemble ultérieures et porter le maximum des forces disponibles sur un même point; il était de toute nécessité en effet d'établir un plan général qui coordonnât tous les efforts et évitât des échecs partiels, faute de moyens nécessaires; c'était d'ailleurs dans ce but qu'avait été créé le commandement supérieur.

Il importait, en premier lieu, de relier télégraphiquement Fianarantsoa auxchefs-lieux des provinces et des cercles. La ligne télégraphique s'arrêtait à Betroka. En quatre mois, M. Cassagnac, agent des postes mis à la disposition de l'autorité militaire, parvenait à poser 864 kilomètres de fil et, le 6 octobre 1901, cet indispensable travail de liaison était achevé; plus tard, au cours des opérations, ce réseau télégraphique fut doublé par un réseau optique.

L'idée du commandant supérieur était d'agir sur les deux branches du V formé par les groupements rebelles; de ces actions latérales il devait résulter un refoulement des réfractaires du nord au sud. Cette méthode présentait l'avantage, à l'ouest, d'isoler le Menabe, récemment soumis et encore suspect, du pays mahafaly, qui, alors en pleine révolte, pouvait le contaminer, et à l'est, de couper toute communication entre la forêt soulevée et le paisible Betsileo, riche en ressources.

A l'ouest, les commandants successifs du cercle de Tulear (commandants Toquenne et Lucciardi) en étaient déjà à la période d'organisation, période de transition d'ailleurs délicate, nécessitant encore beaucoup d'efforts et d'adresse.

Dans la zone forestière de l'est, des opérations tendant à l'isolement des groupes rebelles s'imposaient en première urgence, car toute la chaîne rocheuse et boisée qui, partant de l'Ikongo, aboutit à Fort-Dauphin, formait un véritable cordon de dissidence qui interdisait constamment, par sa seule présence, tout échange commercial entre la côte et l'intérieur. Ces groupes hostiles comprenaient, du nord au sud :

1° Les Tanala de l'Ikongo dont une partie, en rebellion, reconnaissait pour chef Andriampanoka, et dont le reste, dévoué au roi Tsiandrofana, était soumise. Le groupe dissident constituait une menace permanente pour la sécurité des routes de Fianarantsoa à Mananjary et de Fianaratsoa à Farafangana;

2° La tribu de Rahiandry, à l'est d'Ivohibe, dans le cercle des Bara; elle débordait dans le district de Karinanga, de la province de Farafangana;

3° Les Tambavalo, sur les deux rives de l'Iantara, à cheval sur la province de Farafangana et sur le cercle de Bara;

4° Les groupes des Andrabe et des Ranofotsy qui occupent la vallée

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

de l'Itomampy, le massif de l'Imandabe et dont la situation est à cheval sur les cercles des Bara et de Fort-Dauphin et sur la province de Farafangana.

L'action des colonnes « en coup de lance » tombant souvent dans le vide, devait être désormais abandonnée au profit d'actions partielles et concentriques, relevant autant de la politique que de la guerre. Dans ce but, le colonel Lyautey créa, du nord au sud, un chapelet de circonscriptions correspondant aux parties contaminées; ainsi se trouvent réalisées à la fois l'unité de direction et la division du travail. Ce système fut appliqué, pour commencer, à la région de l'Ikongo et à la zone située au nord du Mananara, chez les Tambavalo.

Le lieutenant Libersart était mis à la tête du district d'Ankarimbelo, à la disposition de l'administrateur en chef Besson; il était chargé de mener l'action militaire contre les noyaux rebelles. Le 3 janvier 1901, il attaquait en forêt la grotte retranchée où se trouvait Andriampanoha; ce chef réussit à s'échapper. Le lieutenant Allard, successeur du lieutenant Libersart, talonna les rebelles et, à la fin de mars 1901, obtenait la soumission de la majeure partie d'entre eux et la remise de 10 fusils Lebel.

Mais Andriampanoha et deux de ses lieutenants, Izaïta et Andriamanetony, réussirent à s'esquiver; c'est ainsi que toute la pacification de l'Ikongo allait être remise en question quelques mois plus tard.

Le capitaine Le Rouvillois, chargé du secteur des Tambavalo, occupa les parties de la forêt qui n'étaient pas tenues par l'ennemi, de façon à pouvoir entamer à la bonne saison, simultanément avec les secteurs forestiers voisins, des actions concentriques contre les groupes rebelles solidement installés dans le reste de la forêt.

L'action préparatoire était ainsi amorcée dans toute la partie supérieure de la branche du V rebelle affectant le territoire du commandement supérieur du Sud.

Dans la branche ouest du V, le commandant Lucciardi, commandant le cercle de Tulear, proposait au commandement un premier essai de protectorat dans la région soumise au nord de l'Onilahy, chez les Bara Imamono, groupe homogène de 30.000 âmes, commandé par le chef respecté Impoinimerina; l'organisation de ce groupe, basée sur une situation datant d'avant la conquête, fut aussitôt autorisée par le gouverneur général.

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

En fait, cette expérience devait donner des résultats favorables, les Bara Imamono étant bien encadrés par des chefs écoutés et obéissant à Impoinimerina dont ils étaient presque tous les alliés par le sang.

En dehors des Bara, se trouvaient au nord de l'Onilahy 2 groupes ethniques, les Tanosy et les Masikoro, alors extrêmement divisés; le commandant Lucciardi projetait de les unifier sous l'égide de deux rois distincts, mais les rivalités des familles pouvant accéder à ces royautés ne permirent pas l'aboutissement de ce projet, qui fut toutefois réalisé par la suite, du fait de circonstances fortuites.

Le lieutenant-colonel Lavoisot, successeur du commandant Lucciardi, réussit en effet, à la fin de 1901, à grouper les Tanosy sous le commandement d'un chef unique, Bafitory, et, au début de 1902, les Masikoro sous le commandement du seul Rebiby, après avoir éliminé dans cette dernière tribu le chef Lahiabo, inculpé de complicité avec des Sakalaves du nord, qui avaient des velléités de révolte.

Les troupes françaises occupaient sur la côte, entre Saint-Augustin et la Menarandra, les postes d'Itampolo et d'Androka, à l'intérieur, le poste d'Ejeda; la frontière tanosy était tenue par les postes de Saint-Augustin, Tongobory, Salamare et Betioky. Le poste de Bakitro, du cercle de Fort-Dauphin, se trouvait à trois jours de marche à l'est d'Ejeda, dans la haute Menarandra. Seule, la région du lac salé Tsimananpetsotsa n'avait pas été visitée par les reconnaissances.

Le pays, en dehors des régions de l'Onilahy, de la Menarandra et de ce lac, au bord duquel existent de nombreux puits d'eau douce, est sans eau et désertique. Si on excepte quelques troupeaux de bœufs et du caoutchouc, le pays des Mahafaly était essentiellement pauvre.

La région était sous l'influence de 5 chefs principaux : au nord, en contact avec les Tanosy, Rafotaka et Tsiverenga; au centre, vers Ejeda, Tsibasy; au sud, Tsiampondy et Voriandro. Les deux premiers étaient réfractaires, les autres étaient ralliés et aidaient les reconnaissances françaises en leur fournissant des vivres et des porteurs.

La contrée était écumée par de petits groupes de malfaiteurs, de 3 à 5 hommes, qui poussaient jusqu'à l'Onilahy et par des bandes pillardes de l'Androy d'une importance plus considérable.

Lors d'une tournée d'inspection, le commandant Lucciardi s'était rendu compte de ce que le chef Tsiampondy, rallié, traitait les Français d'égal à égal; par ailleurs, le pays, à part la vallée humide de la Menarandra, ne

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

Groupe de guerriers Bara en 1901.

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

recélait aucune richesse propre à justifier une occupation militaire complète chez les Mahafaly. Il fallait seulement circonscrire le péril mahafaly, s'installer solidement à la périphérie de la zone désertique, compléter le cordon de postes côtiers et montrer aux chefs mahafaly une volonté bien arrêtée de rester dans le pays. Il incombait aux Français d'administrer directement les Européens et les Vezo de la côte, tandis que les chefs indigènes de l'intérieur devaient faire la police chez eux.

Le petit port d'Ampalaza, débouché de la Menarandra, fut occupé le 24 septembre 1900 par un détachement sénégalais et compléta ainsi le blocus de la partie méridionale de la côte mahafaly. Des reconnaissances étaient faites, rayonnant d'Androka et d'Itampolo, pour éloigner les pillards de ces points.

Le 5 octobre, Tsiampondy se présenta devant Ampalaza avec 800 guerriers et demanda pourquoi les Français s'étaient établis dans son fief sans lui en avoir demandé la permission; le capitaine Chapuis, commandant le poste, lui répondit que la volonté des Français était de demeurer dans ce pays. Déconcerté, Tsiampondy se retira sans faire aucune manifestation hostile.

Le 1er novembre, le port d'Ejeda était attaqué par les 3 chefs Emahazo, Lahavana et Tsiverenga; l'ennemi fut rejeté avec d'assez fortes pertes (10 tués, 20 blessés) et, à la suite de cet échec, Tsiverenga se soumettait. Le 12 décembre, le poste de Beheloka était réé sur la côte, reliant Saint-Augustin à Etampolo.

Une opération militaire, menée, en mars 1901, par le capitaine Gerboz, officier adjoint du cercle de Tulear, châtia sévèrement une bande de pillards antandroy de l'est qui avaient volé 400 bœufs chez les Tanosy et les Bara Vinda, tué 4 personnes et enlevé plusieurs enfants. Tsiampondy, qui avait accompagné le détachement de poursuite, se rendit compte de la force des nouveaux occupants; une crainte respectueuse des Français commença à gagner les pillards et notre prestige grandit chez nos administrés et nos alliés.

Le commandant Lucciardi pensait dès lors faire de Tsiampondy, maintenant franchement rallié à la cause française, le chef unique des Mahafaly.

En résumé, par l'action politique au nord de l'Onilahy, par l'action militaire au sud, le commandant Lucciardi était arrivé à de très brillants résultats, pacification complète au nord et établissement d'un protectorat

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

chez les Bara; il avait les mains libres pour agir au sud, où le péril mahafaly était d'ailleurs soigneusement circonscrit.

A la fin de cette période, la situation était donc nette sur les deux branches du V rebelle : à l'est, par suite de l'action engagée dans l'Ikongo et la constitution d'un secteur spécial (capitaine Le Rouvillois), à l'ouest par suite de l'action habile du commandant Lucciardi.

Le 20 février 1901, le colonel Lyautey réunissait à Betroka les commandants de cercle, le lieutenant-colonel Lavoisot, le commandant Lucciardi et le commandant Blondlat, successeur du capitaine Détrie dans le cercle de Fort-Dauphin, pour leur communiquer son plan et ses instructions en vue de la pénétration et de l'organisation du Sud.

INSTRUCTIONS DU GÉNÉRAL GALLIENI POUR L'ACTION MILITAIRE, POLITIQUE ET ADMINISTRATIVE DANS LE COMMANDEMENT SUPÉRIEUR DU SUD EN 1901.

A l'est, il était nécessaire de nettoyer la forêt, écran opaque entre la côte et le plateau central. Deux régions distinctes étaient à considérer :

1° La région au nord du Mananara. — Il fallait, dans cette zone de forêt dense, progresser du nord au sud à l'aide de postes établissant une triangulation du terrain et acculer le groupe tambavalo, le plus important au sud.

2° La région au sud du Mananara. — Il fallait, d'une part nettoyer le massif d'Ivohibe par ce même procédé de triangulation, de façon à obtenir la désagrégation des groupes rebelles, et, d'autre part, réduire les Andrabe qui étaient une menace latente pour la sécurité de la province de Farafangana.

Au sud, la pénétration avait été jusqu'ici poussée dans le pays antandroy sans qu'on ait brisé tous les noyaux de dissidence qui environnaient les postes, en sorte que la situation était assez confuse et précaire, et il était nécessaire de recommencer la pénétration méthodique, de l'est à l'ouest, entre le Mandrare et le Manambovo, région semée de taches de rebelles. Lorsque la situation dans cette zone sera ainsi rétablie, les cercles de Tulear et de Fort-Dauphin procéderont à une action circulaire autour des Antandroy afin de les isoler de la côte, où ils se ravitaillent en poudre, et leur interdire de piller dans les régions soumises.

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

APERÇU SUR LE PROGRAMME D'ORGANISATION POLITIQUE ET ADMINISTRATIVE DANS LE SUD. ÉLABORÉ PAR LE COLONEL LYAUTEY EN 1901.

Le but fixé par le général Gallieni était le passage progressif des régions du Sud au régime civil. Se fondant sur la connaissance ethnographique approfondie du pays, le colonel Lyautey prévoyait, suivant immédiatement l'exécution des diverses opérations militaires projetées, 3 phases dans l'organisation politique et administrative des territoires du Sud :

1° La partie est du cercle des Bara, insoumise, sera érigée en cercle annexe militaire, cercle-annexe d'Ifanadiana, sous le commandement du capitaine Le Rouvillois, dont la politique devra se lier étroitement à celle poursuivie dans la province de Farafangana; la partie ouest du cercle des Bara, entièrement pacifiée, sera réunie au cercle de Tulear qui sera ainsi doublé;

2° La vallée d'Ihosy où existent des éléments betsileo et hova, sera rattachée à la province de Betsileo et, au fur et à mesure que le capitaine Le Rouvillois pacifiera les tribus du cercle-annexe d'Ifanadiana, il les passera une à une à la province de Farafangana;

3° Lorsque les opérations militaires auront porté leurs fruits, que le cercle de Tulear sera mûr pour l'administration civile et que le cordon de dissidence de la région forestière de l'est sera réduit, le sud de Madagascar pourra comprendre les circonscriptions administratives suivantes :

Province civile de Tulear, s'étendant depuis le Mangoka jusqu'au sud de l'Onilahy (frontière à fixer ultérieurement);

Province civile de Farafangana, comprenant sur la côte le régime civil de plein exercice et, dans l'hinterland de la région forestière, un régime militaire subordonné à l'autorité civile de la province. Ce régime mixte s'imposera en effet jusqu'à ce que la forêt soit entièrement assainie de tout groupe rebelle;

Une ou deux circonscriptions militaires à l'extrême-sud de l'Ile, comprenant le cercle actuel de Fort-Dauphin et le pays mahafaly et dont le commandement serait à Fort-Dauphin.

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

LA PACIFICATION DU SUD : PÉRIODE D'EXÉCUTION
(AVRIL 1901 A MAI 1902.)

Le programme s'accomplit comme il était prévu, en premier lieu dans la zone forestière de l'est, au nord du Mananara, en second lieu dans le cercle de Fort-Dauphin, en troisième lieu dans le cercle de Tulear.

ACTION DANS LA ZONE FORESTIÈRE DE L'EST, AU NORD DU MANANARA.

La région forestière qui s'étend au nord du Mananara est coupée en deux par la vallée de l'Iantara; au nord de cette dernière rivière, la forêt est surveillée à l'extérieur par les postes d'Ivohibé, de Karianga, d'Imandabé et de Vohimasina, à l'intérieur par le poste d'Ivatovory, au sud de l'Iantara; seul existe à proximité de la forêt le poste d'Ifandana qui est en liaison avec celui d'Imandabe. Immédiatement au nord de l'Iantara règne le chef rebelle Tsiahoro. Au sud, c'est le domaine des chefs également rebelles, Imaranga, Faname et Tsivoa; ce dernier est le chef politique de tous les Tambavalo.

Les postes ont été reliés entre eux, les tribus amies ont été armées par les soins de l'autorité française de fusils modèle 1874 et une intensive préparation politique a été réalisée en vue de faire tomber les préventions des rebelles et des populations hésitantes; le capitaine Le Rouvillois, commandant le cercle-annexe de l'Ifandana, rendit en particulier la liberté à Sahabaka, fils de Tsivoa; ce dernier, irréductible, ne voulut pas le recevoir en raison de sa qualité d'émissaire dévoué à la cause française; le sergent Lousteau, chef expérimenté du poste d'Imandabe, se voit contraint de cesser toutes relations et toute entente tacite de paix avec Faname, qui avait eu le désir de se soumettre, mais que Tsivoa parvient à dissuader de ce dessein.

Devant cette attitude nettement hostile des Tambavalo, le capitaine Le Rouvillois fait pousser à l'ouest par le lieutenant Freydenberg, commandant le poste de Vohimasina, un avant-poste de 30 fusils à Karimalaza; au sud, pour serrer de plus près la forêt, il prescrit l'établissement d'un autre

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

petit poste à Ivondrokely, à l'ouest d'Imandabe, dans un massif forestier qui aurait pu servir de refuge aux rebelles traqués et contraints d'évacuer la grande forêt.

Au centre, le groupement d'Ivatovory enfonçait au sud en pleine forêt, à proximité des repaires de Tsiahoro, le poste d'Antanambao. L'investissement était complété au sud par le groupement du Mananara, commandé par le lieutenant Cambay, qui se tenait au poste nouveau d'Ambararata, sur la route d'Ifanadiana à Vangaindrano.

Un service d'émissaires indigènes fut créé, qui fonctionna parfaitement et fournit à l'autorité française tous les renseignements nécessaires lui permettant ainsi d'entamer les opérations en partant de bases solides.

Des indications rapportées par les émissaires, on put se rendre compte que les défenses des repaires ennemis étaient établis avec une science réelle de la fortification et qu'elles étaient redoutables; elles comprenaient, de l'intérieur à l'extérieur, une tranchée renforcée d'un parapet crénelé bâti en terre et en rondins, une palissade et des abatis précédés de trous de loup masquant des épieux en bois et même des piquets de fer à pointe barbelée fichés en leur centre. L'ennemi s'attendant à être attaqué du côté de l'ouest, les faces est de ces redoutes étaient les moins fortement organisées. C'est pourquoi le commandement prescrivit d'attaquer en principe à l'est et de diriger le principal effort sur le repaire le plus solide en vue de faire tomber d'un coup tous les retranchements secondaires existant dans la forêt et couvrant celui du chef ennemi.

Les troupes qui devaient participer à l'action comprenaient 250 hommes et une pièce d'artillerie de montagne; elles furent divisées en deux groupes, l'un, celui du nord, sous les ordres directs du capitaine Le Rouvillois, l'autre, celui du sud, sous les ordres du capitaine Pécon de Laforest, chef du poste d'Ivohibe; ces deux groupes devaient mener des actions concentriques simultanées.

Les opérations peuvent être divisées en deux phases :

Première phase : au nord de l'Iantara, du 8 au 15 avril, prise et destruction des repaires de Tsiahoro;

Deuxième phase : au sud de l'Iantara, du 16 avril au 1er mai, prise et destruction des repaires de Tsivoa, d'Imaharanga et de Faname.

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

OPÉRATIONS AU NORD DE L'IANTARA.

Le 8 avril au soir, le groupe du sud était concentré à Mahasesy sur la rive gauche de l'Iantara, le groupe du nord au poste d'Antanambao. Le 9, le 1er groupe enlève le village du chef Ramane, lieutenant de Tsiahoro, et s'apprête à marcher sur le repaire de ce dernier, mais le capitaine Pécon de Laforest est tombé à l'improviste sur le camp même de Tsiahoro et décide de l'attaquer par surprise; le village retranché est assailli avec fougue d'un côté par le lieutenant Freydenberg, de l'autre par le capitaine, tandis que le lieutenant Bouché soutient l'attaque par des feux de front; ce repaire tombe aux mains des Français à la faveur du désarroi de l'ennemi et tous les autres repaires du nord de l'Iantara furent du même coup abandonnés, mais Tsiahoro avait réussi à s'enfuir. Le 15 avril, le poste Ralefa (nom d'un tirailleur tué au dernier assaut) était organisé dans le repaire même de Tsiahoro et était occupé par la garnison du poste d'Antanambao, tenu désormais par des partisans. Le même jour, au soir, les deux groupes, ayant passé l'Iantara à Ifasy, se concentraient à Karimalaza.

OPÉRATIONS AU SUD DE L'IANTARA.

Tsivoa, chef des Tambavalo, avait établi son repaire au sud de l'Iantara; son groupe occupait plusieurs villages fortifiés, établis en avant d'Anivorano, le plus retranché d'entre eux. Sahabaka, fils du chef rebelle, était devenu un des plus fidèles émissaires des Français et grâce à lui, en particulier, les renseignements obtenus sur l'ennemi étaient très précis; afin de ne pas éparpiller les forces françaises et en raison de la nécessité de n'attaquer les villages qu'avec l'appui de l'artillerie, les troupes ne formèrent plus qu'un seul groupe.

Le 16 avril, le village de Tavoaka, avant-poste de toutes les positions occupées par les partisans de Tsivoa, était, malgré sa palissade défensive, enlevé par les lieutenants Bouché et Freydenberg; après une journée de repos, les troupes continuaient leur progression à l'ouest par la vallée de la Sisambato où elles faisaient tomber le village fortifié d'Amboangive et le 19 août, ayant abordé à 10 heures les 3 villages de Tsivoa, les prenaient d'assaut; les rebelles se retirent sur Anivorano, mais ils en sont délogés

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

à 15 heures le même jour; la lisière ouest de la forêt est nettoyée le 20, le village de Rabisy est rasé.

Le capitaine Le Rouvillois décide qu'un poste sera installé immédiatement dans le dernier repaire de Tsivoa; ce nouveau poste prend le nom d'un sergent tué à l'ennemi, Omory, et est confié au lieutenant Freydenberg.

Le 22 avril, le capitaine Le Rouvillois revient au nord pour réduire 2 villages qui subsistaient encore après la prise du repaire de Tsivoa et qui auraient pu l'inquiéter. Le 24, le repaire d'Imaharanga est enlevé par surprise par le lieutenant Cautellier. Il reste encore au sud-ouest le repaire de Faname.

La colonne est parvenue le 24 avril au soir à Imandabe et le 26, après une reconnaissance préalable de la position ennemie, l'attaque est donnée, mais l'ennemi se dérobe et entreprend une guerre d'embuscade. Les journées du 27 et du 28 sont employées à nettoyer la région entre Imandabe et Omory, où restent encore des villages fortifiés.

Un groupement ennemi ayant été signalé à Tsivalaka, village de la tribu des Maroampo, une reconnaissance commandée par le lieutenant Freydenberg occupe ce point le 30 avril; les Maroampo font alors leur soumission et rendent 25 fusils.

L'action militaire vive est finie au nord du Mananara, elle est à compléter par l'assainissement de la forêt encore tenue par quelques éléments rebelles; il faut relier les postes entre eux par des reconnaissances fréquentes. La tâche est divisée entre les lieutenants Cautellier, installé au poste de Ralefa, Freydenberg au poste d'Omory, Bouché au poste d'Imandabe, Cambay au poste d'Ambararata.

Du 9 au 25 mai, les reconnaissances envoyées par des postes pour fouiller la forêt donnent lieu à des engagements sérieux. C'est à ce moment que le chef rebelle Tsiahoro, chassé de son repaire, et qui a fui au nord, soulève une partie des Masikoro; ces nouveaux révoltés tuent le 16 mai, aux environs d'Iampasika, près d'Inatonana, le sergent Pelletier et un milicien; le chef des Masikoro payait de sa vie sa traîtrise. A cette nouvelle, le lieutenant Burgeat quitte Ivohibe avec le garde de milice Lavie et 43 fusils, il se porte sur Inatonana où, le 20 mai, les rebelles, qui l'ont attaqué, le blessent grièvement et tuent M. Lavie; le lieutenant Petitjean, remplaçant du lieutenant Burgeat, nettoie les environs d'Inatonana et les Masikoro font leur soumission.

Ainsi finissent les derniers engagements au nord du Mananara. Le

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

6 juin, Tsivoa, suivi de tous les siens, faisait sa soumission à Imandabe. L'ensemble des pertes françaises durant ces opérations s'élevait à 13 tués, 18 blessés au feu et 98 blessés, la plupart grièvement, par les petits piquets défensifs plantés aux abords des positions.

La zone forestière au nord du Mananara est alors divisée en 4 districts :

Iampasika sous les ordres du lieutenant Libersart;

Ralefa sous les ordres du lieutenant Cautellier (ces deux districts font partie du secteur d'Ivohibe);

Omory sous les ordres du lieutenant Freydenberg;

Ambararata sous les ordres du lieutenant Cambay.

(Ces districts sont rattachés au secteur d'Ifanadiana.)

Ces postes centraux forestiers étaient reliés entre eux par un chemin faîtier et le réseau qu'ils formaient avec les postes des lisières est et ouest de la chaîne montagneuse était sillonné par des reconnaissances qui interdisaient à l'ennemi de se reprendre et de se fortifier.

En fait, seules, subsistaient encore quelques bandes rebelles suscitées au nord par Tsiahoro, l'implacable ennemi des Français, au sud par Imaharanga et Tavoaka.

ACTION AU SUD DU MANANARA.

Au sud du Mananara, la vallée de l'Itomampy, habitée entre Midongy et Soarano par des populations soumises, divise la contrée en deux régions rebelles distinctes, toutes deux également montagneuses et difficiles à pénétrer.

A l'ouest c'est le massif de l'Ivolobe, à l'est, le massif des Andrabe et des Ranofotsy.

ACTION DANS LE MASSIF DE L'IVOLOBE.

Un poste avait été créé à Iakora à l'extrémité nord-ouest du massif, en juillet 1899, et dès cette époque, devant cette première manifestation de l'autorité française, les réfractaires s'étaient réfugiés dans la montagne; leurs rangs s'étaient grossis lors de la création ultérieure des postes de Soarano et de Ranotsara du sud. Ils obéissaient au chef Tsiafara qui avait comme seconds Tsimifaly, Bekea et Behezamena et communiquaient non pas avec leurs voisins immédiats, les Andrabe, mais avec les Tambavalo, du nord du Mananara.

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

Le lieutenant Corbel, chef du district d'Iakora, mena rapidement à bonne fin leur réduction. Le 5 février 1901, il enlevait le repaire de Bekea, puis, avec le lieutenant Croll, commandant le poste de Soarano, situé au nord-est d'Ivolobe, il nettoyait le nord de la montagne avec l'aide de partisans commandés par le chef Takara.

Le 25 mars, Behezamena, traqué, se rendait.

Du 5 avril au 1er mai, une série d'actions concentriques était menée par le capitaine Bonnefoy, les lieutenants Corbel et Croll, partis respectivement de Midongy, Iakora et Soarano. Le fidèle Takara trouva la mort au cours d'une de ces reconnaissances.

Le capitaine Mouveaux, qui prit le commandement du secteur de Midongy le 15 mai, prescrivait au lieutenant Corbel d'installer, dans l'Ivohibe, un poste central, auquel devaient se relier les postes périphériques d'Iakora, Ranotsara du sud, Midongy et Soarano.

Ce poste central était installé le 12 juin. Presque aussitôt filtrent au sud du Mananara les débris des bandes tambavalo, chassées du nord par le capitaine Le Rouvillois et qui se joignent aux rebelles de l'Ivolobe. Le capitaine Mouveaux désirant opérer lui-même chez les Andrabe, les plus menaçants des rebelles, laissa au lieutenant Corbel l'initiative des opérations dans l'Ivolobe. Cet officier traquait méthodiquement les rebelles du 15 juin au 15 août, rude tâche dans ce pays si âpre.

Le 25 août, Tsiafara, las, se soumit. Le groupe tambavalo commandé par Imaharanga s'enfuit du massif devenu intenable et s'étant réfugié dans la région d'Isoanala Bekily, à 170 kilomètres de là, était surpris par le capitaine Vacher, commandant le secteur de Tsivory dans le cercle de Fort-Dauphin.

Imaharanga remonta au nord, à Betroka, où il fit sa soumission. Ainsi, du fait que les zones rebelles avaient été constituées en circonscriptions administratives distinctes et toutes bien surveillées, les réfractaires ne trouvaient de refuge nulle part. La pacification du massif de l'Ivolobe était due entièrement à la méthode du général Gallieni, brillamment mise en pratique par le lieutenant Corbel.

ACTION CHEZ LES ANDRABE.

Le haut massif qui s'étend entre l'Itomampy et la côte est était tenu par le noyau rebelle des Andrabe, grossi par tous les rebelles du sud de la province de Farafangana. En 1898 un poste avait été

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

créé à Amparihy, à l'est du massif, par le lieutenant Marchegay, commandant le district de Vangaindrano, pour surveiller le débouché des gorges de l'Isandra, mais il avait été impossible de prendre pied chez les Andrabe, qui avaient repoussé les reconnaissances, et en particulier s'étaient attaqués, le 25 août 1900, au détachement du lieutenant Frénée; cet officier, blessé, avait dû retraiter sur Befotaka. En novembre 1900, Befotaka était attaqué et en décembre à peu près bloqué.

Pour préciser la situation du groupement rebelle, le colonel Lyautey chargea le capitaine Savy, officier de renseignements de l'ancien cercle des Bara, d'opérer une reconnaissance autour et à l'intérieur du massif. Le capitaine effectua cette tournée du 20 mars au 4 mai, avec le sergent Lachèze et 25 fusils; parti de Betroka, il gagna Midongy, puis Vangaindrano et Amparihy. Renforcé de 25 hommes, il s'engagea dans la vallée de l'Isandra jusqu'à Ampisopiso, d'où, après une rencontre avec les rebelles, il put reconnaître le débouché de la Manandria; revenant sur ses pas, il reconnut les cirques d'Ambalalafo et de Vatanata, puis le col de Tanisoa, la haute vallée de la Manandria; retournant à Midongy par la vallée du Mananana, il gagnait Befotaka d'où il poussait une pointe chez les Ranofotsy au sud. Les renseignements qu'il rapportait étaient les suivants :

Le noyau principal des rebelles se trouvait dans les hautes vallées de l'Isandra et de la Manandria qui étaient solidement défendues.

Dans les forêts en dehors des vallées, de nombreux repaires étaient préparés pour recueillir les rebelles, particulièrement à l'est de la Manandria, entre cette rivière et l'Isandra, et dans le massif d'Imandabe, au sud de l'Isandra, chez les Ranofotsy.

Les centres de culture où se ravitaillaient les rebelles se trouvaient dans la haute vallée de l'Isandra et dans la vallée de la Manandroy; en outre, les villages riches et peuplés des cirques d'Ambalalafo et Vatanata ravitaillaient les rebelles, au nombre d'un millier environ.

Telle était la situation le 15 mai 1900, lors de la prise de commandement du secteur de Midongy par le capitaine Mouveaux. Cet officier lança aussitôt des émissaires dans tout le pays et rouvrit la route de Befotaka par des reconnaissances de liaison entre les deux postes, dans le but de créer une base solide pour les opérations. Devant son attitude ferme et sa volonté, partout publiée, de ne plus connaître désormais de neutres, mais seulement des amis et des ennemis, le chef Bemalampo (un des principaux agresseurs du lieutenant Frénée), établi entre Midongy et Befotaka,

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

faisait sa soumission. Grâce à celle de Tsivoa le 14 juin, le colonel Lyautey avait les mains libres au nord du Mananara : il fit, en compagnie du capitaine Mouveaux, une reconnaissance chez les Andrabe et poussa jusqu'à Andoaria, où il établit un poste de 50 hommes commandé par le lieutenant Eurard. De la sorte, une première triangulation tactique était obtenue avec les postes de Midongy, Befotaka et Andoaria; Andoaria était la pointe d'un coin enfoncé au cœur du pays Andrabe.

Dès lors, le colonel Lyautey donnait les instructions suivantes pour la conduite des opérations.

La pénétration du pays andrabe, dirigée par le capitaine Mouveaux, serait faite simultanément par l'ouest avec le triangle fortifié Midongy, Andoaria, Befotaka pour base, et par l'est en partant d'Amparihy.

Toutes les tribus du massif, dont certaines ressortissaient à la province de Farafangana et au cercle de Fort-Dauphin, seraient mises provisoirement sous les ordres du capitaine Mouveaux. Le lieutenant Pettelat, commandant le secteur de Ranomafana dans le cercle de Fort-Dauphin, devrait bloquer les Ranofotsy par le sud et réoccuper les anciens postes d'Andasibe et d'Andetra; cet officier était mis à la disposition du capitaine Mouveaux.

Le capitaine Le Rouvillois devait détacher 100 tirailleurs de renfort et l'administrateur Bénévent 45 miliciens, à la disposition du commandant du secteur de Midongy.

Ainsi renforcé, le capitaine Mouveaux se rendrait avec 100 fusils à Amparihy, pour établir vers le 20 juillet du côté d'Ampisopiso un poste, le premier de l'est, qu'il relierait à Andoaria en ouvrant la vallée de la Manandria.

Ainsi serait matérialisée dans le pays andrabe une première ligne de pénétration de l'ouest à l'est par Andoaria, Ampisopiso et Amparihy.

Sur cette base se grefferaient de proche en proche un réseau complet de postes pacificateurs.

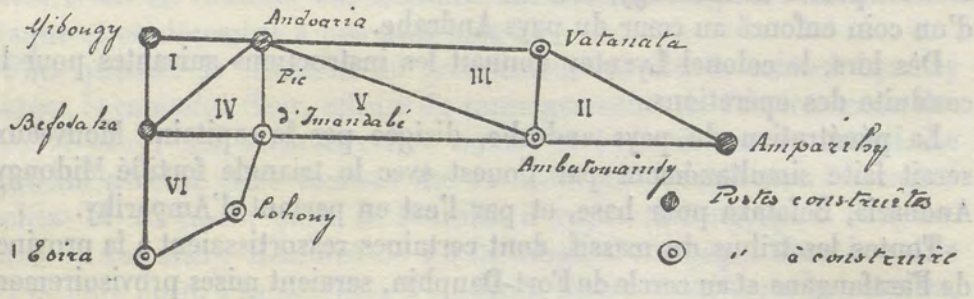
Un poste serait établi à Tanisoa et le massif à l'est de la Mananadria nettoyé à l'aide des postes d'Andoaria, Amparihy et Ampisopiso.

D'Ampisopiso l'action devrait se porter sur Befotaka pour dégager la région environnante; le lieutenant Boissonnas établirait un poste à l'est de Befotaka dans le massif d'Imandabe. Alors aurait lieu l'action concentrique décisive sur le noyau rebelle entouré par les postes d'Imandabe, d'Andoaria et d'Ampisopiso.

La vallée de l'Isandra conquise, il resterait à nettoyer les massifs des Ranofotsy, au sud.

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

Le colonel joignait à ces instructions un croquis qui illustre bien sa méthode de pacification « par triangulations successives », faites par l'ouest et par l'est, se raccordant au centre, puis au sud, dans l'ordre des numéros indiqués :



Ce plan fut exécuté brillamment par le capitaine Mouveaux du 22 juillet au 25 août. Les Andrabe, habitués jusqu'ici à recevoir des attaques dans un seul sens, sont déroutés de subir la pression des forces françaises simultanément de front, de flanc et à revers : leurs bandes se désagrègent. Le capitaine Mouveaux organise la région en 4 districts dans chacun desquels sont menées des battues pour réduire les derniers îlots de résistance : districts de Lohony (lieutenant Suzzoni), de Ranofotsy et d'Andriambe (lieutenant Pettelat) et d'Imandabe (lieutenant Thollon).

Dès lors, les soumissions commencent à partir du 12 septembre et sans discontinuer jusqu'au 15 octobre; 408 fusils et 2.000 sagaies sont rendus. La région, complètement nettoyée, se repeuple et se reconstitue. Ces résultats sont dus à la vivacité de l'action du capitaine Mouveaux qui n'a eu comme pertes que 2 tirailleurs tués, 1 officier et 5 tirailleurs blessés par les petits piquets défensifs.

La conclusion que le colonel Lyautey tire de cette phase de la pacification dans une région qui avait tenu tête aux Français pendant trois ans, c'est qu'à l'égard des insoumis il ne doit pas y avoir de demi-mesures, et que sont seules définitives les soumissions complètes et sans conditions.

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

ACTION DANS LA RÉGION DE L'IKONGO.

Alors, que dans la zone forestière de l'est, la rébellion semblait être définitivement éteinte après les opérations de nettoyage faites chez les Ranofotsy, un foyer se rallumait subitement au nord, chez les Tanala de l'Ikongo.

Malgré les efforts du lieutenant Allard qui, en fait, avait brisé les résistances du groupe tanala, les chefs Andriampanokoa et Izaita ne s'étaient pas soumis; ils étaient entrés en liaison avec Tsiahoro, chef irréductible des Tambavalo et celui-ci avait provoqué la révolte des Masitoko. Les Masikoro étaient en majeure partie rentrés dans l'ordre, mais un noyau de réfractaires s'était formé autour de Tsiahoro, d'Andriampanokoa et d'Izaïta et de leurs partisans au nord de la zone forestière. Ce noyau bénéficiait de la situation de cette zone, à cheval sur le cercle d'Ifandana (district d'Iampasika), la province de Farafangana (district de Karianga) et la province de Fianarantsoa (districts d'Ankarimbelo et d'Ikongo); il était établi solidement dans deux massifs escarpés et difficilement pénétrables, l'Andringitra et l'Ikongo. Le colonel Lyautey, pour assurer l'unité de direction, fondit le 17 septembre les trois premiers de ces districts en un secteur provisoire sous le commandement du capitaine Bétrix. L'Ikongo ne paraissait pas encore contaminé, mais, le 19 septembre, le sous-gouverneur indigène Sivy, tout dévoué à la cause française, y était assassiné avec son frère. Le lieutenant Charles Roux, envoyé en reconnaissance dans le pays, rapportait le renseignement que le groupe des rebelles avait comme chef principal Andriampanoha, secondé par Andriamanetony, Imarolaza (instigateur du meurtre de Sivy), et Tsiahoro. Le groupement des rebelles ne comprenait que 30 à 40 fusils, mais il était grossi, en cas d'alerte, par les tribus avoisinantes où les rebelles comptaient de nombreux parents et complices. En raison de cet état de choses, le district d'Ikongo fut rattaché au secteur du capitaine Bétrix le 10 octobre. Le commandement définitivement constitué de cet officier comprit : les districts d'Iampasika (lieutenant Libersart), de Karianga (lieutenant Bouché), d'Ankarimbelo (lieutenant Laurent), et de Fort-Carnot dans l'Ikongo (lieutenant Charles Roux).

Le lieutenant Libersart faisait une chasse en règle dans l'Andringitra, délogeant successivement de deux de leurs repaires les Masikoro qui, harassés se rendaient le 11 octobre. Tsiahoro allait d'une façon tout à fait imprévue se constituer prisonnier à Tananarive le 14 octobre.

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

Dans les districts d'Ankarimbelo et de Fort-Carnot, le capitaine Bétrix constituait 6 petites circonscriptions administratives commandées par un officier ou un sous-officier.

Des émissaires étaient lancés dans le pays et des reconnaissances fouillèrent la forêt. Izaïta était pris le 18 octobre par le sergent Edart. C'est, durant sept semaines, une lutte sans merci livrée à Andriampanoha et Andriamanetony, malgré les pluies torrentielles survenues. Les bandes rebelles sont désagrégées par cette action qui ne leur laisse aucun répit et les soumissions affluent dès le début de décembre; le 9, Imarolaza se rendait au sergent Béon et Andriampanoha, constatant que, selon leur promesse, les Français ont laissé la vie sauve à ce chef rebelle, suivait son exemple le 14 décembre, accompagné d'Andriamanetony et de ses derniers partisans.

Avec la soumission des derniers réfractaires la question des insoumis de l'Ikongo était réglée.

ORGANISATION DE LA ZONE FORESTIÈRE APRÈS LA PACIFICATION.

Afin d'empêcher les mécontents de regagner la forêt, il n'y avait qu'un moyen, écrivait à ce sujet le colonel Lyautey : « C'est que la forêt fût occupée par nous, pour qu'elle ne fût pas occupée par eux ». Et selon le mot de l'un de ses chefs de province : « Les indigènes, jusqu'ici, allaient en forêt pour s'y dérober au Fanjakana (Gouvernement), désormais ils iront dans la forêt quand ils auront à faire au Fanjakana ». La forêt fut surveillée extérieurement et occupée intérieurement par des postes dont le nombre devait être progressivement réduit; dès janvier 1902 le nombre de ces postes passait de 22 à 11.

Le colonel Lyautey, jetant un regard d'ensemble sur la pacification de toute la zone du sud-est, rendait hommage à ses vaillantes troupes, à ses officiers, sous-officiers et soldats, qui, sans relâche, obstinément, obscurément, au prix d'efforts inouïs et de pertes souvent cruelles, avaient vaincu la redoutable forêt tropicale, défendue non seulement par les rebelles, mais encore par les innombrables dangers résultant de la chaleur, des moustiques, de la fièvre, des privations de toute sorte. Combien parmi les officiers et les soldats d'élite de l'armée coloniale se sont formés à cette rude école!

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

ACTION DANS LE CERCLE DE FORT-DAUPHIN.

Les opérations exécutées dans le cercle de Fort-Dauphin peuvent être divisées en trois phases :

1° Période préparatoire jusqu'en juillet 1901 : consolidation des résultats acquis et préparation de la pénétration définitive;

2° Période d'achèvement du nettoyage entre le Mandrare et le Manbovo, contre les Antandroy réfractaires, de juillet 1901 à janvier 1902;

3° Période d'occupation de la région située entre la Manambovo et la Manarandra et liaison avec le cercle de Fort-Dauphin, de janvier à mai 1902.

APERÇU SUR LA PÉRIODE PRÉPARATOIRE.

Dans un rapport magistral, le colonel Lyautey expose au général en chef, le 10 août 1901, ses vues sur l'état du cercle de Fort-Dauphin à cette date et les résultats à atteindre.

Le pays à pénétrer et à pacifier pouvait être considéré, tant au point de vue géographique qu'au point de vue militaire, comme constitué par deux parties distinctes, la région est et la région ouest, séparées du nord au sud par le cours de la Farasy et la ligne de hauteurs bordant à l'est la vallée du Mandrare. La région est montagneuse; confinant au nord au massif des Ranofotsy, elle abritait encore des rebelles qui pouvaient subsister grâce à ses hautes vallées fertiles, difficilement accessibles. Cette région, comprenant les secteurs de Manambaro, de Fort-Dauphin et de Ranomafana, avait pu recevoir un régime administratif normal; mais la partie nord du secteur de Ranomafana, où s'étaient rassemblés les derniers réfractaires, était restée territoire militaire et avait été rattachée au secteur de Midongy où aboutissait l'action générale menée, du nord au sud, dans la zone forestière de l'est.

La région ouest, basse et plate, est habitée par les Antandroy, peuplade sauvage, indépendante, belliqueuse et surtout pillarde; elle se compose elle-même de deux zones distinctes : au nord de la ligne Ifotaka-Antanimora, une zone découverte correspondant au secteur d'Imandabe et englobant au nord une région montagneuse avec les cirques fertiles et peuplés de Mahaly et de Tsivory; au sud de la ligne Ifotaka-Antanimora, la

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

zone de l'Androy, couverte d'une forêt de cactus et d'euphorbes géants, correspondant au secteur d'Ambovombe et s'étendant jusqu'à la mer. Quoique l'eau y fût rare, cette zone «cactée» était, chose étonnante, très peuplée et comptait 120.000 âmes et de nombreux troupeaux de bœufs.

En raison des difficultés présentées par le terrain et par le ravitaillement, on devait exclure l'idée d'employer en Androy de gros effectifs.

Les forces du cercle de Fort-Dauphin étaient les suivantes : une compagnie et demie de tirailleurs sénégalais, deux compagnies de tirailleurs malgaches, une compagnie de légion. Ces unités renforcées par un peloton sénégalais devaient suffire à la tâche.

Deux circonstances faciliteraient notre intervention : l'anarchie dans laquelle vivaient les Antandroy d'une part, la liaison facile entre les postes et les détachements, d'autre part; un simple débroussaillement suffit en effet dans ce pays plat pour tracer et entretenir des routes carrossables, praticables aux voitures Lefèbvre. Le colonel Lyautey caractérisait d'un mot la situation du pays : «Dans le pays antandroy, il y a impénétration, il n'y a pas insurrection».

La situation, le 1er janvier 1900, était la suivante : dans le nord, entre le Manambovo et le Mandrare, notre occupation ne dépassait pas la ligne Tsivory-Mandrare; au cours de 1900, le capitaine Trousselle faisait une série de reconnaissances très actives, mais très prudentes, à la suite desquelles il créa les postes d'Imanambo, Bekitro et Antanimora.

Au sud, en juin 1900, le capitaine Combe construisait le poste d'Ambovombe, et en novembre de la même année, le lieutenant Vallod en installait un autre à Faux-Cap. Ces postes étaient nettement «en l'air».

Sur ces entrefaites, les capitaines Vacher et Ducarre prirent en décembre 1900, l'un la direction du secteur d'Imanombo, l'autre le commandement du secteur d'Ambovombe.

Ces deux officiers, avant d'agir offensivement, affermirent, selon les instructions reçues, les résultats acquis jusqu'ici dans leur domaine. Le capitaine Ducarre dégagea la route de Fort-Dauphin à Ampasimpotaka et Ambovombé, le capitaine Vacher opéra avec vigueur contre les pillards du chef Ghiko, il s'empara de leurs troupeaux et Ghiko se soumit.

Pendant ce temps, le lieutenant Vallod repoussait une attaque de 3.000 guerriers contre son poste de Faux-Cap et lançait une reconnaissance jusqu'à Beloha où il recevait de la part des tribus des assurances de soumission.

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

Le commandant Blondlat, qui succéda en mars 1901 au capitaine Détrie, décida, après avoir effectué une première tournée :

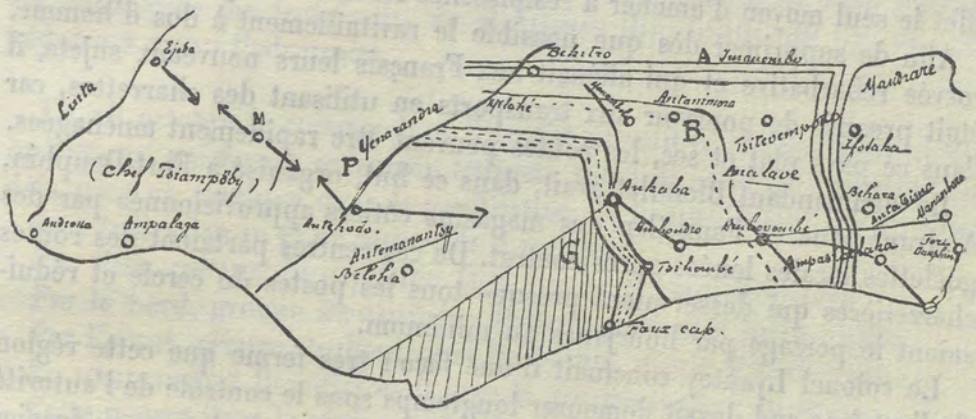
1° La liaison de Faux-Cap et d'Ambovombé par la création des postes de Taihombe et d'Ambondro.

2° L'occupation de la ligne de la Manambovo à l'aide des postes de Tsihombé et d'un nouveau poste à Ankoba.

3° La limitation momentanée de l'action militaire à la Manambovo jusqu'à ce que toute la zone de l'est fût pacifiée et organisée.

Ce programme fut réalisé avec autant d'énergie que de prudence par le capitaine Met dans le secteur de Behara, par le capitaine Ducarre dans le secteur d'Ambovombe et par le capitaine Vacher dans le secteur d'Imanombo.

La situation acquise alors et les résultats à atteindre étaient résumés par le colonel Lyautey dans le schéma suivant :



Région impénétrée : ▦

A. Ligne au nord et à l'est de laquelle il n'y a plus besoin d'escorte.

B. Ligne au nord et à l'est de laquelle il n'y a plus besoin d'escorte pour les courriers et les convois et où une escorte est seulement nécessaire pour des Européens isolés.

G. Ligne à l'est de laquelle une faible escorte est encore nécessaire pour des isolés et des convois, à l'ouest de laquelle on ne peut circuler qu'avec une forte reconnaissance.

— Le but était de pousser les lignes A et B à l'ouest de façon qu'elles se confondissent avec la ligne G bordant la Manambovo et d'établir un

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

poste sur la moyenne Menarandra en P, tandis que le cercle de Tulear créerait un autre poste en M, afin qu'une liaison continue par terre fût établie entre Fort-Dauphin et Tulear, les postes étant distants les uns des autres de un jour de marche au plus. Désormais il ne resterait plus qu'une zone impénétrée entre le cap Ste-Marie, Ankoba, Belona et la basse Menarandra, zone déjà reconnue, mais dont l'ethnographie échappe encore au commandement français et qui ne pourra être entamée que lorsque le chef Tsiampondy ressortissant du cercle de Tulear, à l'ouest de la Menarandra, sera complètement gagné à la cause française.

La pénétration sera donc effectuée, de l'est à l'ouest, par un réseau serré de postes communiquant entre eux. Cette occupation sera basée sur la possession des deux éléments vitaux du pays, les points d'eau importants et les pacages des troupeaux en saison sèche. Les postes seront des « sentinelles » qui garderont les puits et surveilleront les pâturages, cette formule pouvant en Androy être érigée en principe : « qui est maître des bœufs est maître du pays »; la confiscation des bœufs était en effet le seul moyen d'amener à résipiscence les Antandroy.

Afin de supprimer dès que possible le ravitaillement à dos d'homme, corvée rébarbative et qui aliénait aux Français leurs nouveaux sujets, il était prescrit de pourvoir aux transports en utilisant des charrettes, car dans ce pays plat et sec, les routes peuvent être rapidement aménagées.

Le commandant Blondlat avait, dans ce but, organisé à Fort-Dauphin, Andranomena et Faux-Cap des magasins côtiers approvisionnés par des goélettes locales louées après contrat. De ces centres partaient des routes charretières qui desservaient presque tous les postes du cercle et réduisaient le portage par bourjanes au minimum.

Le colonel Lyautey concluait d'une façon très ferme que cette région de l'extrême-sud devait demeurer longtemps sous le contrôle de l'autorité militaire, en tant que marche côtière habitée par des populations au dernier degré de culture et réfractaires pour l'instant à toute civilisation.

OPÉRATIONS ENTRE LE MANDRARE ET LA MANAMBOVO.

L'occupation du poste de Tsihombé et les reconnaissances sur la basse Manambovo avaient permis de constater la formation d'un groupement rebelle de la rive ouest de la Manambovo sous le commandement du chef Tsiseza; ce groupement avait attaqué, sans succès d'ailleurs, le poste de

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

Tsihombe, momentanément dégarni, mais il s'était produit des infiltrations hostiles sur la rive est de la Manambovo, en bordure de la mer, dans la région cactée, là où elle est la plus impénétrable, et tout ce qu'il y avait de guerriers réfractaires en Androy semblait s'y être réuni sous les ordres du chef Tsitity; la présence de ce groupe était une menace constante et pouvait contaminer les régions du nord récemment soumises. Le commandant Blondlat, s'étant heurté à proximité de la côte à une sérieuse résistance, exposait le 16 octobre 1901 au colonel Lyautey son programme d'action.

Son but était d'emprisonner les populations rebelles dans la région limitée au nord par la route Ampasimpotaka-Ambovombé-Ambondro, à l'est par les populations amies de Manambaro, au sud par la mer, à l'ouest par le méridien d'Ambondro. Tandis qu'Ambovombe renforcé fournira journellement une reconnaissance vers le sud et une forte patrouille sur chacune des routes d'Ampasimpotaka et d'Ambondro, deux colonnes partant de ces deux points avec huit jours de vivres, ravitaillées chaque jour en eau, auront pour mission de nettoyer la zone rebelle, de confisquer les troupeaux, de s'emparer des armes, en un mot de réduire à merci l'adversaire.

Le 18 octobre le commandant Blondlat prenait le commandement des opérations, qui furent exécutées toujours selon la méthode concentrique déjà mise en pratique dans la pacification de la zone forestière de l'est.

La pénétration se fit au moyen de 3 groupes :

Par l'est, groupe du capitaine Met, venant d'Ampasimpotaka.

Par le nord, groupe du capitaine Ducarre, venant d'Ambovombe.

Par l'ouest, groupe du lieutenant Barbazan, venant d'Ambondro.

Le commandant Blondlat était avec le groupe central du nord.

Cette guerre dans la région cactée fut très rude; les Antandroy se glissaient à travers les cactus, à proximité des troupes cheminant dans les allées pratiquées dans la forêt épineuse, d'ailleurs souvent obstruées ou barricadées; ils lâchaient leur coup de fusil presque à bout portant, visant toujours les chefs et s'enfonçaient aussitôt dans les fourrés denses où il était impossible de les poursuivre. Afin d'échapper à ce harcèlement meurtrier et démoralisant, il fallut employer le système de feux de salve tirés à genoux au jugé dans la brousse épaisse.

Les pertes ne furent pas nombreuses, mais très cruelles. Deux excellents officiers trouvaient la mort dans cette lutte ingrate contre un ennemi

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

invisible : le lieutenant Mousnier-Buisson, de l'infanterie coloniale, officier de renseignements du cercle, qui, marchant avec le groupe de l'ouest, fut tué d'une balle au front le 22 octobre, — le capitaine Astoin, de la légion étrangère (successeur du capitaine Met en fin de séjour), mort à Ambovomde le 29 octobre d'une balle dans le ventre reçue le 26. Le commandant Blondlat, au groupe nord, était grièvement blessé le 23 octobre d'une balle dans la jambe; malgré son état alarmant, il voulut continuer à exercer son commandement jusqu'à la fin des opérations (10 novembre); il dut alors être évacué sur Fort-Dauphin.

Il y eut en outre 3 tués (1 tirailleur sénégalais et 2 partisans) et 9 blessés.

Grâce à l'énergie déployée par les cadres et les soldats, les résultats de la campagne furent décisifs; les groupes insoumis maroalaka et sevohitra étaient dispersés et rendirent 700 fusils, les groupes douteux voisins 250.

L'occupation française s'était étendue bien à l'ouest de la Manambovo et le prestige des Français s'était considérablement accru chez les Antandroy, qui, à l'abri de leurs cactus, avaient pensé les narguer, comme ils avaient toujours nargué les Hova.

OCCUPATION DE LA RÉGION ENTRE LA MANAMBOVO ET LE MANDRARE ET LIAISON AVEC LE CERCLE DE TULEAR.

Les pertes douloureuses en officiers subies dans l'Androy avaient été amplifiées et exploitées par des agitateurs qui incitaient les Tanosy de la région forestière de l'est à se soulever à l'exemple des Antandroy. La situation devenait assez inquiétante notamment chez les Romeloka qui habitaient la basse vallée du Manampanihy.

Tous bûcherons et armés de haches, ils avaient décidé d'enlever, à la faveur d'une livraison de bois commandée par l'administration, les postes de Manantenina et de Ranomafana, mais leur plan fut divulgué et on put les désarmer à temps.

Sur ces entrefaites, les indigènes connurent la vérité sur les pertes totales relativement faibles des Français et sur leurs succès en Androy; le chef mahafaly Emahazo, du cercle de Tulear, se soumettait. La situation se précisait nettement en notre faveur et le colonel Lyautey pouvait rendre compte au général en chef, dès le début de janvier 1902, des résultats

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

favorables acquis au cours du 4e trimestre 1901, et qui se résumaient ainsi :

Fin de la pacification de la zone forestière de l'est.

Progression vers l'ouest du commandant Blondlat dans le pays antandroy et liaison prochaine du cercle de Fort-Dauphin avec le cercle de Tulear.

Soumission d'Emahazo dans le cercle de Tulear et dissolution de son groupe.

Il ne restait plus à soumettre que les Mahafaly entre l'Onilahy et la Manambovo, dernier tronçon au sud-ouest du V formé par les groupements rebelles du sud de l'Ile et réduit de plus de moitié.

Un poste avancé créé à Tsimilofo sanctionna cette marche progressive vers l'ouest et pressa les rebelles par le nord.

Le commandant Blondlat, pour faciliter l'occupation du pays à l'ouest de la Manambovo, constitua le nouveau secteur du Faux-Cap, entre la Manambovo et la Menarandra, sous le commandement du capitaine Vallod. Afin d'utiliser les complaisances du chef Tsiampondy et d'éviter de heurter de front la résistance des Antandroy, le colonel Lyautey décida que la progression se ferait dès lors, non plus de l'est à l'ouest, mais du nord au sud, par la rive gauche de la Menarandra, en partant de Bekitro. De plus, ce mouvement de revers, opéré à travers une région découverte et facile, était bien fait pour surprendre l'ennemi. La coopération des troupes de Tulear à ce mouvement devait faciliter la liaison ultérieure des deux cercles et la discrimination entre les régions nettement pacifiées, à rattacher au cercle civil de Tulear, et celles douteuses, à maintenir ou à rattacher au cercle militaire de Fort-Dauphin.

La pression du nord au sud commence alors et se poursuit sans interruption.

Le lieutenant Gaya inflige une leçon sévère à la tribu des Anfondrahosa dont le chef lui avait refusé obéissance; le 15 janvier, lors d'un engagement, les Anfondrahosa laissent 9 cadavres sur le terrain et perdent 256 têtes de bétail.

Le commandant Blondlat, après s'être rendu le 5 avril à Tsimilofo, conférait sur la Menarandra avec des officiers du cercle de Tulear, le capitaine Savy, son adjoint et le capitaine Bourgeron, commandant le secteur mahafaly; le chef mahafaly Tsiampondy faisait partie lui-même de ce conseil, qui détermina sur place l'emplacement des groupements mahafaly de la

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

rive gauche de la Menarandra; ces derniers seraient replacés sous son autorité, ce qui permettrait ainsi de constituer un protectorat analogue à celui des Bara d'Impoinimerina.

La conclusion pratique de cette détermination fut l'établissement d'un poste à Beloha, prolongeant au sud l'action de Tsimilofo, et, en face de Beloha, d'un autre poste appartenant au cercle de Tulear, poste de liaison et de police, aux confins des territoires mahafaly et antandroy. Le capitaine Vallod devait enfin créer à l'extrême-sud un poste à Ankemaky, en direction du cap Sainte-Marie pour achever le refoulement jusqu'à la mer, par l'ouest, des derniers Antandroy rebelles.

Les résultats obtenus par l'application de ce plan d'investissement dépassèrent de beaucoup les prévisions : ils furent soudains et complets.

Du 1er octobre au 1er avril, 4.425 fusils avaient été enlevés aux Antandroy, qui en possédaient probablement au total de 12.000 à 15.000, les impôts purent être perçus avec un bon rendement, la sécurité régna dans le pays et on procéda sans difficulté au recensement de la population. Mais pour que ces résultats fussent durables, il était essentiel que l'organisation méthodique de l'extrême-sud de l'Androy se prolongeât pour les raisons exposées par le capitaine Vacher : « Il n'y a, écrivait-il, aucun doute à avoir sur la durée de notre tâche à l'égard d'une population aussi impulsive que versatile, soumise à toutes les influences, dont un kabary, un songe ou les résultats d'un horoscope peuvent modifier les dispositions en quelques heures. »

ACTION DANS LE CERCLE DE TULEAR.

(SITUATION D'AVRIL A JUILLET 1901.)

En avril 1901, le lieutenant-colonel Lavoisot succédait, dans le commandement du cercle de Tulear, au commandant Lucciardi, nommé chef d'état-major du corps d'occupation.

Du fait de la suppression du cercle des Bara, le cercle de Tulear s'était agrandi des secteurs de Betroka et d'Ihosy et s'étendait à l'est jusqu'à l'arête montagneuse médiane de l'Ile. La situation du pays était la suivante : au nord et sur les rives de l'Onilahy prospérait une contrée complètement pacifiée érigée en deux protectorats, sous l'égide du roi Impoinimerina à

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

l'intérieur, sous l'égide des chefs Lahabia et Rebiby dans le Masikoro sur la côte.

Au sud dans le pays mahafaly, existaient encore deux groupes rebelles, le premier, entre Ejeda, Betioky et la mer, à la solde de Refotaka, chef héréditaire de la tribu royale des Zafimanely et comme tel irréductible jusqu'ici, — le second, à l'ouest, ayant pour chef Emahazo. La situation était claire et il s'agissait de mettre simplement ces deux groupes réfractaires à la raison, mais ce résultat ne fut obtenu qu'en mai 1902, en raison notamment de la conduite ambiguë du chef rallié Tsiampondy à qui l'autorité française avait projeté de confier le commandement de toutes les tribus mahafaly.

Le colonel Lyautey, après avoir fait une reconnaissance dans la vallée de l'Onilahy, pouvait exposer au général en chef, au commencement d'août 1901, les mesures qu'il préconisait pour la réduction de ces deux taches. Afin d'orienter définitivement Tsiampondy sur l'attitude à adopter, il était indispensable d'installer un poste à proximité de son campement; l'existence de ce poste, occupé par le commandant du secteur mahafaly, suffirait à mettre le chef hésitant dans la main des Français.

L'investissement des rebelles dans ce pays assez difficile était pratiquement impossible à réaliser; il fallait aller jusque chez eux. L'unité de direction indispensable pour mener à bien la campagne avait été réalisée en premier lieu; le capitaine Duhalde, commandant le secteur mahafaly, s'était vu subordonner le capitaine Chapuis, résident d'Ejeda, qui devenait le centre d'un district englobant les groupes des chefs ralliés Tsibosy et Tsiveranga. Un district était constitué à Androka (lieutenant Contet), dont relevait le sous-district d'Itampolo, commandé par l'adjudant Lavenat; ces deux circonscriptions surveillaient directement le territoire d'Emahazo.

Le capitaine Duhalde, ayant pour adjoint le lieutenant Laroque, devait agir en position centrale à proximité de Tsiampondy et du second de celui-ci, Voriandro, et la réduction des rebelles ne devait pas faire perdre de vue la question primordiale de la liaison avec le cercle de Fort-Dauphin.

ACTION CHEZ LES MAHAFALY ET DISLOCATION DU GROUPE D'EMAHAZO.
(AOÛT 1901 A FÉVRIER 1902.)

Le capitaine Duhalde établit, conformément aux instructions reçues, un poste de 60 fusils, le 27 septembre, à Ampanihy, à proximité du quartier de Tsiampondy; Ampanihy devenait le chef-lieu du secteur et, comme on

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

l'avait prévu, Tsiampondy entra dès lors complètement dans les vues des Français et devint pour eux un précieux auxiliaire. Cependant le capitaine Chapuis, agissant très heureusement sur la haute Menarandra, en liaison avec le capitaine Vacher venant du cercle de Fort-Dauphin, infligeait une sévère correction aux Antasambaka, pillards, en leur reprenant 1.100 bœufs et en leur tuant 16 hommes. Une autre reconnaissance menée par le même officier était dirigée contre les Antemanantsy qui avaient pillé les bords de l'Onilahy et assassiné un courrier entre Bekily et Ejeda; les pillards étaient rejoints, le 19 septembre, leur chef Emara était tué et 250 bœufs volés leur étaient repris.

Le lieutenant Contet, partant de la côte, entamait la lutte contre Emahazo qu'il isola progressivement en lui tuant son complice Masindabo, chef des Antsahara, en provoquant la soumission de Voavalo, chef des Antanehante et la remise du propre frère d'Emahazo par les Antevelo. Dès lors, traqué de repaire en repaire, Emahazo se rendait le 6 février 1902.

L'action méthodique dirigée par le capitaine Duhalde et exécutée avec vigueur par ses subordonnés et ses soldats, malgré les grandes difficultés naturelles opposées par le pays, avait valu ce résultat pour ainsi dire mathématique.

ACTION CONTRE RAFOTAKA ET SA SOUMISSION.

Rafotaka, revêtu d'un prestige particulier par la superstition populaire, était presque seul resté jusqu'ici insaisissable du fait des complicités qui l'entouraient. « C'est une unité qui erre dans un pays difficile et étendu », écrivait le 15 janvier 1900 à son sujet le lieutenant-colonel Lavoisot au colonel Lyautey.

L'exemple de cet isolé, de la caste royale des Zafimanoly, et jusqu'alors resté impuni, était dangereux pour les tribus récemment soumises, encore douteuses et surtout pour les anciens rois du pays devenus les vassaux de la France. Il fallait en finir avec lui.

Le 1er mars 1902, le colonel Lyautey décida de créer une circonscription englobant tout le territoire de parcours de Rafotaka; le capitaine Charbonnel en fut le chef; il avait sous ses ordres 5 districts : Tongobory (lieutenant Carle), Sakamare (lieutenant Magnien), Benenitra (lieutenant Simonin), Ejeda (lieutenant Laroque), Betioky (adjudant Fresnel).

L'action contre Rafotaka fut précédée de deux incidents. Le chef Mahabio des Masikoro, complice des chefs sakalaves agitateurs du nord, fut déposé,

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

et ses sujets furent placés sous le commandement d'un chef unique, Rebiby.

Par ailleurs, Inapaka, chef des Bara-be, fut convaincu de complicité avec des mécontents et des conspirateurs qui avaient pensé fomenter une révolte avant le désarmement général des tribus ordonné pour le 1er janvier; il fut contraint par le capitaine Dudouis de procéder personnellement au désarmement total de sa tribu, et tout rentra dans l'ordre.

Il devenait urgent de supprimer la cause de cette effervescence et d'arrêter Rafotaka.

Le capitaine Charbonnel prescrivit que des détachements mobiles de 20 fusils, commandés par deux gradés européens et fournis par les 5 districts, agiraient simultanément selon une action concentrique contre ce dernier chef rebelle.

Or Rafotaka avait 2 campements, Matindrambo et Anakindria, et trois groupes de populations soi-disant soumises étaient ses complices et le protégeaient d'une façon occulte. Les centres de ces groupes étaient au sud Andoarano, Kelimasy, au nord Iamboro, au nord-ouest Bevovoka Behaloka.

Kelimasy et Iamboro étaient occupés le 3 et le 8 avril; le 22 avril, le campement de Matindrambo était enlevé par les lieutenants Magnien et Laroque et par les partisans; Rafotaka n'avait pas résisté et s'était enfui au nord. Le lieutenant Magnien, venant alors d'apprendre l'existence d'un second campement à Anakindria, enleva ce repaire le 23 au soir après une marche forcée de nuit et de jour. Rafotaka essaya d'échapper par l'ouest dans la région du lac salé Tsimanampetsotsa. Après avoir hésité entre plusieurs directions, il fut bloqué au nord du lac par 4 groupes qui lui coupaient toute retraite. Tsiampondy négocia alors la soumission de Refotaka, qui se rendait à Ejeda le 21 mai, suivi de ses gens, pour se mettre à la disposition du capitaine Charbonnel.

Rafotaka, dont la présence dans le pays pouvait être encore dangereuse, fut exilé à Sainte-Marie.

A la suite de cette soumission, l'ordre fut rétabli dans les territoires douteux; Tsiampondy, décidément rallié à la cause française devant cette nouvelle manifestation de force, procéda lui-même au désarmement des tribus mahafaly, opération qui donnait l'assurance qu'aucun soulèvement sérieux ne pouvait désormais se produire.

Ainsi était dissoute la dernière bande rebelle dans le sud et la tâche militaire confiée vingt mois auparavant par le général en chef au colonel Lyautey était achevée, grâce à une méthode aussi impeccable qu'énergique.

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

CHAPITRE VI.

INSURRECTION DANS LE SUD (1904-1905).

Dans le courant des années 1903 et 1904, l'action militaire s'était bornée à des opérations de police contre des bandes isolées de brigands, pillards et assassins; la population, en très grande majorité soumise et replacée sous l'influence de l'aristocratie indigène restaurée, avait participé à la poursuite des rebelles. Beaucoup de postes avaient été supprimés et une concentration des forces avait pu être réalisée dans un certain nombre des postes maintenus.

Ce relâchement de surveillance fut exploité par quelques chefs indigènes résolus à secouer le joug de la France.

L'insurrection éclata, en novembre 1904, dans le district de Vangaindrano (province de Farafangana) et sa répression dura jusqu'au commencement de septembre 1905.

Le signal de la révolte fut l'assassinat, le 18 novembre 1904, du sergent Vinay, qui commandait le poste de garde régionale d'Amparihy et l'embuscade du 22 novembre, dans laquelle le lieutenant Baguet était tué, le lieutenant Janiaud blessé.

A l'appel du chef Befanoha, des tribus Bara du district de Midongy se soulevaient et massacraient, le 25 novembre, à Begogo, sur l'Ionaivo, le sergent Alphonse et ses tirailleurs betsileo.

Dans le cercle de Fort-Dauphin, le 30 novembre, un combat de rencontre entre le lieutenant Barbassat, commandant le poste de Manantenina et une des tribus révoltées (combat au cours duquel M. Hartmann, chef du district de Ranomafana était tué) fut le point de départ du soulèvement des tribus tanosy de l'est du cercle de Fort-Dauphin.

Le mouvement insurrectionnel se propagea rapidement dans le cercle considéré comme définitivement pacifié, et comme tel peu occupé militairement. M. Conchon, lieutenant en congé, était assassiné dans sa concession;

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

la station agricole de Nempohana était brûlée, et le pillage sévissait même dans les faubourgs de Fort-Dauphin.

La rébellion gagnait l'ouest et le nord du cercle; le 3 décembre 1904, le sergent Piétri était assassiné au poste d'Esira et, vers Isoanala, le chef Regaky, poussé par Befanoha, entraînait dans la révolte les tribus bara Zafindrienidrika placées à cheval sur le cercle de Fort-Dauphin et la province de Tulear.

ENVOI DE RENFORTS.

Des renforts furent aussitôt envoyés dans le sud; à Farafangana débarquèrent : le 27 novembre, une compagnie malgache venant de Tamatave; le 6 décembre, une compagnie de légion, 2 compagnies sénégalaises, 2 pièces d'artillerie venant de Diego-Suarez. Le commandant Vache prit le commandement de ces renforts.

D'autre part, une compagnie malgache partait le 1er décembre de Tananarive pour Fianarantsoa et une compagnie malgache, formée dans le cercle de Morondava à la suite de réductions d'effectifs était également dirigée sur le chef-lieu du commandement supérieur du Sud. Ces 2 unités furent par la suite envoyées dans la province de Farafangana; deux compagnies sénégalaises de Majunga débarquèrent en outre à Fort-Dauphin le 20 décembre.

Le rétablissement de l'ordre fut alors poursuivi méthodiquement.

OPÉRATIONS DANS LA PROVINCE DE FARAFANGANA.

Le commandant Vache se porte aussitôt sur le district de Vangaindrano où avait éclaté la révolte et disperse, le 14 décembre, à l'embouchure de la Masianaka, un gros de rebelles; obligé d'assurer l'intérim du commandement de la province pendant la maladie de l'administrateur Bénévent, il confie au capitaine Bourgeron la direction des opérations dans la basse vallée de l'Iandro, puis, ayant repris le commandement des troupes, il fait, le 20 janvier 1905, sa jonction, à Andriambe, avec une colonne du cercle de Fort-Dauphin commandée par le capitaine Gramont. Laissant au capitaine Bourgeron le soin d'achever la pacification du district de Vangaindrano, il porte tout son effort contre le chef Befanoha dans la région de Midongy; il attaque Befanoha le 29 janvier dans son repaire de l'Ivolobe,

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

mais Befanoha peut se réfugier dans les massifs montagneux de la rive gauche de l'Ionaivo. Chassé de son nouveau repaire d'Ambatomena le 28 février par le capitaine Maritz, il réussit toutefois à se maintenir dans la région chaotique et couverte qui s'étend entre les vallées de l'Ionaivo et de l'Onilahy.

A son tour le chef rebelle Kotavy[1], chassé du district de Vangaindrano, s'était réfugié dans le district montagneux de Midongy, et, avec quelques tribus bara de l'Itomampy, s'était retranché à Iabomary, un peu au nord du poste de Befotaka, dans une faille de rocher couverte d'éboulis et pratiquement inexpugnable.

En fait, des reconnaissances commandées par le lieutenant Thibon ne parvinrent pas à enlever ce repaire. Une attaque, montée par le commandant Vache, échoua également le 15 avril; c'est durant cette journée que le lieutenant Janvier de la Motte fut tué d'une balle à la tête en entraînant une section sénégalaise à l'assaut d'un retranchement ennemi. Iabomary fut alors investi méthodiquement, et Kotavy, traqué, évacuait son dernier repaire, le 30 avril, il se réfugiait, au sud-ouest de Befotaka, sur le sommet du massif des Papanga (1.800 mètres d'altitude), dont les rochers étaient encore inexplorés.

La rébellion du sud de la province de Farafangana avait eu une certaine répercussion au nord, dans les districts de Karianga et d'Ikongo, chez les tribus tanala; des renforts furent envoyés de Fianarantsoa sous le commandement du sous-lieutenant Hegelbacher; cet officier était blessé de deux coups de sagaie le 1er mars, au cours d'une reconnaissance sous bois.

La pacification des districts de Karianga et d'Ikongo fut achevée durant ce même mois par le capitaine Hilaire, de la légion étrangère, les tribus tanala s'étant rendu compte de l'inanité de leur soulèvement.

PACIFICATION DU CERCLE DE FORT-DAUPHIN.

L'idée du commandement était de grouper tous les réfractaires dans la région montagneuse d'Esira et de mener sur ce point, avec 3 groupes, une action concentrique; dans ce but, le capitaine Gramont devait remonter le courant de l'insurrection dans la contrée arrosée par le Manampanihy,

[1] Ancien brigadier de garde régionale d'Amparihy, qui avait organisé le guet-apens où le lieutenant Baguet avait trouvé la mort.

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

où il avait pour mission de rétablir l'ordre, tandis que les capitaines Bieau et Jenot opéreraient respectivement dans les régions de Tsivory et de Behara.

Ce programme s'accomplit normalement; le massif d'Esira fut nettoyé et du même coup les bara Zafindrianidrika, retirés dans leurs repaires d'Imanambo (cercle de Fort-Dauphin) et d'Ikolofy (province de Tulear), étaient dispersés le 22 avril par le capitaine Savy, après que leur chef Regaky, parent de Befanoha, eût fait, le 9 avril, sa soumission au capitaine Bieau.

OPÉRATIONS CONTRE LES DERNIERS IRRÉDUCTIBLES.
PACIFICATION DES POPULATIONS BARA.

A la fin d'avril, l'ordre était rétabli dans la plus grande partie du territoire troublé. Il restait à réduire les réfractaires réfugiés dans la région montagneuse, les hautes vallées de l'Itomampy, de l'Ionaivo et de l'Onilahy, qui, sous l'influence de leurs chefs Kotavy et Befanoha, étaient encore en état de rébellion. Le premier s'était réfugié avec ses partisans au sommet des Papanga où il se croyait à l'abri de toute attaque. Investi par le capitaine Doré, qui, au prix de très grosses difficultés réussit à installer des postes à 1.000 mètres de son repaire, il réussit néanmoins à s'échapper de nuit, mais sa bande, affamée et pourchassée, fut dispersée, et Kotavy, errant presque seul, fut arrêté le 30 août près de Sandravinany.

La mise à la raison de Befanoha fut beaucoup plus pénible et plus longue. Si Kotavy était devenu un isolé, abandonné peu à peu par ses parents antaisaka qui s'étaient soumis, puis par ses partisans traqués, Befanoha, lui, par sa résistance acharnée, que l'enlèvement de fusils Lebel au poste de Begogo avait encore favorisée, exerçait une profonde influence chez les Bara, peuplades primitives, indépendantes et belliqueuses, vivant de rapines de temps immémorial; il sut opposer aux troupes françaises des forces solides. Pour le combattre, il fallut mettre en œuvre des moyens d'action relativement importants.

Les effectifs du Sud avaient été à cet effet complétés par une compagnie malgache partie de Tananarive le 1er mai et arrivée sur l'Ionaivo dans les premiers jours de juin, et par une compagnie comorienne venant de Diego-Suarez, débarquée à Farafangana le 5 mai[1]; la garnison de Tulear était renforcée par un peloton sénégalais prélevé à Majunga.

---

[1] En remplacement de la compagnie de Légion rapatriée.

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

Une colonne de 300 fusils fut envoyée sous les ordres du capitaine Quinque pour réduire Befanoha; celui-ci fut pourchassé sans relâche à travers les grands espaces montagneux et boisés s'étendant entre les vallées de l'Ionaivo et de l'Onilahy, et qui, outre leurs difficultés naturelles, présentaient l'inconvénient d'être à cheval sur les provinces de Farafangana et de Tulear et le cercle de Fort-Dauphin.

Befanoha avait exploité cette situation défavorable pour les Français et avait rallié à lui le vieux chef Imboay de Iakora, dont le prestige religieux était immense; il suscitait à l'autorité française des ennemis dans tout le pays bara d'Ivohibé à Vondrozo, dans la province de Farafangana et jusqu'à Isoanala dans le cercle de Fort-Dauphin. Il avait pour lieutenant Regaky, qui avait repris la brousse et le vieil Inapaka, l'ancien adversaire de Vohingezo, réfugié dans le massif de l'Isalo.

En vue d'assurer l'unité de direction indispensable pour mener à bien la pacification du pays bara, le lieutenant-colonel Berdoulat, chef d'état-major du corps d'occupation, fut envoyé en mission spéciale dans le Sud, muni de pleins pouvoirs politiques et militaires.

Il débarquait à Farafangana le 27 juin et, s'étant immédiatement rendu sur le théâtre des opérations, faisait prendre des dispositions tactiques décisives.

La zone rebelle fut enserrée par 4 postes provisoires, à l'intérieur desquels patrouillaient activement de nombreuses reconnaissances qui rendaient la situation des réfractaires intenable. Tout autour de cette zone, des détachements de police maintenaient l'ordre ou le rétablissaient au sein des populations travaillées par des émissaires hostiles et se tenaient prêts à tomber sur les rebelles contraints tôt ou tard à l'évacuation de la forêt. Une action politique serrée était menée de pair, en vue de provoquer la soumission des principaux chefs.

Cette grande activité, déployée en juillet et août, eut pour résultat de désagréger et de disperser les dernières bandes rebelles; les soumissions se succédèrent rapidement et Befanoha lui-même, qui était l'âme de la résistance, se rendit à Tsivory, le 29 août. Kotavy, arrêté le 30, mourut peu après dans sa prison. La mise hors de cause de ces deux chefs pouvait être considérée comme la fin de la rébellion.

Dans toute le reste de l'Ile, la situation s'était maintenue très bonne et

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

aucune répercussion des troubles ne s'était produite parmi les populations sakalaves.

Les événements du Sud n'avaient eu pour effet que de retarder la concentration des troupes dont la réalisation avait été poursuivie dans le courant de 1904.

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

CHAPITRE VII.

L'ORGANISATION DU POINT D'APPUI DE DIEGO-SUAREZ.

La valeur militaire de la baie de Diego-Suarez était connue en France depuis le début du 19e siècle. Situé à proximité des établissements européens de l'Afrique orientale et des routes d'Australie et de l'Inde, elle offrait en effet une situation stratégique d'une importance capitale, que l'ouverture du canal de Suez n'a pas amoindrie. Aussi, dès 1885, la France exigeait-elle, dans l'article 15 du traité du 17 décembre passé avec le gouvernement hova, l'inscription d'un texte lui reconnaissant «le droit de s'établir dans la baie de Diego-Suarez et d'y faire les installations à sa convenance».

La baie et les territoires environnants prirent dès lors le nom d'«établissements français de Diego-Suarez» et servirent de point d'appui à la flottille de l'Océan indien, mais, par suite de la sourde opposition du gouvernement hova, au début de 1895 aucune organisation sérieuse n'y était même amorcée.

Le traité du 1er octobre 1895 conserva aux établissements de Diego-Suarez le titre de colonie française, tandis que le reste de l'Ile était simplement placé sous le protectorat de la France.

La loi du 6 août 1896 déclarant Madagascar colonie française fit de Diego-Suarez une province dirigée par un administrateur civil.

En 1898, des raisons de politique étrangère amenèrent le gouvernement français à décider la création, à Diego-Suarez, d'une importante base d'opérations navales. Par décrets du 4 octobre 1898 et du 1er avril 1899, la baie fut classée point d'appui de la flotte. Au mois de décembre 1899, un corps mobile de 6.000 hommes y fut envoyé pour en assurer l'occupation et participer aux travaux de fortification projetés.

Un crédit de 10.500.000 francs était voté le 20 juillet 1900 pour

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

permettre l'exécution du plan d'organisation défensive du nouveau point d'appui.

Les travaux de fortification, aussitôt entamés sous l'énergique et clairvoyante direction du colonel Joffre, nommé commandant du point d'appui, furent achevés dans le délai de cinq ans fixé par le Parlement.

L'organisation ainsi réalisée comprenait :

Un front de mer, comportant 3 lignes successives de batteries battant les approches de la passe, la passe elle-même et l'intérieur de la baie.

Un front de terre, comportant une ligne principale de défense, destiné à parer à une attaque à revers des batteries du front de mer par un corps de débarquement ennemi.

Des installations pour les troupes et les services; des magasins pour le matériel et les approvisionnements.

Pour la marine, l'organisation comportait des logements, des quais, des magasins, un parc à charbon, des ateliers de réparation et un bassin de radoub qui, encore actuellement, est le seul existant dans ces parages,

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

CHAPITRE VIII.

SITUATION D'ENSEMBLE AU DÉPART DU GÉNÉRAL GALLIENI.

REMISE DE POUVOIRS A M. LEPREUX.

Au printemps de 1905, avec la fin de la révolte du Sud, renaissait dans toute la Grande Ile un calme qui ne devait plus être troublé.

Seuls les cercles de Mahafaly, de Morondava, de Maintirano et de Maevatanana demeuraient administrés par l'autorité militaire; encore, le général Gallieni en prévoyait-il, dans un délai proche, la remise à l'autorité civile.

L'œuvre de pacification accomplie depuis neuf ans n'avait cependant été pour le gouverneur général qu'un moyen (indispensable, il est vrai) pour atteindre le but grandiose que, dès l'année 1896, il s'était fixé, dans l'ordre politique, administratif, financier, économique et social. Dès 1901, au cours d'une conférence sur Madagascar, faite au Muséum d'Histoire naturelle de Paris, M. Clément Delhorbe jugeait ainsi l'action de Gallieni.

« Les résultats obtenus à Madagascar sont dus à l'administration énergique d'abord, puis si pleine de sollicitude du général Gallieni. Imbu de cette idée que les colonies ne sont pas faites pour les fonctionnaires et les militaires, mais bien pour les colons, et, par suite, pour le développement vital de la mère patrie, le gouverneur général n'a cessé, depuis son arrivée dans la Grande Ile, au fur et à mesure de sa pacification, c'est-à-dire progressivement et dès que l'occupation du pays conquis le permettait, de consacrer ses efforts pour le préparer à la colonisation et engager celle-ci dans une voie politique.

« Nous espérons tous, nous voulons tous espérer que l'œuvre commencée par lui sera également achevée par le général Gallieni, et que sa persévérance, toute d'abnégation parfois, fera de Madagascar une vraie terre française, ayant pour principe même de son administration la fermeté, la bonté

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

Route de l'Est, chantier d'Ampasimbola en 1898.

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

et la justice, et pour base de sa colonisation l'initiative, l'activité et la probité. »

Au printemps de 1905, c'est-à-dire quatre années à peine après qu'il eût été formulé, ce vœu était en totalité réalisé.

*
* *

Dans cette œuvre de pacification et d'organisation coloniale à peu près sans précédent, le corps d'occupation de Madagascar sut se montrer digne du grand chef qui le commandait. Les cadres du corps d'occupation participèrent non seulement à de dures opérations militaires, mais aussi et très largement à la préparation et même à l'exécution de tous les grands travaux de mise en valeur du pays. Le tracé des routes de l'est, de l'ouest, du sud, de Fianarantsoa à Mananjary, d'Antsirane au cap d'Ambre, de Tananarive à Miarinarivo, fut d'abord reconnu par des officiers du corps expéditionnaire.

La transformation de la piste de l'ouest (Tananarive à Majunga) en route carrossable, commencée le 1er avril 1898, fut en partie confiée à l'artillerie de marine. Les travaux comprenaient un tronçon à créer entre Manerinerina et le Kamolandy et la remise en état de la route du corps expéditionnaire.

Le colonel Roques et le capitaine Junck participèrent d'une façon active et brillante à la reconnaissance du tracé de la voie ferrée de Tananarive à Tamatave et à l'exécution des travaux d'infrastructure de la ligne.

Le service géographique, fonctionnant comme 2e bureau de l'état-major, mit sur pied au cours de ces neuf années :

1 carte au 1/100.000 de l'Imerina en 32 feuilles;
1 carte générale de l'Ile au 1/1.000.000 en 6 feuilles;
1 carte générale de l'Ile au 1/500.000 en 20 feuilles.

Le service de santé fournit également son tribut à l'œuvre d'organisation poursuivie par le gouverneur général. C'est en effet, en grande partie grâce au concours personnel du service de santé du corps d'occupation, que put être organisé le service de l'assistance médicale indigène; celui-ci fonctionna, à partir de 1899, d'abord dans l'Emyrne et le Betsileo et fut peu à peu étendu jusque dans les provinces les plus excentriques de l'Ile, partout où les maladies contagieuses, variole, lèpre, peste, maladies vénériennes, paludisme, faisaient dans la population des ravages consi-

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

dérables, qu'aggravaient encore des coutumes telles que la fête du Mamadika[1] ou du Miandrava[2].

Enfin, au cours des épidémies de peste qui, en 1898-1899-1900 ravagèrent Tamatave, puis, en 1902, Majunga, le personnel du service de santé du corps d'occupation manifesta toute sa valeur et son esprit de dévouement.

*
* *

Le 10 mai 1905, le général Gallieni adressait l'ordre du jour suivant aux officiers, sous-officiers, caporaux et soldats des troupes du groupe de l'Afrique orientale française.

« Au moment de quitter Madagascar, pour la seconde fois, je viens vous exprimer ma reconnaissance pour le concours que vous m'avez prêté depuis cinq ans dans l'œuvre de pacification, d'organisation et de mise en valeur de la colonie.

« Les qualités de solidarité, de courage, d'abnégation, d'endurance et d'entrain que j'avais pu constater déjà pendant mon premier séjour, vous les avez affirmées de nouveau durant cette période et, tout récemment encore, lors des opérations contre les fanatiques et belliqueuses populations du Sud, et aussi lors des cyclones qui ont ravagé certaines parties de la Grande Ile.

« Je vous remercie tous pour la précieuse collaboration que vous m'avez apportée dans la mission que le gouvernement de la République m'a confiée.

« Je tiens en particulier à adresser des adieux émus et reconnaissants à la Légion étrangère, qui, après avoir marqué par de nombreux actes d'héroïsme son long séjour à Madagascar et largement contribué à sa pacification, est sur le point de quitter définitivement la colonie.

« Je remets le commandement à M. le général de Trentinian, dont le nom, intimement lié aux hauts faits de notre histoire coloniale, n'est inconnu d'aucun de vous. Sous un chef de sa valeur, vous saurez, en lui continuant le dévouement que vous m'avez prodigué, maintenir intactes les glorieuses

---

[1] Consacrée aux morts, cette fête consistait à pénétrer dans les tombeaux et à retourner les cadavres pour les changer de « lamba ».

[2] Cette fête consistait en orgies alcooliques et sexuelles pratiquées pendant les trois ou quatre jours consécutifs au décès d'un parent ou ami, dans la maison du défunt dont le corps restait exposé tout le laps de temps. (Rapport du général Gallieni.)

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

traditions de l'armée coloniale, au premier rang desquelles figurent la camaraderie, la confiance mutuelle à tous les degrés de la hiérarchie et les sentiments d'humanité à l'égard des populations indigènes de nos colonies. »

Tananarive, le 10 mai 1905.

GALLIENI.

Le 11 mai, le général Gallieni, après avoir remis ses pouvoirs de gouverneur général à M. le gouverneur Lepreux, recevait à l'hôtel du gouverneur général les principaux fonctionnaires de la capitale, ainsi que tous les officiers de la garnison de Tananarive.

Le 13 mai eut lieu la réception des membres de la Chambre consultative, des colons et des chefs de missions.

Enfin, le lendemain, les fonctionnaires et notables indigènes se présentaient au gouverneur général pour lui exprimer les sentiments de reconnaissance et d'attachement de toute la population malgache.

Le 15 mai, vers 7 heures, le général Gallieni quittait Tananarive, accompagné jusqu'au dernier moment par un nombre considérable de fonctionnaires, d'officiers et de colons. Arrivé à Tamatave le 17, il s'embarquait avec sa famille le 19 à bord du *Melbourne*, des Messageries Maritimes, qui touchait Marseille le 14 juin.

LES TROUPES INDIGÈNES MALGACHES.

EFFECTIFS DU CORPS D'OCCUPATION AU DÉBUT DE 1905. — CONCENTRATION DES EFFECTIFS. — RÉDUCTIONS SUCCESSIVES.

A côté des troupes blanches de l'infanterie de marine et de la Légion, des troupes indigènes de l'Afrique du nord et des Sénégalais et Haoussa, un noyau de jeunes troupes malgaches (un bataillon sakalave) participa à l'expédition de 1895[1] et le recrutement ne tarda pas à s'étendre à toutes les régions pacifiées de la Grande Ile.

[1] La 1re compagnie malgache fut créée en 1885. Elle fut employée dès cette époque par le capitaine Pennequin dans le nord-ouest de Madagascar. Il existait au début de 1895 un bataillon malgache qui participa aux opérations de 1895 sous le commandement du commandant Ganeval. (Voir 2e Partie, Chap. II).

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

Les 1er et 2e bataillons du 1er malgache et le bataillon de Diego-Suarez, recrutés parmi les populations sakalaves du nord et du sud, les Comoriens, Antankara et Betsimisaraka donnèrent dès le début satisfaction. Les résultats que ces unités obtinrent incitèrent à la création d'unités nouvelles. Le 4e bataillon malgache et le 2e régiment malgache furent recrutés parmi les Hova et les Betsileo récemment soumis, mais ce recrutement se montra nettement inférieur au précédent. D'une manière générale, les populations du plateau central ne fournirent jamais d'éléments comparables à ceux des régions côtières du nord-ouest et des Comores; aussi le recrutement par voie d'appel régional fut-il en fait supprimé dès 1900 et remplacé par un recrutement à base d'engagements volontaires appliqué dans toute l'Ile : celui-ci permit de sélectionner les meilleurs éléments du sud et du plateau central et donna, en pays betsileo surtout, des résultats plus satisfaisants.

*
* *

Au début de 1905 la situation du corps d'occupation était la suivante :

INFANTERIE.

Troupes européennes :

13e régiment à 2 bataillons en Emyrne,
Bataillon d'infanterie coloniale de Diego-Suarez[1].

Troupes indigènes :

1er régiment de tirailleurs malgaches,
2e régiment de tirailleurs malgaches,
3e régiment de tirailleurs malgaches, à 4 bataillons (région de Diego-Suarez),
3e régiment de tirailleurs sénégalais.

[1] Constitué en bataillon formant corps depuis le 1er janvier 1905.

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

ARTILLERIE.

A Tananarive :

2 batteries de montagne (à effectifs réduits),
1 compagnie d'ouvriers (mixte).

A Diego-Suarez :

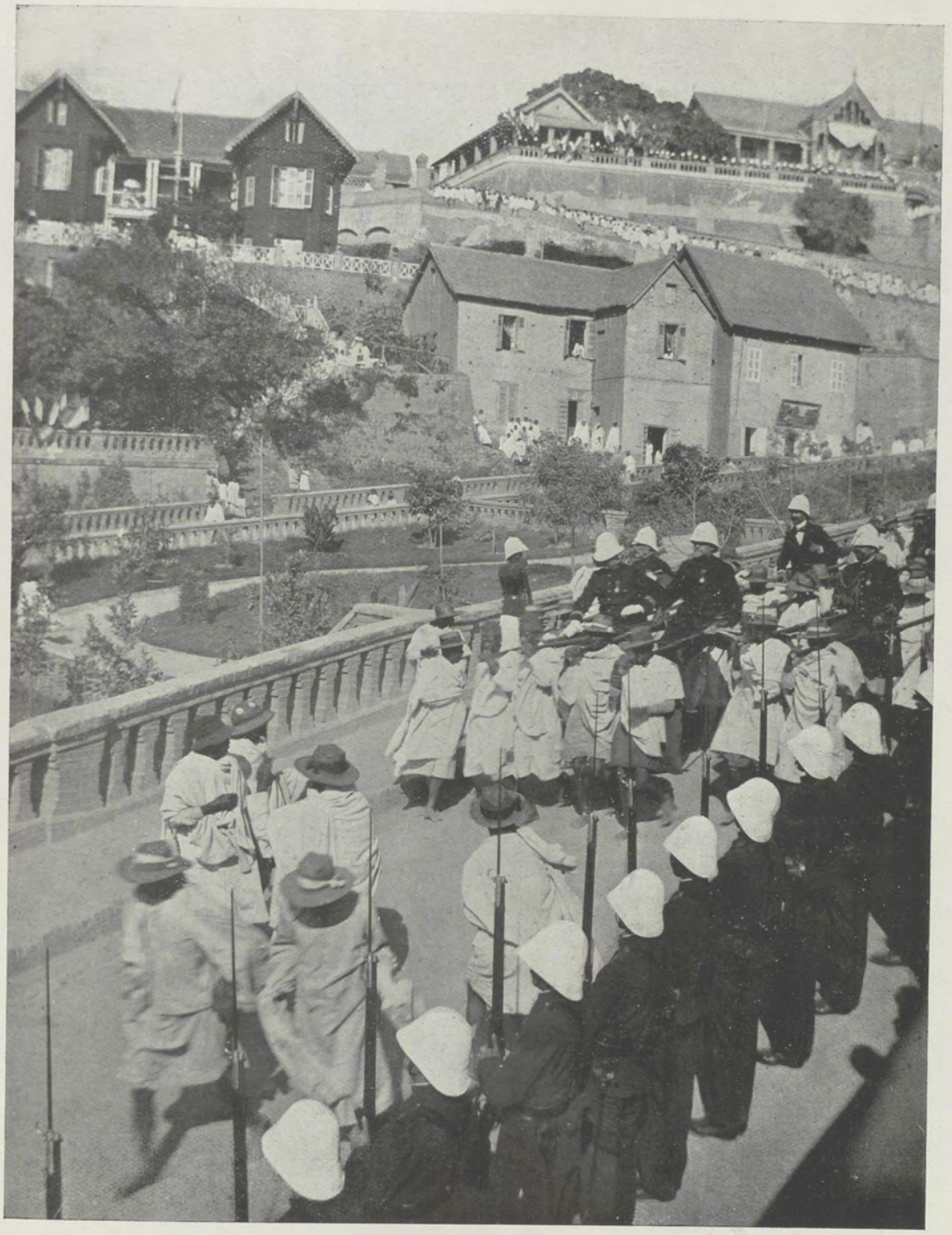
1 batterie montée,
1 batterie de montagne,
4 batteries à pied,
1 compagnie d'ouvriers (mixte).

En quittant Madagascar, le général Gallieni signalait au ministre, dans son rapport d'ensemble, que la paix intérieure était assurée désormais et que la répartition du corps d'occupation dans la colonie devrait tenir compte, à l'avenir, des nécessités de la défense contre un ennemi extérieur.

Amorcé dès 1907, le groupement des unités dans les portions centrales et dans un nombre limité de portions détachées importantes, fut poursuivi au cours des années suivantes. De nombreux postes furent ainsi évacués dans toute l'Ile et laissés à la seule garde de la milice, puis des formations de la garde indigène locale.

Cette lente et prudente évacuation, par les troupes régulières, des parties excentriques de l'Ile, et en particulier de l'Ouest et du Sud, fut menée sans incidents notables et aboutit à la situation dans laquelle se trouvait Madagascar au début de la Grande Guerre.

Université Côte d'Azur. Bibliothèques



Départ du Général Pennequin 21 juin 1900.

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

QUATRIÈME PARTIE.

LA GUERRE DE 1914-1918.

LEVANT, MAROC.

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

SITUATION AU POINT DE VUE POLITIQUE ET MILITAIRE AU DÉBUT DE 1914. — COMPOSITION DU CORPS D'OCCUPATION EN 1914. — EFFORT FOURNI PAR LA COLONIE PENDANT LA GUERRE. — LE SERVICE A L'EXTÉRIEUR DANS L'APRÈS-GUERRE.

I. SITUATION AU POINT DE VUE POLITIQUE ET MILITAIRE AU DÉBUT DE 1914.

SITUATION POLITIQUE ET ÉCONOMIQUE.

Lorsque Gallieni, pacificateur et organisateur de la colonie de Madagascar, quitta ses fonctions, il restait encore une tâche à accomplir. Des changements profonds étaient survenus dans l'ordre social et économique; la libre fantaisie qui régnait sous le gouvernement hova avait fait place à l'ordre et à la régularité; cependant, une sorte d'inquiétude vague subsistait chez les Malgaches et il fallait leur donner confiance dans l'avenir; cette œuvre essentielle, fondement de toute colonisation, fut réalisée avec bonheur. Aussi, au début de 1914, l'état d'esprit des indigènes, à quelque race qu'ils appartinssent, était excellent.

Les Hova et les Betsileo, chaque jour enrichis davantage du fait de l'amélioration des conditions économiques du plateau central, se rendaient parfaitement compte des bénéfices que leur apportaient l'administration et la colonisation françaises. Ils s'attachaient à la France par le lien le plus fort, celui de l'intérêt; peu à peu s'y ajoutaient la reconnaissance et l'affection et ils saisissaient toutes les circonstances pour manifester leur loyalisme, principalement lors des fêtes nationales, où les larges chapeaux et les lambas blancs des nombreux Malgaches mettaient leur note claire et locale.

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

Le calme était complet, les anciens chefs de bandes avaient disparu ou s'étaient loyalement ralliés à la cause française et, même dans les régions où les désordres avaient persisté durant des années, rien ne venait plus troubler la tranquillité publique. Un Européen pouvait, sans escorte et sans armes, circuler à travers les différentes régions de Madagascar aussi sûrement que dans les pays les plus civilisés d'Europe.

La situation économique de la colonie était aussi très satisfaisante. Sous la direction des Français prospéraient les entreprises commerciales, agricoles et industrielles répandues dans toute l'Ile.

SITUATION MILITAIRE.

Le recrutement[1] s'opérait par voie d'engagements et de rengagements. Les engagements étaient d'une durée de trois ans avec prime et de deux ans sans prime; les rengagements, reçus jusqu'à une durée totale de quinze ans de service, donnaient droit à une prime et à une haute paye.

Exceptionnellement, il était prévu un recrutement par voie d'appel avec une durée de service de deux ans; l'initiative et les modalités de l'appel (tirage au sort d'après les anciennes coutumes, chiffres du contingent et sa répartition entre les diverses provinces) étaient laissées à la décision du gouverneur général. Au surplus, ce mode de recrutement n'a jamais été employé : les engagements et les rengagements suffisaient à assurer dans de bonnes conditions le recrutement des troupes indigènes et à fournir les effectifs nécessaires au corps d'occupation.

Les Malgaches libérés demeuraient à la disposition de l'autorité militaire, en qualité de réservistes, pendant quatre ans, à compter du jour de leur libération, soit pour des appels, soit pour la mobilisation.

En outre, étaient inscrits dans les réserves les anciens militaires pensionnés, libérés depuis moins de dix ans.

En ce qui concerne le recrutement européen, la réglementation en vigueur dans la colonie était la suivante :

Les jeunes gens français ou assimilés, nés ou résidant dans la colonie, étaient régulièrement appelés pour trois ans. Toutefois, après un temps

---

[1] Le recrutement indigène à Madagascar était réglé en 1914 par le décret du 19 mai 1908, modifié par un décret du 22 juin 1912; l'organisation des réserves était demeurée telle qu'elle avait été établie par le décret du 29 septembre 1903 et l'instruction locale pour l'application de ce décret.

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

de service variant entre quatre et six mois, ils étaient mis en sursis sans être astreints à des périodes d'instruction, mais ils devaient prendre l'engagement de résider dix ans dans la colonie.

Enfin, quelles que fussent les conditions de la mobilisation, les hommes appartenant à la réserve de l'armée territoriale et ceux ayant terminé les vingt-huit années d'obligations militaires, étaient mis, en cas de mobilisation, sur l'ordre du gouverneur général, à la disposition de l'autorité civile pour contribuer à l'ordre et à la police de l'intérieur de l'Ile.

Seuls, étaient, régulièrement et dans tous les cas, maintenus dans leurs foyers ou à leur poste les non-disponibles, les non-affectés et affectés spéciaux qui, portés sur des contrôles spéciaux tenus par le gouvernement général ou le directeur des douanes, n'avaient aucune affectation de guerre.

II. COMPOSITION DU CORPS D'OCCUPATION EN 1914.

Les troupes stationnées à Madagascar et à la Réunion formaient en 1914 le groupe de l'Afrique orientale française, placé sous le commandement d'un général, commandant supérieur, qui résidait à Tananarive avec son état-major.

Leur rôle était, en temps de paix, de maintenir l'ordre dans la colonie et, en temps de guerre, d'assurer en outre la défense éventuelle contre tout ennemi extérieur.

Ces troupes comprenaient :

2 bataillons d'infanterie coloniale (à Tananarive et Diego-Suarez).
3 régiments de tirailleurs malgaches à 3 bataillons.
1 bataillon de tirailleurs sénégalais avec 1 compagnie somali.
1 régiment d'artillerie coloniale à 6 batteries.
2 compagnies d'ouvriers d'artillerie coloniale.
1 détachement de télégraphistes militaires.
1 détachement de secrétaires d'état-major coloniaux.
1 détachement de commis et ouvriers d'administration des troupes coloniales.
1 détachement d'infirmiers coloniaux.

Ces unités formaient, pour l'ensemble du groupe (non compris le per-

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

sonnel officier de l'état-major et des services de l'artillerie, de l'intendance et de la santé), un total de :

234 officiers;
2.592 hommes de troupe européens;
6.217 indigènes.

Elles étaient réparties en une cinquantaine de places ou postes[1].

III. EFFORT FOURNI PAR LA COLONIE PENDANT LA GUERRE.

Si l'on tient compte de sa faible population et du développement encore incomplet de ses ressources, l'effort de Madagascar fut, pendant la guerre, considérable.

Le gouverneur général Garbit a mis ce point en lumière dans une conférence qu'il fit à l'École coloniale, le 16 mai 1919. «Madagascar, disait-il, une des dernières venues dans le giron de la France, comme une jeune fille modeste et sage, a fait peu parler d'elle. Son effort est resté presque ignoré même du public généralement averti des choses coloniales... Mais colons, fonctionnaires et indigènes rivalisèrent de zèle, d'enthousiasme patriotique et d'esprit de sacrifice pour venir en aide à la Mère Patrie, au cours de cette guerre qui lui fut si injustement et si cruellement imposée. Ils se sont conduits en enfants fidèles; la métropole doit le savoir.»

ÉTAT D'ESPRIT DES HABITANTS AU MOMENT DE LA MOBILISATION.

Quand l'annonce des mesures de guerre prises par l'Allemagne, puis de son agression contre la Belgique et la France furent connues à Madagascar, l'indignation fut plus grande que la surprise. A aucun moment, cependant, les Français de l'Ile ne se sont départis de leur sang-froid et aucun incident ne s'est produit, même dans les centres où les Allemands étaient nombreux.

Les Malgaches se sont montrés, dès le début des hostilités, de loyaux sujets.

Aux abords des bureaux de poste où s'affichent les câblogrammes de l'agence Havas, les Malgaches, mêlés à la foule des Européens, suivent avec

---

[1] Voir annexe n° II.

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

animation les négociations diplomatiques d'abord, puis les opérations militaires.

A Tananarive, dès les premiers jours d'août 1914, les notables demandent l'autorisation d'ouvrir des souscriptions entre eux pour les besoins de la guerre. Par milliers, les indigènes de tous les rangs sociaux prennent part aux manifestations des Français allant saluer le représentant de la France ou le consul de la Grande-Bretagne. Sans doute, dans les campagnes, chez les peuplades incapables de comprendre l'état des choses, une légère inquiétude a traversé l'esprit des masses; mais ce sentiment, d'ailleurs tout superficiel, s'est dissipé dès que la vie normale eût repris son cours.

La poignée d'Austro-Allemands éparpillés dans la Grande Ile aurait pu jouer un rôle néfaste dans le milieu indigène particulièrement impressionnable. Il était indispensable d'éloigner au plus tôt ces éléments. En raison de l'impossibilité de leur faire quitter immédiatement la colonie, par suite de l'irrégularité des communications, l'ordre fut donné de les concentrer en certains endroits de l'Ile sous la surveillance des autorités; ils furent internés quelque temps après.

Le gouverneur général signa l'ordre de mobilisation le 2 août, fixant au 4 la date du premier jour de la mobilisation, et publia la proclamation suivante :

Proclamation aux habitants.

L'Allemagne vient de déclarer la guerre à la Russie et à la France. Les deux nations alliées, fortes de leurs droits et soucieuses de leur dignité, répondent à cette brutale agression.

L'Italie a notifié sa neutralité. L'Autriche n'est pas engagée dans le conflit. L'Angleterre reste notre amie.

Déjà les hostilités sont ouvertes et les armées en marche. L'armée française, fière d'un long passé de gloire, aidée par la puissante armée russe, soutiendra vaillamment les intérêts qui lui sont confiés; sa cause est juste, c'est la cause de la civilisation et de l'humanité.

Elle triomphera.

Nous ferons de notre côté tout ce qu'il sera possible de faire pour le service de la France. Bien que nous soyons éloignés du théâtre de la guerre, j'ai fait mobiliser toutes les forces militaires de Madagascar et rappeler les réservistes européens et malgaches. Nous sommes prêts ainsi à repousser toutes les attaques.

Je n'ai aucune appréhension. Je sais que tous les Français acceptent

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

joyeusement les sacrifices qui leur sont demandés, que tous accompliront ce que le Devoir et la Patrie exigent d'eux. Restons calmes et confiants, faisons trève de nos discussions, n'ayant qu'un objectif : La France.

Malgaches.

Vous savez ce que vous devez à la France, elle vous a adoptés comme ses enfants, elle vous protégera. Montrez-vous dignes d'Elle, n'ayez aucune crainte, n'écoutez pas ceux qui colportent de fausses nouvelles, vaquez à vos travaux, continuez vos cultures, fermez l'oreille aux mauvais conseils, signalez les méchants à l'Administration qui les arrêtera et les punira. Obéissez à tous les ordres qui vous seront donnés, vous ne serez pas inquiétés, car vous serez défendus par nos soldats.

Vive la République,
Vive la France,
Vive Madagascar.

*
* *

L'effort de la colonie pour venir en aide à la métropole s'est manifesté par l'envoi de troupes et de matériel militaire, par l'exploitation des productions locales et enfin par sa participation aux œuvres de guerre et aux lourdes charges financières du pays.

MOBILISATION.

La mobilisation générale comportait deux phases :

1re phase. — Mobilisation proprement dite, par l'utilisation des ressources militaires locales :

A. Européens :

1° Officiers (réserve et territoriale);

2° Hommes de troupe : disponibilité, réserve de l'armée active et territoriale.

(Il n'était pas fait appel à la réserve de l'armée territoriale.)

B. Indigènes :

Anciens militaires pensionnés libérés, depuis moins de dix ans;
Autres militaires libérés depuis moins de quatre ans;
Garde indigène mobilisée, par brigade, avec ses réserves.

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

2e phase. — Concentration. — Les divers forces mises ainsi sur pied devaient, mais seulement sur ordres exprès et ultérieurs, être concentrées sur les hauts plateaux, en cas d'attaque extérieure.

Les journaux de mobilisation des divers corps prévoyaient les conditions d'évacuation, de transport, et d'acheminement sur certains points.

Les approvisionnements de guerre, de toute nature, étaient constitués, dès le temps de paix, dans les places et postes.

La mobilisation des réserves européennes devait s'effectuer, conformément aux instructions portées sur le fascicule de mobilisation remis aux intéressés, qui étaient astreints à l'obligation de déclaration de changement de résidence, dans la colonie[1].

Les opérations de mobilisation concernant les réserves indigènes procédaient du même principe; elles avaient été préparées en temps de paix, par les chefs de corps d'une part, les chefs de province d'autre part.

Ces mesures, mettant d'un coup toutes les forces du pays sur pied, avaient pour but d'envoyer à la Métropole la plupart des troupes actives se trouvant dans la colonie et aussi de parer à toute éventualité, parce que la proximité de la colonie allemande de l'Est africain et la présence de quelques croiseurs allemands dans l'Océan Indien pouvaient faire craindre la possibilité d'une attaque.

Il ne pouvait être question, certainement, d'une agression sérieuse, étant donné les difficultés mêmes d'une pareille entreprise, et aussi l'entrée en action des navires anglais stationnés à Maurice et en Afrique du Sud. Tout au plus, une démonstration hâtive pouvait être tentée en vue d'impressionner les populations indigènes et de semer chez elle le doute sur la force de la France.

Aucune de ces appréhensions ne s'est réalisée; des dispositions spéciales ont permis d'assurer la surveillance du littoral partout où un débarquement aurait été possible. Le croiseur *Koenisgberg*, avant d'être embouteillé dans la rivière Rufiji à Dar-es-Salam, vint bien rôder, à plusieurs reprises, près de l'archipel des Comores et dans le voisinage de la Grande Ile, mais il n'y fit aucun acte de guerre.

Aussi, tout danger de débarquement ennemi paraissant définitivement écarté, le conseil de défense décida de ne pas procéder à la concentration complète, prévue comme deuxième phase de la mobilisation.

---

[1] Arrêté du 24 février 1911 et instruction locale du 30 juin 1911.

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

Une concentration partielle, prévue en 1902, fut opérée en maintenant dans les divers postes un effectif armé égal à celui du temps de paix.

Des commandements territoriaux avaient été prévus à Tananarive et à Diego-Suarez, en vue d'assurer plus efficacement le maintien de l'ordre et la sécurité intérieure. Dès le début, cette organisation apparut inutile en raison des circonstances locales, particulièrement favorables; elle fut abandonnée.

Les opérations de la mobilisation se sont déroulées dans le plus grand calme. De tous les coins de la brousse, les Français se mirent en route sans tarder, avec l'unique pensée du devoir à remplir. La plupart d'entre eux abandonnaient des exploitations en plein essor, et, souvent aussi, leur famille sans soutien.

Les réservistes des régiments indigènes répondirent eux aussi à l'appel avec la plus grande ponctualité. A Madagascar, les tirailleurs libérés ne font partie de la réserve que pendant quatre ans. Or, dès que la nouvelle de la mobilisation fut connue dans les campagnes, des hommes dégagés de toutes obligations depuis dix ou quinze ans vinrent dans les différentes parties de l'Ile présenter leurs livrets aux administrateurs, aux officiers, afin de savoir s'ils étaient également appelés. Ceux qui devaient effectivement rejoindre leurs régiments se dirigeaient en longues files à travers la brousse sous la conduite d'un des leurs. Il en vint ainsi de tous les points de l'Ile, qui marchèrent pendant quinze jours parfois, conduits par l'idée d'être exacts et fidèles.

Dans la suite, le gouvernement local s'efforça de rendre disponible pour les besoins de la défense nationale le maximum de cadres et d'hommes aptes à faire campagne.

Il ne fut gardé dans la colonie que les troupes indispensables au maintien de la sécurité intérieure.

CONSTITUTION DE COLONNES EXPÉDITIONNAIRES.

Dès le début de la mobilisation, le département des colonies demandait si la colonie pouvait organiser un corps mobile de :

4 bataillons d'infanterie avec 4 sections de mitrailleuses;
Une batterie de 75;
Une batterie de 80 de montagne;

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

Le personnel et le matériel sanitaire correspondant;
Un approvisionnement de vivres pour un mois.

Le conseil de défense, consulté, émettait l'avis que la colonie ne pouvait faire tout l'effort demandé, mais était capable d'organiser 2 bataillons de marche dans un délai de quatre semaines. Le 16 août, le gouverneur général ordonnait d'extrême urgence la formation de 2 bataillons indigènes de 800 hommes.

Le 21 août, d'après les instructions reçues du département, il n'y avait plus lieu d'envisager le départ des éléments mobiles, mais les deux bataillons indigènes devaient être prêts à partir au premier signal.

Le 13 novembre, le ministre des colonies faisait connaître qu'il y avait lieu de dissoudre ces 2 bataillons dont les cadres européens seraient rapatriés en partie et les effectifs réincorporés dans les unités existantes.

Il fut possible de mettre en route vers la France tous les cadres européens de ces deux bataillons, et les tirailleurs furent renvoyés dans leurs corps d'origine.

Ces cadres avaient déjà quitté Madagascar, lorsque le gouvernement français prescrivit de surseoir à leur départ et le ministre faisait demander si la colonie pouvait fournir :

1 bataillon d'infanterie coloniale;
1 bataillon sénégalais;
1 bataillon malgache;
1 batterie de 80 de montagne;
1 batterie de 75 de campagne;

avec les services administratifs et sanitaires correspondants, pour coopérer avec les troupes anglaises à une opération dans l'Est africain.

Le gouverneur général arrêtait à Mahé les cadres rapatriés[1], et avisait le ministre des colonies que Madagascar pouvait fournir les éléments suivants :

1 bataillon malgache à 1.000 fusils;
1 bataillon mixte, comprenant 2 compagnies composées en partie d'Européens et de créoles, 1 compagnie sénégalaise, 1 compagnie comorienne;

[1] Ceux-ci étaient de retour à Diego-Suarez le 15 décembre.

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

1 batterie de campagne à 6 pièces;
1 batterie de 80 de montagne à 4 pièces;
4 sections de mitrailleuses dont 1 de réserve;
1 détachement de télégraphistes;
1 section d'ambulance;
1 détachement administratif avec un mois de vivres.

Le 1er décembre, le ministre ordonnait la préparation de ces éléments, mais, le 17, faisait connaître par câble que le gouvernement anglais allait surseoir à l'expédition projetée : la colonne serait néanmoins tenue prête à embarquer. Cette période d'expectative dura jusqu'au 9 juillet suivant; le ministre des colonies ordonnait alors la suppression pure et simple de la colonne destinée à l'Est africain, « le gouvernement anglais renonçant à toute expédition[1] ».

ENVOI D'UN DÉTACHEMENT EN EUROPE.

Il paraissait anormal de ne pas employer sur les théâtres d'opérations ce contingent assez considérable de troupes indigènes choisies, et, au point de vue politique leur non-utilisation eut été regrettable; aussi le gouverneur général câblait-il au département des colonies pour lui proposer l'envoi en France de 2 compagnies malgaches et ensuite d'un bataillon de 1.000 hommes sélectionnés et encadrés.

Le ministre des colonies répondait aussitôt que le département de la guerre acceptait l'envoi de 650 hommes en trois compagnies et donnait l'ordre d'embarquer ces troupes le plus tôt possible.

Le 9 octobre 1915, un détachement quittait Tananarive pour aller s'embarquer à Tamatave à destination de la France, au milieu de l'enthousiasme de la population indigène; celle-ci demandait au gouverneur général de transmettre au ministre l'expression de la joie que lui causait l'acceptation du concours des Malgaches pour combattre les ennemis de la France.

Le bataillon s'embarquait à Diego-Suarez les 21 et 22 octobre sur les vapeurs *Océanien* et *Ville-d'Alger*.

Le 24 décembre, 350 tirailleurs étaient encore embarqués et allaient

[1] En réalité, cette expédition eut lieu, dura jusqu'au 15 novembre 1918, et aboutit à la conquête par les troupes anglo-belges de tout l'Est africain allemand.

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

rejoindre à Gabès les 3 compagnies parties précédemment (bataillon Galland).

Le recrutement des tirailleurs engagés volontaires pour la durée de la guerre, commencé le 1er novembre, donnait de bons résultats et on envisageait le possibilité de créer plusieurs bataillons de marche et de les envoyer en Europe.

ENVOI DANS LA MÉTROPOLE DE CADRES ET DE MILITAIRES EUROPÉENS.

Le ministre des colonies prescrivit de rapatrier d'urgence, dans la mesure où la sécurité de la colonie le permettrait, les officiers et sous-officiers de l'armée active; cette mesure ne s'appliquait pas aux 2 bataillons de la colonne mobile qui devaient se tenir prêts pour l'expédition projetée.

Le 31 décembre 1914, la colonie avait rapatrié, pour être mis à la disposition du département de la guerre, 1.134 militaires européens de tous grades, dont 110 officiers[1].

En février 1916, un câblogramme du ministre des colonies réclamait

---

1

Infanterie.

Active.

Colonel	1
Chefs de bataillon	5
Capitaines	13
Lieutenants	31
Sous-lieutenants	3
Adjudants-chefs	22
Adjudants	24
Sergents-majors	12
Sergents	90
Caporaux et soldats	608
Total	809

Intendance.

Active.

Officiers d'administration	4

Artillerie.

Active.

Colonel	1
Lieutenant-colonel	1
Chefs d'escadron	3
Capitaines	25
Lieutenants	11
Sous-lieutenants	
Adjudants-chefs	
Adjudants	4
Maréchaux-des-logis chefs	4
Maréchaux-des-logis	27
Brigadiers et soldats	210
Total	286

Santé.

Active.

Médecins-majors	10
Médecins-sous-majors	2
Infirmiers	23
Total	35

Total général : 1.134.

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

l'envoi en France de tous les cadres n'ayant pas fait campagne; en échange, des cadres métropolitains et coloniaux inaptes à prendre part aux opérations seraient envoyés à Madagascar[1].

Le rapatriement des militaires européens des réserves ne fut envisagé qu'au début du mois de mars 1915 et s'échelonna jusqu'à la fin de 1916, en raison de la nécessité de maintenir au corps d'occupation un minimum de cadres et de doter les bataillons de marche en formation de cadres et de spécialistes.

Parmi les Européens envoyés en France figuraient les hommes du contingent de la Réunion qui avaient été incorporés et instruits à Madagascar.

RECRUTEMENT DE MILITAIRES INDIGÈNES POUR LA MÉTROPOLE. LEUR ENVOI EN EUROPE.

Le premier bataillon, composé de volontaires indigènes choisis parmi les tirailleurs du corps d'occupation et demandé par le département, fit une si bonne impression en France et en Tunisie que la Métropole décida de faire plus largement appel aux engagés volontaires malgaches; le ministre des colonies prescrivait dès lors [2] de maintenir sur place les bataillons du service armé jusqu'en mars 1916 pour leur instruction, de prévoir leur encadrement avec les ressources locales en gradés, de soumettre les engagés à une visite médicale sévère et de prendre les mesures nécessaires pour assurer leur équipement à Madagascar.

---

[1] En octobre 1915 il ne restait plus à rapatrier comme militaires de carrière que :

Chef d'escadron	1
Officiers d'administration	3
Stagiaires	3
Chefs armuriers	5
Sous-chefs armuriers	2
Chef artificier	1
Sous-chef mécanicien	1
Adjudants gardiens de batteries	3
Adjudants-chefs	2
Adjudants	2
Maréchaux-des-logis chefs	5
Maréchaux-des-logis	13
Brigadiers	23
Canonniers	60
TOTAL	114

[2] Câblogramme du 27 novembre 1915.

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

Quelques jours avant la réception du câblogramme ministériel, il avait été procédé à des engagements pour remplacer les effectifs dont l'envoi en Europe avait été prescrit (bataillon Galland).

Ces engagements qui avaient atteint, au 30 novembre 1915, le chiffre de 524, furent transformés en engagements pour la durée de la guerre.

Le 1er décembre 1915, des ordres étaient donnés pour sélectionner les tirailleurs présents en vue de la formation et de l'instruction rapide de gradés indigènes et, le 13, sur un nouveau câblogramme du département, le gouverneur général donnait avis aux chefs des circonscriptions que 2.000 ouvriers du génie seraient acceptés par le ministre de la guerre.

L'intendance devait recruter des tirailleurs boulangers, bouchers, etc., à envoyer en France au fur et à mesure des engagements.

Les recrues pouvaient se présenter aux chefs de province du district et des indemnités spéciales devaient être allouées à ceux d'entre eux qui étaient acceptés, pour rejoindre le poste militaire qui leur était désigné.

Le général commandant supérieur des troupes confirmait l'ordre de recevoir des engagements dans toutes les portions centrales et tous les postes militaires.

De cette façon, les engagements pouvaient avoir lieu dans toutes les régions de l'Ile.

Des affiches en français et en malgache, adressées à toutes les circonscriptions, indiquaient les conditions des divers engagements, les avantages de chacun d'eux, les soldes des différents grades, les facilités d'engagement, les indemnités allouées aux recrues.

Il était également annoncé que les familles nécessiteuses des militaires indigènes désignés pour servir outre-mer recevraient une allocation.

Mais, le 21 février 1916, le ministre de la guerre décidait d'arrêter les engagements pour le service armé; seuls les engagements des non-combattants étaient maintenus. Les derniers hommes incorporés dans ces conditions le furent à la date du 17 mars, portant le nombre total des engagements pour le service armé, reçus pendant cette première période, à 5.862 dont 4.656 provenaient des populations hova et betsileo des Hauts Plateaux (soit les 4/5es environ); c'était tout à l'éloge de l'œuvre colonisatrice de la France, puisque les populations qui avaient le mieux répondu à son appel étaient celles qui se trouvaient le plus en contact avec les Français.

Le 26 avril, au reçu d'un nouveau câblogramme, les engagements reprenaient dans les mêmes conditions que précédemment, mais ils subissaient

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

un certain ralentissement en raison du recrutement intensif de main d'œuvre civile nécessaire à certaines industries opérant pour la défense nationale (exploitation de graphite et autres produits du sol ou du sous-sol).

Le câblogramme du 27 novembre 1915 indiquait que les engagés volontaires de Djibouti, dans la limite d'un bataillon, seraient dirigés sur Madagascar pour y être incorporés : Majunga était choisi comme garnison pour les Somali, à cause de son climat se rapprochant le plus de celui de Djibouti, et en raison de la présence dans cette ville d'un contingent de tirailleurs somali. Le chiffre des nouveaux arrivants atteignit 999 et, le 7 mars 1916, ils étaient en état de former un nouveau bataillon.

Entre temps, la colonie pourvoyait à l'installation d'un bataillon indochinois arrivé par unités successives les 14 mars, 5 avril et 25 juin 1916.

Le 21 février 1916, la constitution des effectifs de chaque bataillon indigène était précisée par le général commandant supérieur des troupes, ainsi qu'il suit :

Européens :

11 officiers;
5 adjudants;
4 sergents-majors;
25 sergents et fourriers;
22 caporaux et soldats (employés).

Indigènes :

20 sous-officiers;
40 caporaux;
956 tirailleurs.

Soit en tout : 67 Européens, 1.016 indigènes[1].

---

[1] Chaque compagnie comprenait :
Européens :
2 officiers, 1 adjudant, 2 comptables, 5 sergents.
Indigènes :
5 sous-officiers, 10 caporaux, 2 clairons, 2 élèves-caporaux, 1 élève-cordonnier, 2 élèves-conducteurs, 4 brancardiers, 223 tirailleurs.
Soit, au total : 10 Européens et 250 indigènes.

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

Les bataillons furent embarqués à partir de la fin de mars 1916[1] :

2e bataillon (commandant Lalubin), à Diego-Suarez : 3 compagnies sur *Crimée*, le 25 mars 1916; 1 compagnie sur *Ispahan*, le 22 avril.

3e bataillon (commandant Roy), à Diego-Suarez : sur *Ispahan*, le 22 avril.

4e bataillon (commandant Thomas), à Tamatave : sur *Caucase*, le 27 avril.

5e bataillon (commandant Combes), à Tamatave : sur *Ville-d'Algérie*, le 11 juillet.

6e bataillon, somali (commandant Fortin), à Majunga : moitié sur *Océanien*, le 11 mai; moitié sur *Yana*, le 21 mai.

7e bataillon (commandant Mativat), départ de Diego-Suarez : sur *Ispahan*, le 17 août.

En outre furent envoyés par détachements séparés (convois de ravitaillement) :

Malgaches engagés :

381 par *Caucase*, le 19 août;
207 par *Océanien*, le 21 août.

Total : 588.

Somali engagés : 74 par *Ispahan*, le 17 août.

. . . . . .

Les ressources de la colonie permettaient encore de constituer d'autres compagnies indigènes de marche, qui s'embarquèrent sur le *Louqsor*, à la fin de septembre 1916.

---

[1] Pour mémoire : 1er bataillon (bataillon de marche Galland) entièrement constitué avec des militaires indigènes de l'armée active, déjà embarqué les 21 et 22 octobre 1915 sur *Océanien* et *Ville-d'Alger*.

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

Au 15 septembre 1917, on comptait :

1° Bataillon combattant :

Front du Nord-Est	1

2° Bataillons d'étapes :

Front du Nord-Est	6
Orient	3
Usines et intérieur	3
Camp	4
TOTAL	17

Au cours de l'année 1918, l'effort était encore intensifié, par suite de l'augmentation considérable de l'artillerie lourde et des services automobiles, qui nécessitait l'emploi de Malgaches. Ils furent prélevés sur les bataillons d'étapes ou de dépôts, ce qui réduisit le nombre de ceux-ci.

A la fin de l'année 1918, la répartition numérique des unités malgaches était la suivante :

	COMBATTANTS.	ÉTAPES OU DÉPÔT.
France :		
Front N. et N.-E.	3	1
Fréjus		1
Service des travaux publics		1
Orient		3
TOTAUX	3	6
TOTAL GÉNÉRAL	9	

On comptait, en outre, 15.000 Malgaches dans les formations d'artillerie lourde.

La colonie fournit au total 45.863 engagés volontaires, dont 41.355 combattants et 4.508 non-combattants[1].

[1] Il faut ajouter, à l'envoi du personnel en Europe, l'envoi du matériel de guerre, dont notamment 1.200 tonnes de matériel d'artillerie ou munitions.

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

Sur ce nombre 4.000 sont tombés pour la France (tués ou décédés à la suite de blessures ou de maladies), mais tous ont fait preuve de courage, d'entrain et d'endurance, comme de multiples témoignages de satisfaction et des citations collectives ou individuelles en font foi. Les militaires malgaches, bien instruits et bien encadrés, ont su, dès leur arrivée en Europe, s'égaler aux meilleurs soldats de l'armée française[1]. On doit regretter qu'il n'ait été fait appel que tardivement à leur concours sur les champs de bataille.

EFFORT ÉCONOMIQUE.

L'aide apportée à la métropole par Madagascar ne s'est pas limitée à la contribution militaire.

La Grande Ile possède des richesses agricoles d'autant plus diverses qu'elle jouit des climats les plus variés, tropicaux et tempérés.

Des achats directs effectués par l'administration permirent d'expédier en France une grande quantité de gomme-copal (85.150 kilogs, de 1914 à 1917); la majeure partie de la récolte de haricots fut également achetée pour les besoins de l'armée.

L'initiative privée ne fut pas moins active que l'administration, et des sociétés agricoles, établies dans les riches régions du Sambirano, exportèrent de grosses quantités de manioc destiné à des usines travaillant pour l'armée à la fabrication de l'alcool.

Il fut exporté aussi une proportion considérable de manioc «enrichi», sous forme de farine de manioc, de fécule et de tapioca et, en outre, du riz, du café, du cacao, etc., sans oublier le raphia, qui rendit de grands services dans la préparation des camouflages; le total de ces diverses exportations a atteint environ 4.500 tonnes [2].

---

[1] Les citations obtenues par le 12e bataillon malgache, le seul qui ait servi comme unité combattante pendant une longue période, figurent en annexe.

Par ailleurs, le chapitre v de l'ouvrage de la collection «Les Armées Françaises d'Outre-Mer» : *Les contingents coloniaux* (*Du soleil et de la gloire*), met en relief toute l'importance des services rendus par les militaires malgaches dans les diverses formations où ils ont été appelés à servir.

[2] Il convient aussi de signaler le tsorindrano, racine qui, grâce à sa légèreté extrême, fut utilisée pour la fabrication des appareils de sauvetage des militaires envoyés à l'extérieur.

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

Mais comme tout pays neuf où l'agriculture intensive n'a pas encore fait son apparition, Madagascar est un pays d'élevage.

La totalité de la production des usines de la colonie en viande de bœuf, en conserve ou frigorifiée fut réservée au ministère de la guerre, et les quantités furent expédiées au fur et à mesure de la fabrication.

Les exportations, de 4.154 tonnes en 1914, passèrent à 9.154 en 1915, à 11.104 en 1916, et à 16.703 en 1917.

Dès cette date, cinq importantes usines de viandes frigorifiées ou de conserves de bœuf étaient en plein fonctionnement : à Majunga, Tamatave, Diego-Suarez (deux) et à Tananarive; en outre, une immense usine de conserves de porc était inaugurée à Antsirabe[1].

L'exportation des cuirs passa de 5.527 tonnes en 1914 à 7.864 en 1915, puis à 8.522 en 1916, et si une chute se produisit en 1917 en raison de la rareté du fret, l'exportation reprit en 1918 avec un envoi de 2.235 tonnes de peaux brutes et 1.175 tonnes de peaux arseniquées, d'une valeur totale de 5.537.228 francs.

Bien que le sol de la colonie ne fût pas encore complètement exploité, la Grande Ile a apporté avec son graphite une aide efficace aux usines métallurgiques de la métropole.

Le développement des nombreuses carrières qui fonctionnaient déjà était subordonné à une question de main-d'œuvre.

Le gouverneur général apporta une solution à ce problème en ordonnant[2] des prestations supplémentaires dans l'intérêt de la défense nationale. Cette sorte de mobilisation de la main-d'œuvre, indépendante des prestations ordinaires gratuites, était rémunérée à un prix avantageux. Elle permit aux exploitants de graphite de développer leurs entreprises selon les besoins.

---

[1] En 1918, il a été exporté en France :

	KILOGR.	VALEUR.
Viande de bœuf	3.945.630	7.891.260
Viande de porc	16.526	83.052
Viande salée de porc	59	147
Extraits de viande	8.605	103.260
Charcuterie fabriquée	2.035	9.156
Conserves de viande en boîte	4.872.915	24.364.575
Saindoux	345.902	1.210.652
Suif	499.140	998.280

[2] Arrêté du 7 avril 1916.

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

Le tableau suivant montre la progression des exportations en tonnes de graphite :

1914	7.749
1915	14.851
1916	25.600
1917	27.000
1918	14.600

CONCOURS FINANCIER.

Il restait encore à soutenir financièrement la métropole : comme les autres, ce concours fut accordé sans compter.

Une somme de 2 millions (dont un prélevé sur la caisse de réserve et le second sur les ressources annuelles), fut offerte à la métropole pour la fabrication d'artillerie de gros calibre. Elle servit, en particulier, à la construction des mortiers de 400, qui furent d'ailleurs équipés avec des artilleurs malgaches.

Une somme de 100.000 francs fut attribuée aux régions libérées.

La colonie offrit en outre à la métropole de prendre à sa charge 100 orphelins de la guerre, qui devaient en principe recevoir une éducation propre à en faire plus tard d'utiles colons[1].

IV. LE SERVICE A L'EXTÉRIEUR DANS L'APRÈS-GUERRE.

En 1931, on compte :

1° En France :

2 régiments de tirailleurs malgaches à 3 bataillons;

2 régiments d'artillerie divisionnaire mixtes malgaches à 5 groupes de 2 batteries d'artillerie légère, d'artillerie de montagne ou d'artillerie lourde.

---

[1] Comme contributions particulières, la souscription des ambulances coloniales est à mentionner : la cotisation de Madagascar s'éleva à 5.248.000 francs.

Les nombreuses «journées», comme celles du «75», des «Orphelins», des «Mutilés de la guerre», «la journée Gallieni», etc., qui produisirent chacune 200.000 à 300.000 francs de recette, montrent avec quel enthousiasme les Malgaches apportèrent leurs concours.

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

2° Au Levant :

1 régiment d'artillerie coloniale mixte malgache à nombre variable de groupes et de batteries; . . . . . .

1 compagnie d'ouvriers d'artillerie coloniale mixte malgache.

En plus de ces régiments d'indigènes, un certain nombre de Malgaches sont versés annuellement dans les régiments d'artillerie de la Métropole et dans les services (Santé, Intendance, etc.) tant en France qu'au Levant.

L'effectif des militaires malgaches servant à l'intérieur atteint environ 8.200 : il est, par conséquent, très supérieur à celui des troupes indigènes servant à Madagascar.

L'effort fourni par la Grande Ile pendant la guerre se continue donc en temps de paix : c'est un hommage à la valeur du soldat malgache.

La France n'a pas tardé d'ailleurs à faire appel aux unités malgaches lorsque les affaires du Maroc et du Levant en 1925-1926 ont nécessité un envoi considérable de troupes sur ces théâtres d'opérations.

Mieux que toute autre indication, le libellé des citations accordées à des militaires malgaches en ces périodes de crise prouve l'étendue de leur dévouement et de leur bravoure [1].

---

[1] Voir annexe V.

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

CONCLUSION.

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

CONCLUSION.

Les droits de la France sur Madagascar datent de 1642, lorsque le Dieppois Rigault prit possession de la Grande Ile au nom du roi.

Les incessantes difficultés suscitées par l'Angleterre depuis cette époque suffisent à souligner l'importance de Madagascar et légitiment les efforts considérables réalisés par les Français pendant cette longue période pour y asseoir leur domination.

La lutte qu'ils durent soutenir, aussi bien contre les dirigeants hova que contre leurs conseillers officieux, ne dura pas moins de trois siècles; elle donne la mesure de leur persévérance. Sans doute, les gouvernements qui se succédèrent à Paris pendant ce laps de temps ne montrèrent pas toujours l'énergie et l'adresse suffisantes; il est toutefois réconfortant de constater qu'à Madagascar même, il se trouva toujours des Français qui, au milieu des vicissitudes les plus cruelles, surent sauvegarder les droits de leur pays et préparer ainsi la conquête définitive.

L'histoire de Madagascar, depuis le XVIIe siècle, renferme à chaque page des exemples de bravoure, de désintéressement et d'opiniâtreté qui permettent de placer les Français au premier rang des peuples colonisateurs.

La période décisive de la conquête fut l'expédition de 1895; elle mérite qu'on s'y arrête : cette expédition se présente à un moment où le calme et la tranquillité règnent à peu près dans notre empire colonial; il est possible d'y consacrer des forces sérieuses; le relèvement du pays, après les désastres de 1870, est complet, et la rapidité avec laquelle, après un court recueillement, la France a fait sa réapparition sur la scène mondiale, a étonné le monde entier et suscité chez ses anciens adversaires eux-mêmes une admiration inquiète. En 1895, elle est en pleine possession de ses moyens. Aussi l'expédition fut-elle accueillie par le pays avec le plus grand enthousiasme et l'on fut obligé de refuser des volontaires.

L'organisation ne fut pas ce qu'elle aurait dû être et le débarquement des troupes à Majunga se heurta à bien des difficultés : la cause en est sans doute dans l'inexpérience qui présida au choix des bâtiments et à leur

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

chargement; l'utilisation d'une rade presque inconnue rendit encore la tâche plus délicate. Le tour de force fut pourtant réalisé, de transporter à plus de 10.000 kilomètres de la métropole, dans le minimum de temps, une armée de 15.000 hommes avec tout son matériel. L'exécution de la campagne elle-même n'offrit pas de faits d'armes éclatants : les soldats de la France eurent à lutter moins contre l'ennemi que contre le terrain et le climat. Leur œuvre n'en est que plus attachante et, dans la relation qui en est faite on ne sait pas ce qu'il convient d'admirer davantage : du bel acte d'énergie de ce général en chef prenant la résolution, malgré tous les aléas que comporte une pareille opération, de lancer une colonne volante sur Tananarive sans attendre la réalisation d'une voie de communication sûre, — ou de la résistance héroïque de ces troupes, qui, épuisées par la maladie, ne disposant que de rations réduites, parcourent plus de 400 kilomètres de pays inconnus avec un entrain jamais ralenti. L'exemple est rare d'un coup d'audace aussi remarquable.

La pacification fut menée de main de maître : en moins de dix ans, avec des effectifs restreints, malgré des difficultés de communication inouïes et en dépit d'une résistance courageuse, les Français réussirent à faire respecter leur drapeau et, ce qui est mieux, à faire aimer leur patrie. Le mérite en revient à Gallieni dont les méthodes ont justement fait école. La plus belle récompense de ces efforts a été le loyalisme et le dévouement manifestés durant la Grande Guerre par les populations indigènes de la Grande Ile; ayant ressenti vivement l'affront que l'Allemagne avait fait à la France, elles ont envoyé sur tous les théâtres d'opérations leurs volontaires et leurs richesses.

Si l'on tient compte de l'ancienneté des droits de la France, Madagascar est une vieille possession; si l'on considère les résultats déjà obtenus et l'avenir qui se découvre, c'est une de ses plus belles colonies; si l'on songe enfin au grand nombre de nos nationaux qui sont morts à la peine et y sont demeurés ensevelis, on peut dire que la terre malgache, imprégnée du sang français, est devenue vraiment une terre française.

Dans le cas de conflits entre grandes puissances, les colonies avec leurs ressources neuves joueraient un rôle considérable. Or, Madagascar occupe une situation particulièrement importante; déjà, lorsque le canal de Suez n'existait pas encore, la route des Indes passait par le cap de Bonne-Espérance et l'actuelle Afrique orientale française; à présent, le canal de Suez peut être si facilement obstrué et il y a de tels risques à y faire passer

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

une flotte de guerre, que la voie d'Europe aux Indes, à la côte orientale d'Afrique et même à l'Australie, par le cap de Bonne-Espérance, sera la seule praticable aux époques troublées. En outre, la Grande Ile se trouve exactement à moitié chemin, par la route du cap, entre l'Amérique et les Philippines. Madagascar, lors d'un conflit entre puissances maritimes, ne manquerait pas d'être convoitée et peut-être y aurait-il à assurer sa défense. C'est une tâche qui ne doit pas être négligée par les successeurs de ceux qui ont glorieusement conquis et remarquablement pacifié la Grande Ile.

CeDRASEMI BIBLIOTHÈQUE C.N.R.S. / E.H.E.S.S.

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

ANNEXES.

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

ANNEXE I.

RÉPARTITION DES TROUPES EN 1899

(GARNISON DE DIEGO-SUAREZ EXCEPTÉE).

ARMES, CORPS OU UNITÉS.	TERRITOIRES OU CERCLES.	EFFECTIFS.	
		Compagnies.	
Infanterie de marine	Cercles de Tananarive et d'Arivonimano	4	13
	1er territoire militaire	3	
	Cercle d'Ankazobe	3	
	Cercle de Betafo	1	
	Cercles des Bara	2	
Régiment colonial indigène	Cercle de Mahavavy	1	12
	Cercle de Maintirano	2	
	2e territoire militaire	1	
	Cercle de Betsiriry	2	
	Cercle de Morondava	5	
	Cercles de Tulear et de Fort-Dauphin (annexe)	1	
Légion étrangère	Cercles de Tananarive et d'Arivonimamo	1	6
	Cercle de Morondava	1	
	Cercles d'Analalava et de Mandritsara	1/2	
	Cercle de Majunga	1/2	
	Cercle de Tulear	2	
	Cercle annexe de Fort-Dauphin	1	
Tirailleurs malgaches	1er et 3e territoires militaires	2	18
	Cercle d'Ankazobe	1/2	
	Cercle de Maevatanana	1	
	Cercle annexe d'Andriamena	1	
	Cercle de Mahavavy	2	
	Cercle de Betafo	1 1/2	
	Cercle annexe de Betsiriry	1	
	Cercle de Morondava	3	
	Cercles d'Analalava et Mandritsara	2	
	Cercle de Tulear	1	
	Cercle des Bara	3	
Artillerie	3e territoire	4 pièces (1 batterie).	
	Cercle de Morondava	2 pièces (1 section).	
	Cercles d'Analalava et Mandritsara	3 pièces.	
	Cercle de Majunga	4 pièces (1 batterie).	

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

ANNEXE II.

RÉPARTITION DES TROUPES EN 1914.

BATAILLON D'INFANTERIE COLONIALE DE DIEGO-SUAREZ.

État-major	Antsirane.
1re compagnie	Cap d'Ambre.
2e et 3e compagnies	Antsirane.
4e compagnie	La Réunion.

BATAILLON D'INFANTERIE COLONIALE DE L'EMYRNE.

État-major	Tananarive.
1re compagnie	—
2e compagnie	—
3e compagnie	—
4e compagnie	Mantasoa.

BATAILLON SÉNÉGALAIS DE MADAGASCAR.

État-major	Majunga.
1re compagnie	—
2e compagnie	Tsiandro.
—	Antsalova.
—	Ankavandra.
—	Benjavilo.
3e compagnie	Morondava.
—	Mandabe.
4e compagnie	Tulear.
—	Befandriana.
—	Betioky.

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

1er RÉGIMENT DE TIRAILLEURS MALGACHES.

État-major du régiment	Tananarive.
État-major du 1er bataillon	Majunga.
1re compagnie.	—
2e compagnie	—
3e compagnie.	Ambato.
—	Tsaralalanana.
—	Sitampiky.
4e compagnie.	Kandreho.
—	Ambatomainty.
État-major du 2e bataillon	Tananarive.
5e compagnie	—
6e compagnie	—
7e compagnie	—
8e compagnie	—
État-major du 3e bataillon	Maintirano.
9e compagnie.	Maintirano.
—	Tambohorano.
—	Morafenobe.
10e compagnie	Serinam.
—	Berevo.
—	Ilot Indien.
11e compagnie	Miandrivazo.
—	Malaimbamdy.
12e compagnie	Besalampy.
—	Bokarano.
—	Bekodoka.

2e RÉGIMENT DE TIRAILLEURS MALGACHES.

État-major du régiment	Tamatave.
État-major du 1er bataillon	—
1re compagnie	—
2e compagnie	—
3e compagnie	—
4e compagnie	—
État-major du 2e bataillon	Farafangana.
5e compagnie.	Fort-Dauphin.
—	Beara.
6e compagnie.	Farafangana.
—	Kandana.
7e compagnie.	Betroka.

CeDRASEMI BIBLIOTHEQUE C.N.R.S. / E.N.E.S.S.

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

8e compagnie	Midongy.
—	Iakora.
—	Befotaka.
État-major du 3e bataillon	Fort-Dauphin.
9e compagnie	Fort-Dauphin.
—	Manantenina.
10e compagnie	Tsivory.
—	Bekily.
11e compagnie	Ambovombe.
—	Antanimora.
—	Beloha.
12e compagnie	Ampanihy.
—	Androka.

3e RÉGIMENT DE TIRAILLEURS MALGACHES.

État-major du régiment	Antsirane.
1re compagnie	—
2e compagnie	—
3e compagnie	—
4e compagnie	—
État-major du 2e bataillon	Cap Diego.
3e compagnie	Ambohivahibe.
—	Amponbiantambo.
—	Ambakirano.
—	Ambandrofo.
—	Sadjovato.
—	Loky.
6e compagnie	Cap Diego.
7e compagnie	—
8e compagnie	—
État-major du 3e bataillon	Antsirane.
9e compagnie	—
10e compagnie	—
11e compagnie	—
12e compagnie	—

7e RÉGIMENT D'ARTILLERIE COLONIALE.

État-major	Antsirane.
1re batterie montée	Sakaramy.
2e batterie de montagne	Antsirane.
3e batterie de montagne	Tananarive.

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

4e batterie à pied ..... Orangea.
5e batterie à pied ..... Antsirane.
6e batterie à pied ..... Orangea.

COMPAGNIES D'OUVRIERS.

10e compagnie ..... Tananarive.
11e compagnie ..... Antsirane.

SECTION DE SECRÉTAIRES D'ÉTAT-MAJOR.

Détachement ..... Tananarive.
Détachement ..... Diego-Suarez.

SECTION DE TÉLÉGRAPHISTES.

Réseau de Diego-Suarez ..... Antsirane.
— — ..... Cap Diego.
— — ..... Windsor Castle.
— — ..... Cap d'Ambre.
— — ..... Vatomainty.
— — ..... Orangéa.
— — ..... Ankoka.
— — ..... Fontaine tunisienne.
— — ..... Sakaramy.
— — ..... Cap d'Ambre.
Réseau de l'Emyrne ..... Tananarive.
— — ..... Andramasina.

SECTION D'INFIRMIERS.

Détachement ..... Tananarive.
— ..... Diego-Suarez.
— ..... Majunga.
— ..... Tamatave.
— ..... Morondava.
— ..... Fort-Dauphin.

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

SECTION DE COMMIS ET OUVRIERS D'ADMINISTRATION.

Détachement	.....	Tananarive.
—	.....	Diego-Suarez.
—	.....	Tamatave.
—	.....	Majunga.

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

ANNEXE III.

RÉPARTITION DES TROUPES AU 1ER JANVIER 1931.

Au 1er janvier 1931 la répartition des troupes par places et postes est fixée selon les indications du tableau ci-dessous. Elle fait ressortir, par comparaison avec les périodes d'avant-guerre et de la guerre, la suppression d'un grand nombre d'unités et de postes, et le regroupement des unités dans les centres.

1er RÉGIMENT MIXTE DE MADAGASCAR.

État-major et C. H. R.	Tananarive.
État-major du 1er bataillon	—
1re compagnie sénégalaise	—
2e compagnie sénégalaise	—
3e compagnie sénégalaise	—
C. M. (sénégalaise), 2 sections sur bâts	—
État-major du 2e bataillon	Majunga.
4e compagnie	Morondava.
5e compagnie	Majunga.
6e compagnie	Tulear.
7e compagnie sénégalaise + S. M. sur bâts	Majunga.
État-major du 3e bataillon	Tananarive.
8e compagnie	—
9e compagnie	—
C. M. 3 sur bâts	—

2e RÉGIMENT MIXTE DE MADAGASCAR.

État-major et C. H. R.	Antsirane.
État-major du 1er bataillon	—
1re compagnie	—
2e compagnie	Cap Diego.
3e compagnie	Antsirane.
C. M. 1 sur bâts (2 sections)	Ankorika.

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

État-major du 2e bataillon	Antsirane.
5e compagnie	Cap d'Ambre.
6e compagnie	Réunion.
C. M. 2 sur (voiturettes)	Antsirane.

RÉGIMENT DE TIRAILLEURS MALGACHES.

État-major et C. H. R.	Tamatave.
État-major du 1er bataillon	—
1re compagnie	—
2e compagnie + S. M. sur bâts	—
3e compagnie	—
État-major du 2e bataillon	Fort-Dauphin.
4e compagnie	Tsihombe, Beloha.
5e et 6e compagnies	Fort-Dauphin.

COMPAGNIE D'OUVRIERS D'ARTILLERIE COLONIALE.

10e compagnie	Tananarive.
11e compagnie	Diego-Suarez.

GROUPE D'ARTILLERIE COLONIALE DE DIEGO-SUAREZ.

État-major et C. H. R	Antsirane.
1re batterie (75 attelé)	Sakaramy.
2e batterie (65 montagne)	Antsirane.
4e batterie à pied	Orangéa.

BATTERIE DE TRANSITION.

Batterie de 75 de montagne	Tananarive.

BATTERIE DE L'ÉMYRNE.

Batterie de 65 de montagne	Tananarive.
Section de chars	—

ESCADRILLE DU GROUPE DE L'AFRIQUE ORIENTALE.

1 escadrille	Tananarive (Ivato).

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

SERVICE DE L'INTENDANCE.

Section de C. O. A. : détachements à ..... Tananarive.
— — — ..... Diego-Suarez.
— — — ..... Tamatave.

SECTION DES SECRÉTAIRES D'ÉTAT-MAJOR COLONIAUX.

Détachements à ..... Tananarive.
— ..... Diego-Suarez.
— ..... Saint-Denis (Réunion).

SECTION D'INFIRMIERS COLONIAUX.

Détachements à ..... Tananarive.
— ..... Diego-Suarez.

En résumé, les troupes du corps d'occupation comprennent :
2 régiments mixtes (5 bataillons);
1 régiment de tirailleurs malgaches (2 bataillons);
5 batteries d'artillerie;
1 section de chars;
1 escadrille;
2 compagnies d'ouvriers d'artillerie coloniale;
1 détachement de C. O. A. coloniaux;
1 détachement des secrétaires d'état-major coloniaux;
1 détachement d'infirmiers coloniaux.

Elles forment, pour l'ensemble du corps d'occupation, y compris le personnel officier de l'état-major et des services, un total de :
172 officiers;
1.371 hommes de troupe Européens;
3.732 indigènes.

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

ANNEXE IV.

RÉCOMPENSES OBTENUES
PAR LE 12e BATAILLON DE CHASSEURS MALGACHES
DU 7 AVRIL 1917 AU 11 NOVEMBRE 1918.

Médailles militaires	65
Citations à l'ordre de l'armée	26
— du corps d'armée	31
— de la division	112
— de la brigade	50
— du régiment.	874
Total des distinctions	1.158

(y compris celles qui ont été accordées aux cadres européens).

Pertes :

Tués	201
Blessés.	861
Disparus (présumés tués)	220
Total.	1.282

CITATIONS COLLECTIVES.

Première citation. — Ordre général n° 612 (25 juillet 1918).

Est cité à l'ordre de la VIe armée : le 12e bataillon malgache. Unité tactique de premier ordre : sous les ordres du commandant Groine, tombé glorieusement le 31 mai, puis du capitaine adjudant-major Rossigneux n'a cessé de combattre en première ligne pendant les opérations du 27 mai au 4 juin 1918, disputant le terrain avec une indomptable ténacité et sans souci des pertes subies, à un adversaire très supérieur en nombre. A largement contribué par son esprit de sacrifice et ses brillantes qualités guerrières, à rétablir une situation difficile et à reconstituer le front contre lequel les efforts de l'assaillant sont finalement venus échouer.

Signé : Degoutte.

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

Deuxième citation, à l'ordre de la Xe armée (13 octobre 1918).

Le 18 juillet sous l'énergique impulsion de son chef, le commandant Hippeau, s'est élancé à l'assaut d'un village fortement organisé et tenu par l'ennemi, et l'a enlevé dans un élan superbe.

Entreprenant aussitôt une nouvelle action dans une direction différente, a occupé et nettoyé rapidement un bois rempli de mitrailleuses.

A ainsi réalisé une avance de 3 kilomètres sur un front de 1.800 mètres, faisant plusieurs centaines de prisonniers, capturant des canons et de nombreuses mitrailleuses.

Signé : MANGIN.

Le bataillon a reçu à ce moment la fourragère aux couleurs de la Croix de guerre.

Troisième citation, à l'ordre de la Xe armée (27 octobre 1918).

Bataillon magnifique, qui sous l'énergique commandement du chef de bataillon Hippeau, s'est signalé, au cours des opérations du 28 août au 15 septembre 1918, par son mordant, sa vigueur, sa ténacité et le bel esprit de sacrifice qui l'anime.

Le 2 septembre, malgré les feux nourris de mitrailleuses qui le prennent de flanc et de front, il emporte de haute lutte les organisations du village de Terny-Sorny, plus de 200 prisonniers, et s'y maintient malgré de violentes contre-attaques.

Le 14 septembre, poursuivant un effort qui ne s'était pas démenti depuis douze jours, il s'élance à l'attaque des positions ennemies solidement tenues; dans un élan superbe, irrésistible, il submerge tout un système de tranchées fortement organisées et défendues par les meilleures troupes ennemies, fait plus de 200 prisonniers et capture un énorme matériel.

Signé : MANGIN.

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

ANNEXE V.

QUELQUES CITATIONS OBTENUES AU MAROC ET AU LEVANT.

INFANTERIE.

Ordre de la division n° 465 du 31 décembre 1925 :

Ranaivo, 8298, sergent.

Sous-officier calme et de sang-froid qui, le 2 août 1925, au cours de l'attaque du convoi qu'il escortait, a su maintenir sous le feu violent de l'ennemi ses tirailleurs à leurs postes de combat.

Ordre du régiment n° 85.

Rajaonarison, 8063, sergent.

Sous-officier brave et dévoué. S'est toujours distingué au cours des opérations dans le Djebel Druze en 1926 en maintenant un ordre parfait dans son groupe dans des circonstances difficiles et périlleuses.

Ordre du régiment n° 44 du 20 juin 1928.

Rainikalady, 2761, 2e classe.

Très bon tirailleur. En service au Levant depuis le 20 juillet 1925. A été blessé aux combats des 2 et 3 août, en faisant bravement son devoir. A participé ensuite jusqu'en septembre 1927 à toutes les reconnaissances du groupe franc du bataillon.

Ordre du régiment n° 14 du 10 novembre 1925 :

Ramasy, 34734, 1re classe.

Tirailleur énergique et brave, toujours volontaire pour les missions périlleuses. A été grièvement blessé d'une balle au bas ventre le 16 septembre 1925 au cours d'un engagement au Maroc.

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

ARTILLERIE.

Ordre de la brigade n° 34 du 19 mai 1926 :

RAINIASY, 2933, adjudant.

Excellent sous-officier. A pris part depuis le 11 novembre à toutes les opérations dans le Djebel Druze et dans l'Hermon où, par son calme et son sang-froid, a réussi à éviter des pertes en défilant le mieux possible les hommes et les animaux dont il avait la conduite, en particulier aux combats de Ressas, le 7 octobre 1925, et de Bakassem, le 24 novembre 1925 (Levant).

Ordre du régiment n° 641 du 25 juin 1925 :

RAINIBOTOSON, 34302, brigadier.

Brigadier d'un calme et d'un sang-froid remarquables. Le 25 mai 1926 devant Atel, a maintenu le plus grand ordre parmi les conducteurs de sa pièce sur lesquels était dirigée la fusillade ennemie (Levant).

(Ce brigadier obtint une deuxième citation en 1927.)

Ordre du régiment n° 853, du 23 février 1927 :

Excellent brigadier indigène, courageux en toutes circonstances. Au combat du samedi 8 novembre 1926, a rendu les plus grands services au cours de mise en batterie sur des positions soumises à un feu violent de l'ennemi.

Ordre du régiment n° 42 :

RAMENA, 5921, 1re classe.

Pendant les journées du 23 et 24 décembre 1926, faisant partie d'un poste avancé, s'est fait remarquer par son calme et sa belle attitude au feu, donnant l'exemple à ses camarades (Levant).

Ordre du régiment :

RABIA, 34006, 1re classe.

A pris part en 1925 aux combats de l'Oued Amelil et de l'Essebt. S'est distingué au cours des dernières opérations de la tache de Taza (24 juin-27 juillet) par son courage et son dévouement.

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

DOCUMENTS CONSULTÉS.

Archives de l'état-major du général commandant supérieur.
Bulletins du comité de Madagascar.
Journaux officiels de Madagascar.
A. You. — Histoire de Madagascar.
Revue de Madagascar.
Rapports d'ensemble du général Gallieni.
E. Hellot. — La pacification de Madagascar.
Colonel Lyautey. — Dans le sud de Madagascar.
E. Grandidier. — Le Myre de Vilers. Duchesne. Gallieni.
G. Grandidier. — Quarante ans d'histoire malgache.
Général Duchesne. — Rapport sur l'expédition de Madagascar.
P. Malzac. — Histoire du royaume hova.
P. Suau. — La France à Madagascar.
M. Mondain. — Des soldats français chez Ranavalona III.
(Mémoire de l'Académie malgache.)
Martineau. — Madagascar en 1894.

CeDRASEMI
BIBLIOTHEQUE
C.N.R.S. / E.H.E.S.S.

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

TABLE DES CROQUIS ET CARTES.

	Pages.
Carte pour les affaires de Miadana, Marovaay, et du gué du Tamarinier	118
Carte pour les opérations autour de Mevatanana	122
Carte pour le combat de Tsarasotra et du Beritsoka	124
Combat de Tsinainondry	132
Combat des Grands Ambohimena	133
Combat de Sabotsy et prise de Tananarive	136
Itinéraire du Corps expéditionnaire de Madagascar	146
Pacification de l'Emyrne	192
Carte de la pacification en octobre 1896	158
Carte de la pacification en 1897	196
Carte de la pacification en 1898	224
Carte de la pacification en avril 1899	226
Carte générale de Madagascar au 1/2.000.000e	jointe au volume.

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

TABLE DES ILLUSTRATIONS.

		Pages.
Planche I.	— Campement de l'armée Hova, place de Mahamasina, en 1874.	70
Planche II.	— Rainilaiarivony, Premier Ministre	94
Planche III.	— Un général Hova en grande tenue en 1895	102
Planche IV.	— Kabary de la déclaration de guerre en 1895	106
Planche V.	— Ranavalona III en 1895	138
Planche VI.	— Le général Gallieni dans son cabinet de travail	162
Planche VII.	— Soumission de Rabzaka, 4 mars 1898	172
Planche VIII.	— Rabezavana, chef de fahavalo en 1897	184
Planche IX.	— Rainibetsimisaraka, chef fahavalo et ses lieutenants	194
Planche X.	— Rangita, grand chef Sakalava	214
Planche XI.	— Retour du général Gallieni, 28 août 1900	228
Planche XII.	— Groupe de guerriers Bara en 1901	236
Planche XIII.	— Route de l'Est, chantier d'Ampasimbola en 1898	270
Planche XIV.	— Départ du général Pennequin, 21 juin 1900	276

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

TABLE DES MATIÈRES.

INTRODUCTION.

I. — Aperçu géographique 10
II. — Colonisation européenne avant la conquête française..... 21

PREMIÈRE PARTIE.

EXPÉDITIONS ET CAMPAGNES DE 1800 À 1890.

CHAPITRE I :

Expédition de 1829. — Expédition franco-anglaise de 1845. — Projet de protectorat français. — Compagnie de Madagascar. — Traité anglo-hova de 1865. — Traité franco-hova de 1868 45

CHAPITRE II :

Causes de la guerre de 1883 à 1885. — Succession Laborde. — Prétentions des Hova.....
Campagne de l'amiral Pierre (1883)..... 71
Campagne de l'amiral Galiber (1883-1884)..... 75
Campagne de l'amiral Miot (1884-1885)..... 78
Traité du 17 décembre 1885..... 81
89

DEUXIÈME PARTIE.

LA CAMPAGNE DE 1895.

CHAPITRE I :

Les causes de l'expédition de 1895.....
Le gouvernement et l'armée hova à la fin de 1894..... 97
Caractéristiques de la campagne de 1895..... 102
104

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

Chapitre II :

Préparatifs de l'expédition de 1895 107
Opérations de l'avant-garde 114

Chapitre III :

Opérations du corps expéditionnaire jusqu'à la prise d'Andriba (19 mai-14 septembre 1895) 120

Chapitre IV :

Opérations de la colonne légère. — Prise de Tananarive (14 septembre-30 septembre 1895) 129

Chapitre V :

Premiers mouvements insurrectionnels 140
Les pertes et les rapatriements 143

TROISIÈME PARTIE.

LA PACIFICATION DE LA GRANDE ÎLE.

Chapitre I :

Les troubles au début de 1896. Leurs causes. Leur extension. 149

Chapitre II :

La pacification de l'Emyrne. 166

Pacification du cercle d'Ambatondrazaka 167
Pacification du cercle de Moramanga 171
Pacification du cercle d'Ambohidrabiby 172
Création du 1er territoire militaire 174
Pacification du cercle d'Ambohidratrimo 179
Pacification du cercle d'Arivonimamo 185
Pacification du cercle d'Ambatomanga 189
Création du 2e territoire militaire 193

Chapitre III :

Pénétration dans l'ouest, le nord-ouest et le sud de Madagascar en 1897... 195

Première occupation de Betsiriry et du Menabe 196
Soulèvement des Sakalaves 200

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

Opérations dans le nord-ouest..... 203
Pénétration dans le sud du Betsileo, chez les Bara et les Tanala..... 204
Opérations exécutées dans les cercles de Fort-Dauphin et de Tulear..... 207
Situation à la fin de 1897 dans l'ouest et le sud de l'Ile..... 209

Chapitre IV :

La pacification en 1898.

Opérations dans le 2e territoire..... 211
Opérations dans le 4e territoire..... 215
Opérations dans le cercle des Bara..... 216
Opérations dans le cercle de Tulear..... 219
Situation générale dans l'ouest et le sud de Madagascar à la fin de 1898..... 222
Situation générale dans les territoires du nord à la fin de 1898..... 223

Chapitre V :

La pacification du Sud (1899-1902).

Situation au début de 1899. — Organisation militaire..... 226
Création du commandement supérieur du Sud..... 229
La pacification du sud : période de préparation pendant la mauvaise saison (octobre 1900-février 1901)..... 232
La pacification du sud : période d'exécution (avril 1901-mai 1902)..... 240

Chapitre VI :

Insurrection dans le sud (1904-1905)..... 262

Chapitre VII :

L'organisation du point d'appui de Diego-Suarez..... 268

Chapitre VIII :

Situation d'ensemble au départ du général Gallieni. Remise des pouvoirs à M. Lepreux..... 270
Les troupes indigènes malgaches..... 273

QUATRIÈME PARTIE.

LA GUERRE DE 1914-1918. — LEVANT. — MAROC.

Situation au point de vue politique et militaire au début de 1914..... 279
Composition du corps d'occupation en 1914..... 281
Effort fourni par la colonie pendant la guerre..... 282
Le service à l'extérieur dans l'après-guerre..... 297

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

CONCLUSION.

Conclusion..... 301

Annexe I :

Répartition des troupes en 1899..... 307

Annexe II :

Répartition des troupes en 1914..... 308

Annexe III :

Répartition des troupes en 1931..... 313

Annexe IV :

Récompenses obtenues par le 12e bataillon de chasseurs malgaches (1917-1918). 316

Annexe V :

Quelques citations obtenues au Maroc et au Levant..... 318

Bibliographie..... 321

CeDRASEMI BIBLIOTHEQUE C.N.R.S. / E.H.E.S.S.

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

Université Côte d'Azur. Bibliothèques